



LES JEUNES
IHEDN

LES PUBLICATIONS

Les cahiers du comité Asie- Pacifique n°21

Gagner la guerre économique
en Asie-Pacifique



Par le comité d'études Asie-Pacifique des Jeunes IHEDN



Ce texte n'engage que la responsabilité des auteurs. Les idées ou opinions émises ne peuvent en aucun cas être considérées comme l'expression d'une position officielle de l'association Les Jeunes IHEDN.



AVANT-PROPOS

Les Jeunes IHEDN

L'association des Jeunes IHEDN est la première association française de jeunes sur les questions de défense, de sécurité et d'engagement. Plus que jamais, le monde que nous connaissons change et se transforme. Les équilibres sont bouleversés, tant en matière de politique que de géopolitique ou d'économie, rendant très incertaine et complexe la partie qui se joue sur l'échiquier mondial.

Nous vivons à une époque où 55 % de la population mondiale est âgée de moins de 27 ans. Au sein des Jeunes IHEDN, nous sommes convaincus que la jeunesse est aujourd'hui autant un sujet de société qu'un réservoir de solutions bienveillantes et pertinentes pour notre avenir commun. C'est dans ce contexte que l'association des Jeunes IHEDN, forte de près de 2 000 jeunes citoyens, dynamise une réflexion innovante et impertinente autour des problématiques de défense et de sécurité regroupant les sphères militaires, diplomatiques, économiques, civiles et culturelles.

Le Comité Asie-Pacifique

Ce comité d'études a vu le jour en 2011, porté par des membres attachés à la compréhension de certains pays d'Asie. En 2021, le comité s'est élargi à l'Océanie. Il est devenu en 2023 le comité Asie-Pacifique. Loin d'être uniforme, l'Asie-Pacifique est un espace aux diverses facettes, aux réalités variées et aux enjeux multiples. D'aucuns diront qu'il s'agit du continent du XXI^e siècle et ces dix dernières années ont démontré son imbrication dans l'ensemble des systèmes internationaux. Le Pacifique, quant à lui, est un espace dispersé, tant réceptacle des ambitions étrangères qu'acteur de son propre futur. La confluence de problématiques géoéconomiques, technologiques, environnementales et sécuritaires nécessite de s'intéresser de plus près à ces territoires insulaires.

Gabriel GERVAIS | Responsable du comité Asie-Pacifique 2022-2023

Tristan SEGUR | Responsable-adjoint du comité Asie-Pacifique 2022-2023

INTRODUCTION

L'Asie-Pacifique est désormais l'arène centrale des tensions économiques, financières, technologiques, énergétiques et géopolitiques. Elle se trouve à l'épicentre d'une compétition pour la prééminence économique mondiale qui s'accélère avec la désoccidentalisation de l'ordre international, le retour de l'inflation, la démondialisation et l'invasion de l'Ukraine par la Russie début 2022. Au-delà de ces affrontements, après « le premier XXIème siècle » décrit dans l'ouvrage du même nom de Jean-Marie GUÉHENNO, la fragmentation de l'Espace mondial s'accroît de manière inédite. Les hypothèses de l'ouvrage d'Hervé COUTEAU-BÉGARIE, *2030, la fin de la mondialisation ?* (2009), nous apparaissent plausibles depuis l'Indopacifique.

Selon les projections macroéconomiques de la Banque Mondiale, d'ici 2030, l'Asie-Pacifique représenterait près de 60% du PIB mondial, confortant le déclassement de l'Europe et le déclin relatif étasunien au sein de l'ordre international. L'économie chinoise, pourrait même voir son PIB devenir le premier au monde d'ici la fin de la décennie. De plus, selon l'OCDE, l'Inde deviendrait la troisième puissance économique mondiale à l'horizon 2035.

Mais le contexte international est volatil et l'incertitude domine dans une concurrence internationale hors norme. La guerre en Ukraine, les perturbations des chaînes d'approvisionnement, la crise énergétique et la tentative des BRICS d'accélérer la dédollarisation de l'économie mondiale renchérissent le risque de manière multiforme : politique, économique, climatique, financier, technologique, social et militaire.

L'enjeu en Asie-Pacifique apparaît, par conséquent, comme immense. Repenser les problématiques régionales à l'aune de la multi-crise fait que chaque acteur devra y maîtriser autant les tenants et les aboutissants économiques que les crispations géopolitiques. En effet, il s'agit de réadapter cette citation de Jacques BAINVILLE, « La

supériorité des occidentaux tient, en dernière analyse, au capitalisme, c'est-à-dire à la longue accumulation de l'épargne. C'est l'absence de capitaux qui rend les peuples sujets. », à la désoccidentalisation de l'ordre international. Par ailleurs, y gagner la guerre économique veut aussi dire éviter toute situation perdant-perdant.

Fort de cette équation, les Cahiers du comité Asie-Pacifique n°21 s'attardent sur les thématiques suivantes de la guerre économique :

- De l'industrie de défense à l'aérospatial : entre suprématie et coopération
- L'énergie et les ressources naturelles : entre sécurisation et anticipation
- De la diplomatie à la politique économique : entre stratégie et tactique
- Le cyberspace et la compétition technologique : entre avantage compétitif et stratégique
- Le système financier et la (géo)économie internationale : la guerre hors-limite

Gabriel GERVAIS | Responsable du comité Asie-Pacifique 2022-2023
| Chargé de mission « Géoéconomie & risque économique » du comité Asie-Pacifique 2023-2024

Tristan SEGUR | Responsable-adjoint du comité Asie-Pacifique 2022-2023
| Responsable du comité Asie-Pacifique 2023-2024

MOT DU PRÉSIDENT

À la sortie des deux guerres mondiales et tirant les leçons des désordres économiques qui ont suivi, est signé le *General Agreement on Tariffs and Trade* (GATT, ancêtre de l'Organisation Mondiale du Commerce). Il place le commerce comme une solution aux guerres qui, selon l'approche libérale du « doux commerce », constitue un moyen de pacification des mœurs et un gage de prospérité.

Néanmoins, dans les années 1930, émerge une littérature développant la notion de guerre économique et mettant en exergue un commerce non dénué de violence et de coercition. Par les réglementations nationales et régionales, dans le cadre d'alliances, ou par les inégalités de moyens, le commerce peut être un instrument des États pour imposer leur volonté. En Asie, l'art de la guerre rencontre alors celle du Guangxi.

Avec le conflit en Ukraine, relançant le concept de Guerre de Haute intensité, l'État reprend une place centrale face aux marchés. L'économie est alors un levier d'action dans l'arsenal coercitif des acteurs étatiques. Il semble donc pertinent de s'intéresser à la notion de géoéconomie dans les troubles du monde d'aujourd'hui.

Essentiellement dominée par l'impérialisme américain, l'économie mondiale voit l'émergence de nouvelles puissances asiatiques. La Chine en tête avec l'aide de sa Nouvelle route de la soie, qualifiée de « projet du siècle » par Xi Jinping. Cependant, les pays de la zone Asie-Pacifique ne sont pas tous unis politiquement ou économiquement. La compétition est donc tout aussi régionale que mondiale.

Pandémie, conflits de territoires et dépendances technologiques : les tensions géoéconomiques et géopolitiques s'entremêlent et s'entrechoquent. À la croisée de nombreux enjeux, la guerre économique recouvre une large palette de problématiques toutes interconnectées.

Ce 21ème numéro des Cahiers du comité Asie-Océanie est le résultat d'un an de travail, porté par les membres du comité Asie et Océanie. Pour illustrer au mieux ce concept polysémique de la Guerre économique au sein de leur zone de prédilection, ces derniers

ont fait appel à d'autres comités de notre association. Cyber, Aéronautique et Espace, Industrie de Défense, Énergies et Environnement, la transversalité est de mise entre nos membres que je tiens tous à remercier chaleureusement.

Je tiens également à exprimer toute ma reconnaissance pour les nombreux experts qui ont accepté de nous prêter leur temps et leur plume. Leur générosité et la confiance qu'ils nous accordent sont précieuses et nous confortent dans la pertinence de nos actions.

Je vous souhaite, à toutes et à tous, une très bonne lecture !

Nicolas HENRY | Président de l'association Les Jeunes IHEDN



PRÉFACE

Durant les années 2010, est montée la thématique du « retour aux rivalités entre grandes puissances ». Le président OBAMA raillait Vladimir POUTINE qui voulait revenir aux XIXe ou XXe siècles, et ne comprenait pas le monde nouveau. Mais il était accusé aussi d'être faible et naïf, ancré dans les certitudes optimistes de l'après-guerre froide. Comme une bonne partie de l'élite stratégique aux États-Unis, Donald TRUMP a interprété le monde comme une scène de compétition entre puissances défendant leurs intérêts. Tout en étant critiqué pour s'être comporté comme un éléphant dans le magasin de porcelaine qu'est l'architecture de la gouvernance globale et le système américain d'alliances.

Son départ chaotique de la Maison Blanche en 2020 n'a pas dissipé la certitude que le monde s'est « re-géopolitisé », entraînant des analogies avec 1914, les années 1930, ou bien la guerre froide. Toutefois, depuis la fin des années 2010, les dimensions économiques et technologiques de cette « re-géopolitisation » ont pris une importance croissante, des pratiques protectionnistes à la guerre économique, en passant par l'accumulation des sanctions et le spectre de la « dédollarisation ». Des observateurs y voient un glissement de la mondialisation vers la sécurisation. Néanmoins, cette géoéconomie n'est pas si nouvelle, mais elle constitue une dimension majeure dans le cadre de la « nouvelle guerre froide » sino-américaine.

La géoéconomie à la fin de la guerre froide

Le terme géoéconomie s'est imposé au début des années 1990. Si l'on se souvient bien des deux grandes grilles d'analyse de la « fin de l'histoire » (Francis FUKUYAMA en 1989) et du « choc des civilisations » (Samuel HINTINGTON en 1993, popularisant l'expression créée par Bernard LEWIS en 1989), le célèbre stratège Edward LUTTWAK annonçait en 1990 le passage de la géopolitique à la géoéconomie¹. En effet, depuis la fin des années 1980, les États-Unis s'inquiétaient davantage du défi économique japonais que du défi

¹ LUTTWAK, Edward N., « From Geopolitics to Geo-Economics », *The National Interest*, été 1990.

stratégique soviétique. L'allié japonais était accusé d'avoir abusé de la protection américaine pour devenir une puissance économique (et financière après que les États-Unis ont imposé une réévaluation du yen afin de diminuer leur déficit commercial). Le système politique japonais aurait été tout entier tendu vers la primauté économique, quitte à tricher, influencer le Congrès par son lobbying, ruiner les industries traditionnelles américaines (l'automobile après le textile), et racheter le fleuron des entreprises américaines. Le Japon aurait eu l'intention de se réserver l'Asie, comme dans la première moitié du siècle, voire d'y créer un « bloc yen ». Ses avancées technologiques, notamment dans le domaine des semi-conducteurs, devaient lui permettre à terme non seulement de priver le complexe militaro-industriel des États-Unis de composants indispensables, mais de le transformer en puissance militaire du futur.

Le Japon apparaissait comme le vrai vainqueur de la guerre froide, comme l'Allemagne et l'Europe de l'Ouest, en marche vers une Union européenne concurrente des États-Unis et constituant une « forteresse Europe ». LUTTWAK se lamentait d'une « tiers-mondisation » des États-Unis. La création de l'ALÉNA devenait un moyen de compenser un peu le déficit avec le Japon, que Washington essayait aussi de diminuer par des exigences répétées à l'égard de Tokyo, en utilisant l'arsenal législatif (les dispositions « Super 301 » notamment) pour forcer son « ouverture ». L'ALÉNA et l'APEC servaient à renforcer la main des États-Unis face à l'Union européenne (UE) dans les négociations commerciales. La préservation de l'OTAN en 1990 avait aussi pour objectif d'empêcher la création d'un pôle de puissance indépendant et concurrent des États-Unis. Ceux-ci utilisèrent le caractère indispensable de leur marché et la puissance de leurs firmes de juristes pour imposer des sanctions extraterritoriales, afin de discipliner et d'aligner les acteurs économiques sur leur volonté diplomatique. La loi Helms-Burton pour Cuba en 1995 en est une première manifestation, qui se poursuivit notamment dans les sanctions contre l'Iran. Durant la guerre froide, les États-Unis avaient dû faire des concessions à leurs alliés dans leur volonté de sanction à l'égard de l'URSS, comme lors de l'affaire du gazoduc au début des années 1980, sujet de la thèse de science politique de l'actuel Secrétaire d'État de Joe BIDEN, Antony BLINKEN. Désormais, la priorité est bien davantage l'économie, quitte à tordre le bras des alliés : le

Japon fit un gros chèque pour la guerre du Golfe, et fut dissuadé de créer un Fonds Monétaire Asiatique lors de la crise économique asiatique de 1997.

John MEARSHEIMER, qui se targue d'avoir été un des premiers à annoncer le défi chinois à la fin des années 1990, craignait au début de la décennie le retour à un monde multipolaire, avec l'Allemagne et le Japon tentés naturellement par la puissance militaire, notamment nucléaire². Toutefois, la compétition devint moins vive, dès 1993. En effet, après l'éclatement de la bulle financière et immobilière, le Japon connut une longue stagnation, qui le retira à jamais des défis de puissance pour les États-Unis. L'Allemagne était absorbée par une unification très coûteuse en transferts nets et pour la croissance du pays et de l'ensemble de l'Europe de l'Ouest, par son chômage persistant et par l'accueil des migrants fuyant les guerres de l'ex-Yougoslavie, lesquelles montraient l'impuissance des Européens. Le traité de Maastricht connaissait une ratification difficile.

Un autre défi, de nature différente

À la fin des années 1980, Donald TRUMP s'en prenait publiquement au Japon qui avait abusé de la naïveté des États-Unis, lesquels s'étaient épuisés contre le mauvais adversaire durant la guerre froide. Ce raisonnement s'impose dans les années 2010, à l'égard de la Chine. De nouveau, les États-Unis auraient été naïfs. Ils se sont épuisés dans la « Global War On Terror » et dans leurs guerres dans le Grand Moyen-Orient, ne voyant pas que la Chine en tirait profit, en Asie puis dans le monde entier. Comme ils avaient favorisé le relèvement, puis la prospérité du Japon, ils ont coopté la Chine dans les organisations internationales (notamment en favorisant son entrée dans l'OMC), ont ouvert leur marché et facilité les transferts de technologie. Le déficit commercial à l'égard du Japon a été remplacé par celui à l'égard de la Chine. C'est moins le Japon que la Chine qui achetait des bons du Trésor américain, permettant aux États-Unis de poursuivre leur endettement et leurs dépenses militaires. La Chine est accusée d'avoir accéléré la désindustrialisation des États-Unis, même si les firmes américaines ont vu tous les avantages de la fabrication en

² MEARSHEIMER, John. « Why We Will Soom Miss the Cold War », *The Atlantic*, Août 1990.

Chine. La « fusion civilo-militaire » promue par la Chine risque de transformer les progrès technologiques chinois en supériorité militaire. D'autant que l'État chinois est plus encore que l'État japonais jadis, à la manœuvre dans la compétition internationale. Dès lors, les États-Unis ont tenté d'utiliser les mêmes moyens que face au Japon pour libéraliser et ouvrir le marché chinois, lutter contre une concurrence jugée faussée et contre la sous-évaluation du yuan, etc.

Toutefois, la Chine n'est pas un allié, comme l'était le Japon, et les États-Unis n'ont pu jouer du « racket à la protection ». Si, au début des années 1990, ceux-ci pouvaient se gausser du « Japon qui peut dire non »³, ils se sont inquiétés dès cette décennie de la multiplication des ouvrages sur le même modèle, appelant la Chine à « dire non ». La Chine apparaît comme une Union Soviétique hostile ayant plus encore de moyens économiques et technologiques que le Japon, fusionnant les défis de la fin des années 1980. Si l'échec et l'effondrement de l'URSS nous semble désormais une évidence inévitable, ses succès scientifiques et économiques inquiétaient dans les années 1950 et 1960. Et la Chine continue d'étudier les causes de l'échec soviétique, pour en tirer les leçons, notamment dans le domaine économique. Avant même les États-Unis, elle a réfléchi à l'« arsenalisation de l'interdépendance économique », qui est à la fois une menace (encourageant les politiques de « self-reliance ») et une opportunité, comme bâton et carotte dans les relations économiques et pour isoler les États-Unis en Asie et dans le monde (notamment dans le Sud). Depuis les années 1950, elle fait miroiter son marché pour diviser l'Occident.

Le dossier qui suit, montrant nombre de facettes de cette géoéconomie, vient au meilleur moment pour prendre la mesure des bouleversements actuels de la scène internationale, accélérés par l'apparente bi-mondialisation qui se constitue à bas bruit (au-delà de la rhétorique du « friend-shoring » et du « de-risking »), par les leçons tirées de la crise du Covid et de la guerre lancée par la Russie en Ukraine, en termes de vulnérabilités. Au-delà du défi idéologique chinois, qui n'est pas celui tonitruant du maoïsme des années 1960 ni du système communiste dirigé par Moscou, l'inconnue est bien la nature d'un monde

³ Livre de 1989, traduit en anglais en 1992, Shintaro ISHIHARA, *The Japan That Can Say No: Why Japan Will Be First Among Equals*, New York, Touchstone Books.

organisé autour de la domination technologique chinoise – mais aussi restructuré par la compétition technologique mondiale.

Pierre GROSSER | Historien des Relations Internationales, ancien directeur des études de l'Institut diplomatique du ministère des Affaires étrangères (2001-2009), membre du Centre d'histoire de Sciences Po Paris, auteur de plusieurs ouvrages sur l'Asie-Pacifique dont *L'Histoire du monde se fait en Asie. Une autre vision du XXe siècle* (2017) et *L'autre guerre froide. La confrontation Etats-Unis/Chine* (2023)



REMERCIEMENTS

De l'ASEAN à l'Indopacifique, du soft power aux menaces sécuritaire, depuis douze ans nos membres s'attachent à chercher, à comprendre, à explorer, au travers de ce qui est devenu une particularité bien propre à notre comité : les Cahiers du Comité Asie-Océanie, devenus aujourd'hui Asie-Pacifique.

Cette publication a été possible grâce au concours de nombreuses personnes – auteurs, relecteurs, éditeurs, motivateurs, penseurs –, et nous souhaitons leur témoigner toute notre gratitude ainsi qu'un l'intégralité des comités d'études, des délégations régionales et des délégations internationales.

Le comité Asie-Pacifique souhaiterait tout d'abord adresser toute sa reconnaissance au président de notre association Nicolas HENRY, et à notre comité directeur, sans qui un tel format ne serait pas possible. Une mention toute spéciale à Lou-Anne DUCOS et Amandine YVON qui, en plus de nous avoir soutenus tout au long de l'année, ont réellement œuvré à la réalisation de ce recueil. Nous remercions également bien sûr l'équipe publications et l'équipe communication pour leur travail et leur soutien.

Le comité Asie-Océanie désire aussi bien évidemment remercier chaleureusement Gabriel GERVAIS et notre pôle Publications interne en la personne d'Emma WINNE et de Solène LARTIGUE, sans qui la publication des Cahiers du Comité Asie-Océanie n'aurait jamais pu voir le jour, ainsi que les divers relecteurs ayant précisé et amélioré les articles par leurs conseils.

Comme vous le verrez, cette édition est d'autant plus spéciale qu'elle comprend une préface inédite. Nous remercions ainsi de sa disponibilité, de son écoute et de sa contribution : Monsieur Pierre GROSSER.

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	3
INTRODUCTION	4-5
Gabriel GERVAIS & Tristan SEGUR	
MOT DU PRÉSIDENT	6-7
Nicolas HENRY	
PRÉFACE	8-12
Pierre GROSSER	
REMERCIEMENTS	13
Comité Asie-Pacifique	
SOMMAIRE	14-21

DE L'INDUSTRIE DE DÉFENSE À L'AÉROSPATIAL : ENTRE SUPRÉMATIE ET COOPÉTITION

**La coopération de défense franco-allemande
à l'épreuve de l'Indopacifique** 22-31

Karla-Lina BOUDJELLOULI

**Les Forces d'auto-défense japonaise :
où en sont les capacités industrielles du Japon ?** 32-41

Paul BEAUGENDRE

**Autonomie stratégique sud-coréenne :
fragile équilibre entre Pékin et Washington** 42-51

Joseph SAISON

**Le modèle économique de la BITD française
est-il viable en Indopacifique ?** 52-61

Luc D.

Le prochain SpaceX sera-t-il chinois ? 62-70

Luc D.

**La BITD indienne, entre impératif de
croissance et volonté d'indigénisation** 71-83

Marine MARTINS

L'ÉNERGIE ET LES RESSOURCES NATURELLES : ENTRE SÉCURISATION ET ANTICIPATION

**Le Moyen-Orient : la nouvelle chasse
gardée chinoise ?** **84-91**

Sarah LÉVY

**La reconfiguration du partenariat énergétique
sino-russe dans le Grand Nord : un perdant-perdant
pour l'Europe et Moscou ?** **92-103**

Luca BAMBESIO

Une Chine armée face à un embargo pétrolier **104-109**

Louis LAMIOT

**Les Nouvelles Routes de la Soie : vers la
sécurisation des approvisionnements
énergétiques et en métaux stratégiques
pour la Chine** **110-121**

Victoire PY

**Quelles politiques asiatiques de sanctions
énergétiques face à la Guerre en Ukraine ?** **122-137**

Anaïs Alma BLACHON

DE LA DIPLOMATIE À LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE : ENTRE STRATÉGIE ET TACTIQUE

**Petit précis de guérilla
économique vietnamienne** 138-149

Rémy BARAIZE

**La France, une puissance de l'Indopacifique
en quête d'influence économique en Asie** 150-159

Nathan RABÉ

**La diplomatie économique de la France
au sein de l'ASEAN** 160-175

Baptiste SALIS

**Fiche thématique : Les chaînes de valeur
et la dépendance de l'Europe à l'Asie
en matière de sécurité sanitaire** 176-178

Anaïs Alma BLACHON

LE CYBERESPACE ET LA COMPÉTITION TECHNOLOGIQUE : ENTRE AVANTAGE COMPÉTITIF ET STRATÉGIQUE

**Les semi-conducteurs dans
la rivalité sino-américaine**

178-187

Constantin L.

**La compétition sino-américaine dans la course
à la suprématie de l'intelligence artificielle**

188-195

Abdel EL KADI

**Note thématique : Satellite Communications
and Duty of Care**

196-197

Christophe K.

**La relation économique sino-taiwanaise
et les semi-conducteurs : « ennemis un peu,
partenaires beaucoup »**

198-205

Inès GLOWACKI et Tom SOCODIABÉHÈRE-RIGOT

**LE SYSTÈME FINANCIER ET LA (GÉO)ÉCONOMIE
INTERNATIONALE : LE GUERRE ÉCONOMIQUE
HORS-LIMITE**

Recension : *La Course à la suprématie monétaire mondiale : À l'épreuve de la rivalité sino-américaine* (2022) de Michel AGLIETTA, Guo BAI

et Camille MACAIRE

206-207

Gabriel GERVAIS

Recension : *Financial Cold War: A View of Sino-US relations from the Financial Markets* (2022)

de James A. FOK

208-210

Gabriel GERVAIS

Recension : *Principles for Dealing with the Changing World Order: Why Nations Succeed and Fail* (2021)

de Ray DALIO

211-213

Gabriel GERVAIS

Recension : *War by Other Means: Geoeconomics and Statecraft* (2016) de Robert D. BLACKWILL et

Jennifer M. HARRIS

214-216

Gabriel GERVAIS

La coopération de défense franco-allemande à l'épreuve de l'Indopacifique

Karla-Lina BOUDJELLOULI

Introduction

La région Indopacifique est au cœur du bouleversement géopolitique des deux dernières décennies avec l'émergence de nouvelles puissances comme la Chine et l'Inde, qui sont en concurrence pour devenir leader régional. L'Europe, et en particulier la France et l'Allemagne doivent trouver une place dans cette partie du monde. Les enjeux pour les deux pays sont très différents ; la France est déjà présente sur place, l'Allemagne doit se positionner sur place grâce à des pays comme l'Inde par exemple. Les deux pays ont besoin de maintenir les routes commerciales, et cette région ouvre également des opportunités pour les politiques de défense, qui vont devoir s'adapter aux enjeux régionaux.

La France possède, après les États-Unis, la deuxième plus grande ZEE (zone économique exclusive) au monde dont 97% se situe en outre-mer⁴. Cette ZEE donne à la France des ressources halieutiques, fossiles mais également une présence militaire permanente notamment dans l'Indopacifique grâce à l'implantation des armées dans les départements et régions d'outre-mer. En témoigne la présence du Président Emmanuel MACRON au sommet de l'APEC (*Asia Pacific Economic Cooperation*), qui s'est déroulé à la fin du mois de novembre 2022 à Bali (Indonésie). Le Président y a rappelé que la France

⁴ Portail national des limites maritimes [en ligne]. SHOM, 2022 [consulté le 04/12/2022]. Disponible sur : <https://limitesmaritimes.gouv.fr/pour-en-savoir-plus/le-contexte>.

est « *un pays de la région* », même si selon Antoine BONDAZ, il y a une « *inadéquation entre les moyens militaires déployés en permanence dans la région et les ambitions* »⁵.

L'Indopacifique est une zone de toutes les attentions en ce début de XXI^e siècle. L'état de son infrastructure, en particulier sous-marine, en est un point névralgique, ce qui est accentué par le caractère insulaire de nombreux États dans la région. Ainsi, les câbles sous-marins et les pipelines parcourent des centaines de kilomètres avant de rejoindre les collectivités d'outre-mer françaises. Or, depuis le sabotage du gazoduc *Nordstream II* à l'automne 2022 en mer Baltique, la surveillance et la protection de ces réseaux sous-marins essentiels au fonctionnement des collectivités sont venues s'ajouter à la liste des défis que la France doit maîtriser. La France est sans nul doute une puissance, mais elle ne peut rivaliser seule face à la Chine et aux États-Unis. Il lui faut donc un ou des alliés tant sur le plan économique que militaire. Pour ce faire, la France peut s'appuyer sur des acteurs locaux comme l'Inde, qui ambitionne de se placer sur le devant de la scène géopolitique. Pour compter sur le potentiel de puissance de l'Union européenne, ce qui serait la meilleure solution, la France a avant tout besoin de s'allier étroitement avec son partenaire européen clé : l'Allemagne.

La Chine et l'Inde, deux super-puissances face-à-face

Depuis la fin de la guerre froide, l'ordre géopolitique mondial régi entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie a été restructuré et voit émerger des nouvelles puissances. Si non à l'échelle mondiale, du moins à l'échelle régionale, tel que par les fameux BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud)⁶. Parmi eux, l'Inde et la Chine, situées dans la zone Indo-Pacifique, se sont par plusieurs aspects hissées sur le devant de la scène mondiale.

⁵ RICARD, Philippe. « Sommet de l'APEC : la France se veut actrice dans l'Indopacifique ». Le Monde [en ligne], 18 novembre 2022 [consulté le 04/12/2022]. Disponible sur : https://www.lemonde.fr/international/article/2022/11/18/sommet-de-l-apec-la-france-se-veut-actrice-dans-l-indo-pacifique_6150584_3210.html#xtor=AL-32280270-%5Bdefault%5D-%5Bios%5D.

⁶ BUNDESZENTRALE FÜR POLITISCHE BILDUNG. BRICS-Staaten [en ligne]. Thorsten SCHILLING, 2016, 18 janvier 2023 [09/02/2023]. Disponibilité et accès : <https://www.bpb.de/kurz-knapp/lexika/lexikon-der-wirtschaft/159944/brics-staaten/>.

Deux pays en concurrence permanente

La montée en puissance de ces deux pays se retrouve dans plusieurs domaines ; d'abord démographique, ensuite politique mais aussi économique et militaire.

Tout d'abord, cette montée en puissance s'explique par un poids démographique décisif à l'échelle mondiale. Alors que le seuil des 8 milliards d'individus vivant sur terre vient d'être franchi, la Chine et l'Inde sont les pays les plus peuplés du monde⁷, avec des populations relativement jeunes. Ce qui paraît à l'avantage de la Chine aujourd'hui ne sera plus vrai dans 10 ans. La politique dite de l'enfant unique en Chine conduit à un déséquilibre démographique avec une grande partie de la population vieillissante. À cela s'ajoute une réticence de la part des autorités chinoises à favoriser l'immigration de jeunes personnes diplômées et de main d'œuvre qualifiée dont elle va manquer, à moins de changer sa politique d'immigration⁸.

Ensuite, leur montée en puissance se traduit également par une présence politique dans les grands forums internationaux : tous deux sont membres du G20⁹, la Chine est membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et l'Inde y siégeait jusqu'à peu¹⁰. Les deux pays se sont dotés de l'arme nucléaire, développée en Chine depuis les années 1950. En dépit du fait que son arsenal nucléaire soit mal connu, certains estiment que la Chine

⁷ Nations Unies. Population Division. World Population Prospects 2022 [en ligne]. United Nations, Department of Economic and Social Affairs, 2022 [04.12.2022]. Disponible et accès: <https://population.un.org/wpp/>.

⁸ CHEVALIER, Gilbert. « Expliquez-nous... La politique de l'enfant unique ». France Info [en ligne] 26 octobre 2015 [consulté le 04/12/2022]. Disponible sur : https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/expliquez-nous/expliquez-nous-la-politique-de-l-enfant-unique_1789517.html.

⁹ BUNDESREGIERUNG. Die G20- ein Überblick [en ligne]. Bundesregierung, décembre 2021. Disponibilité et accès : <https://www.bundesregierung.de/breg-de/themen/internationale-zusammenarbeit-g7-g20-/das-ist-g20-387324>.

¹⁰ NATIONS UNIES. Membres permanents et membres non permanents [en ligne]. United Nations security council, février 2023 [06/02/2023]. Disponibilité et accès : <https://www.un.org/securitycouncil/fr/content/current-members>.

possède entre 60 et 100 missiles capable d'atteindre les États-Unis¹¹. L'Inde s'est quant à elle dotée de l'arme nucléaire dans les années 1960. De ces deux pays, seule la Chine a signé le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP)¹².

La montée en puissance est aussi économique : 7 des 10 plus grands ports du monde se trouvent en Chine¹³. La Chine s'est hissée depuis plusieurs années déjà au rang de premier exportateur mondial¹⁴, en particulier la région du Taipei, et demeure au coude-à-coude avec les États-Unis, premier partenaire économique de nombreux pays, notamment de l'Allemagne.¹⁵

Par ces évolutions, la Chine et l'Inde se sont donc établies comme des acteurs et partenaires de négociation incontournables dans la région Indopacifique.

La Chine et l'Inde face aux enjeux globaux

Pourtant leur silence sur les événements en Ukraine depuis le début de la guerre contribue à un isolement de plus en plus important sur la scène internationale, en

¹¹Hans M. KRISTENSEN et Robert S. NORRIS. « Chinese nuclear forces 2013 ». *Bulletin of the Atomic Scientists* [en ligne], 2013 [15/02/2023]. Disponibilité et accès : <https://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1177/0096340213508632>.

¹² Agence internationale de l'énergie atomique. *L'AIEA et le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires* [en ligne]. AIEA, 2021 [15/02/2023]. Disponibilité et accès : <https://www.iaea.org/fr/themes/laiea-et-le-traite-sur-la-non-prolifération-des-armes-nucléaires>.

¹³ LFC CONSEIL LA FRENCH COMPLIANCE. *Classement des plus grands ports à conteneurs mondiaux et européens en 2020* [en ligne], 02/09/2021 [15/02/2023]. Disponibilité et accès : <https://www.lfc-conseil.fr/classement-des-plus-grands-ports-a-conteneurs-mondiaux-et-europeens-en-2020/>.

¹⁴ ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE. *Principales données sur le commerce mondial en 2020 et sur l'impact de la COVID-19* [en ligne]. WTO, 2021 [17/02/2023]. Disponibilité et accès : https://www.wto.org/french/res_f/statis_f/wts2021_f/wts2021chapter02_f.pdf.

¹⁵ DESTATIS. *Rangfolge der Handelspartner im Außenhandel der Bundesrepublik Deutschland* [en ligne]. Statistisches Bundesamt (Destatis), 10 février 2023 [consulté le 17.02.2023]. Disponibilité et accès : https://www.destatis.de/DE/Themen/Wirtschaft/Aussenhandel/Tabellen/rangfolge-handelspartner.pdf?__blob=publicationFile.

particulier pour la Chine. Et pour cause, la Chine et l'Inde sont les partenaires militaires de la Russie, avec de nombreux projets d'armements en commun.

La rivalité entre les deux pays pour prendre l'ascendant et s'imposer dans l'Indopacifique peut cependant bénéficier aux pays occidentaux. L'Inde se tient en retrait quant aux déclarations de l'ONU face à la Russie, elle tient à son statut de « non aligné » et conserve son partenariat avec la Russie, face à la Chine qui se veut de plus en plus distante avec Moscou, sans pour autant briser le lien qui date de la fin de la seconde guerre mondiale. Par cette position l'Inde se révèle être un partenaire géopolitique et économique majeur pour les pays occidentaux en leur permettant d'augmenter indirectement leur pression sur la Chine, ou tout du moins d'appliquer leur politique de « *containment* ».

L'Indopacifique, un marché important pour les industries de défense

Les possibilités pour les secteurs de défense franco-allemands dans l'Indopacifique

L'Australie et la Nouvelle Zélande sont des alliés historiques de la France, de la Grande Bretagne et des États-Unis. Signé en 1951 entre l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis, le traité ANZUS a pour but de protéger la sécurité dans le Pacifique. En 1954 s'y ajoute le traité SEATO (*Southeast Asian Treaty Organization*) qui, en plus des pays signataires de l'ANZUS, rassemble la Grande-Bretagne, la France et d'autres nations du Pacifique¹⁶. Annoncé à l'été 2021, le pacte AUKUS est un nouveau pas dans la politique de défense américaine dans la région Indopacifique. Elle conclut à la même occasion un accord sur la vente de sous-marins vieillissants à l'Australie, torpillant au passage le contrat passé avec les Français et augmentant significativement les délais de livraison.

Remis « *sur la table* » lors du sommet de l'APEC par le Président Emmanuel MACRON, « le contrat du siècle » qui devait vendre des sous-marins à l'Australie est un exemple des

¹⁶. UNITED STATES DEPARTMENT OF STATE. *The Australia, New Zealand, and United States Security Treaty (ANZUS Treaty), 1951* [en ligne]. Office of the Historian, 2022 [consulté le 17/02/2023]. Disponibilité et accès : <https://history.state.gov/milestones/1945-1952/anzus>.

ambitions de l'industrie de défense française à opérer dans cette partie du monde par des contrats d'ampleur, notamment en implantant une partie de son programme de construction sur place, à la différence des États-Unis ou de la Grande Bretagne qui misent sur une exportation de sous-marins déjà actifs.

Pourtant, l'Australie a préféré les sous-marins américains, moins pour leur qualité technique que pour des raisons stratégiques. Le but de l'Australie étant de montrer à la Chine sa proximité avec les États-Unis après que la Chine a fait pression sur ses relations économiques avec l'Australie, pour donner suite à une demande de l'Australie auprès de l'OMS pour enquêter sur les origines de la Covid-19 en Chine¹⁷.

La Russie reste un important partenaire économique, la Chine et l'Inde achetant par exemple le pétrole russe soumis à l'embargo occidental à un moindre coût¹⁸. Mais la Russie est également un partenaire militaire dans la région comme l'atteste l'exercice militaire conjoint « Vostok »¹⁹. Cette influence sur la Chine et l'Inde, ainsi que la volonté pour ces deux pays de conserver leurs accès aux marchés russes, européens et américains, se traduit notamment par l'abstention de ces deux pays lors du vote d'une résolution de l'Assemblée générale de l'ONU sur l'illégalité des tentatives d'annexions russes en Ukraine²⁰.

¹⁷ WILSON, Jeffrey. « Australia Shows the World What Decoupling from China Looks Like ». Foreign Policy [en ligne], 07 novembre 2021 [consulté le 18/02/2023]. Disponibilité et accès : <https://foreignpolicy.com/2021/11/09/australia-china-decoupling-trade-sanctions-coronavirus-geopolitics/>.

¹⁸ MENON, Shruti. «Ukraine crisis: Who is buying Russian oil and gas? ». BBC NEWS [en ligne], 06 décembre 2022 [consulté le 18/02/2023]. Disponibilité et accès : <https://www.bbc.com/news/world-asia-india-60783874>.

¹⁹ HERRERA, Yoanna. « La Russie relance ses exercices militaires annuels avec la Chine, malgré une armée affaiblie ». Les Echos [en ligne], 29 août 2022 [consulté le 17/02/2023]. Disponibilité et accès : <https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/la-russie-relance-ses-exercices-militaires-annuels-avec-la-chine-mais-avec-une-armee-affaiblie-1784204>.

²⁰ UNITED NATIONS. « Ukraine: UN General Assembly demands Russia reverse course on 'attempted illegal annexation' ». UN News [en ligne], 12 novembre 2022 [consulté le 17/02/2022]. Disponibilité et accès : <https://news.un.org/en/story/2022/10/1129492>.

L'Inde est aussi acheteuse de matériel russe déjà en service et modifié à ses besoins, comme les sous-marins de classe *Sindhughosh*, inspirés de la classe *Kilo*, mis en service au milieu des années 1980, ou de classe *Arihant*, classe de sous-marin SNLE mise en service en 2012.²¹

Pourtant la Russie n'est pas le seul pays fournisseur en matière d'armement pour l'Inde. La France a ainsi vendu 36 avions de chasse *Rafale* pour près de 8 milliards d'euros à l'Inde en 2016²². Le *Rafale*, développé par Dassault Aviation, est un avion multipôle qui peut être employé aussi bien dans le combat aérien que dans la lutte antinavire ou comme support pour les troupes déployées à terre (comme le pratique l'armée française dans le cadre de l'opération *Chammal*). La marine nationale a par ailleurs organisé plusieurs exercices conjoints avec la marine indienne (VARUNA). L'Allemagne est également pourvoyeuse de matériel militaire, notamment de sous-marins conventionnels, de classe *Shishumar*, livrés dans les années 1990.

Si l'Inde reste un partenaire économique majeur, elle n'est pas le seul pays vers qui la France et l'Allemagne exportent leurs projets d'armement. Ainsi la France a vendu des avions *Rafale* à l'Indonésie, et l'Allemagne a exporté des sous-marins conventionnels à Singapour, au Pakistan ou en Corée du Sud.

Les possibilités pour le couple franco-allemand

Alors que viennent d'être célébrés ce 22 janvier à Paris les 60 ans du Traité de l'Élysée, les fractures entre la France et l'Allemagne apparaissent sur des sujets de plus en plus variés. Le dernier exemple en date est la polémique née autour de la possible livraison de chars

²¹ DIVERS. Wikipedia [en ligne]. 08/2013, 17 juin 2022 [consulté le 18/02/2023]. Disponibilité et accès : https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_des_sous-marins_de_l%27Inde.

²² MOTET, Laura. « Vente de Rafale à l'Inde : la France vers une nouvelle année de records de ventes d'armement ». Le Monde [en ligne], 23 septembre 2016 [consulté le 18/02/2023]. Disponibilité et accès : https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2016/09/23/vente-de-rafale-a-l-inde-la-france-vers-une-nouvelle-annee-de-record-de-ventes-d-armement_5002684_4355770.html.

lourds à l'Ukraine. La France a rapidement promis la livraison de chars légers à l'Ukraine²³, la position de l'Allemagne, qui attendait une décision de Washington, a provoqué l'incompréhension de nombreux pays membres de l'UE et de l'OTAN ainsi que de l'Ukraine²⁴.

Si la France ne peut faire face seule sur tous les fronts de l'Indopacifique, néanmoins elle peut trouver en l'Allemagne un allié, à condition que les deux pays mettent en place une politique et un déploiement commun dans la zone, tout en s'appuyant sur l'Inde comme acteur local et incontournable de la région, de manière à offrir un contrepoids à la puissance russe, que l'Inde utilise dans sa rivalité avec la Chine. En même temps, il est important que les partenaires occidentaux – en particulier les Européens et les États-Unis – ne se laissent pas monter les uns contre les autres où se fassent concurrence, alors que le véritable défi est depuis longtemps différent. Le partage – ou au moins la coordination – des contrats d'armements, comme cela est le cas avec l'Inde, est l'un des piliers à cette coopération. Par exemple, la France vend des avions de chasse, et l'Allemagne dispose de contrats de vente de sous-marins.

Le déploiement de la frégate allemande *Bayern* en 2021 met en lumière les limites d'un tel dispositif pour la *Bundeswehr* ; d'une durée de 7 mois, cette mission avait pour objectif de démontrer les capacités de projection des forces armées allemandes dans l'Indopacifique sur une longue durée. L'organisation a nécessité plusieurs années, et la marine allemande, faute de matériel et de personnel, ne peut reproduire un tel déploiement de manière régulière. D'autant plus que depuis le début du conflit ukrainien, la *Bundeswehr*, et en conséquence la marine allemande, se transforme d'une *Einsatzarmee* (armée tournée vers les opérations extérieures en Orient et en Afrique) vers

²³COUTANSAIS-PERVINQUIÈRE, Amaury. « La France va livrer des chars de combat légers à l'Ukraine ». Le Figaro [en ligne], 04 janvier 2023 [consulté le 24/04/2023]. Disponibilité et accès : <https://www.lefigaro.fr/international/la-france-va-livrer-des-chars-de-combat-legers-a-l-ukraine-20230104>.

²⁴ Le Figaro, AFP. « Guerre en Ukraine : l'Allemagne va livrer ses chars Leopard «fin mars, début avril» ». Le Figaro [en ligne], 26 janvier 2023 [consulté le 24/04/2023]. Disponibilité et accès : <https://www.lefigaro.fr/international/guerre-en-ukraine-l-allemande-va-livrer-ses-chars-leopard-fin-mars-debut-avril-20230126>.

une armée focalisée sur la *Landes und Bündnisverteidigung* (armée tournée vers la protection de son territoire et de celui de ses alliées). Ainsi, pour la marine allemande, la mer du Nord et la mer Baltique se retrouvent au centre de ses intérêts.

Une alternative serait un déploiement coordonné multinational comme pour la mission EU ATALANTA, ou *Obangame Express* avec les Américains et des partenaires locaux²⁵. Sur le plan de la coopération maritime franco-allemande, il y a la possibilité du déploiement d'une frégate allemande de classe F125 avec des navires français, tout en établissant des structures logistiques communes dans un port français d'outre-mer – comme à Djibouti entre 2002 et 2021.

Conclusion

Alors que depuis février 2022 tous les regards sont à nouveau tournés vers l'Europe de l'Est, oublier ou délaissier la région Indopacifique serait une erreur lourde de conséquences pour les Européens car les États-Unis, la Chine et l'Inde n'en ont pas oublié l'importance. Les intérêts de la France et de l'Allemagne divergent dans cette région du monde comme en Europe. La France y compte déjà plusieurs départements et régions d'outre-mer où elle doit lutter contre les inégalités sociales et pour la préservation des écosystèmes tout en contenant « les ambitions chinoises sur certaines de ses zones économiques exclusives »²⁶. En témoignent les 413 milliards d'euros annoncés par le Président Emmanuel MACRON dans le cadre de la loi de programmation militaire lors de ses vœux aux armées à Mont-de-Marsan, le 20 janvier 2023.²⁷ Pour l'Allemagne,

²⁵ BRAKE, Moritz. *The Contemporary German Navy as an Instrument of Foreign Policy, The Federal Republic and its Naval Deployments after the Cold War*, King's College London, 2022, 360 pages.

²⁶ Éditorial du Monde. "La Chine affiche ses ambitions". Le Monde [en ligne], 09 mars 2019 [consulté le 24/04/2023]. Disponible sur : https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/03/09/la-chine-affiche-ses-ambitions_5433750_3232.html.

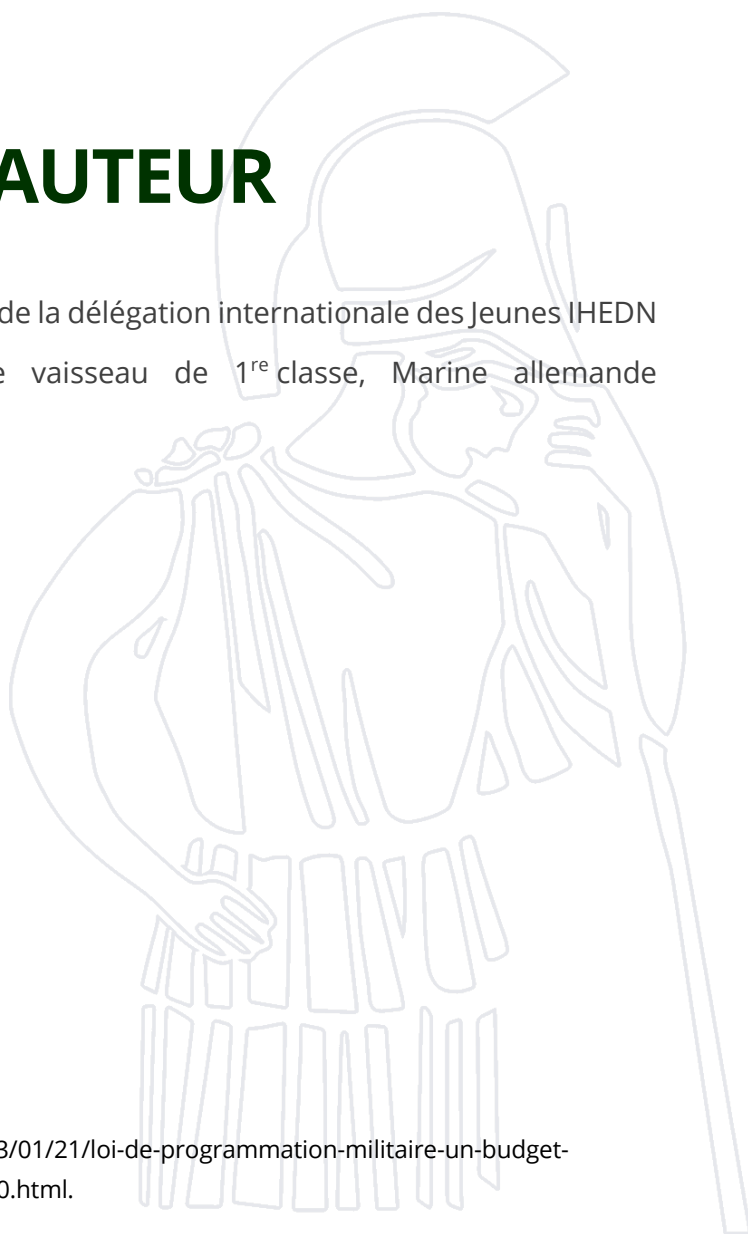
²⁷ VINCENT, Elise. «Loi de programmation militaire : un budget colossal mais des choix drastiques». Le Monde [en ligne], 21 janvier 2023 [consulté le 24/01/2023]. Disponible sur :

l'Indopacifique demeure une région éloignée géographiquement et où l'intérêt d'une présence militaire demeure secondaire aux yeux de beaucoup. Si la guerre de la Russie en Ukraine est le « tsunami » dans les relations internationales, l'ascension de la Chine en tant que superpuissance mondiale en est le « changement climatique ». La Chine ne doit en aucun cas être ignorée simplement parce que le premier requiert l'attention pour des mesures d'urgence. Cela vaut pour la France comme pour l'Allemagne, en particulier dans le secteur de l'industrie de la défense. Il est donc urgent que toutes deux, conscientes de leurs forces et de leurs faiblesses, parviennent à développer une approche commune et européenne des défis en Indopacifique, en collaboration avec les États-Unis et les partenaires de la région.

À PROPOS DE L'AUTEUR

Karla-Lina BOUDJELLOULI est membre de la délégation internationale des Jeunes IHEDN en Allemagne. Elle est enseignante de vaisseau de 1^{re} classe, Marine allemande (Oberleutnant zur See).

https://www.lemonde.fr/international/article/2023/01/21/loi-de-programmation-militaire-un-budget-colossal-mais-des-choix-drastiques_6158741_3210.html



Les Forces d'auto-défense japonaise : où en sont les capacités industrielles du Japon ?

Paul BEAUGENDRE

Introduction

Le 26 mars 2021, lors de son discours d'intronisation à la tête de la composante terrestre des forces d'auto-défense (FAD), le général YOSHIDA déclare que l'environnement entourant le Japon est devenu « le plus inquiétant depuis l'établissement des FAD », ajoutant qu'il est nécessaire « non seulement de faire face à cet environnement mais aussi de bâtir une force résiliente, capable de garantir la sécurité du Japon et de satisfaire les attentes des Japonais dans un avenir proche »²⁸.

Ce programme peu explicite révèle la sensibilité des questions militaires au Japon, qui nécessitent d'être abordées tout en nuances. Il est certain que la situation géopolitique du pays, fragilisée par des conflits territoriaux préexistants, se dégrade, avec une Corée du Nord turbulente multipliant les tirs de missiles balistiques, une Chine de plus en plus offensive en mers de Chine orientale et méridionale, et une Russie qui a démontré son agressivité avec son invasion de l'Ukraine. Bien que la Chine et le Japon aient une relation ambiguë depuis la création de la République Populaire de Chine²⁹, le pragmatisme économique primant sur la confrontation, les dernières années indiquent un durcissement de la posture japonaise. Ainsi l'ancien Premier ministre Shinzo ABE déclarait

²⁸Enhance Cross Domain Operations Capabilities: Core of Multi Domain Defense Force, 2021. Disponible sur: <https://www.mod.go.jp/gsdf/english/PDF/20210823.pdf>.

²⁹ KOKUBYN, R., SOEYA, Y., TAKAHARA, A., & KAWASHIMA, S. (2017). *Japan-China Relations in the Modern Era* (K. Krulak, Trans.; 1st ed.).

que le problème de Taïwan était le problème du Japon³⁰. Ses successeurs du LDP font vœu de poursuivre sa ligne géopolitique, et l'enjeu d'un Japon capable de soutenir la montée en puissance des FAD devient indispensable dans une stratégie de dissuasion du régime de Pékin. Cependant, selon la formule de Marjorie VANBAELINGHEM et Alice ORTEGA : « Le Japon est aujourd'hui la cinquième puissance militaire conventionnelle mondiale mais il n'a pas d'armée » à proprement parler. »³¹.

Cet article, sans prétendre à l'exhaustivité, a pour but de décrire l'histoire, l'état et les défauts des FAD et de la base industrielle et technologique de défense (BITD) japonaise sur laquelle elles s'appuient afin de comprendre quel rôle elles jouent et pourront jouer dans le précaire équilibre régional, et éventuellement dans un futur conflit. Pour l'expliquer, il est nécessaire de remonter jusqu'à la fin de la Seconde guerre mondiale, et de faire émerger les causes profondes des difficultés que rencontrent les dirigeants japonais à mettre en place une armée et une BITD solides. Nous aborderons ensuite les nouvelles ambitions japonaises au travers des dotations d'équipement et de l'augmentation du budget de la défense (1,3% du PIB de 2021) avant de présenter le marché de la défense au Japon et ses perspectives d'évolution.

Construction paradoxale des FAD dans un Japon pacifiste

C'est tout d'abord dans le contexte de la refondation de la démocratie japonaise qu'il nous faut chercher l'explication du curieux statut de la « non-armée japonaise ». La Constitution de ce régime issu d'une défaite dévastatrice est promulguée en 1946 et dictée par l'occupant américain. C'est l'article 9 qui est précisément à la source du problème : « Aspirant sincèrement à une paix internationale fondée sur la justice et l'ordre, le peuple japonais renonce à jamais à la guerre en tant que droit souverain de la nation, ainsi qu'à

³⁰ SACKS, D., *Shinzo Abe Transformed Japan's Relationship With Taiwan to Counter Threats from China*, Council on Foreign Relations, 13 Juillet 2022. Disponible sur : <https://www.cfr.org/blog/shinzo-abe-transformed-japans-relationship-taiwan-counter-threats-china#:~:text=After%20he%20stepped%20down%2C%20Abe,for%20the%20Japan%2DU.S.%20alliance.>

³¹ VANBAELINGHEM, Marjorie, ORTEGA, Alice, *Les Japonais et leurs Forces d'Auto-Défenses aujourd'hui*, IRSEM, 23 mai 2022. Disponible sur : <https://www.irsem.fr/media/nr-irsem-127-vanbaelinghem.pdf>.

la menace ou à l'usage de la force comme moyen de règlement des conflits internationaux. Pour atteindre le but fixé au paragraphe précédent, il ne sera jamais maintenu de forces terrestres, navales et aériennes, ou autre potentiel de guerre. Le droit de belligérance de l'État ne sera pas reconnu. »³² L'occupation américaine fut habile et occasionna un retournement impressionnant de la mentalité guerrière de la société japonaise, pour se réorienter vers un pacifisme forcé³³ ; c'est ce qui explique que cet article n'a jamais pu être modifié au cours des décennies qui suivirent, malgré le contexte international orageux. En effet, les États-Unis, « maîtres » du Japon et vainqueurs de la guerre, veulent un allié asiatique fort pour s'opposer au communisme en Asie et cherchent dès 1950 à instaurer une force capable de se défendre face à une attaque soviétique. C'est ainsi que naît la Police nationale de réserve, qui devient en 1952 la Force de sécurité nationale avec 110 000 hommes, qui toutefois n'ont aucun potentiel de guerre. C'est en 1954 que le nom de « Forces d'auto-défense » apparaît, témoignant de la logique légale qui considère que le droit d'auto-défense, distinct du droit de belligérance, justifie l'entretien d'une force préparée au combat malgré l'apparente contradiction avec l'article 9, contradiction fréquemment débattue à la Diète.

Un second obstacle au renforcement des troupes désiré par les États-Unis, qui occasionnera des tensions entre les deux pays, est la dynamique purement économique choisie par le Japon. La « doctrine Yoshida », du nom de Shigeru YOSHIDA, Premier ministre entre 1948 et 1954, cherche à relancer le Japon dans la compétition internationale en investissant exclusivement dans l'économie et en se reposant sur les États-Unis pour assurer sa sécurité. Le contexte de guerre froide, et la position stratégique du Japon lui interdisent en effet de perdre un aussi précieux allié³⁴. Cette stratégie

³² Constitution japonaise, 3 novembre 1946 (date de promulgation), Disponible sur : <https://mjp.univ-perp.fr/constit/jp1946.htm>.

³³ TOKUNAGA Takashi, ARAI Makoto, *Le pacifisme japonais après-guerre et l'interprétation de l'article 9 de la Constitution japonaise de 1946*, 10/2015, Wako Keizai volume 48 page 1-8. Disponible sur : <http://id.nii.ac.jp/1073/00003940/>.

³⁴ GROSSER Pierre, *L'histoire du monde se fait en Asie. Une autre vision du XX^e siècle*. Odile Jacob, « Hors collection », 2017. Disponible sur : <https://www.cairn.info/histoire-du-monde-se-fait-en-asie--9782738136237.htm>.

soutenue par ses successeurs, notamment Hayato IKEDA, permet la rapide reconstruction du pays, dont l'image internationale est alors lavée des crimes de guerre qu'expie encore l'Allemagne à la même époque. De même, la diplomatie japonaise s'accommode de ses anciens ennemis et revient sur l'idéologie raciste d'avant-guerre pour lier des contacts commerciaux avec la Chine communiste ainsi qu'avec Taïwan ou la Corée du Sud, d'anciennes colonies. Notons toutefois que le sentiment de supériorité face aux voisins asiatiques ne s'efface que très lentement dans la société japonaise.

La progression des effectifs se poursuit, mais non sans se heurter au pacifisme de la population qui s'affirme sous la forme des manifestations Anpo³⁵, à l'occasion de la renégociation du traité de Sécurité nippo-américain. Au cours de l'année 1960, la question de l'article 9 participe à faire sortir dans les rues environ 16 millions de Japonais, pourtant peu habitués à la protestation sociale, contre notamment les bases américaines sur le territoire national. Cet événement politique majeur est vu comme un symbole du changement démocratique japonais, équivalent des mouvements progressistes dans le monde entier à la fin de la décennie, et son impact se ressent toujours sur les questions sensibles de défense. La confrontation força le Premier ministre Kishi NOBOSUKE (1957-1960) à démissionner, et l'accord fut modifié pour ne prévoir une défense du territoire japonais par les États-Unis qu'en cas d'attaque, et permettre théoriquement aux FAD d'assister les Américains.

Les prérogatives des FAD sont exclusivement concentrées sur la défense préventive du territoire japonais, et malgré les nombreuses tentatives d'élargir ce périmètre, il faudra attendre plusieurs décennies pour que leur rôle soit accepté, grâce à des campagnes de sensibilisation, et à leur travail de secours lors des grandes catastrophes³⁶ (telles que le typhon d'Ise en 1959). Les FAD ont aussi été déployées à l'étranger dans de rares

³⁵ Reimann, Kim D. *Organizing the Spontaneous: Citizen Protest in Postwar Japan Pacific Affairs*; Vancouver Vol. 75, N° 3, 2002. Disponible sur : <https://www.proquest.com/docview/217682625/8D1D82880EF944B5PQ/6>.

³⁶ PONS, Phillipe, *Japanese troops find new legitimacy through disaster work*, The Guardian, 2011. Disponible sur : <https://www.theguardian.com/world/2011/may/17/japan-earthquake-army-identity-pons>.

détachements de casques bleus mais suivant les strictes cinq conditions³⁷ pour éviter tout combat ou mise en danger des vies japonaises. Ces règles ménagent à la fois la réticence nationale et les craintes internationales de voir le Japon s'illustrer de nouveau militairement à l'étranger³⁸. Le climat géopolitique et les tensions frontalières avec la Chine, la Russie ou la Corée du Nord renforcent le besoin de cette montée en puissance et l'acceptation publique qui reste malgré tout réticente à davantage d'engagement.

Des Forces d'auto-défense redoutables en théorie mais imparfaites en pratique

Aujourd'hui, les FAD représentent une force non négligeable dans la région Indopacifique. Elles comptent 232 509³⁹ personnels actifs (sur 247 117 effectifs autorisés) pour un budget de 52 milliards de dollars pour l'année 2023, une évolution de plus de 25% par rapport au budget de 2022, qui témoigne des ambitions croissantes de la défense japonaise, et l'abandon définitif de la règle en place depuis 1976 qui maintenait à 1% du PIB la dépense militaire⁴⁰. Les effectifs se répartissent entre 139 877 personnels dans les forces terrestres, 43 187 dans la Marine, 43 725 dans l'armée de l'Air et de l'Espace, et 20 328 administrateurs⁴¹, avec un ratio hommes-femmes de 11%, mais en progression constante, ainsi que 50 000 réservistes.

³⁷ Les cinq conditions sont : l'existence d'un cessez-le-feu, l'acceptation par les parties de la participation du Japon, la neutralité absolue de la mission de l'ONU, le retrait des troupes en cas de reprise des hostilités et le non-recours à la force. VANBAELINGHEM, Marjorie, ORTEGA, Alice, *Les Japonais et leurs Forces d'Auto-Défenses aujourd'hui*, IRSEM, 23 mai 2022. Disponible sur : <https://www.irsem.fr/media/nr-irsem-127-vanbaelinghem.pdf>.

³⁸ Lee Kuan Yew : *"(letting Japan send troops overseas) is like giving liqueur chocolates to a reformed alcoholic"* Disponible sur : <https://www.independent.co.uk/news/world/asia-trembles-as-japan-s-air-force-flies-over-foreign-skies-1250667.html>.

³⁹ Ministère de la Défense Japonais, Effectifs des FAD et tendances d'évolutions, Livre Blanc 2021, 3 mai 2021. Disponible sur : <https://www.mod.go.jp/j/publication/wp/wp2021/html/ns050000.html>.

⁴⁰ LIANG, Xiao, NAN, Tian, *The proposed hike in Japan's military expenditure*, SIPRI, 2023. Disponible sur : <https://www.sipri.org/commentary/topical-background/2023/proposed-hike-japans-military-expenditure>.

⁴¹ Infographie du MoD japonais, 2019. Disponible sur : https://www.mod.go.jp/j/publication/book/pamphlet/pdf/sujidemiru_h3103.pdf.

En termes d'équipements, les FAD sont dotées de manière comparable aux armées équivalentes⁴², utilisant dans les forces terrestres une grande gamme de véhicules allant du camion léger d'une demi-tonne au Tank de combat Type-10 (de 4^e génération, très avancé technologiquement et mobile) de 43 tonnes et au canon motorisé Type-99 155mm de 40 tonnes. Produits comme la plupart de l'équipement japonais par Mitsubishi Heavy Industries ou ses filiales sœurs comme Mitsubishi Electronics, ces véhicules sont inspirés des équipements américains et présentent une forte spécialisation technologique notamment en termes de communication et radar. Les canons sont produits sous licence par The Japan Steel Works Ltd. Les fusils d'assaut utilisés par les forces terrestres sont en changement, entre le Type-89 et le Type-20 plus moderne (premier changement depuis 1989), tous deux produits par Howa Industries.

Les forces aérienne et maritime d'auto-défense ont bénéficié des hausses de budget du FY2022⁴³ pour acquérir des équipements plus performants comme les huit nouveaux avions furtifs F-35A et quatre nouveaux F-35B de Lockheed Martin à produire sous licence par Mitsubishi Heavy Industries. Les observateurs américains encouragent ce changement vers les F-35 pour remplacer les F-2 vieillissants, de production nationale depuis les années 90. La marine, traditionnellement puissante, enregistre la plus grosse augmentation de budget en 2022 (+14%) et se procure deux nouveaux destroyers porte-hélicoptères⁴⁴ *Izumo*, pour atteindre un total de 54. Les efforts de modernisation prévus dans le *Defense Strengthening Acceleration Package* visent particulièrement le « multi-domaine » (incluant des capacités spatiales, de missiles offensifs, l'espace cyber et électromagnétique), la coopération entre armées supervisée par le niveau interarmées

⁴² Information du MoD japonais, illustration datant de 2018. Disponible sur : https://www.mod.go.jp/atla/en/policy/pdf/handout_FY2018.pdf.

⁴³ Budget de Défense 2022, MoD japonais. Disponible sur : https://www.mod.go.jp/en/d_act/d_budget/pdf/20220420.pdf.

⁴⁴ Ces porte-hélicoptères de 27 000 tonnes à pleine charge sont les navires les plus lourds de la marine japonaise, et sont le symbole de la puissance de celle-ci. Si leurs dimensions les caractérisent comme des porte-hélicoptères, voire porte-avions avec les modifications de 2018, le terme de destroyer est utilisé pour minimiser leurs capacités offensives. Plus d'informations sur ARCHUS, Dorian, Izumo: A helicopter destroyer or an aircraft carrier?, Naval Post, 17 juillet 2021. Disponible sur : <https://navalpost.com/izumo-helo-destroyer-or-an-aircraft-carrier/>.

(un des défauts majeurs des FAD), ainsi que l'aide aux ressources humaines pour un meilleur recrutement. Ces objectifs ambitieux suivent les tendances globales, et il faut noter que l'alliance américaine, avec le soutien aux bases sur le territoire japonais, constitue encore une part importante du budget de la défense.

L'histoire du développement des FAD leur transmet naturellement quelques grandes caractéristiques, et d'abord leur inexpérience du combat. Il est vrai que de grands exercices sont menés de manière régulière, avec l'armée américaine, qui lui procure également du conseil technique, ou avec d'autres partenaires comme la France⁴⁵. Les FAD prennent également part à certaines opérations de l'ONU à l'étranger⁴⁶ mais elles n'ont jamais connu de véritable combat permettant d'évaluer leurs capacités. De plus, l'élargissement très progressif du champ d'action des FAD crée un large déséquilibre de capacité dans différents domaines de l'activité militaire. Conçue comme une force de défense stricte, les FAD ont développé leurs capacités d'interception antibalistiques⁴⁷; elles peuvent être performantes dans des opérations de garde-côte, avec une composante maritime très bien dotée et efficace, mais ayant des faiblesses et vulnérabilités qui n'échappent pas à l'observation extérieure.

Selon un rapport du *Center for Strategic and Budgetary Assessments* qui évalue les impressions chinoises sur la puissance navale japonaise⁴⁸, sa complémentarité avec l'US

⁴⁵ Exercice bilatéral franco-japonais OGURI-Vern, Ministère des Armées, 2022. Disponible sur : <https://www.defense.gouv.fr/marine/actualites/mission-asie-2022-exercice-bilateral-franco-japonais-oguri-vern>.

⁴⁶ Le Japon a déployé un total de 12 000 militaires sur 10 missions de maintien de la paix (Angola, Cambodge, Mozambique, El Salvador, le plateau du Golan et le Timor Oriental, Afghanistan, Sud-Soudan), 5 mission humanitaires (réfugiés rwandais, timourien et Iraquien) ainsi que des opérations de surveillances d'élections (Bosnie-Herzégovine, Timor oriental). Depuis 2017, seuls 4 militaires japonais sont encore présents au Sud-Soudan. Plus d'informations sur le site de l'ambassade du Japon aux Nations Unies disponible sur : https://www.un.emb-japan.go.jp/topics/peace_and_security.html et sur Nippon.com, Trente ans depuis la première mission des « Casques bleus » japonais pour le maintien de la paix mondiale, 29/09/2022. Disponible sur : <https://www.nippon.com/fr/news/yjj2022091900326/#:~:text=Parmi%20leurs%20activit%C3%A9s%2C%20citons%20la,2017%2C%20au%20Soudan%20du%20Sud>.

⁴⁷ LAMBERT, Denis, Quelques atouts de la marine japonaise, Institut du Pacifique, 26 avril 2019. Disponible sur : <http://institut-du-pacifique.org/2019/04/26/quelques-atouts-de-la-marine-japonaise/>.

⁴⁸ YOSHIHARA, Toshi, *Dragon against the Sun, Chinese views of Japanese Seapower*, CSBA, 2020. Disponible sur : [https://csbaonline.org/uploads/documents/CSBA8211_\(Dragon_against_the_Sun_Report\)_FINAL.pdf](https://csbaonline.org/uploads/documents/CSBA8211_(Dragon_against_the_Sun_Report)_FINAL.pdf).

Navy dessert la marine japonaise qui ne se concentre que sur des domaines comme la lutte anti-sous-marine et le déminage, négligeant d'autres aspects de la guerre en mer ; elle se condamne à ne rester qu'une annexe de sa grande partenaire.

De plus, les experts chinois estiment que l'Armée Populaire de Libération pourrait facilement prendre le contrôle de l'espace aérien japonais, et que les destroyers porte-hélicoptères *Izumo* seraient vulnérables aux nouveaux missiles antinavires, que possède déjà l'armée russe, alors que l'utilisation de missiles est justement un point faible japonais. Une faiblesse que le gouvernement KISHIDA cherche d'ailleurs à améliorer par de nouvelles législations, avec l'annonce en décembre 2022 du développement de missiles de 3 000 km de portée⁴⁹, et l'achat de 500 missiles de croisière américains *Tomahawks*.

Une BITD japonaise de bonne qualité mais peu attractive à l'export

Le marché de la défense au Japon rencontre divers obstacles qui trouvent en grande partie leurs origines dans l'histoire du pays. Le premier d'entre eux est issu de la doctrine YOSHIDA et de la tradition japonaise des conglomérats : le Japon manque cruellement d'acteurs spécialisés dans la défense. L'industrie lourde et technologique japonaise est une des meilleures au monde, et les deux géants qui pourvoient l'essentiel des contrats militaires sont Mitsubishi et Kawasaki, mais ces contrats ne représentent pas plus de 12% du chiffre d'affaires du premier, et de 14% de ceux du second. Ces conglomérats préfèrent en effet se concentrer sur le reste de leurs activités plutôt que d'investir dans la difficile et coûteuse production pour l'armée. Par conséquent, la qualité des produits baisse, et les autorités se tournent vers des solutions étrangères, ce qui pose à son tour des problèmes de souveraineté.⁵⁰ Ces solutions sont d'autant plus tentantes que les États-Unis proposent des équipements de qualité et que l'alliance nippo-américaine se trouve

⁴⁹ KOMIYA, Kantaro, *Japan to develop 3,000-km long-range missiles, deploy in 2030s*, Kyodo reports, Reuters, 31 Décembre 2022. Disponible sur : <https://www.reuters.com/business/aerospace-defense/japan-develop-3000-km-long-range-missiles-deploy-2030s-kyodo-2022-12-31/>.

⁵⁰ DOMINGUEZ, Gabriel *Between a rock and a hard place: Why Japan's defense industry is struggling*, The Japan Times, 2022. Disponible sur : <https://www.japantimes.co.jp/news/2022/09/25/national/japan-defense-industry-struggle/>.

renforcée par ces contrats. Ainsi, le débat sur le remplacement des avions de combat F-2 devrait s'orienter vers une option locale de nouvelle génération F-X, mais les difficultés de conception et de production pourraient pousser Tokyo à se replier sur les F-35 de manière plus permanente.

Le second problème, qui découle du premier, concerne les économies d'échelle⁵¹. Lorsqu'une entreprise reçoit des contrats de long terme, avec une programmation régulière et largement rémunératrice, elle peut augmenter ses dimensions, donc son échelle, en investissant par exemple dans davantage de matériel pour produire en plus grande quantité tout en diminuant le coût unitaire. Or, le manque de contrats importants et réguliers pour la BITD japonaise ne lui permet pas d'adopter cette stratégie, ce qui engendre un cercle vicieux pour sa compétitivité. Étant peu attractives à l'export, les entreprises japonaises de défense n'ont pas de contrats suffisants pour agrandir leur production qui, bien que de bonne qualité et hautement technologique, reste donc trop chère. De plus, le manque d'expérience de feu des FAD n'encourage guère d'éventuels acheteurs car le matériel n'a jamais prouvé son efficacité ou sa durabilité dans un combat réel, réduisant la crédibilité de la BITD japonaise. Il semble donc que malgré les hausses budgétaires, le marché de la défense soit en difficulté. Cependant, le gouvernement japonais est conscient de la situation et compte apporter une réponse qui passera par d'importants contrats de longue durée assurant une stabilité aux filières de défense des grands conglomérats. Le ministre de la Défense Yasukazu HAMADA a annoncé un nouveau soutien financier pour augmenter de 15% la marge de bénéfice lors de contrats d'armements⁵².

⁵¹BRANS, Alexandre, *Les difficultés de l'industrie de défense japonaise*, Centre de Ressources et d'Information sur l'Intelligence Economique et Stratégique, 27 mai 2022. Disponible sur : <https://portail-ie.fr/analysis/4074/les-difficultes-de-lindustrie-de-defense-japonaise>.

⁵²KOSUKE, Takahashi, *Japan Ups Profits for Its Defense Industry*, The Diplomat, Janvier 2023. Disponible sur : <https://thediplomat.com/2023/01/japan-ups-profits-for-its-defense-industry/>.

Conclusion

Le Japon semble posséder, du fait de son budget, ses effectifs et ses équipements de défense, l'une des plus grandes armées de la région Indopacifique et du monde. Mais compte-tenu du contexte géopolitique, il est nécessaire pour cette stratégie que les FAD surmontent leurs défis capacitaires. La dépendance du Japon aux États-Unis rend plus faibles et moins équilibrées ses capacités de riposte indispensables en cas d'assaut chinois. Dans la perspective de la montée en puissance de l'Armée Populaire de Libération, même la spectaculaire annonce des 320 milliards de dollars américains investis en 2023 ne semble pas suffisante pour rattraper l'écart qualitatif, et encore moins quantitatif, creusé par la Chine. De plus, la base industrielle ne paraît pas à même d'apporter des solutions innovantes rapides et peu coûteuses, au moins dans un futur proche. Le fond du problème japonais apparaît à la lumière de ces éléments d'ordre politique, car c'est la réticence populaire à prendre une part plus autonome dans la défense de la région - réticence compréhensible au vu des faits historiques qui restent prégnants au Japon - qui force les FAD à s'appuyer ainsi sur l'armée américaine. Cependant, cette situation semble être amenée à changer, tant par la volonté du Premier ministre KISHIDA que par les pressions américaines pour une plus grande implication en défense. La conjoncture géopolitique va vraisemblablement contraindre le Japon à de lourds efforts d'armement dont le budget 2023 n'est qu'un début. N'oublions pas que le Japon finance chaque année les bases américaines implantées à Okinawa, malgré le projet de déplacement de 4000 *Marines* américains vers l'île de Guam⁵³, alors que ces bases créent justement des débats complexes au sein de la société. Enfin, si les FAD feraient un excellent soutien pour l'armée américaine dans la région en cas de conflit, elles sont loin d'être prêtes à faire un contrepoids nécessaire pour maintenir seules la paix dans la région Indopacifique.

⁵³ CINCO, Maricar, 2024 transfer of Okinawa-based Marines to Guam on course: U.S. Marines, Kyodo News, 9 décembre 2022. Disponible sur : <https://english.kyodonews.net/news/2022/12/d96faaa52e79-2024-transfer-of-okinawa-based-marines-to-guam-on-course-us-marines.html>.

À PROPOS DE L'AUTEUR

Paul BEAUGENDRE est étudiant en Master d'Affaires Publiques Sécurité et Défense à Sciences Po Paris, après avoir obtenu une licence du campus Europe-Asie de Sciences Po Paris. Membre depuis deux ans du comité Asie-Pacifique des Jeunes IHEDN, il en est, pour le mandat 2023-2024, le responsable-adjoint.



Autonomie stratégique sud-coréenne : fragile équilibre entre Pékin et Washington

Joseph SAISON

Introduction

La directrice générale du commerce de la Commission européenne Sabine WEYAND définit l'autonomie stratégique d'un pays comme « sa capacité à défendre et à poursuivre ses intérêts, non pas seul, mais sans dépendances indésirables et sans contraintes excessives ».⁵⁴ Alors que Séoul cherche à développer celle-ci et à s'affirmer sur la scène diplomatique en tant que puissance moyenne, le partenariat de défense avec les États-Unis et la relation économique avec la Chine impactent ses politiques étrangère et domestique. Ce « strabisme » stratégique entre prospérité économique et considérations sécuritaires avait mené en 2012 la future Présidente PARK Geun-hye à affirmer : « Les États-Unis sont notre allié et la Chine est notre partenaire. Le problème de devoir choisir entre les deux n'existe pas ».⁵⁵ Pourtant, la Chine s'est à plusieurs reprises montrée agressive envers la Corée du Sud, et Séoul regrette même que Pékin exerce une influence moins forte qu'auparavant pour modérer les choix de la Corée du Nord,⁵⁶ tandis que le Président Xi Jinping a annoncé vouloir renforcer la coopération avec Pyongyang en avril 2023. Alors que les tensions sino-américaines ne semblent pas s'apaiser, avec la

⁵⁴ LUMET Sébastien, « Doctrine de la double intégration, une conversation avec Sabine Weyand », *Le Grand Continent [en ligne]*, 31 janvier 2022 [consulté le 17/05/2023]. Disponible sur : <https://legrandcontinent.eu/fr/2022/01/31/doctrine-de-la-double-integration-sabine-weyand/>.

⁵⁵ BONDAZ Antoine, « La péninsule coréenne, entre autonomie et dépendance », *Pouvoirs [en ligne]*, Avril 2018 [consulté le 25/02/2023], n°167, pp.95-106. Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-pouvoirs-2018-4-page-95.htm>.

⁵⁶ COLIN Jean-Yves, « La Corée du Sud, une puissance résiliente », *Diplomatie*, Janvier-Février 2023, n°119, pp.31-36.

destruction d'un ballon « météorologique » chinois par un F-22A en février 2023, la recherche d'autonomie stratégique sud-coréenne entre pygargue américain et dragon chinois pourrait s'avérer complexe.

L'affirmation timide de la puissance sud-coréenne

Si la menace nord-coréenne représente encore la principale source de préoccupation pour Séoul, de nouveaux horizons stratégiques semblent néanmoins intéresser la Corée du Sud, aidée par son *soft power* construit notamment sur la musique et le cinéma de la vague coréenne (*Hallyu*). Dès 2017, le Président MOON Jae-in initiait sa « Nouvelle Politique du Sud » (NSP), orientée vers l'Inde et les pays de l'ASEAN, pour permettre à la Corée du Sud de développer une autonomie stratégique nationale en diversifiant ses partenaires et de s'affirmer comme une puissance moyenne. Néanmoins, cette stratégie renforcée en 2020 avec la « NSP Plus » est surtout axée sur la coopération sur les problématiques économiques, sanitaires et environnementales, en évitant délibérément les enjeux de sécurité traditionnelle, ce qui sape l'image de puissance moyenne sud-coréenne au sein de l'ASEAN.⁵⁷ L'objectif actuel du Président YOON Seok-youl est donc de faire de la Corée du Sud un « état pivot global » (*Global Pivotal State*, GPS) afin de développer une politique étrangère plus autonome et crédible, en promouvant, à travers une diplomatie multilatérale, la liberté, la paix, la prospérité et la démocratie libérale. Cela passe par l'adoption de sa propre doctrine indopacifique.

Si cette stratégie indopacifique sud-coréenne de décembre 2022 semble marquer un alignement sur Washington et sur la doctrine d'un Indopacifique libre et ouvert (*Free and Open Indo-Pacific*, FOIP), elle demeure plus nuancée que celle de son voisin japonais et arrive tardivement. La Corée du Sud se comporte en effet comme une puissance moyenne dans ses approches de non-confrontation, notamment avec le Japon, mais fait

⁵⁷ PARK James, « South Korea's Enduring Restraint Toward China », *The Diplomat [en ligne]*, 18 février 2023 [consulté le 24/02/2023]. Disponible sur : <https://thediplomat.com/2023/02/south-koreas-enduring-restraint-toward-china/>.

preuve de déférence envers Pékin, en tant que puissance moins influente.⁵⁸ Sa doctrine indopacifique, contrairement au Japon et aux États-Unis, vise à inclure la Chine en tant que « partenaire régional clé », insiste sur l'inclusivité, et affirme simplement s'opposer à tout changement du *statu quo* par la force dans le détroit de Taïwan et en mer de Chine méridionale. La doctrine coréenne se rapproche donc davantage des positions allemande ou néerlandaise, et sa posture d'ambiguïté stratégique s'applique dans un objectif de désescalade avec la Chine, comme c'est le cas assez efficacement depuis plusieurs décennies vis-à-vis de Pyongyang. Séoul pourrait continuer à appliquer cette stratégie pour éviter de contrarier Pékin, tout en renforçant la coopération avec Washington, jusqu'à ce que l'ambiguïté ne soit plus une option en cas d'accroissement trop important des tensions sino-américaines.

Une BITD qui repose encore sur ses partenaires occidentaux

La volonté d'autonomie stratégique diplomatique s'accompagne d'une « coréanisation de la défense » engagée dans les années 1990, avec le canon automoteur K9 *Thunder* basé sur le M109 américain.⁵⁹ Pourtant, comme pour la France, les forces armées sud-coréennes et le budget de la Défense n'atteignent pas une taille suffisamment critique pour développer de manière autonome tous les matériels nécessaires à une armée complète. Si certains programmes, comme celui du drone MALE KUS-FS du constructeur *Korean Air Aerospace Division* (KAL-ASD), sont développés sans compromis de souveraineté, des codéveloppements sont souvent nécessaires pour assurer la viabilité de la BITD sud-coréenne, avec des difficultés financières qui peuvent subsister. Beaucoup de programmes nécessitent des partenaires étrangers, et la Turquie avait un temps

⁵⁸ ABBONDANZA Gabrielle, « Whither the Indo-Pacific? Middle power strategies from Australia, South Korea and Indonesia », *International Affairs [en ligne]*, 7 mars 2022 [consulté le 24/02/2023], 98:2, pp.403-421. Disponible sur : <https://academic.oup.com/ia/article/98/2/403/6540800?login=false#337505551>.

⁵⁹ MOON Chung-in, LEE Jin-Young, « The Revolution in Military Affairs and the Defence Industry in South Korea », *Security Challenges [en ligne]*, été 2008 [consulté le 24/01/2023], 4:4, pp.117-134. Disponible sur : <https://www.jstor.org/stable/26459813?seq=2>.

envisagé de rejoindre le projet du KF-X désormais nommé KF-21 *Boramae*, l'avion multirôle de génération 4.5 codéveloppé avec *Lockheed Martin* et l'Indonésie.

Malgré des améliorations technologiques au niveau industriel après des transferts de technologie, notamment auprès d'industries américaines, l'autonomie stratégique sud-coréenne reste également limitée par ses dépendances envers les sous-systèmes étrangers, que ce soient des groupes industriels suédois ou israéliens pour l'avionique, ou MBDA pour les missiles air-air du KF-21 *Boramae*, appareil dont 35% des composants sont d'origine étrangère.⁶⁰ On peut notamment mentionner l'interdiction d'exportation du chasseur supersonique T-50 *Golden Eagle* mis en service en 2005, produit d'un codéveloppement entre *Korean Aerospace Industry (KAI)* et *Lockheed-Martin*. Washington a bloqué la vente de 12 T-50 à l'Ouzbékistan par crainte d'éventuels transferts de technologie à Moscou,⁶¹ tandis que les sièges éjectables *Martin-Baker* et les systèmes d'IFF (*Identification Friend or Foe*) APX-118 de *BAE Systems* des appareils ont permis à Londres d'annuler la vente de 10 FA-50 à l'Argentine, en application de son embargo sur les armements neufs lié à la guerre des Malouines.⁶² Cela représente un obstacle à l'application du plan « *Global Korea* » de 2006 qui place les exportations de défense au centre de la stratégie sud-coréenne.⁶³ Il faut néanmoins souligner que l'industrie de défense sud-coréenne se développe rapidement à l'export avec des systèmes financièrement abordables et technologiquement efficaces, livrés rapidement, au détriment de solutions occidentales comme le F-16V ou le CAESAR, y compris sur des marchés otaniens comme la Pologne ou la Norvège. Ces succès permettent de diversifier

⁶⁰ LANGLOIT Philippe, « KF-21 Boramae, Coup gagnant pour Séoul ? », *DSI Hors-Série*, Juin-Juillet 2021, n°78, pp.66-68.

⁶¹ KANG Seung-Woo, « US strikes down T-50 exports to Uzbekistan », *The Korea Times [en ligne]*, 26 octobre 2015 [consulté le 27/05/2023]. Disponible sur : https://www.koreatimes.co.kr/www/news/nation/2015/10/116_189398.html.

⁶² WALDRON Greg, « UK shoots down Argentine FA-50 deal », *FlightGlobal [en ligne]*, 3 novembre 2020 [consulté le 27/05/2023]. Disponible sur : <https://www.flightglobal.com/defence/uk-shoots-down-argentine-fa-50-deal/140925.article>.

⁶³ MARTIN Kévin, « La Corée du Sud sur le marché international de l'armement terrestre : l'exemple européen », *DEFENSE&Industries, FRS [en ligne]*, juin 2022 [consulté le 20/12/2022], n°16. Disponible sur : <https://www.frstrategie.org/publications/defense-et-industries/coree-sud-sur-marche-international-armement-terrestre-exemple-europeen-2022>.

la politique étrangère de Séoul, de pérenniser sa BITD, et donc de renforcer son autonomie stratégique.

La défense nationale très américanisée depuis 1950

Au niveau de la défense nationale, le Président YOON Seok-youl a laissé entendre en janvier 2023 que la Corée du Sud pourrait envisager de devenir une puissance nucléaire. Néanmoins, il a précisé que cette option se présenterait si la situation sécuritaire se dégradait sérieusement, et il a ajouté que l'alliance avec Washington était pour le moment l'option réaliste, notamment grâce à ses dissuasions conventionnelle et nucléaire étendue. Par ailleurs, comme le démontrent les tensions indo-pakistanaïses, l'acquisition de l'arme nucléaire ne permettra pas à Séoul de se défaire des « provocations » de son voisin septentrional.⁶⁴ De plus, cela engendrerait probablement un effet d'éviction au détriment des dépenses dans les forces conventionnelles, qui pourrait créer de nouvelles vulnérabilités militaires.⁶⁵

En outre, le souhait sud-coréen actuel de devenir autonome à travers un développement capacitaire conventionnel pourrait au contraire inquiéter les grandes puissances régionales, notamment le géant chinois, et devenir contre-productive sans aide américaine.⁶⁶ Malgré le plan de modernisation *Defense Reform 2.0* annoncé en 2018, avec la construction d'une marine océanique et le développement de capacités de

⁶⁴ PANDA Ankit, « Seoul's Nuclear Temptations and the U.S.-South Korean Alliance », *War On The Rocks, Texas National Security Review* [en ligne], 3 février 2023 [consulté le 11/02/2023]. Disponible sur : <https://warontherocks.com/2023/02/seouls-nuclear-temptations-and-the-u-s-south-korea-alliance/>.

⁶⁵ BONDAZ Antoine, « Tentations nucléaires en Corée du Sud », *FRS* [en ligne], Février 2023 [consulté le 17/05/2023], bulletin n°106. Disponible sur : <https://www.frstrategie.org/programmes/observatoire-de-la-dissuasion/tentations-nucleaires-coree-sud-2023>.

⁶⁶ JEONG Jongsuk, « South Korea's "Doves" Seek Peace Through Strength », *War On The Rocks, Texas National Security Review* [en ligne], 2 février 2022 [consulté le 11/02/2023]. Disponible sur : <https://warontherocks.com/2022/02/south-koreas-doves-seek-peace-through-strength/>.

renseignement spatiales,⁶⁷ la stratégie de défense nationale reste donc intrinsèquement liée à l'allié américain depuis la guerre de Corée. En témoignent les 28 000 troupes américaines stationnées dans la péninsule, ou la participation de bombardiers stratégiques américains B-1B au plus grand exercice bilatéral jamais organisé, « *Vigilant Storm 23* », en novembre 2022. Le mandat du Président Donald TRUMP avait pourtant remis en question la fiabilité du partenariat américano-sud-coréen à long terme, notamment avec l'arrêt unilatéral des exercices militaires conjoints.⁶⁸ Mais le Président YOON Seok-youl fait preuve de moins de prudence vis-à-vis de la Chine que son prédécesseur en ce qui concerne sa politique de défense. Il se rapproche encore militairement de Washington et de l'OTAN avec la première participation sud-coréenne à un sommet de l'OTAN en juin 2022 en tant que « partenaire asiatique », et se rapproche surtout de Tokyo après une période de mésentente entre le Premier ministre Shinzo ABE et le Président MOON Jae-in. Par exemple, l'accord sur la sécurité générale d'informations militaires (GSOMIA) conclu avec le Japon, cadre important pour le partage bilatéral de renseignement gelé en 2019, a été relancé en mars 2023,⁶⁹ à la suite de concessions unilatérales de Séoul sur les enjeux mémoriels de la colonisation japonaise. Mais si Pékin venait à considérer la politique sud-coréenne comme lui étant trop défavorable, cela pourrait la pousser à encourager la stratégie belliqueuse nord-coréenne, au détriment de la sécurité sud-coréenne, d'où une ambiguïté stratégique de Séoul qui reste persistante. La récente absence de critiques chinoises envers les tirs de missiles balistiques nord-coréens peut en effet être interprétée comme un soutien au récit de Pyongyang arguant

⁶⁷ HEMEZ Rémi, « La paix par la force. La modernisation de la défense sud-coréenne sous la présidence Moon Jae-In », *Note de l'IFRI, IFRI [en ligne]*, 4 mai 2022 [consulté le 17/05/2023]. Disponible sur : https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/hemez_coree_du_sud_2022_.pdf.

⁶⁸ Ibid.

⁶⁹ MESMER Philippe, « A l'ombre des Etats-Unis, le Japon et la Corée du Sud opèrent un rapprochement dans les domaines de la sécurité et de l'économie », *Le Monde [en ligne]*, 17 mars 2023 [consulté le 19/05/2023]. Disponible sur : https://www.lemonde.fr/international/article/2023/03/17/a-l-ombre-des-etats-unis-le-japon-et-la-coree-du-sud-operent-un-rapprochement-dans-les-domaines-de-la-securite-et-de-l-economie_6165955_3210.html.

que ces essais sont des mesures défensives qui répondent aux actions hostiles de Séoul et Washington.⁷⁰

Le miracle économique sud-coréen otage de la Chine

Cette ambiguïté stratégique se retrouve aussi au niveau économique. La Corée du Sud dispose d'atouts majeurs, notamment dans les biotechnologies, les batteries rechargeables ou les semi-conducteurs avec 17% de part de marché mondial pour *Samsung*. L'autonomie stratégique de la Corée du Sud sera maximisée si elle parvient à conserver à la fois son avance et son indépendance dans ces secteurs technologiques clés. Pour les semi-conducteurs justement, Séoul a fait part de son souhait de rejoindre l'initiative américaine *CHIP 4* avec Taïwan et le Japon, officiellement pour développer des partenariats et délocaliser des sites de production vers des pays alliés (*friendshoring*),⁷¹ et officieusement pour contrer l'émergence de la Chine sur le marché.⁷² Mais cet alignement économique se limite surtout au secteur des technologies de pointe, alors que Séoul a des doutes sur la résilience de ses chaînes d'approvisionnement sans participation chinoise, et que le protectionnisme américain engagé en 2017 l'a rendue suspicieuse.⁷³ Cet exercice d'équilibriste impacte ses choix de politiques étrangère et domestique, alors que la Chine et les États-Unis sont des partenaires économiques majeurs. En outre, si la Chine ne considère pas la position de Séoul comme antichinoise, avec d'importants efforts diplomatiques pour la rassurer, cela pourrait changer. Le *Global Times* pro-Pékin a parlé

⁷⁰ TIEZZI Shannon, « China Expresses "Grave Concern" Over South Korea-US Military Drills », *The Diplomat* [en ligne], 16 mars 2023 [consulté le 19/05/2023]. Disponible sur : <https://thediplomat.com/2023/03/china-expresses-grave-concern-over-south-korea-us-military-drills/>.

⁷¹ YOO Joonkoo, « Corée du Sud : (s'efforcer de rester) à la pointe », *Les politiques technologiques des puissances numériques moyennes*, IFRI [en ligne], Février 2023 [consulté le 18/05/2023]. Disponible sur : https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/etude_pannier_politiques-technologiques_2023.pdf.

⁷² JO He-rim, « Minister confirms South Korea's participation in US-led chip alliance », *The Korea Herald* [en ligne], 18 décembre 2022 [consulté le 24/02/2023]. Disponible sur : <https://www.koreaherald.com/view.php?ud=20221218000120>.

⁷³ SURI Moksh, SHARMA Abhishek, « South Korea's Economic Security Dilemma », *The Diplomat* [en ligne], 25 janvier 2023 [consulté le 11/02/2023]. Disponible sur : <https://thediplomat.com/2023/01/south-koreas-economic-security-dilemma/>.

de « suicide commercial » pour qualifier la position sud-coréenne sur *CHIP 4*, puisque cela pourrait lui faire perdre son accès au marché chinois.⁷⁴

Pour garantir ses intérêts, Pékin n'hésite pas à appliquer des politiques économiques coercitives contre Séoul. Le système de défense antimissile THAAD de *Lockheed Martin* déployé en Corée du Sud en 2017 a poussé Pékin à appliquer des mesures ciblées contre des entreprises sud-coréennes en représailles, représentant une perte de 7,5 milliards de dollars pour le pays.⁷⁵ La situation s'est désamorcée avec les « *Three Nos* » qui engagent Séoul à ne pas déployer de THAAD supplémentaire, à ne pas participer à un réseau américain antimissile, et à ne pas s'engager dans une alliance militaire trilatérale avec Tokyo et Washington. La Corée du Sud a donc appris à ses dépens que sa dépendance économique à la Chine, qui représente son premier partenaire commercial depuis 2004 et dispose de leviers importants pour la faire plier, pouvait représenter un risque majeur pour son autonomie stratégique. Fin 2021 encore, la Corée du Sud craignait une paralysie partielle de son parc automobile et de son industrie après la réduction des exportations d'urée décidée par Pékin pour assurer sa propre consommation. Additif indispensable aux voitures diesel produites à partir de 2015, l'*AdBlue* sud-coréen est en effet fabriqué à base d'urée, dont les importations provenaient à 97% de Chine entre janvier et septembre 2021.⁷⁶

⁷⁴ « S.Korea should have courage to say “no” to US coercion: Global Times Editorial », *Global Times* [en ligne], 21 juillet 2022 [consulté le 26/02/2023]. Disponible sur : <https://www.globaltimes.cn/page/202207/1271044.shtml>.

⁷⁵ TERRY Sue Mi, « Between The Eagle and The Dragon: Challenges and Opportunities For South Korea in the US-China Competition », *The Wilson Center – Hyundai Motor-Korea Foundation Center for Korean History and Public Policy Program* [en ligne], 2022 [consulté le 26/02/2023]. Disponible sur : <https://www.scribd.com/document/611138416/Between-the-Eagle-and-the-Dragon-Challenges-and-Opportunities-for-South-Korea-in-the-US-China-Competition>.

⁷⁶ CHA Sangmi, YANG Heekyong, « Urea shortage threatens South Korea's transport, energy industries », *Reuters* [en ligne], 9 novembre 2021 [consulté le 17/05/2023]. Disponible sur : <https://www.reuters.com/business/energy/urea-shortage-threatens-south-koreas-transport-energy-industries-2021-11-09/>.

Une dépendance énergétique inquiétante

La Chine n'est pas le seul obstacle à la souveraineté sud-coréenne. Au niveau énergétique, la Corée du Sud est plus dépendante que Chypre, et repose à 93% sur les énergies fossiles importées, avec 43% de sa consommation basée sur le pétrole et les carburants liquides, 28% sur le charbon et 16% sur le gaz naturel.⁷⁷ Ses principaux fournisseurs sont le Qatar, l'Australie et les États-Unis pour le gaz naturel,⁷⁸ l'Australie, l'Indonésie et la Russie pour le charbon, et l'Arabie Saoudite, les États-Unis et le Koweït pour le pétrole brut.⁷⁹ Ces dépendances ont un impact non négligeable : le pays est aujourd'hui plus vulnérable aux chocs énergétiques que dans les années 1970.⁸⁰ Par exemple, la dépendance croissante à la Russie depuis 2008 était considérée jusque février 2022 comme un facteur de sécurité énergétique. Cela a contribué à la décision de Séoul de ne pas participer aux sanctions occidentales sur l'énergie russe, paradoxalement à cause d'un manque de fournisseurs alternatifs. L'interdiction d'exporter à la Russie des produits stratégiques comme les semi-conducteurs démontre pourtant une volonté politico-stratégique d'adopter des sanctions à l'encontre de Moscou, qui a placé la Corée du Sud sur sa liste de pays « inamicaux ». Séoul cherche depuis l'administration MOON Jae-in à renforcer ses échanges avec des fournisseurs fiables comme l'Australie ou les États-Unis, et à diversifier ses approvisionnements avec la Colombie ou l'Afrique du Sud.⁸¹ Mais les pays européens

⁷⁷ STANGARONE Troy, « How South Korea Can Wean Itself off Russian Fossil Fuels », *The Diplomat* [en ligne], 18 février 2023 [consulté le 21/02/2023]. Disponible sur : <https://thediplomat.com/2022/04/how-south-korea-can-wean-itself-off-russian-fossil-fuels/>.

⁷⁸ International Energy Agency (IEA), « Korea 2020 - Energy Policy Review », 2020 [consulté le 17/05/2023]. Disponible sur : https://iea.blob.core.windows.net/assets/90602336-71d1-4ea9-8d4f-efeeb24471f6/Korea_2020_Energy_Policy_Review.pdf.

⁷⁹ U.S. Energy Information Administration (EIA), « Country Analysis Brief: South Korea », Avril 2023 [consulté le 17/05/2023]. Disponible sur : https://www.eia.gov/international/content/analysis/countries_long/South_Korea/south_korea.pdf.

⁸⁰ HAGGARD Stephan, « South Korea, Ukraine and Russia part II : The Economic Dimension », *KEI* [en ligne], 18 mai 2022 [consulté le 24/02/2023]. Disponible sur : <https://keia.org/the-peninsula/south-korea-ukraine-and-russia-part-ii-the-economic-dimension/>.

⁸¹ Cho Hyun-sook, « 러 원유 금수 여파는, 韓 에너지 93% 수입 의존 '초비상' », *The JoongAng* [en ligne], 7 mars 2022 [consulté le 24/02/2023]. Disponible sur : <https://www.joongang.co.kr/article/25053466#home>.

cherchent aussi à diversifier leurs partenaires et pourraient devenir concurrents. L'engagement pris à la COP26 de réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 40% par rapport à 2018 pourrait également représenter une opportunité afin de réduire cette dépendance aux importations, via une production d'énergie renouvelable dans la péninsule.⁸² Si l'économie sud-coréenne, construite sur les exportations, semble résiliente grâce à une maîtrise des comptes publics, l'actuelle dépréciation du won associée à une décélération des économies partenaires pourrait augmenter l'inflation et le coût des importations énergétiques, et affecter sa balance commerciale.⁸³

Conclusion

Poussée par une opinion publique favorable aux États-Unis, Séoul cherche un équilibre entre autonomie, alignement sur Washington et ambiguïté pour ne pas vexer la Chine, selon ses besoins et surtout ses possibilités. Dans un contexte de compétition sino-américaine croissante et au vu de ses préoccupations locales liées à Pyongyang, la Corée du Sud souffre de son environnement à haute valeur géostratégique pour les puissances actives en Asie du Nord-Est, et de ses dépendances économiques et sécuritaires, ce qui la limite dans sa recherche d'autonomie stratégique malgré une volonté politique de plus en plus marquée.

À PROPOS DE L'AUTEUR

Joseph SAISON a étudié sur le campus Asie-Pacifique avant d'intégrer la spécialité Sécurité & Défense du master 1 de Politiques Publiques de Sciences Po Paris. Il a également étudié à la *National University of Singapore*. Il a été membre du comité Asie-Pacifique ainsi que de la délégation Normandie des Jeunes IHEDN pour le cycle 2022-2023. Il est aujourd'hui responsable-adjoint du comité Asie-Pacifique pour le mandat 2023-2024.

⁸² STANGARONE Troy, op. cit.

⁸³ COLIN Jean-Yves, « Nouvelle phase de tensions dans la péninsule coréenne ? », *Diplomatie*, Janvier-Février 2023, n°119, pp.38-39.

Le modèle économique de la BITD française est-il viable en Indopacifique ?

Luc D.

Introduction

Le 15 septembre 2021, l'Australie rompt le « contrat du siècle » avec le groupe français Naval Group pour la fourniture de douze sous-marins conventionnels, entraînant une crise diplomatique.⁸⁴ Cette décision déclenche le rapatriement d'une centaine d'ingénieurs et de techniciens et la mise à l'arrêt de plusieurs entreprises australiennes dépendant du programme.⁸⁵ Cet événement médiatique met à mal un des fleurons de la base industrielle et technologique (BITD) française alors que les budgets de défense dans le monde sont à la hausse depuis 2015⁸⁶, en particulier au sein de l'Indopacifique.^{87 88}

⁸⁴ « Sous-marins : L'Australie rompt le « contrat du siècle » avec la France, crise diplomatique entre Paris et Washington ». *Le Monde* [en ligne], 16 septembre 2021 [consulté le 26/02/2023]. Disponible sur : https://www.lemonde.fr/international/article/2021/09/16/l-australie-rompt-le-contrat-du-siecle-avec-la-france-sur-les-sous-marins-au-profit-de-technologies-americaines-et-britanniques_6094854_3210.html.

⁸⁵ BEZAT, Jean-Michel. « Sous-marins : la fin du « contrat du siècle » avec l'Australie porte un coup à l'image de Naval Group ». *Le Monde* [en ligne], 16 septembre 2021 [consulté le 26/02/2023]. Disponible sur : https://www.lemonde.fr/international/article/2021/09/16/sous-marins-la-fin-du-contrat-du-siecle-avec-l-australie-porte-un-coup-a-l-image-de-naval-group_6094891_3210.html.

⁸⁶ BERAUD-SUDREAU, Lucie et BERNARD, Mahault. « Quelles politiques de soutien à l'export de défense dans le monde et en France ? ». *diploweb.com* [en ligne], 27 septembre 2019 [consulté le 26/02/2023]. Disponible sur : https://www.diploweb.com/spip.php?page=spipdf&spipdf=spipdf_article&id_article=2074&nom_fichier=article_2074.

⁸⁷ BOURDEILLE, Christian. « Course aux armements ou modernisation des armées en Asie ? ». *Revue Défense Nationale* [en ligne], 2018 [consulté le 26/02/2023], 812, 7, pp. 105-105. Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-defense-nationale-2018-7-page-101.htm>.

⁸⁸ GOIN, Vaimiti. « L'espace indopacifique, un concept géopolitique à géométrie variable face à aux rivalités de puissance ». *Géococonfluences* [en ligne], octobre 2021 [consulté le 26/02/2023]. Disponible sur :

Cette zone constitue un marché stratégique devenu depuis quelques années le plus important importateur d'armements. Entre 2017 et 2021, les exportations d'armement français représentaient 11% du volume mondial sur cette période, une augmentation de 59% par rapport aux exportations entre 2012 et 2016. Dans le même temps, les exportations mondiales vers l'Indopacifique représentaient 47% de la part totale des exportations.⁸⁹

Une réflexion s'impose alors sur le modèle économique de la BITD française, marqué par une série de crises et d'événements qui met à l'épreuve sa résilience dans un environnement compétitif.

Un modèle économique fondé sur une implantation forte et durable soutenu par un réseau politique et diplomatique

De nombreux acteurs de la défense française sont présents au sein de l'Indopacifique et s'implantent de manières aussi différentes que les services qu'ils proposent.

Certaines entreprises telles que Airbus assurent des activités commerciales et de défense. L'entreprise affirme sur son site que 150 des avions militaires qu'elle a produits sont en service dans la région, notamment des hélicoptères H225M^{90 91}. Thalès est également

<http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-thematiques/oceans-et-mondialisation/articles-scientifiques/espace-indopacifique-geopolitique>.

⁸⁹ WEZEMAN, Pieter et KUIMOVA, Alexandra. Trends in International Arms Transfers, 2021. SIPRI, mars 2022. 12 p.

⁹⁰ H225M [en ligne]. AIRBUS [consulté le 26/02/2023]. Disponible sur : <https://www.airbus.com/en/products-services/helicopters/military-helicopters/h225m>.

⁹¹ Airbus in Asia-Pacific [en ligne]. AIRBUS [consulté le 26/02/2023]. Disponible sur : <https://www.airbus.com/en/our-worldwide-presence/airbus-in-asia-pacific/airbus-in-asia-pacific>.

implanté dans la quasi-totalité des pays de la zone.⁹² MBDA s'est implanté en Inde à travers une coentreprise (*joint-venture*) avec Larsen & Toubro.⁹³

Thalès a également mené des travaux conjoints avec le monde académique de la région afin de développer des projets de défense.⁹⁴ Naval Group maintient aussi dans le détroit de Malacca une filiale du groupe pour assurer la maintenance et l'apport d'aide technique à ses clients de la région.⁹⁵ Safran Helicopter Engines est également présent à Singapour⁹⁶ entre autres pays.⁹⁷

Les entreprises françaises s'implantent dans l'Indopacifique à travers des filiales, des coentreprises ainsi que des sites de maintenance. Avec une part de 29% des exportations, l'Inde reste de loin le principal bénéficiaire des exportations françaises.⁹⁸ Sur une période plus longue, entre 2000 et 2020, la part d'exportations d'armes vers l'Asie représentait 20% des exportations totales.⁹⁹

⁹² Asia Pacific [en ligne]. THALES [consulté le 26/02/2023]. Disponible sur : <https://www.thalesgroup.com/en/asia-pacific-0>.

⁹³ CHOPRA, Anil. « MBDA – The Power House of Missile Systems ». *Air Power Asia* [en ligne], 13 octobre 2020 [consulté le 26/02/2023]. Disponible sur : <https://airpowerasia.com/2020/10/13/mbda-the-power-house-of-missile-systems/>.

⁹⁴ *Thales Australia working with Defence, Academia and Industry to revolutionise mine clearance capability close to shore* [en ligne]. THALES, 20 décembre 2022 [consulté le 26/02/2023]. Disponible sur : <https://www.thalesgroup.com/en/countries-asia/australia/news/thales-australia-working-defence-academia-and-industry-revolutionise>.

⁹⁵ *Far East: the Asia supply chain hub of Naval Group* [en ligne]. NAVAL GROUP, 14 mai 2018 [consulté le 26/02/2023]. Disponible sur : <https://www.naval-group.com/en/far-east-asian-supply-chain-hub-naval-group>.

⁹⁶ *Safran Helicopter Engines Asia – Singapore* [en ligne]. SAFRAN [consulté le 26/02/2023]. Disponible sur : <https://www.safran-group.com/locations/singapore/safran-helicopter-engines-asia-2077665>.

⁹⁷ *SAFRAN SUPPORT NETWORK IN ASIA & PACIFIC* [en ligne]. SAFRA [consulté le 26/02/2023]. Disponible sur : https://www.safran-group.com/sites/default/files/2021-05/saf-brochure_mro_asia-150x210-jan2021-web.pdf.

⁹⁸ WEZEMAN, Pieter et KUIMOVA, Alexandra. *Trends in International Arms Transfers*, 2021. SIPRI, mars 2022. 12 p.

⁹⁹ LE BRETON, Charlotte et WALDWYN, Tom. « French defence exports, meeting the future challenge ». *The International Institute for Strategic Studies* [en ligne], 23 juin 2022 [consulté le 26/02/2023]. Disponible sur : <https://www.iiss.org/blogs/military-balance/2022/06/french-defence-exports-meeting-the-future-challenge>.

Cette implantation s'explique par un travail de soutien à l'exportation (SOUTEX) important des gouvernements français que le ministère des Armées entend renforcer.¹⁰⁰ Cela passe par l'organisation de conférences internationales¹⁰¹, l'intervention des chambres de commerce qui jouent un rôle de *soft power*¹⁰², ainsi que la signature d'accords de défense^{103 104} sans oublier le rôle de la diplomatie s'appuyant sur le troisième plus grand réseau mondial.¹⁰⁵ Les groupements des industriels de l'armement participent également aux différents salons¹⁰⁶, créant des réseaux régionaux ainsi que des bureaux et des comités comme relais.^{107 108 109 110}

¹⁰⁰ « Le ministère des armées va redéployer son soutien à l'export ». *La Lettre A* [en ligne], 15 février 2023 [consulté le 26/02/2023]. Disponible sur : <https://www.lalettrea.fr/entreprises-defense-et-aeronautique/2023/02/15/le-ministere-des-armees-va-redeployer-son-soutien-a-l-export,109913792-bre>.

¹⁰¹ VAVASSEUR, Xavier. « France Hosts Asia Pacific Submarine Conference ». *Naval News* [en ligne], 6 décembre 2022 [consulté le 26/02/2023]. Disponible sur : <https://www.navalnews.com/naval-news/2022/12/france-hosts-asia-pacific-submarine-conference/>.

¹⁰² *Aeronautics, Space, Defense & Security* [en ligne]. French Chamber Singapore [consulté le 26/02/2023]. Disponible sur : <https://www.fccsingapore.com/committees/sectorial-functional-committees/aeronautics-space-defense-security.html>.

¹⁰³ PARAMESWARAN, Prashanth. « Philippines-France Defense Ties in Focus With New Patrol Boats ». *The Diplomat* [en ligne], 8 décembre 2018 [consulté le 26/02/2023]. Disponible sur : <https://thediplomat.com/2018/12/philippines-france-defense-ties-in-focus-with-new-patrol-boats/>.

¹⁰⁴ PARAMESWARAN, Prashanth. « What's Behind the New Vietnam-France Defense Pact ? ». *The Diplomat* [en ligne], 25 septembre 2018 [consulté le 26/02/2023]. Disponible sur : <https://thediplomat.com/2018/09/whats-behind-the-new-vietnam-france-defense-pact/>.

¹⁰⁵ France Diplomacy. *Defence industries and technologies* [en ligne]. [consulté le 26/02/2023]. Disponible sur : <https://www.diplomatie.gouv.fr/en/french-foreign-policy/economic-diplomacy-foreign-trade/supporting-french-businesses-abroad/strategic-sector-support/defence-industries-and/>.

¹⁰⁶ GIFAS, *Internationalisation* [en ligne]. [consulté le 26/02/2023]. Disponible sur : <https://www.gifas.fr/l-observatoire/les-enjeux/internationalisation>.

¹⁰⁷ GIFAS, *South East Asian French Aerospace Network* [en ligne]. [consulté le 26/02/2023]. Disponible sur : <https://seafan.gifas.fr/en>.

¹⁰⁸ GIFAS, *Indo-French Aerospace Network* [en ligne]. [consulté le 26/02/2023]. Disponible sur : <https://infan.gifas.fr/en>.

¹⁰⁹ Rapport annuel. GIFAS, 2022. 28 p.

¹¹⁰ GICAN, *Comités et clubs*. [consulté le 26/02/2023]. Disponible sur : <https://gican.asso.fr/Page/75/Comites-et-clubs>.

... dans une zone propice au développement de la BITD ...

La zone Indopacifique demeure composée de pays qui restent dépendants des importations d'armements. Ils représentent en effet 43% des récipiendaires d'exportations d'armes dans le monde entre 2017 et 2021. Parmi les dix plus grands importateurs entre 2017 et 2021 on compte l'Australie, la République Populaire de Chine, l'Inde, le Japon, le Pakistan et la Corée du Sud. Si depuis trente ans l'Indopacifique demeure la région avec le niveau le plus élevé d'importations d'armement, on note cependant une faible baisse des importations de 4,7% entre la période 2012-2016 et la période 2017-2021 au sein de cette zone.¹¹¹

Le niveau de dépendance entre pays n'est cependant pas le même. Les pays les plus indépendants sont aussi les plus riches et les plus grands acheteurs, à savoir la République Populaire de Chine (RPC), le Japon (26,2% d'importations entre 2016 et 2020) et la Corée du Sud (56,3%). L'Inde arrive ensuite, avec le deuxième plus grand budget militaire de la région après la RPC (en important 84% de ses équipements)¹¹². À ceux-ci s'ajoutent Taiwan (36,2%), l'Australie (98,3%), Singapour (72,2%) et l'Indonésie (90,2%) qui possèdent un budget militaire élevé mais une BITD peu développée. Le budget militaire élevé de Taiwan s'explique par sa position géostratégique particulière. On peut former une troisième catégorie de pays avec une très forte dépendance aux exportations. Le Pakistan (97%, avec une forte dépendance vis-à-vis de la RPC), la Thaïlande (98%), la Malaisie (100%) et le Viet Nam (100%).¹¹³

La France n'est cependant pas le seul acteur qui exporte ses équipements militaires en Indopacifique. On retrouve ainsi les États-Unis d'Amérique (EUA), (30% du montant total des importations), la Russie (26% du montant total des importations), la France (12% du montant total des importations), la RPC et l'Allemagne.

¹¹¹ WEZEMAN, Pieter et KUIMOVA, Alexandra. Trends in International Arms Transfers, 2021. SIPRI, mars 2022. 12 p.

¹¹² BÉRAUD-SUDREAU, Lucie et LIANG, XIAO. Arms-production capabilities in the Indo-Pacific region. 2022. 62 p.

¹¹³ *Ibid.*

Chacun de ces pays occupe ainsi une part importante des importations d'armement des pays de l'Indopacifique, partageant une large part de leur marché. Entre 2017 et 2021, les cinq principaux exportateurs se sont partagés 77% du marché mondial de l'armement.¹¹⁴

La principale zone d'exportations d'armes demeure le Moyen-Orient pour les EUA¹¹⁵ sur une période de 10 années.¹¹⁶ Ceci s'inscrit dans le pivot stratégique américain annoncé il y a quelques années.¹¹⁷

Plus de 61% des exportations d'armes russes entre 2017 et 2021 étaient à destination de l'Indopacifique, ses principaux clients étant l'Inde et la RPC.¹¹⁸ En Asie du Sud-Est, la Russie était même le premier exportateur d'armes entre 2000 et 2021.¹¹⁹ Cela s'explique par sa faculté d'offrir une diversité d'armements avancés et bon marché à tout pays dont ceux sous embargos de l'Occident.¹²⁰

Entre 2017 et 2021, la RPC était le quatrième plus grand exportateur d'armement et l'Allemagne le cinquième. La RPC est le seul pays capable de produire des systèmes d'armement complexes dans tous les domaines dans l'Indopacifique. Entre 2017 et 2021, 79% du total des importations chinoises étaient destinées à l'Indopacifique et en

¹¹⁴ WEZEMAN, Pieter et KUIMOVA, Alexandra. Trends in International Arms Transfers, 2021. SIPRI, mars 2022. 12 p.

¹¹⁵ Campaign Against Arms Trade. *US Arms Exports* [en ligne]. 3 juin 2021 [consulté le 26/02/2023]. Disponible sur : <https://caat.org.uk/data/countries/united-states/us-arms-exports/>.

¹¹⁶ SIPRI. *Importer/Exporter TIV Tables* [en ligne]. 2021 [consulté le 26/02/2023]. Disponible sur : <https://armstrade.sipri.org/armstrade/page/values.php>.

¹¹⁷ DE CASTRO, Renato Cruz. « The Obama Administration's Strategic Pivot to Asia From a Diplomatic to a Strategic Constraint of an Emergent China ? ». *The Korean Journal of Defense Analysis* [en ligne], septembre 2013 [consulté le 26/02/2023], 25, 3, pp. 331-349. Disponible sur : [PDF The Obama Administration's Strategic Pivot to Asia: From a Diplomatic to a Strategic Constraint of an Emergent China? \(researchgate.net\)](https://www.researchgate.net/publication/304444444-The-Obama-Administration's-Strategic-Pivot-to-Asia-From-a-Diplomatic-to-a-Strategic-Constraint-of-an-Emergent-China).

¹¹⁸ Bitzinger, Richard et Boutin, Kenneth. « Russia's new arm's distance from Asia ». *EASTASIAFORUM* [en ligne], 27 août 2022 [consulté le 26/02/2023]. Disponible sur : <https://www.eastasiaforum.org/2022/08/27/russias-new-arms-distance-from-asia/>.

¹¹⁹ STRANGIO, Sebastian. « Are Russian Arms Exports to Southeast Asia a Thing of the Past ? ». *The Diplomat* [en ligne], 9 mai 2022 [consulté le 26/02/2023]. Disponible sur : <https://thediplomat.com/2022/05/are-russian-arms-exports-to-southeast-asia-a-thing-of-the-past/>.

¹²⁰ Bitzinger, Richard et Boutin, Kenneth. « Russia's new arm's distance from Asia ». *EASTASIAFORUM* [en ligne], 27 août 2022 [consulté le 26/02/2023]. Disponible sur : <https://www.eastasiaforum.org/2022/08/27/russias-new-arms-distance-from-asia/>.

particulier le Pakistan (47% du total des exportations). 40% des exportations allemandes entre 2017 et 2021 étaient également livrées à des États au sein de l'Indopacifique. La Corée du Sud était le récipiendaire le plus important des exportations de l'Allemagne pendant cette période.¹²¹

Si l'Indopacifique est une zone propice à l'exportation de la BITD française, c'est également le cas pour de nombreux autres pays. Il existe ainsi une forte compétition internationale. Néanmoins un certain nombre de facteurs sont apparus ces dernières années qui affectent le modèle économique de la BITD française.

... évoluant vers un nouveau paradigme

Un certain nombre de facteurs vont tendre à remettre en cause la prééminence de la BITD française et plus largement du quasi-monopole des grands de ce marché dans l'Indopacifique. Tout d'abord, certains pays de la zone sont de plus en plus autonomes dans de nombreux secteurs. La Corée du Sud a développé depuis quelques années une BITD robuste comme le démontrent ces chiffres : la Corée du Sud était le huitième plus grand exportateur d'armement entre 2017 et 2021 soit une augmentation de 117% par rapport à la période de 2012 à 2016. 63% de ces exportations étaient destinées à l'Indopacifique, permettant à la Corée du Sud de s'implanter ainsi sur le marché.

La RPC a également entrepris la construction d'une forte BITD à la suite des embargos d'armements imposés par les États-Unis d'Amérique et l'Europe en réponse à la répression des manifestations de la place Tian'anmen. Depuis 2011, la RPC est ainsi devenue le premier exportateur de drones. En 2019, quatre des vingt-cinq principaux fabricants d'armes au monde étaient chinois, représentant 16% des ventes totales d'armes.¹²²

¹²¹ WEZEMAN, Pieter et KUIMOVA, Alexandra. Trends in International Arms Transfers, 2021. SIPRI, mars 2022. 12 p.

¹²² XUE, Maryann. « China's arms trade: which countries does it buy from and sell to ? ». *South China Morning Post* [en ligne], 4 juillet 2021 [consulté le 26/02/2023]. Disponible sur :

Selon SIPRI, de 2016 à 2020, 38 % des exportations d'armes totales de la RPC ont été destinées au Pakistan, 17 % au Bangladesh et 8,2 % à l'Algérie. Le nombre de pays vers lesquels la RPC exporte a également augmenté, passant de 40 pays au cours de la période quinquennale de 2010 à 2014 à 53 pays de 2015 à 2019.¹²³

La Russie de son côté tend à perdre pied en Indopacifique depuis quelques années. Ses exportations en Asie du Sud-Est sont passées de 1,2 milliard de dollars à 89 millions de dollars américains en 2021. Cela s'explique par l'imposition de sanctions occidentales à la suite de l'annexion de la Crimée, la perte de contrats, l'adoption d'une loi américaine sanctionnant tout pays qui importe armes russes¹²⁴ et le manque de compétitivité de sa BITD.¹²⁵

La guerre en Ukraine va imposer une nouvelle contrainte pour la BITD russe, limitant sa capacité à exporter face à la demande domestique, et permettant aux autres acteurs de consolider leurs positions sur le marché.¹²⁶ Il est possible que les exportations d'armes américaines ralentissent compte tenu de l'engagement financier et matériel en Ukraine.¹²⁷

La BITD française peut potentiellement se retrouver dans une bonne posture pour les années à venir. Mais, elle doit corriger de nombreux défauts. Tout d'abord, les exportations d'armement terrestre sont quasi nulles dans la zone Asie, représentant 8%

<https://www.scmp.com/news/china/military/article/3139603/how-china-grew-buyer-major-arms-trade-player>.

¹²³ *Ibid.*

¹²⁴ LIBRARY OF CONGRESS. *H.R.3364 – Countering America's Adversaries Through Sanctions Act* [en ligne]. 24 juillet 2017 [consulté le 26/02/2022]. Disponible sur : <https://www.congress.gov/bill/115th-congress/house-bill/3364/text>.

¹²⁵ STRANGIO, Sebastian. « Are Russian Arms Exports to Southeast Asia a Thing of the Past ? ». *The Diplomat* [en ligne], 9 mai 2022 [consulté le 26/02/2023]. Disponible sur : <https://thediplomat.com/2022/05/are-russian-arms-exports-to-southeast-asia-a-thing-of-the-past/>.

¹²⁶ Bitzinger, Richard et Boutin, Kenneth. « Russia's new arm's distance from Asia ». *EASTASIAFORUM* [en ligne], 27 août 2022 [consulté le 26/02/2023]. Disponible sur : <https://www.eastasiaforum.org/2022/08/27/russias-new-arms-distance-from-asia/>.

¹²⁷ KIEL INSTITUTE FOR THE WORLD ECONOMY. *A Database of Military Financial and Humanitarian Aid to Ukraine*. 2022 [consulté le 26/02/2023]. Disponible sur : <https://www.ifw-kiel.de/topics/war-against-ukraine/ukraine-support-tracker/>.

des activités des adhérents du Groupement des industries françaises de défense et de sécurité terrestres et aéroterrestres (GICAT) en 2021 contre 21% en 2018.¹²⁸ La BITD française semble ainsi avoir perdu pied dans un segment non négligeable.

De nombreuses entreprises souffrent également de l'inflation du prix des matières premières et des coûts supplémentaires sur la gestion de leur chaîne logistique. Il y a ainsi un besoin de renforcer la résilience de ces entreprises. Le Groupement des Industries Françaises Aéronautiques et Spatiales (GIFAS) a par exemple mis en place une équipe afin d'identifier les points faibles des sociétés ce qui a permis la consolidation d'une cinquantaine d'entreprises.¹²⁹

L'annonce du président de la République de la nouvelle loi de programmation militaire pour la période 2024-2030¹³⁰ et les annonces du ministre des Armées sur la volonté de la France de renforcer sa présence en Indopacifique¹³¹ laissent présager de futurs besoins auxquels les industriels seront amenés à répondre au détriment potentiel de leurs contrats d'exportation.

Conclusion

Les entreprises françaises ont su s'implanter durablement dans un espace complexe, soutenu par le pouvoir politique et diplomatique français. L'Indopacifique reste et restera pour les années à venir un marché important pour l'armement face à la montée des

¹²⁸ GICAT. *Chiffres clés* [en ligne]. 2021 [consulté le 26/02/2023]. Disponible sur : <https://www.gicat.com/gicat/chiffres-cles/>.

¹²⁹ GIFAS Officiel. *Voeux 2023 du Président du GIFAS, Guillaume Faury, à la Presse* [vidéo en ligne]. YouTube, 6 janvier 2023 [consulté le 26/02/2023]. Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=6sxymU0wrEw>.

¹³⁰ VINCENT, Elise. « Loi de programmation militaire : un budget colossal mais des choix drastriques ». *Le Monde* [en ligne], 21 janvier 2023 [consulté le 26/02/2023]. Disponible sur : https://www.lemonde.fr/international/article/2023/01/21/loi-de-programmation-militaire-un-budget-colossal-mais-des-choix-drastriques_6158741_3210.html.

¹³¹ GIFAS. Sébastien Lecornu souhaite renforcer la présence de la France en Indopacifique. Air & Cosmos, 6 septembre 2022 [consulté le 26/02/2023]. Disponible sur : <https://www.gifas.fr/press-summary/sebastien-lecornu-souhaite-renforcer-la-presence-de-la-france-en-indo-pacifique>.

tensions régionales et le réalignement géostratégique des nations. Les entreprises doivent cependant renforcer leur résilience face aux facteurs extérieurs et innover, comme le souligne le ministre des Armées, afin de retrouver une culture du risque pour avoir un coup d'avance dans un marché ultra-compétitif.¹³²

Le modèle actuel de la BITD souffre ainsi de plusieurs difficultés conjoncturelles qui doivent être résolues pour maintenir son attractivité à l'international. La crise actuelle et la guerre en Ukraine affecteront sûrement le marché d'exportations de l'armement, offrant de nouvelles possibilités à la BITD française à l'international.

À PROPOS DE L'AUTEUR

Luc D. est membre du comité Asie-Pacifique des Jeunes IHEDN. Il est étudiant au sein du master Géostratégie Défense et Sécurité Internationale de l'Institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence. Il a notamment réalisé un mémoire sur la politique maritime agressive de la République Populaire de Chine à travers le prisme de la recherche hydrographique.

¹³² MEDDAH, Hassan. « « Les entreprises de la défense doivent prendre davantage de risque », juge Sébastien Lecornu, ministre des Armées ». *L'Usine Nouvelle* [en ligne], 23 janvier 2023 [consulté le 26/02/2023]. Disponible sur : <https://www.usinenouvelle.com/article/les-entreprises-de-la-defense-doivent-prendre-davantage-de-risques-juge-sebastien-lecornu-ministre-des-armees.N2090601>.

Le prochain SpaceX sera-t-il chinois ?

Luc D.

Introduction

Le 25 juillet 2019, l'entreprise chinoise *i-Space* (aussi connue sous le nom de *Beijing Interstellar Glory Space Technology Ltd.*) devient la première entreprise privée chinoise à lancer avec succès deux satellites commerciaux dans l'orbite terrestre.¹³³

Depuis quelques années, l'économie de l'espace est un domaine ouvert au monde privé. Près de 250 milliards de dollars (environ les $\frac{3}{4}$ de la valeur totale de l'économie spatiale) est produite par des entreprises commerciales, principalement aux États-Unis d'Amérique (EUA). Le marché pourrait atteindre un trilliard de dollars en vingt ans.¹³⁴

Pour la République Populaire de Chine (RPC), les activités commerciales liées aux lancements se réfèrent principalement à des activités telles que la recherche, le développement et la production de fusées porteuses et le lancement de fusées dans l'espace à des fins commerciales menées par diverses entreprises utilisant leurs propres fonds, leur capital social ou leur capital de coentreprise.¹³⁵

Sur les 186 tentatives de lancements menées dans le monde en 2022, 21 étaient réalisés par des entreprises privées sous contrat de leur pays d'origine et 83 par des entreprises

¹³³ BARBOSA, Rui. « Chinese Hyperbola-1 rocket fails during its second launch ». *Nasa Space Flight* [en ligne], 1 Février 2021 [consulté le 24/02/2023]. Disponible sur: <https://www.nasaspaceflight.com/2021/02/chinese-hyperbola-1-rocket-fails-second-launch/>.

¹³⁴ MULVANEY, Brendan. *China's Space Narrative*. Department of the Air Force's China Aerospace Studies Institute, 2 octobre 2020. 142 p.

¹³⁵ State Administration of Science, Technology, and Industry for National Defense. *Notice of the State Administration of Science, Technology, and Industry for National Defense and the Equipment Development Department of the Central Military Commission on Promoting the Systematic and Orderly Development of Commercial Carrier Rockets*. Lawinfochina, 30 mai 2019 [consulté le 24/02/2023]. Disponible sur: <http://www.lawinfochina.com/display.aspx?id=30565&lib=law&EncodingName=big5>.

privées pour des commercialisations dont des gouvernements étrangers. Parmi ses lancements, 76 étaient américains et 62 chinois, 9 de plus qu'en 2021.^{136 137} Un record historique.¹³⁸

Les fusées commerciales représentent une part grandissante des fusées employées, marquant un tournant progressif vers la commercialisation de l'espace qui était jusqu'alors le pré carré des États. Certains voient dans l'émergence du marché chinois, le futur *SpaceX* chinois capable de rivaliser avec les entreprises américaines.

L'émergence des entreprises commerciales aérospatiales chinoises

Se sont aujourd'hui plus de 200 entreprises aérospatiales chinoises qui coexistent dans le même espace.¹³⁹ Les premières entreprises sont fondées en 2014¹⁴⁰, date à partir de laquelle le gouvernement chinois ouvre le secteur au privé avec la publication du Document 60 autorisant la libéralisation du marché.^{141 142}

¹³⁶ HITCHENS, Theresa. « China Tops US in defense-related satellites orbited in 2022: Report ». *Breaking Defense* [en ligne], 6 janvier 2023 [consulté le 24/02/2023]. Disponible sur : <https://breakingdefense.com/2023/01/china-tops-us-in-defense-related-satellites-orbited-in-2022-report/>.

¹³⁷ MCDOWELL, Jonathan. *Space Activities in 2022*. 17 janvier 2023. 148 p.

¹³⁸ WITZE, Alexandra. « 2022 was a record year for space launches ». *nature* [en ligne], 11 janvier 2023 [consulté le 24/02/2023]. Disponible sur : <https://www.nature.com/articles/d41586-023-00048-7>.

¹³⁹ CURCIO, Blaine. « A rising Chinese Space Sector: Expectations vs Reality ». *SatelliteMarkets* [en ligne], 1^{er} juin 2022 [consulté le 24/02/2023]. Disponible sur : <http://www.satellitemarkets.com/market-trends/rising-chinese-space-sector-expectations-vs-reality>.

¹⁴⁰ *Home* [en ligne]. LinkSpace [consulté le 24/02/2023]. Disponible sur : <http://www.linkspace.com.cn/>.

¹⁴¹ China Public Private Partnerships Center. *Guiding Opinions of the State Council on Innovating the Investment and Financing Mechanisms in Key Areas and Encouraging Social Investment* [en ligne]. 14 avril 2015 [consulté le 24/02/2023]. Disponible sur : <https://www.cpppc.org/en/zy/994006.jhtml>.

¹⁴² CURCIO, Blaine. « A rising Chinese Space Sector: Expectations vs Reality ». *SatelliteMarkets* [en ligne], 1^{er} juin 2022 [consulté le 24/02/2023]. Disponible sur : <http://www.satellitemarkets.com/market-trends/rising-chinese-space-sector-expectations-vs-reality>.

Aujourd'hui, 25 entreprises proposent de faire des lancements d'engins dans l'espace.¹⁴³ Année par année, la RPC augmente la cadence de lancement de fusées dans l'espace. De 39 lancements en 2018 et 2020, elle passe à 55 en 2021 puis 62 en 2023. Durant une période, 7 lancements ont été réalisés en 10 jours.¹⁴⁴

La plupart des entreprises privées sont tournées vers la production, le déploiement et l'utilisation de satellites.¹⁴⁵ Sur les 181 satellites projetés par la RPC en 2022, 100 sont de nature commerciale. Les EUA restent cependant incontestablement dominants dans ce domaine avec plus de 1935 satellites lancés, un chiffre en constante augmentation depuis plusieurs années.¹⁴⁶

L'ouverture à la concurrence et à la privatisation a mené à une véritable floraison d'entreprises aérospatiales durant les dernières années. 57 entreprises chinoises sont fondées entre 2015 et 2018.¹⁴⁷ La majorité des entreprises aérospatiales sont ainsi fondées dans la deuxième moitié des années 2010.¹⁴⁸

L'émergence de ces entreprises se mesure également par le financement qui leur est apporté. En 2020 ce sont près de 9 milliards de yuans investis dans les entreprises privées (environ 1,5 milliard de dollars d'époque). La majorité des investissements sont réalisés par des entités privées suivi des gouvernements provinciaux et puis finalement par l'État

¹⁴³ *Op cit.*

¹⁴⁴ JONES, Andrew. « China completes seventh space launch inside 10 days ». *SpaceNews* [en ligne], 16 décembre 2022 [consulté le 24/02/2023]. Disponible sur : <https://spacenews.com/china-completes-seventh-space-launch-inside-10-days/>.

¹⁴⁵ MULVANEY, Brendan. *China's Space Narrative*. Department of the Air Force's China Aerospace Studies Institute, 2 octobre 2020. 142 p.

¹⁴⁶ MCDOWELL, Jonathan. *Space Activities in 2022*. 17 janvier 2023. 148 p.

¹⁴⁷ MULVANEY, Brendan. *China's Space Narrative*. Department of the Air Force's China Aerospace Studies Institute, 2 octobre 2020. 142 p.

¹⁴⁸ CURCIO, Blaine. « China's ascending commercial space ». *Room* [en ligne], 28 février 2021 [consulté le 24/02/2023]. Disponible sur : <https://room.eu.com/article/chinas-ascending-commercial-space-sector>.

chinois.^{149 150} Le manque d'investissement durant les premières années traduit le manque de confiance des acteurs privés face à un secteur émergent qui tente de se consolider au fur à mesure des années. Les financements de l'État chinois s'intègrent dans la politique étatique des routes de la soie digitales mais restent faibles par rapport aux autres acteurs.¹⁵¹

Certaines entreprises chinoises tentent d'être pionnières dans leur domaine. Plusieurs entreprises tel que *LinkSpace* et *Deep Blue Aerospace* tentent par exemple de développer des fusées en partie si ce n'est totalement réutilisables, s'inspirant des fusées de *SpaceX* tel que le *Falcon 9*.^{152 153}

Le rêve de l'espace

Le secteur aérospatial est également pleinement intégré dans le système politique du gouvernement central. De nombreuses personnalités du monde de la défense et de l'aérospatial occupent des postes importants dans les plus hautes sphères de l'appareil chinois.¹⁵⁴ Un phénomène qui n'est pas inédit.¹⁵⁵ Le 20^e Congrès du Parti Communiste

¹⁴⁹ *Op cit.*

¹⁵⁰ LIU, Irina. Evaluation of China's Commercial Space Sector, septembre 2019. 144 p.

¹⁵¹ YOUNG, Makena et THADANI, Akhil. Low orbit, High Stakes, 14 décembre 2022. 42 p.

¹⁵² SMITH, Rich. « Is This Chinese Company the Next SpaceX? ». *The Motley Fool* [en ligne], 8 octobre 2017 [consulté le 24/02/2024]. Disponible sur : <https://www.fool.com/investing/2017/10/08/is-this-chinese-company-the-next-spacex.aspx>.

¹⁵³ CCTV Video News Agency. *Chinese Private Space Launch Company Completes 1st Liquid Reusable Rock Test* [video en ligne]. Youtube, 9 mai 2022 [consulté le 24/02/2023]. Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=GKbsqBgLflI>.

¹⁵⁴ CLAY, Marcus. « The Re-Emergence of an "Aerospace Clique" en Chinese Politics? ». *The Diplomat* [en ligne], 19 février 2022 [consulté le 24/02/2023]. Disponible sur : <https://thediplomat.com/2022/02/the-re-emergence-of-an-aerospace-clique-in-chinese-politics/>.

¹⁵⁵ WO-LAP LAM, Willy. « The 20th Party Congress : Xi Set to Score Big in Composition of Next Leadership Corps ». *China Brief* [en ligne], 12 août 2022 [consulté le 24/02/2023], 22, 15. Disponible sur : <https://jamestown.org/program/the-20th-party-congress-xi-set-to-score-big-in-composition-of-next-leadership-corps/>.

Chinois n'a fait que confirmer cet état de fait.¹⁵⁶ À noter que ces personnalités ne proviennent pas du secteur privé mais du secteur public.

Plusieurs hommes politiques et dirigeants d'entreprises font référence au rêve spatial.¹⁵⁷ Fort de l'intérêt pour le sujet, le gouvernement central publie un livre blanc sur les activités de la RPC dans l'espace depuis 2000¹⁵⁸ jusqu'à aujourd'hui.¹⁵⁹

Plus largement, la mise en place d'une industrie commerciale forte s'intègre dans le programme d'indépendance économique mené par la Chine : *Made in China 2025*.¹⁶⁰ La RPC a notamment identifié l'aérospatial comme l'un des secteurs clés dans laquelle elle souhaite renforcer son indépendance¹⁶¹ en optimisant et augmentant le financement dans la recherche et le développement.¹⁶²

¹⁵⁶ GOSWAMI, Namrata. « Space and Technology Were Big Winners at China's 20th Party Congress ». *The Diplomat* [en ligne], 23 novembre 2022 [consulté le 24/02/2023]. Disponible sur : <https://thediplomat.com/2022/11/space-and-technology-were-big-winners-at-chinas-20th-party-congress/>.

¹⁵⁷ MULVANEY, Brendan. *China's Space Narrative*. Department of the Air Force's China Aerospace Studies Institute, 2 octobre 2020. 142 p.

¹⁵⁸ Information Office of the State Council of the People's Republic of China. *China's Space Activities* [en ligne]. novembre 2020 [consulté le 24/02/2023]. Disponible sur : <http://www.china.org.cn/e-white/8/index.htm>.

¹⁵⁹ The State Council of the People's Republic of China. *Full Text: China's Space Program: A 2021 Perspective* [en ligne]. 28 janvier 2022 [consulté le 24/02/2023]. Disponible sur : https://english.www.gov.cn/archive/whitepaper/202201/28/content_WS61f35b3dc6d09c94e48a467a.html.

¹⁶⁰ TIEZZI, Shannon. « China's Master Plan to Become a "World Manufacturing Power" ». *The Diplomat* [en ligne], 20 mai 2015 [consulté le 24/02/2023]. Disponible sur : <https://thediplomat.com/2015/05/chinas-master-plan-to-become-a-world-manufacturing-power/>.

¹⁶¹ U.S Chamber of Commerce. *Made in China 2025: Global Ambitions Built on Local Protections* [en ligne]. 16 Mars 2017 [consulté le 24/03/2023]. Disponible sur : <https://www.uschamber.com/international/made-china-2025-global-ambitions-built-local-protections-0>.

¹⁶² China National Space Administration. *China's Space Program: A 2021 Perspective* [en ligne]. 28 janvier 2022 [consulté le 24/02/2023]. Disponible sur : <http://www.cnsa.gov.cn/english/n6465645/n6465648/c6813088/content.html>.

L'objectif est de renforcer l'autonomie de l'industrie aérospatiale dans tous les domaines afin de pouvoir soutenir le développement de la course vers l'espace en favorisant l'innovation et le développement de nouvelles technologies.^{163 164}

L'implication politique forte dans ce domaine attire les suspicions du monde occidental qui voit dans ces entreprises et dans leur dépendance vis-à-vis des politiques, un autre exemple de la fusion civil-militaire,¹⁶⁵ et donc le potentiel emploi de technologies du domaine civil dans le domaine militaire qui est une des caractéristiques de l'industrie chinoise.

Ce sentiment est par ailleurs renforcé par le fait que ces entreprises sont souvent fondées par d'anciens membres de l'administration spatiale chinoise¹⁶⁶ qui partagent de nombreux liens avec l'armée chinoise. Une grande partie de l'infrastructure utilisée dans le domaine civil l'est également dans le domaine militaire. Les taïkonautes sont par exemple des membres actifs de la Force de soutien stratégique de l'Armée populaire de libération mis en place fin 2015 ce qui montre les liens forts qui lient ces deux institutions.¹⁶⁷

La répartition des financements montre cependant une certaine méfiance voire un certain désintérêt pour ces entreprises perçues comme davantage tourné vers le gain que la réalisation réelle des volontés politiques du gouvernement chinois même si ces

¹⁶³ MULVANEY, Brendan. China's Space Narrative. Department of the Air Force's China Aerospace Studies Institute, 2 octobre 2020. 142 p.

¹⁶⁴ LIU, Irina. Evaluation of China's Commercial Space Sector, septembre 2019. 144 p.

¹⁶⁵ LEE, Taylor et SINGER, Peter. « China's Space Program Is More Military Than You Might Think ». *Defense One* [en ligne], 16 juillet 2021 [consulté le 24/02/2023]. Disponible sur : <https://www.defenseone.com/ideas/2021/07/chinas-space-program-more-military-you-might-think/183790/>.

¹⁶⁶ YARSUZUKA, Masaaki. « The complex impact of China's military-civil fusion in space ». *ThinkChina* [en ligne], 4 juillet 2022 [consulté le 24/02/2023]. Disponible sur : <https://www.thinkchina.sg/complex-impact-chinas-military-civil-fusion-space>.

¹⁶⁷ LEE, Taylor et SINGER, Peter. « China's Space Program Is More Military Than You Might Think ». *Defense One* [en ligne], 16 juillet 2021 [consulté le 24/02/2023]. Disponible sur : <https://www.defenseone.com/ideas/2021/07/chinas-space-program-more-military-you-might-think/183790/>.

entreprises prétendent s'aligner sur cet objectif.¹⁶⁸ Les entreprises publiques chinoises restent pour l'État le point focal de la course vers l'espace.

Les difficultés structurelles qui freinent l'émergence d'un marché fort

L'industrie commerciale souffre de nombreuses difficultés structurelles qui empêchent le plein développement d'un marché encore émergent.

Sur les 62 lancements chinois en 2022, seulement 9 ont été réalisés par des entreprises privées. En comparaison, seulement 9 lancements sur les 76 américains étaient réalisés par des entités gouvernementales.¹⁶⁹

Cela représente néanmoins une augmentation de 300 % par rapport à 2021 pour les entreprises privées chinoises qui n'avaient réalisé que 3 lancements cette année. Mais cela contraste fortement avec le fait que tous les lancements réalisés cette année aux EUA étaient réalisés par des entreprises privées.¹⁷⁰ En 2020, aucune entreprise privée chinoise aérospatiale n'avait effectué de lancements au-delà de l'atmosphère démontrant un retard net dans ce domaine.¹⁷¹

Ce manque d'activité met en évidence un ensemble de risques que le marché doit résoudre et qui est souligné par des auteurs chinois eux-mêmes.¹⁷² Tout d'abord, la RPC n'a pas un cadre juridique clair tel qu'une loi spatiale unique et globale.¹⁷³

Ce manque de cadre légal influe sur la stabilité du marché qui est laissé aux aléas des fonds d'investissements privés qui représentent la plus grande part des investisseurs du

¹⁶⁸ LIU, Irina. Evaluation of China's Commercial Space Sector, septembre 2019. 144 p.

¹⁶⁹ MCDOWELL, Jonathan. Space Activities in 2022. 17 janvier 2023. 148 p.

¹⁷⁰ MCDOWELL, Jonathan. Space Activities in 2021. 3 janvier 2022. 119 p.

¹⁷¹ MCDOWELL, Jonathan. Space Activities in 2020. 15 janvier 2021. 113 p.

¹⁷² MULVANEY, Brendan. China's Space Narrative. Department of the Air Force's China Aerospace Studies Institute, 2 octobre 2020. 142 p.

¹⁷³ READ, Peter. *Space Law and China* [en ligne]. Oxford Research Encyclopedia of Planetary Science, août 2017 [consulté le 24/02/2023]. Disponible sur: <https://ui.adsabs.harvard.edu/abs/2017oeps.book...66T/abstract>.

secteur. Il est de plus reproché aux nouveaux entrants sur le marché spatial de ne pas avoir de modèle commercial viable et articulé, renforçant cette instabilité.¹⁷⁴

L'absence de loi unique s'explique par l'ouverture du marché aux entreprises privées, jusque-là occupé par des entreprises publiques qui étaient régulées par des directives gouvernementales.¹⁷⁵ Le domaine spatial était également considéré comme un domaine secondaire face à d'autres secteurs économiques plus importants.¹⁷⁶

Il ne semble pas exister de structures unifiées au niveau administratif afin de superviser l'industrie commerciale chinoise mais plus un ensemble d'institutions.¹⁷⁷ L'État tente néanmoins d'encourager la collaboration entre les entreprises publiques d'État : *China Aerospace Science and Technology Corporation* (CASC) et *China Aerospace Science and Industry Corporation* (CASIC) et les entreprises privées.

De plus, ces entreprises ne sont pas par l'instant autorisées à construire leurs propres sites de lancements puisque qu'un avis, de l'Administration d'État de la Science, de la technologie et de l'industrie pour la défense nationale et du Département du développement de l'équipement de la Commission Militaire Centrale¹⁷⁸, prévoit que les entreprises chinoises doivent utiliser les sites de lancements étatiques laissant en

¹⁷⁴ MULVANEY, Brendan. *China's Space Narrative*. Department of the Air Force's China Aerospace Studies Institute, 2 octobre 2020. 142 p.

¹⁷⁵ WU, Xiaodan. « China's Space Law ». *Space Policy* [en ligne], novembre 2018 [consulté le 24/02/2023], 46, pp. 38-45. Disponible sur : <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0265964618300407>.

¹⁷⁶ Ibid.

¹⁷⁷ JONES, Andrew. « Chinese commercial launch sector regulations released, new launch vehicle plans unveiled ». *SpaceNews* [en ligne], 2 juillet 2019. Disponible sur: <https://spacenews.com/chinese-commercial-launch-sector-regulations-released-new-launch-vehicle-plans-unveiled/>.

¹⁷⁸ State Administration of Science, Technology, and Industry for National Defense. *Notice of the State Administration of Science, Technology, and Industry for National Defense and the Equipment Development Department of the Central Military Commission on Promoting the Systematic and Orderly Development of Commercial Carrier Rockets*. Lawinfochina, 30 mai 2019 [consulté le 24/02/2023]. Disponible sur: <http://www.lawinfochina.com/display.aspx?id=30565&lib=law&EncodingName=big5>.

suspens la question de la location de sites de lancements¹⁷⁹, une pratique répandue aux États-Unis d'Amérique.

Il semblerait également que ces entreprises ont une autonomie limitée vis-à-vis de leur équipement. L'entreprise *iSpace* comptait par exemple seulement 200 employés alors qu'elle réussissait le lancement de sa fusée Hyperbola-1 en 2019 ce qui suggère que l'entreprise ne joue pas un rôle de développeur.¹⁸⁰

Conclusion

L'industrie commerciale aérospatiale chinoise est à un état embryonnaire. Dominée par de grandes entreprises publiques et opérant dans un cadre légal vague, elle est peu autonome. Il est possible qu'une grande majorité de ces entreprises disparaissent d'ici quelques années au fur à mesure de la structuration du marché autour de quelques acteurs comme aux EUA.

Les entreprises ne disposent pas d'assez de moyens pour pouvoir se projeter en dehors du marché domestique et le secteur fait encore face à de nombreux handicaps qui doivent être résolus pour que les entreprises puissent prospérer.

Les entreprises sont vu par le gouvernement de la RPC comme des acteurs de second plan. Leur rôle est de soutenir les efforts du gouvernement et des entreprises publiques chinoises vers la course de l'espace. Elles sont pour l'instant des acteurs de second plan.

Il faudra attendre encore plusieurs années avant qu'un équivalent à *SpaceX* émerge en RPC si les bonnes conditions sont réunies.

¹⁷⁹ TRONCHETTI, Fabio et LIU, Hao. « The 2019 Notice on Promoting the Systematic and Orderly Development of Commercial Carrier Rockets: The First Step Towards Regulating Private Space Activities in China ». *Space Policy* [en ligne], août 2021 [consulté le 24/02/2023], 57. Disponible sur : <https://www.sciencedirect.com/jama.univ-amu.fr/science/article/pii/S0265964621000242>.

¹⁸⁰ MULVANEY, Brendan. China's Space Narrative. Department of the Air Force's China Aerospace Studies Institute, 2 octobre 2020. 142 p.

À PROPOS DE L'AUTEUR

Luc D. est membre du comité Asie-Pacifique des Jeunes IHEDN. Il est étudiant au sein du master Géostratégie Défense et Sécurité Internationale de l'Institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence. Il a notamment réalisé un mémoire sur la politique maritime agressive de la République Populaire de Chine à travers le prisme de la recherche hydrographique.



La BITD indienne, entre impératif de croissance et volonté d'indigénisation

Marine MARTINS

Introduction

Seconde puissance démographique de l'Asie, l'Inde est un pays qui historiquement a maintenu une approche diplomatique diversifiée, héritage de sa position en tant qu'État non-aligné. Sa proximité avec la Russie, forgée à travers les transferts de technologie datant de la Guerre froide, place cependant la « plus grande démocratie du monde¹⁸¹ » dans une position délicate depuis l'éclatement du conflit ukrainien. Bien que s'étant abstenue de voter plusieurs fois contre la Russie au sein de diverses organisations internationales, l'Inde a fait parvenir de l'aide humanitaire et a appelé au respect et à l'intégrité territoriale de chaque nation. La dépendance de la BITD indienne envers l'équipement russe a engendré une véritable prise de conscience vis-à-vis d'une Russie en position de faiblesse face à la Chine, car durement frappée par les sanctions économiques, le retrait des compagnies technologiques occidentales et la fuite des cerveaux. Ce basculement vers l'Est ainsi que la permanence des conflits frontaliers avec ses voisins imposent un changement de paradigme pour l'Inde¹⁸² quant à sa propre industrie de défense. Malgré l'annonce de financements conséquents et de partenariats

¹⁸¹« Inde : à la découverte de la plus grande démocratie du monde ». *Sénat* [en ligne], 3 avril 2023 [consulté le 21/05/2023]. Disponible sur : <https://www.senat.fr/ga/ga57/ga57.html>.

¹⁸² Market, Capital. «India to Achieve US\$ 26 Billion Defence Industry by 2025: Defence Minister». *Business Standard India*, [en ligne] 18 septembre 2019 [consulté le 21/04/2023]. Disponible sur : https://www.business-standard.com/article/news-cm/india-to-achieve-us-26-billion-defence-industry-by-2025-defence-minister-119091800197_1.html.

ambitieux¹⁸³ par le Premier ministre Narendra MODI en 2020, la volonté du gouvernement indien de pousser à l'indigénisation de sa BITD se heurte aux circonstances économiques difficiles ainsi qu'à l'inertie du secteur privé.

Le Tigre et l'Ours face au Dragon : les enjeux de la BITD indienne pour prendre ses distances avec la Russie et compenser la puissance chinoise

Marque de son héritage en tant que pays non-aligné, l'Inde s'est caractérisée en tant que nation relativement neutre dans le cadre du conflit russo-ukrainien¹⁸⁴. Depuis le début de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, l'Inde s'est abstenue de voter à 11 reprises lorsque cette question a été soulevée, que ce soit à l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU), au Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU), au Conseil des droits de l'homme des Nations unies (CDH) ou à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Cependant, cette position n'est pas synonyme d'un manque d'engagement par rapport aux conséquences du conflit. En effet, l'Inde a condamné sans équivoque la violence et a appelé à la résolution du conflit par le dialogue et la diplomatie, ainsi qu'au respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de tous les pays¹⁸⁵. De plus, l'Inde a également envoyé de l'aide humanitaire à l'Ukraine et a exprimé son indignation face aux meurtres de civils à Bucha en Ukraine, appelant à une enquête indépendante sur cet incident¹⁸⁶. Cette position s'explique en partie par le développement encore balbutiant du complexe militaro-industriel indien, ainsi que par sa dépendance encore élevée aux BITD

¹⁸³ « L'Inde veut s'imposer sur le marché de la défense ». *Capital.fr*, [en ligne] 5 février 2020 [consulté le 21/05/2023]. Disponible sur : <https://www.capital.fr/entreprises-marches/linde-veut-simposer-sur-le-marche-de-la-defense-1361530>.

¹⁸⁴ NIRANJAN, Marjani. «India's Subtle Shifts Toward the West and Away From Russia.». *The Diplomat*, [en ligne] April 23 2022. [consulté le 21/04/2023]. Disponible sur : <https://thediplomat.com/2022/04/indias-subtle-shifts-toward-the-west-and-away-from-russia/>

¹⁸⁵ «Joint Statement of the Quad Ministerial Meeting in New Delhi - United States Department of State » [en ligne], 3 mars 2023 [consulté le 21/05/2023]. Disponible sur : <https://www.state.gov/joint-statement-of-the-quad-ministerial-meeting-in-new-delhi/>.

¹⁸⁶ « Ukraine: l'Inde condamne fermement les meurtres de civils à Bucha ». *BBC News*, [en ligne], 6 avril 2022 [consulté le 21/05/2023]. Disponible sur : <https://www.bbc.com/news/world-asia-india-61006169>.

étrangères, et tout particulièrement l'industrie de défense de la Russie avec qui elle entretient des relations historiques. En effet, selon le rapport de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) intitulé "*Trends in International Arms Transfers, 2021*¹⁸⁷", l'Inde a été le plus grand importateur d'armes au cours de la période allant de 2017 à 2021, représentant 11% du total des importations mondiales d'armes. Bien que la part des importations d'armes de l'Inde en provenance de Russie ait chuté de 69 à 46% entre les périodes 2012-2016 et 2017-2021, la Russie reste le plus grand fournisseur d'armes de l'Inde. Cette baisse s'explique par une augmentation simultanée des importations de défense en provenance de France, des États-Unis et d'Israël.

Le contexte géopolitique actuel ainsi que les nombreuses menaces territoriales exercées sur l'Inde rendent délicat le développement de sa propre industrie de défense sans s'exposer à d'éventuelles vulnérabilités. Les menaces constantes du « dragon chinois » et du Pakistan sur sa sécurité impliquent qu'il faudra du temps à l'Inde pour diversifier ses importations de défense et augmenter sa production locale d'armes. Les engagements de l'Inde avec « l'ours russe » ne peuvent donc pas être considérés sous un prisme manichéen, à l'inverse des pays occidentaux. En effet, l'Inde a constamment maintenu un haut degré d'engagement diplomatique avec les puissances occidentales : visites du Premier ministre britannique Boris JOHNSON et de la Présidente de la Commission européenne Ursula VON DER LEYEN en avril 2022, ainsi que du Premier ministre Fumio KISHIDA en mars 2022 et 2023 ; sommets virtuels du Premier ministre Narendra MODI avec le Président américain Joe BIDEN en avril 2022 également et le Premier ministre australien Scott MORRISON en mars 2022. En revanche, le seul engagement notable de l'Inde avec la Russie a été la visite du ministre russe des Affaires étrangères Sergey LAVROV en Inde et les entretiens téléphoniques de N. MODI avec le Président russe Vladimir POUTINE. Ces actions montrent bien que l'Inde maintient son attention sur la région Indopacifique, et reste un partenaire incontournable pour les pays membres du

¹⁸⁷ WEZEMAN, Pieter D. KUIMOVA, Alexandra et WEZEMAN, Siemon T. « Trends in International Arms Transfers, 2021 », *Stockholm International Peace Research Institute* [en ligne] , 14 mars 2022 [consulté le 21/05/2023]. Disponible sur : <https://doi.org/10.55163/CBZJ9986>.

Dialogue Quadrilatéral pour la Sécurité (ou QUAD)¹⁸⁸ en vue de renforcer la coopération stratégique avec les pays partageant les mêmes idées pour contrer l'agression de la Chine. C'est à ces fins que la défense indienne prend peu à peu ses distances avec la production d'armes russes, et ce malgré les avantages rapides qu'elle pourrait en retirer. En effet, l'armée de l'air indienne a annulé son projet d'achat de 48 hélicoptères Mi-17 V5 à la Russie, bien que cette décision ait été prise pour stimuler l'initiative "Make in India"¹⁸⁹. L'Inde a annoncé une interdiction progressive des importations de 107 articles de défense¹⁹⁰. Cette interdiction doit entrer en vigueur d'ici décembre 2028. Plusieurs pièces de défense russes, telles que les sous-systèmes pour les armes et plateformes russes, notamment les chars T-90 et T-72, les véhicules de combat d'infanterie BMP-II, les navires de guerre et les sous-marins, ainsi que les missiles antichars, font partie des importations qui seront interdites.

Le ministre de la Défense indien Rajnath SINGH a lui-même déclaré que l'objectif de l'Inde est de « faire de l'Inde une plaque tournante [un hub] de la fabrication de matériel de défense »¹⁹¹. Cette déclaration est survenue simultanément à la publication d'une liste d'équipements militaires qui seront produits sur le territoire national et ne seront plus importés. De plus, les sanctions imposées à Moscou pourraient compromettre la récente commande d'exportation de missiles de croisière BrahMos, d'une valeur de 375 millions de dollars, produite par l'entreprise russe NPO Mashinostroyeniya, qui a formé une coentreprise avec l'organisation gouvernementale indienne Defense Research and

¹⁸⁸ Le Quad est un groupe de dialogue stratégique de sécurité initié en 2007 par le Premier ministre japonais Shinzo Abe. Leur objectif est de protéger l'ordre maritime dans l'Indopacifique et essentiellement de contrer les revendications chinoises dans la région.

¹⁸⁹ NEGI, Manjeet. « To Boost Make in India, IAF Cancels Plans to Buy 48 Mi-17 Choppers from Russia ». *India Today* [en ligne], [consulté le 16/05/2023]. Disponible sur : <https://www.indiatoday.in/india/story/make-in-india-iaf-mi-17-choppers-russia-1938341-2022-04-16>.

¹⁹⁰ PANDIT, Rajat. « MoD Announces Another List Progressively Banning Imports of 107 Components of Weapon Systems & Platforms ». *The Times of India* [en ligne], 24 mars 2022. [consulté le 21/05/2023]. Disponible sur : <https://timesofindia.indiatimes.com/india/mod-announces-another-list-progressively-banning-imports-of-107-components-of-weapon-systems-platforms/articleshow/90423081.cms>.

¹⁹¹ SHARMA, Ashok. « India Ramps Up Domestic Defense Production ». *The Diplomat* [en ligne], April 7 2022. [consulté le 20/04/2023]. Disponible sur :

<https://thediplomat.com/2022/04/india-ramps-up-domestic-defense-production/>

Development Organization¹⁹². À court terme, les retards de livraison de la Russie risquent de devenir un défi pour l'Inde, quoi que fasse New Delhi¹⁹³.

Ce retrait de la BITD indienne vis-à-vis de la Russie intervient également à un moment où la Russie est particulièrement vulnérable dans ses rapports avec la Chine¹⁹⁴, un voisin agressif pour l'Inde. En effet, la Russie, dont l'économie est dix fois moins importante que celle de la Chine, est résolument le partenaire junior de cette relation. Les événements survenus cette année ont mis en évidence la dépendance de la Russie, comme l'attente de la clôture des Jeux Olympiques à Pékin avant l'annonce des exercices militaires spéciaux de la Russie et de la Biélorussie, puis de l'invasion en territoire ukrainien. La dépendance de la Russie à l'égard de la Chine était déjà prononcée avant l'invasion et va probablement s'aggraver ; dès 2021 les exportations russes vers la Chine représentaient 4,4% du PIB russe et ce chiffre va encore augmenter suite à l'exclusion de la Russie des marchés technologiques occidentaux ainsi que son incapacité d'innover par elle-même¹⁹⁵. Selon plusieurs estimations, environ 30% des professionnels russes de l'informatique ont fui le pays, tout comme l'ancien PDG de Yandex qui vit aujourd'hui en Israël. La situation actuelle pousse donc la Russie vers une dépendance de plus en plus poussée aux technologies chinoises, comme la 5G. Cette perte de marge de manœuvre russe s'accompagne d'un progrès sans précédent dans les opérations militaires bilatérales. Fin novembre 2022, les forces chinoises et russes ont effectué une patrouille conjointe de bombardiers et ont atterri sur les aérodromes de l'autre partie, une première pour les

¹⁹² RAIHANAH ASHAR, Andi. « Elephant in the Room: Indonesia Hesitates to Strike India-Russia Missile Deal ». 9DASHLINE, [en ligne] 25 avril 2023. [consulté le 21/05/2023]. Disponible sur : <https://www.9dashline.com/article/elephant-in-the-room-indonesia-hesitates-to-strike-india-russia-missile-deal>.

¹⁹³ IWANEK, Krysstof « Will India Be Affected by Delays of Arms Imports From Russia? ». [En ligne], *The Diplomat*, décembre 2022. [consulté le 21/05/2023] Disponibilité et accès : <https://thediplomat.com/2022/12/will-india-be-affected-by-delays-of-arms-imports-from-russia/>.

¹⁹⁴ WEBSTER, Joseph. « China Keeps West Guessing About Economic Pressure on Russia ». *The Diplomat* [en ligne], septembre 2022. [consulté le 22/05/2023] Disponible sur : <https://thediplomat.com/2022/09/china-keeps-west-guessing-about-economic-pressure-on-russia/>.

¹⁹⁵ « Special Report: Sino-Russia Bilateral Trade and Energy Ties ». *China-Russia Report* [en ligne], 3 juillet 2022. [consulté le 21/05/2023]. Disponible sur : <https://chinarussiareport.substack.com/p/special-report-sino-russia-bilateral>.

deux pays dans l'ère de l'après-Guerre froide¹⁹⁶. De plus, la Chine et la Russie ont effectué des patrouilles conjointes de bombardiers près du Japon en mai 2022, qui ont coïncidé avec le sommet du QUAD¹⁹⁷. Enfin, malgré le relatif respect des sanctions occidentales¹⁹⁸, les entreprises chinoises continuent de consommer le gaz russe et d'accroître leurs exportations vers la Russie, amortissant ainsi le choc pour les consommateurs russes. D'autre part, la décision de Xi Jinping d'accueillir Dmitri MEDVEDEV, l'ancien Président russe devenu vice-président du Conseil de sécurité russe en décembre 2022¹⁹⁹, juste au moment où V. ZELENSKY effectuait sa propre visite surprise à Washington, symbolise le soutien apporté par la Chine dans le but de prêter assistance à la Russie sans nuire à ses propres intérêts.

Selon Alexander GABUEV²⁰⁰, l'un des principaux experts russes des relations avec Pékin, « La Chine sera un partenaire beaucoup plus important de la Russie d'ici à la fin de l'année, et surtout dans les années à venir, lorsque l'embargo sur le pétrole fonctionnera pleinement et que les exportations de gaz vers l'UE chuteront, peut-être jusqu'à zéro, à l'exception de ce qui sera acheminé par le gazoduc turc²⁰¹ ». Rappelons que le 4 février

¹⁹⁶«Chinese Bombers Land At Each Other's Airfields After Joint Patrols », *The Drive* [en ligne], 30 novembre 2022. [consulté le 21/05/2023]. Disponible sur : <https://www.thedrive.com/the-war-zone/russian-chinese-bombers-land-at-each-others-airfields-after-joint-patrols>.

¹⁹⁷ KOSUKE, Takahashi. « China, Russia Fly 6 Bombers Near Japan Amid Quad Summit », *The Diplomat*, [en ligne], 25 mai 2022. [consulté le 16/05/2023]. Disponible sur : <https://thediplomat.com/2022/05/china-russia-fly-6-bombers-near-japan-amid-quad-summit/>.

¹⁹⁸ McDONALD, Joe. « China's Russia Dealings Irk US, but Don't Breach Sanctions » *AP NEWS* [en ligne], 1er juin 2022.[consulté le 16/05/2023]. Disponible sur : <https://apnews.com/article/russia-ukraine-putin-china-united-states-8c2466d549f6d082d0295cf0efb635d9>.

¹⁹⁹ « Medvedev Visits Beijing amid Joint Sino-Russian Naval Drills ». *China-Russia Report*[en ligne], 22 décembre 2022. consulté le 16/05/2023]. Disponible sur : <https://chinarussiareport.substack.com/p/medvedev-visits-beijing-amid-joint>.

²⁰⁰ WEBSTER, Joseph. « China Keeps West Guessing About Economic Pressure on Russia». *The Diplomat* [en ligne], septembre 2022. [consulté le 22/05/2023] Disponible sur : <https://thediplomat.com/2022/09/china-keeps-west-guessing-about-economic-pressure-on-russia/>.

²⁰¹ McDONALD, Joe. « China Keeps West Guessing about Economic Pressure on Russia » *AP NEWS* [en ligne], 14 septembre 2022. [consulté le 16/05/2023]. Disponible sur : <https://apnews.com/article/russia-ukraine-putin-asia-china-2f70b3bc95e6a0aad297e72fd2857404>.

2022, trois semaines avant l'invasion, Pékin et Moscou ont annoncé un contrat d'exportation de gaz vers la Chine sur 30 ans.

Le ministère américain du Commerce a déclaré à plusieurs reprises qu'il n'avait aucune preuve que la Chine transférait des technologies à la Russie²⁰², même si plus récemment le chef de la CIA William BURNS²⁰³ soupçonne que la Chine envisage de fournir des armes, ce qui pourrait exposer Pékin à des sanctions sévères. Cependant, d'autres experts tels que Matthew TURPIN, directeur du Conseil de sécurité nationale des États-Unis pour la Chine de 2018 à 2019, ont déclaré que « la Chine et la Russie partagent une frontière de 4 300 kilomètres. Il n'y a absolument aucun moyen de détecter si ces puces passent de la Chine à la Russie. »²⁰⁴

Il est encore trop tôt pour se prononcer sur le futur inévitablement clientéliste de la relation russo-chinoise, cependant l'inégalité technologique croissante est une source majeure de faiblesse à long terme.

Il est également important de noter que le comportement russe n'a pas été exempt de critiques du côté chinois, par exemple lors du sommet de l'OCS²⁰⁵ à Samarcande en

²⁰² SHEFTALOVICH, Zoya and CERULUS, Laurens « The Chips Are down: Putin Scrambles for High-Tech Parts as His Arsenal Goes up in Smoke». *POLITICO*, [en ligne] 5 septembre 2022. [consulté le 21/05/2023] Disponible sur : <https://www.politico.eu/article/the-chips-are-down-russia-hunts-western-parts-to-run-its-war-machines/>.

²⁰³« Guerre en Ukraine : le chef de la CIA se dit convaincu que la Chine envisage d'envoyer des armes à la Russie». TF1 INFO [en ligne], 26 février 2023. [consulté le 16/05/2023]. Disponible sur : <https://www.tf1info.fr/international/guerre-en-ukraine-le-chef-de-la-cia-se-dit-convaincu-que-la-chine-envisage-d-envoyer-des-armes-a-la-russie-2249360.html>.

²⁰⁴ ISACHENKOV, Vladimir. « Russia to Hold Sweeping Joint War Games With China, India, Others». *The Diplomat*, [en ligne] April 23 2022. [consulté le 21/05/2023]. Disponible sur : <https://thediplomat.com/2022/08/russia-to-hold-sweeping-joint-war-games-with-china-india-others/>.

²⁰⁵ L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) est une institution eurasienne à vocation politique, commerciale, de coopération internationale, de protection de la sécurité et de la défense. Elle est l'héritière des Cinq de Shanghai, une organisation formée en 1996 en Chine. Elle change de nom en 2001 et fait le vœu d'approfondir la coopération entre ses membres. Plusieurs pays ont rejoint l'organisation depuis, comme l'Ouzbékistan ou l'Inde.

septembre 2022, puis lors de la visite à Pékin du chancelier allemand Olaf SCHOLZ en novembre 2022²⁰⁶.

La fuite en avant de la BITD indienne, symptôme d'une volonté d'indigénisation accélérée

Il est donc critique pour l'Inde de développer son propre arsenal de défense. Cette demande devrait s'accélérer en raison des préoccupations croissantes en matière de sécurité nationale, comme les différends territoriaux en cours concernant la souveraineté de l'État septentrional du Cachemire et de l'État nord-oriental de l'Arunachal Pradesh²⁰⁷. L'attitude très proactive indienne pour la signature d'accords conjoints avec des pays partenaires dans l'industrie de défense montre le potentiel de croissance de la BITD indienne. Les prédictions économiques indiennes estiment une croissance allant jusqu'à 8% dans des secteurs clés pour l'industrie de la défense, comme l'informatique et l'industrie pharmaceutique²⁰⁸. Le taux de croissance annuel composé de l'industrie de défense indienne est estimé à plus de 4% pour 2024-2028 selon le rapport du site Global Data. L'analyste Abhijit Apsingkar²⁰⁹ indique qu'en vue de la libéralisation du secteur le gouvernement autorise un plus grand pourcentage d'investissements étrangers dans la BITD indienne, jusqu'à 100% d'investissements étrangers directs à l'étranger avec l'approbation du gouvernement.

²⁰⁶ LO, Boboo. « Le partenariat Chine-Russie : hypothèses, mythes et réalité ». *IFRI Russie.NEI.Reports* [en ligne], Numéro 42, mars 2023. [consulté le 21/05/2023]. Disponible sur : <https://www.ifri.org/fr/publications/etudes-de-lifri/russieneireports/parteneriat-chine-russie-hypotheses-mythes-realites>.

²⁰⁷ «Defence Manufacturing Industry in India - IBEF» *India Brand Equity Foundation*. [en ligne],[consulté le 21/05/2023]. Disponible sur : <https://www.ibef.org/industry/defence-manufacturing>.

²⁰⁸ ABISHEK, Kritesh.« 5 Best Sectors for Long-term Investment in India 2023». *Trade Brain* [en ligne], 1 Avril 2023. [consulté le 21/05/2023]. Disponible sur : <https://tradebrains.in/best-sectors-for-long-term-investment-in-india/>.

²⁰⁹« India cumulative defense expenditure to reach \$445.7 billion during 2024-2028». *Asia Pacific Defense Reporter* [en ligne], le 3 mai 2023. [consulté le 16/05/2023]. Disponible sur : <https://asiapacificdefencereporter.com/india-cumulative-defence-expenditure-to-reach-445-7-billion-during-2024-2028/>.

Cependant l'accent mis sur l'indigénisation empêche la BITD indienne d'importer certains systèmes d'armes essentiels pour remplacer les modèles vieillissants, ce qui résulte en des problèmes d'approvisionnement²¹⁰, qui concerneront notamment les hélicoptères d'ici à 2026 et les avions de chasse d'ici à 2030.

Dans l'effort de combler ces faiblesses, il est intéressant de noter que l'Inde ainsi que ses partenaires commerciaux de défense pratiquent de plus en plus une pratique qui émerge alors que les tensions géopolitiques se cristallisent de manière globale : le *friend shoring*²¹¹, qui signifie littéralement « étayage des amis ». Cette pratique commerciale consiste à recentrer les réseaux de distribution (*supply chain*) sur des pays considérés comme des alliés politiques et économiques. Ainsi, les chaînes d'approvisionnement sont dirigées vers des pays perçus comme politiquement et économiquement sûrs ou à faible risque, dans le but de ne pas perturber le flux des affaires. Cette pratique risque cependant de poursuivre la fragmentation géopolitique ainsi que la « démondialisation » de l'économie mondiale par le biais du déclin de l'interdépendance entre les nations, les institutions et les entreprises mondiales.

Le *friend-shoring* rejoint une autre tendance, qui, malgré son influence relative, s'est retrouvée magnifiée par les perturbations de niveau global comme la pandémie ou le conflit russo-ukrainien. La *slowbalisation*²¹², ou le repli de la globalisation, intervient dans un contexte de divergences idéologiques croissantes qui poussent les gouvernements et les entreprises à reconsidérer leurs liens d'interdépendances.

En ce sens, le gouvernement indien a annoncé dans le budget national 2022-2023 que 68% de l'ensemble des achats de matériels de défense seraient effectués par des fabricants locaux. Deux corridors industriels de défense ont été établis, dans le nord de

²¹⁰ BANA, Sarosh. « India's Russian Arms Imbroglia ». *The Strategist*, [en ligne], 1 novembre 2022. [consulté le 21/05/2023]. Disponible sur : <https://www.aspistrategist.org.au/indias-russian-arms-imbroglio/>.

²¹¹ ELLERBECK, Stefan « What's the Difference between 'Friendshoring' and Other Global Trade Buzzwords? » *World Economic Forum*, [en ligne] 17 février 2023. [consulté le 21/05/2023]. Disponible sur : <https://www.weforum.org/agenda/2023/02/friendshoring-global-trade-buzzwords/>.

²¹² KELLER, Christian « Deglobalisation: Here's What You Need to Know ». *World Economic Forum*, [en ligne] 17 janvier 2023. [consulté le 21/05/2023]. Disponible sur : <https://www.weforum.org/agenda/2023/01/deglobalisation-what-you-need-to-know-wef23/>.

l'Uttar Pradesh et le sud de l'État du Tamil Nadu, avec des investissements de 2,7 milliards de dollars d'ici 2024 par des entreprises publiques et privées²¹³.

L'un des moyens utilisés afin de stimuler la BITD indienne est l'exportation d'armes envers les pays alliés et voisins. Présentement, l'Inde représente moins de 1% du total des exportations d'armes dans le monde, même si ce chiffre est en augmentation²¹⁴. Parmi les exportations indiennes récentes, citons les sonars HMS-X2 pour le Myanmar, les hélicoptères Cheetal pour l'Afghanistan, les hélicoptères Dhruv et les gilets pare-balles pour le Népal. Dans un contexte de tensions grandissantes dans l'Indopacifique, les pays voisins de l'Inde voient en celle-ci un concurrent de poids pour contrer la politique expansionniste de la Chine. En cela, les exportations de défense peuvent devenir l'un des aspects de la politique étrangère de l'Inde où New Delhi peut réaliser des gains substantiels dans les relations bilatérales.

De plus, Washington et New Delhi entament un rapprochement stratégique vers de nouveaux partenariats dans les domaines de la technologie de la défense, des télécommunications avancées et des semi-conducteurs. Selon Jake SULLIVAN, conseiller à la sécurité nationale des États-Unis, ces partenariats représentent une étape clef dans les relations américano-indiennes²¹⁵. Ces accords permettront de vérifier si l'administration Biden parvient à effectuer son "friend shoring" en transférant la fabrication de certains composants critiques vers des pays amis, notamment le basculement de la production industrielle de la Chine vers l'Inde concernant certains éléments critiques comme les semi-conducteurs, les pièces détachées pour les télécommunications et d'autres produits importants, dont les États-Unis restent très

²¹³SHARMA, Ashok. « India Ramps Up Domestic Defense Production ». *The Diplomat* [en ligne], April 7 2022. [consulté le 20/04/2023]. Disponible sur : <https://thediplomat.com/2022/04/india-ramps-up-domestic-defense-production/>

²¹⁴PANNEERSELVAAM, Prakash « India's Defense Export Strategy: Balancing China in the Indian Ocean Region ». *The Diplomat*, [en ligne], février 2021. [consulté le 21/05/2023]. Disponible sur : <https://thediplomat.com/2021/02/indias-defense-export-strategy-balancing-china-in-the-indian-ocean-region/>.

²¹⁵SWANSON, Ana. «U.S. Courts India as Technology Partner to Counter China ». *The New York Times*,[en ligne] 31 janvier 2023. [consulté le 21/05/2023]. Disponible sur : <https://www.nytimes.com/2023/01/31/business/economy/us-india-technology-partnership.html>.

dépendants. L'Inde représente le candidat idéal non seulement en tant qu'allié des Américains contre les ambitions militaires chinoises mais aussi par sa main-d'œuvre hautement qualifiée et son gouvernement qui souhaite attirer davantage d'investissements internationaux. Cependant, plusieurs obstacles se dressent quant au bon déroulement de ce rapprochement : les réglementations indiennes onéreuses, les infrastructures inadéquates, l'absence de réformes du système indien de licences et de fiscalité pour attirer davantage d'entreprises manufacturières étrangères. Du côté américain, il serait nécessaire de réformer les restrictions en matière de transferts technologiques de défense à l'étranger, afin de pouvoir y produire des systèmes d'armements avancés. Les États-Unis espèrent que ce rapprochement aura un effet accélérateur dans la prise de distance entre New Delhi et Moscou.

Les deux gouvernements considèrent également la fabrication en commun de l'obusier M777 et le véhicule blindé de combat Stryker²¹⁶. Ce faisant, l'Inde affiche clairement son ambition de parvenir à une industrie de la défense de 26 milliards de dollars américains d'ici 2025. En effet, dès 2019 le ministre de la Défense indien Rajnath SINGH a annoncé l'objectif d'atteindre une industrie de défense évaluée à 26 milliards de dollars américains à la date butoir 2025²¹⁷.

De plus, Rajnath Singh a déclaré qu'une feuille de route a été préparée pour faire de l'Inde une puissance significative dans le domaine de l'IA de défense²¹⁸, avec 25 produits dont le développement est prévu d'ici 2024.

²¹⁶ NAKASHIMA, Ellen. « U.S. and India Launch High-Level Defense and Tech Initiative ». *Washington Post*, [en ligne] 31 janvier 2023. [consulté le 21/05/2023]. Disponible sur : <https://www.washingtonpost.com/national-security/2023/01/31/india-us-tech-defense/>.

²¹⁷ « India Aims to Set up US\$26bn Defence Industry by 2025 ». *IndBiz | Economic Diplomacy Division* [en ligne], 17 septembre 2019. [consulté le 16/05/2023]. Disponible sur : <https://indbiz.gov.in/india-aims-to-set-up-a-us26bn-defence-industry-by-2025/>.

²¹⁸ Market, Capital. « India to Achieve US\$ 26 Billion Defence Industry by 2025: Defence Minister ». *Business Standard India* [en ligne], 18 septembre 2019. [consulté le 21/05/2023]. Disponible sur : https://www.business-standard.com/article/news-cm/india-to-achieve-us-26-billion-defence-industry-by-2025-defence-minister-119091800197_1.html.

Il est encore trop tôt pour se prononcer quant au succès ou non du développement et de l'indigénisation de la BITD indienne malgré les restrictions²¹⁹ dues à sa dépendance envers les importations d'armes, particulièrement envers les systèmes d'armements russes.

Conclusion

Les tensions croissantes dans le domaine de la défense et l'impératif de l'Inde de gagner en autonomie montrent un glissement de ses préoccupations vers l'Est. Le conflit ukrainien accroît et accélère les dynamiques déjà à l'œuvre dans la région Indopacifique et met le gouvernement indien face à ses propres lacunes dans le domaine de la défense. L'indigénisation ainsi que le développement de la BITD indienne se heurtent à un contexte économique contrarié par le double effet destructeur de la pandémie et de l'inflation sur le pays. Malgré des investissements conséquents, la prise en autonomie de l'industrie de défense indienne ne sera pas encore pleinement accomplie avant plusieurs années. Cette inertie laisse une porte ouverte à des partenariats divers ayant pour objectifs des rapprochements diplomatiques. Méfiante envers la dépendance croissante de la Russie envers la Chine, la position du gouvernement indien est une véritable opportunité pour la France, et de manière plus globale pour l'Union européenne, de s'investir dans leur stratégie d'expansion dans la région Indopacifique.

À PROPOS DE L'AUTEUR

Marine MARTINS est membre du comité Asie-Pacifique des Jeunes IHEDN. Elle effectue son Master de Relations Internationales spécialité sécurité et défense au sein de Sciences Po Paris.

²¹⁹RAGHUVANSHI, Vivek. « India Looks to Make \$25B from Defense Production by 2025 ». *Defense News* [en ligne], 6 août 2020. [consulté le 21/05/2023]. Disponible sur : <https://www.defensenews.com/global/asia-pacific/2020/08/06/india-looks-to-make-25-billion-in-defense-production-by-2025/>.

Le Moyen-Orient : la nouvelle chasse gardée chinoise ?

Sarah LÉVY

Introduction

En novembre 2022, un accord historique a été signé avec le Qatar, permettant à la Chine un approvisionnement de 27 ans en gaz naturel liquéfié. La stratégie chinoise paraît claire : diversifier ses fournisseurs en ressources naturelles pour garantir son approvisionnement énergétique, devenue une priorité nationale pour le gouvernement. En effet, en plus de construire de nouvelles centrales à charbon chez elle, la Chine multiplie les accords avec les pays du Moyen-Orient pour lui garantir une stabilité dans son approvisionnement. Cependant, la stratégie chinoise semble dépasser la seule dimension énergétique.

Déjà présente dans certains pays dès les années 50, la Chine a été un soutien pour de nombreux mouvements nationalistes du Moyen-Orient. En effet, grand soutien du FLN, la Chine fut le premier pays non-arabe à reconnaître l'indépendance de l'Algérie, ou encore l'Égypte de Nasser. Pendant sa période de stratégie de « profil bas », la Chine avait, cependant, choisi de privilégier le commerce et les relations économiques s'impliquant, à l'époque, peu dans les conflits ou les « dossiers » de la région. En 2004, pourtant, le pays change de stratégie et organise un Forum sur la coopération sino-arabe dans le but de renforcer le dialogue et la coopération entre les pays arabes et lui-même. Le 9 mars 2022, à la veille du premier sommet Chine-États arabes, les investissements chinois au Moyen-Orient sont passés de 37 milliards de dollars en 2004 à près de 214 milliards en 2021²²⁰,

²²⁰BELHADJ ALI, Amel. « Sommet sino-arabe de Riadh : Un plaidoyer pour une coopération pragmatique et un modèle global de coopération ». *WebmanagerCenter* [en ligne], 9 décembre 2023. Disponible sur : <https://www.webmanagercenter.com/2022/12/09/497712/sommet-sino-arabe-de-riadh-un-plaidoyer-pour-une-cooperation-pragmatique-et-un-modele-global-de-cooperation/>.

illustrant la nouvelle importance des relations sino-arabes qui ont prospéré. De nombreux pays du Moyen-Orient sont membres du projet des routes de la soie, comportant près de « 20 pays arabes signataires et près de 200 projets bénéficiant à 2 milliards²²¹ de personnes ».

Le Moyen-Orient est devenu l'une des priorités chinoises, concurrençant l'hégémonie américaine, récemment abandonnée dans la zone, comme a pu le démontrer l'interview de WANG Yi, ministre des Affaires étrangères de la Chine, dans *Al Arabiya* en mars 2021, dévoilant publiquement la politique chinoise vis-à-vis de la région en 5 points, la basant sur le respect mutuel, la sécurité collective et la coopération pour le développement²²². Pour beaucoup de pays du monde arabe, la Chine est devenue un meilleur allié que les États-Unis²²³. Les enjeux, aujourd'hui, y sont donc multiples : économiques, énergétiques, culturels, sécuritaires et politiques. En privilégiant les accords bilatéraux, la puissance chinoise a réussi à s'imposer dans ce territoire, devenant un acteur neutre pouvant dialoguer et commercer avec tous les partis, faisant fi des tensions géopolitiques et se présentant même comme un acteur de paix, proposant un modèle alternatif et moins contraint que l'Occident. Dans cet article, nous verrons cette nouvelle collaboration dans des domaines prioritaires puis comment les investissements de la Chine dans la région se placent en concurrence directe avec ceux des États-Unis, de manière physique mais également culturelle.

Un partenaire de premier plan dans des domaines prioritaires : énergétique et militaire

En 2021 et 2022, la Chine a dû faire face à de multiples coupures de courant dues à des sécheresses perturbant la production d'énergie hydraulique. La Chine subit également une forte augmentation des régulations visant à favoriser la décarbonation de leur

²²¹ Ibid.

²²² WANG Alex, « La Chine joue au jeu de go au Moyen-Orient », *Conflits*, 01/03/2022, [La Chine joue au go au Moyen-Orient | Conflits : Revue de Géopolitique \(revueconflits.com\)](https://www.revueconflits.com/la-chine-joue-au-go-au-moyen-orient).

²²³ « Près de 49% des saoudiens voit la Chine comme un bon allié contre 37% pour les États-Unis. » BONIFACE Pascal, *Xi Jinping à Ryad : un axe saoudo-chinois ?*, Comprendre le monde avec Pascal Boniface, Youtube, 7 décembre 2022 (Consulté le 24/02/2023) : [\(89\) Xi Jinping à Riyad : un axe saoudo-chinois ? - YouTube](https://www.youtube.com/watch?v=89XiJinping).

industrie et à respecter les engagements internationaux, qui poussent le pays à diversifier ses sources d'approvisionnement pour limiter son impact carbone direct. La Chine est donc devenue le premier importateur de pétrole au monde devant les États-Unis²²⁴. En 2019, la Chine importait 45% de son pétrole du Moyen-Orient, l'Arabie saoudite étant, encore aujourd'hui, le second fournisseur de pétrole de la Chine. Cet intérêt de la Chine pour le Moyen-Orient est bénéfique pour des acteurs de la région, ayant anticipé la baisse de la demande occidentale, tels que l'Arabie saoudite qui avait, dès les années 2000, cherché des clients en demande d'énergie et stables. Un accord stratégique avec l'Iran, intitulé « Lion-Dragon », a également été signé en 2021, engageant pendant 25 ans la Chine à importer un million de barils de pétrole iranien par jour à un prix réduit, en contrepartie de 400 milliards de dollars d'investissement chinois²²⁵ en Iran et l'ouverture de zones franches ainsi que la création de la banque sino-iranienne. Face au boycott occidental, la Chine est un partenaire vital de l'Iran, lui garantissant une rentrée régulière de bénéfices économiques. Cette relation est cependant déséquilibrée, l'Iran n'était que le 25e partenaire commercial de la Chine. Comme indiqué dans l'introduction, un accord a été conclu très récemment avec le Qatar permettant à la Chine de sécuriser son approvisionnement en Gaz Naturel Liquéfié, utile pour le bon fonctionnement de son industrie et de ses transports, pendant 27 ans. Les pays du Moyen-Orient sont donc nombreux à commercer leurs ressources naturelles avec la Chine. De plus, la Chine, étant très présente dans la production de panneaux photovoltaïques²²⁶ et d'énergie solaire, voit dans son partenaire une opportunité de coopération dans les énergies nouvelles et plus précisément solaire grâce au fort taux d'ensoleillement de la région. En effet, de grand projet ont été mis en place tel que la construction du parc solaire Maktoum de Dubaï lancé par les Chinois en 2018 et devant être mis en service complet en 2030 devrait aider Dubaï dans sa transition énergétique et devant alimenter plus de 320 000 foyers en

²²⁴WANG Alex, « La Chine joue au jeu de go au Moyen-Orient », *Conflits*, 01/03/2022, [La Chine joue au go au Moyen-Orient | Conflits : Revue de Géopolitique \(revueconflits.com\)](https://www.revueconflits.com/la-chine-joue-au-go-au-moyen-orient).

²²⁵ BOURDILLON Yves, « L'Iran courtise la Chine », *Les Echos*, 15/02/2023.

²²⁶ Le Point, Les guerres de l'énergie.

électricité²²⁷. La Chine est donc également un partenaire incontournable des pays du monde arabe dans leur transition vers une énergie plus verte.²²⁸

Les États-Unis ont quant à eux suspendu leurs ventes d'armes à certains pays du Moyen-Orient²²⁹ comme l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, et ce malgré un accord validé sous la présidence de Donald TRUMP car l'administration du président Joe BIDEN accorde plus d'importance à la conséquence de l'utilisation de ces armes, qui pourraient provoquer la mort de nombreux civils au Yémen, guerre dans laquelle l'Arabie saoudite est impliquée. Le respect des droits de l'homme est important pour le monde occidental et influence la signature des contrats commerciaux, amenant des pays comme l'Arabie saoudite et les Émirats à chercher de nouveaux partenaires plus souples. Ils sont devenus les premiers clients de la Chine concernant les drones armés. La Chine est également devenue une référence dans le développement de programmes nucléaires : l'Arabie saoudite s'est ainsi tournée vers Pékin pour mettre en place son programme nucléaire, tout comme l'Iran. La Chine apporte, en effet, son soutien dans les négociations nucléaires iraniennes et tente de l'intégrer à des organisations telles que l'Organisation de coopération de Shanghai.

En plus de son aspect économique, cette collaboration militaire peut être perçue comme illustrant le désir de la Chine de sécuriser ses routes de la soie, plus spécifiquement maritimes, contre la piraterie. Relier la Chine à la Méditerranée *via* la mer de Chine méridionale, l'océan Indien et le canal de Suez est devenu un enjeu prioritaire pour la Chine et un pilier pour le projet de Belt and Road Initiative (BRI). La coopération entre les pays de la zone est privilégiée : le contre-terrorisme, le partage de renseignements et les exercices communs sont devenus fréquents. Les ports bénéficient d'un développement

²²⁷ « Un parc solaire construit par la Chine à Dubaï se connecte au réseau », *Observatoire Français Nouvelle route de la Soie*, 02/09/2021, [Un parc solaire construit par la Chine à Dubaï se connecte au réseau - Observatoire Français des Nouvelles Routes de la Soie \(observatoirefrancaisdesnouvellesroutesdelasoie.com\)](https://www.observatoirefrancaisdesnouvellesroutesdelasoie.com/).

²²⁸ HUVET, Juliette, « La Chine partenaire privilégié du Moyen-Orient », *Energynews*, 15/12/2022, [La Chine partenaire privilégié du Moyen-Orient - Energynews.pro](https://www.energynews.pro/).

²²⁹ LE MONDE AVEC AFP, « Les États-Unis suspendent temporairement leur vente d'armes à l'Arabie saoudite », *Le Monde*, 29/01/2021, [Les États-Unis suspendent temporairement leurs ventes d'armes à l'Arabie saoudite \(lemonde.fr\)](https://www.lemonde.fr/).

stratégique par le biais d'une présence chinoise forte et de leurs investissements. De nombreuses zones industrielles ou économiques sont construites à Djibouti, mais également dans divers ports de la mer Rouge : à Oman, aux Émirats arabes unis ainsi qu'en Égypte, sur le canal de Suez, où de nombreuses entreprises chinoises affluent. Le Moyen-Orient et ses ports sont donc des zones dont la stabilité est indispensable au grand projet des Routes de la Soie.

Rivalité américaine comme moteur de développement et d'attractivité

Le retrait américain dans la région a permis à la Chine de s'imposer comme partenaire majeur dans les relations avec le Moyen-Orient. En effet, les États-Unis avaient pour principaux intérêts le pétrole et la sécurité d'Israël dans la zone. Devenu « l'un des concurrents » les plus féroces des pays de la région, Israël ayant développé ses capacités militaires lui permettant de se défendre, le Moyen-Orient n'était plus considéré comme « essentiel pour la sécurité nationale américaine » mais plutôt comme une source d'ennuis. Le pays préfère se concentrer sur le pivot asiatique. L'une des premières visites du président Xi Jinping post-Covid s'est déroulée en Arabie saoudite en décembre 2022. Cela démontre la priorité stratégique des relations sino-arabes et toute l'importance donnée par la Chine aux dirigeants arabes tels que Ben Salmane, montrant ainsi aux Occidentaux que Pékin est un interlocuteur important. L'influence chinoise grandit donc dans la région et est bien acceptée, l'empire du Milieu représentant, pour les pays arabes, une chance de devenir indépendant des États-Unis dont la politique et l'amitié varient selon le président en place. Le rapprochement chinois avec Israël ne compromet par ailleurs pas la Chine dans ses relations avec les autres pays du monde arabe, et lui permet un accès dans plusieurs ports israéliens. Ces derniers constituent un point stratégique pour l'empire du Milieu, qui peut potentiellement s'y procurer des renseignements sensibles touchant à la sécurité nationale américaine, devenant une source d'inquiétude pour les États-Unis²³⁰.

²³⁰ KODMANI, Bassma, « Au Moyen-Orient, la Chine garantit aux dictateurs la longévité », *Institut Montaigne*, 18/05/2021, [Au Moyen-Orient, la Chine garantit aux dictateurs la longévité | Institut Montaigne](#).

La Chine représente un partenaire fiable qui n'a aucune exigence ou jugement sur le régime politique de ses partenaires commerciaux. Une situation confortable pour les régimes autoritaires de monde arabe qui n'ont plus d'obligation de respect des droits de l'homme pour valider des accords commerciaux. La Chine respecte, et considère comme essentiel, le principe de non-ingérence dans les affaires internes du pays, prenant ainsi le contre-pied des politiques de sanctions occidentales comme le boycott. Les pays du monde arabe sont d'ailleurs très silencieux vis-à-vis de la situation des Ouïghours, ethnie musulmane victime, d'après la communauté occidentale, de persécutions par le gouvernement chinois. Ils louent plutôt le comportement remarquable de la Chine dans le domaine des droits de l'homme. Certains pays comme l'Égypte ont même autorisé la police chinoise à venir interroger des réfugiés ouïghours sur leur sol. La Chine participe au financement des principaux projets d'infrastructures de la nouvelle capitale égyptienne. En effet, le quartier d'affaires égyptien étant actuellement construit par des entreprises d'État chinoises²³¹, il est plus intéressant économiquement pour ces pays de se désengager de ces sujets. La visite en Arabie saoudite et l'accueil du président Xi Jinping en grande pompe dans le pays, pourtant considéré comme la Terre sainte de l'islam, a même démontré la proximité des deux pays et l'absence de tension sur ce sujet.

Les innovations technologiques en matière de système de surveillance sont, également, un enjeu de rapprochement des relations sino-arabes. Anxieux après les révoltes des printemps arabes en 2011, de nombreux pays se tournent vers la Chine pour bénéficier de son « modèle d'autoritarisme numérique »²³² permettant la surveillance de masse, mais également pour des formations à « l'intention des agents de répression et des journalistes officiels »²³³. Les pays du Moyen-Orient sont ainsi attentifs aux lois que le

²³¹ MOONAKAL, Nadeem Ahmed, « Les limites de l'influence chinoise au Moyen-Orient », *Courrier international*, 02/09/2022, [Les limites de l'influence chinoise au Moyen-Orient \(courrierinternational.com\)](https://www.courrierinternational.com/les-limites-de-l-influence-chinoise-au-moyen-orient).

²³² KODMANI, Bassma, « Au Moyen-Orient, la Chine garantit aux dictateurs la longévité », *Institut Montaigne*, 18/05/2021, [Au Moyen-Orient, la Chine garantit aux dictateurs la longévité | Institut Montaigne](https://www.institutmontaigne.org/publications/au-moyen-orient-la-chine-garantit-aux-dictateurs-la-longevite).

²³³ Ibid.

gouvernement chinois met en place pour créer un environnement juridique favorable à un tel régime de surveillance, cherchant la pérennité de leur pouvoir vis-à-vis du peuple.

Conclusion

La Chine est donc devenue un partenaire économique et militaire nécessaire et omniprésent pour les pays du Moyen-Orient. De nombreux contrats sont signés de manière régulière entre les pays du Golfe et l'empire du Milieu, dont beaucoup sont vus comme historiques et tous favorisent l'approvisionnement chinois, vu comme une priorité nationale par les gouvernements. Acteur incontournable sur le marché de l'énergie solaire, la Chine voit dans le Moyen-Orient un potentiel inégalé et a déjà lancé des projets pharaoniques au Qatar. La Chine est également un partenaire militaire indispensable pour des pays subissant un boycott occidental. En plus de représenter une manne financière importante pour la Chine, cette collaboration militaire est également importante d'un point de vue stratégique. L'un des piliers du projet des routes de la soie sont les routes maritimes de la région : leur stabilité est donc primordiale, et la lutte collective contre les menaces telles que la piraterie représente donc un enjeu important. Le développement de ces zones portuaires se fait grâce aux investissements et à la présence chinoise, faisant de ces derniers des partenaires indispensables.

La Chine a profité du retrait américain pour s'imposer comme partenaire fiable, les États-Unis étant considérés comme très changeants, leur politique s'adaptant aux changements de présidence. En outre, le désengagement des États-Unis dans la zone en faveur de l'Indopacifique est criant, le Moyen-Orient n'étant plus considéré comme une zone prioritaire mais plutôt comme « une source d'ennuis ». De plus, la Chine, peu regardante du respect des droits de l'homme, et permettant aux régimes autoritaires de la région de trouver du soutien en participant à leur développement économique, profite d'une image de partenaire attractive et est presque omniprésente. En outre, elle évite aux pays du monde arabe d'être pénalisés par les sanctions ou les conditions occidentales imposées sur les contrats censés garantir le respect des droits de l'homme. Des dossiers sensibles tels que celui de la répression de l'ethnie ouïghoure par le gouvernement chinois,

dénoncée par les Occidentaux et totalement absente du discours des pays du Moyen-Orient. La Chine ayant beaucoup investi dans divers ports et projets d'infrastructures de la région, il est difficile pour certains pays de prendre position sur un tel sujet. Le système de surveillance de masse utilisé par la Chine est également très populaire au sein des régimes autoritaires de la région, effrayés par les printemps arabes et voulant un contrôle plus important de leur population.

La présence de la Chine est donc très importante au Moyen-Orient et continue de prendre de l'ampleur, celle-ci voulant devenir également un acteur de paix dans la région. La Chine avait ainsi porté une solution à deux États au conflit israélo-palestinien, soutenant « la juste cause du peuple palestinien »²³⁴, et s'était proposée comme médiateur à la suite de la dénonciation de la médiation des États-Unis par l'Autorité palestinienne, qu'elle jugeait trop biaisée vis-à-vis d'Israël²³⁵.

À PROPOS DE L'AUTEUR

Sarah LÉVY est membre du comité Asie-Pacifique des Jeunes IHEDN. Elle est étudiante en Magistère Relations Internationales et Action à l'Étranger à Panthéon-Sorbonne ainsi qu'à Sciences Po Rennes. Sarah a séjourné en Chine, en Turquie et également en Grèce pendant 6 mois, lui permettant d'étudier la géopolitique de l'Asie et du Moyen-Orient. Elle a pu effectuer un stage au Comité France Chine au MEDEF, où elle a pu écrire des brèves pour la Chine Hors les Murs ainsi que produire une recherche analytique sur le secteur de l'énergie en Chine. Passionnée par la géopolitique du Moyen-Orient et par celle de la Chine, elle aime travailler sur les relations qu'entretiennent ces deux régions du monde.

²³⁴ Ministère des affaires étrangères de la République Populaire de Chine, « Xi Jinping envoie un message de félicitations à l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien », 30/11/2022, [Xi Jinping envoie un message de félicitations à l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien \(fmprc.gov.cn\)](https://www.fmprc.gov.cn/fr/xej/202211/30/20221130_0101.html).

²³⁵ KODMANI, Bassma, « Au Moyen-Orient, la Chine garantit aux dictateurs la longévité », *Institut Montaigne*, 18/05/2021, [Au Moyen-Orient, la Chine garantit aux dictateurs la longévité | Institut Montaigne](https://www.institutmontaigne.org/publications/au-moyen-orient-la-chine-garantit-aux-dictateurs-la-longevite).

La reconfiguration du partenariat énergétique sino-russe dans le Grand Nord : un perdant-perdant pour l'Europe et Moscou ?

Luca BAMBESIO

Introduction

À bien des égards, l'Arctique est une zone qui échappe aux considérations classiques sur les dynamiques de sécurité et de coopération internationale. Région modèle des modes apaisés de résolution des litiges, avec son Conseil de l'Arctique (CDA) et l'omniprésence du droit onusien de la mer (UNCLOS)²³⁶ dans les négociations interétatiques, l'Arctique semble faire taire les « réalistes » par une stabilité sans faille que même les abysses de la Guerre froide ou les événements ukrainiens de 2014 n'ont pu ébranler. L'agression russe en Ukraine, dont nous observons le triste anniversaire au moment où ces lignes sont écrites, constitue le premier glissement de « l'exception Arctique » : la Russie assurant la présidence tournante du CDA, les autres membres y laissent chaise vide²³⁷. En leur absence, et à l'exception des communications entre les marines russe et norvégienne, liées par le contraignant *Arctic Search and Rescue Agreement* de 2011²³⁸, plus aucun lien

²³⁶Alors même qu'un des principaux « actionnaires » (notion sur laquelle on reviendra) arctiques ne reconnaît toujours pas sa pertinence. En effet, bien que les États-Unis de Reagan aient été à l'initiative de l'élaboration de l'UNCLOS, le Congrès ne l'a jamais ratifié et, à ce titre, Washington ne reconnaît pas, à l'heure actuelle, l'effet direct de ses dispositions dans les litiges territoriaux.

²³⁷ PAUL, Michael. "Arctic Repercussions of Russia's invasion". *SWP German institute for international and security affairs* [en ligne,] publié le 10 juin 2022 [consulté le 23/02/2023]. Disponible sur : <https://www.swp-berlin.org/en/publication/arctic-repercussions-of-russias-invasion>.

²³⁸ LAMBACH, Daniel "Cooperation in the Cold – The Arctic Search and Rescue Agreement" in WEBER, Joachim "Handbook on Geopolitics and Security in the Arctic" (2021) Springer. 378 p.

entre États ni aucune des constantes observées dans la région ne peuvent être affirmés comme pérennes.

Si le chemin incertain sur lequel la dernière frontière de l'Humanité est engagée pourrait être rectifié par la reprise prochaine des activités du CDA, avec la présidence norvégienne et l'enthousiasme des autres États membres²³⁹, la question qui nous intéresse ici n'y trouvera pas de réponse. En effet, depuis plus de 20 ans, la Russie et la Chine développent ce qui a été caricaturalement décrié comme un « Axe Moscou-Beijing » dans le Grand Nord, avec comme principaux pivots de coopération les ressources de l'Arctique russe et la coopération opérationnelle. Cette relation, dont il conviendra d'établir la véritable teneur, existe en grande partie par l'implication de la France et de l'Europe dans ses tenants et aboutissants. Les enjeux qui la lient ne sont pas seulement menaçants pour l'Europe mais aussi, et même bien plus, pour la Russie.

Les positions des acteurs dans les dynamiques régionales

L'Arctique est une région exceptionnelle à tous les niveaux, et notamment dans les dynamiques de sécurité et de coopération qui sont les siennes. Pour comprendre la réalité du partenariat énergétique sino-russe, le lecteur doit être au fait des logiques de la région et de l'imbrication des acteurs du partenariat dans celles-ci, afin de ne pas tomber dans les écueils classiques de l'analyse extérieure.

²³⁹ QUINN, Eilis « De hauts responsables de l'Arctique essaient d'entrevoir l'avenir alors que le Conseil de l'Arctique est sur pause » *Regard sur L'Arctique* [en ligne], Publié le mardi 10/05/2022, mis à jour 05/08/2022 [consulté le 17/02/23] disponible sur : <https://www.rcinet.ca/regard-sur-arctique/2022/05/10/de-hauts-responsables-de-larctique-essaient-dentrevoir-lavenir-alors-que-le-conseil-de-larctique-est-sur-pause/>.

La Russie : le « sphinx » de l'Arctique entre *fair-play* et révisionnisme

La Russie est le plus gros des « actionnaires »²⁴⁰ du Grand Nord. Avec ses 24 000 kilomètres de littoral arctique, la Russie représente la moitié des terres émergées au nord du cercle polaire²⁴¹ et des centaines de milliers de kilomètres de carré d'une ZEE reconnue par la *Commission for the limits of the Continental Shelf* (CLCS) onusienne²⁴². Cette ZEE concentre, au-delà de ressources halieutiques très importantes, 90% des réserves en hydrocarbure de la région, dont une majorité *offshore*²⁴³. Loin des clichés médiatiques de jeu à somme nulle et d'agressivité dans les stratégies du Grand Nord russe, Moscou a, en réalité, tout à gagner à entretenir une politique de *statu quo*, à préserver cet ordre régional de prévalence de l'UNCLOS, qui lui donne tout ce qu'il désire et même plus. En effet, en 2021, la Russie a déposé une demande à la CLCS pour étendre encore sa zone d'exploitation de 350 miles, demande qui aurait mené à la sécurisation de gisements gaziers substantiels, et qui aurait certainement été acceptée sans les événements qu'on connaît. Ménagée par la brillante politique norvégienne de « dissuasion-rassurement » initiée par Thorvald STOLTENBERG à partir de 1979²⁴⁴, la Russie a toujours eu un comportement avenant et coopératif au sein du CDA et a fait preuve d'un pragmatisme et d'une lucidité déroutants pour qui ne connaît pas la région. Ce pragmatisme a notamment mené à la conclusion des accords Medvedev-Stoltenberg de 2010, qui

²⁴⁰En anglais *shareholders*, selon l'expression consacrée par les analystes de la région pour désigner les cinq pays littoraux de l'Arctique avec les États-Unis, le Canada, la Norvège et le Danemark ; ces cinq États dominent la région grâce à l'omniprésence du droit de la mer qui leur donne, en tant que seuls États côtiers du cercle polaire, le droit de gestion exclusive des affaires arctiques.

²⁴¹ TURC, Olivier « Dans l'arctique, la guerre en Ukraine rebat les cartes » *Le Monde* [en ligne] Publié le 13/01/2023, mis à jour le 15/01/2023 [consulté le 18/02/23] disponible sur : https://www.lemonde.fr/international/article/2023/01/13/dans-l-arctique-la-guerre-en-ukraine-rebat-les-cartes_6157784_3210.html.

²⁴² C'est principalement la chaîne montagneuse sous-marine « crête de Lomonossov » qui permet à la Fédération de se tailler la part du lion.

²⁴³ FLAKE, Lincoln "Contextualizing and Disarming Russia's Arctic Security Posture" *The Journal of Slavic Military Studies* (2017) 30:1, 17-29, DOI: [10.1080/13518046.2017.1271647](https://doi.org/10.1080/13518046.2017.1271647).

²⁴⁴ HUMRICH, Christoph "Norway's High North Geopolitics: continuities and changes through three decades" in WEBER, Joachim "Handbook on Geopolitics and Security in the Arctic" (2021) Springer. 378 p.

régissent la cogestion des 175000 km² de ZEE norvégienne et russe chevauchantes dans la mer de Barents, prévoyant même le traitement conjoint d'éventuels puits d'hydrocarbures²⁴⁵, une situation unique au monde. Dans le projet russe de regagner une prépondérance mondiale perdue, l'Arctique doit devenir une base stratégique de ressources, et même un *hub* du commerce mondial avec le projet (pour l'instant largement un fiasco) de développement de la Route Maritime du Nord (RMN)²⁴⁶ par la société *Atomflot*, assumé comme un axe de politique publique depuis un discours de Vladimir POUTINE de 2018²⁴⁷. La préservation de l'ordre régional arctique et la tenue d'une ligne coopérative sont les clés de la réalisation de ce projet.

Une autre face de la Russie Arctique existe cependant : la fonte rapide des glaces, si elle est une aubaine pour la politique énergétique et commerciale de Moscou, implique une diminution éclair de la protection naturelle qu'elles offraient à la Flotte du Nord, basée à Severemosk (*oblast'* de Mourmansk), et donc la vulnérabilité accrue de 60% des moyens stratégiques (nucléaires) maritimes de la Fédération de Russie. Ce constat a mené à la construction au Kremlin d'une "mentalité de siège"²⁴⁸ appelant à l'établissement de moyens d'*anti-access/area denial* (A2/AD) dans la zone entourant la presqu'île de Kola et idéalement l'intégralité du triangle Mourmansk/Terre François-Joseph/presqu'île de Taimyr. Une politique défensive voire confrontationnelle cohabite donc, depuis le début

²⁴⁵ SCHOFIELD, Clide "A divided Arctic: Maritime boundary agreements and disputes in the Arctic Ocean" in WEBER, Joachim "Handbook on Geopolitics and Security in the Arctic" (2021) Springer. 378 p.

²⁴⁶ Découverte par BEJNEV en 1648, la RMN relie le détroit de Béring au détroit de Kara. Le trajet Rotterdam-Yokohama par la RMN est 37% plus court que par le Canal de Suez. D'ici 20 à 30 ans, la RMN sera navigable 365 jours par an, par des navires modifiés pour la navigation en eaux glaciales, sans besoin d'escorte de méthaniers.

²⁴⁷ STAUN, Jørgen "A two-face Russia?" in WEBER, Joachim "Handbook on Geopolitics and Security in the Arctic" (2021) Springer. 378 p.

²⁴⁸ PAUL, Michael et SWISTEK, Göran "Russia in the Arctic" *SWP Research Paper* 2022/RP 03, 42 Pages [en ligne] mis en ligne le 02/02/2022 [consulté le 23/03/2023] disponible sur : <https://www.swp-berlin.org/en/publication/russia-in-the-arctic>.

des années 2010²⁴⁹, avec la ligne coopérative entretenue par Moscou dans ses affaires civiles arctiques. Le développement du « concept de déni d'accès naval » *Bastion* sur la mer de Barents, l'équipement des bombardiers longue portée stationnés à Severomorsk avec le missile hypersonique *Kinzhal*, la modernisation de la flotte sous-marine avec les nouvelles classes *Boris* et *Yasen*, et l'augmentation des garnisons avec trois nouvelles brigades d'infanterie motorisée sur les bases Spoutnik et d'Alakutti²⁵⁰ (récemment envoyées sur le front Ukrainien²⁵¹) ont participé à une certaine crispation otanienne au sujet de la vulnérabilité du *GIUK gap*²⁵², crispation mutuelle (et auto-nourrissante) tempérée par la diplomatie des autres « actionnaires » (principalement Oslo) mais aggravée par les événements de 2014 et le durcissement des sanctions qui ont contrarié les stratégies russes d'attraction de capitaux occidentaux dans ses gisements gaziers. Faisant difficilement cohabiter ces deux impératifs hautement contradictoires, la Russie a néanmoins toujours été consciente de ses intérêts vis-à-vis d'un ordre institutionnel régional qui lui donne une situation très confortable.

La Chine : faire bonne image avec un as dans la manche

Le très respecté Amiral Alfred MAHAN, président du *Naval War College* de Newport et artisan de la doctrine maritime américaine au tournant du XXe siècle, professait dans son chef d'œuvre *The Influence of Sea Power upon History, 1660-1783* (1890) que la clé de la puissance se trouvait dans la capacité d'un état à contrôler la mer par une marine

²⁴⁹ STAUN, Jørgen "A two-face Russia?" in WEBER, Joachim "Handbook on Geopolitics and Security in the Arctic" (2021) Springer. 378 p.

²⁵⁰ STAUN, Jørgen « A two-face Russia?" in WEBER, Joachim "Handbook on Geopolitics and Security in the Arctic" (2021) Springer. 378 p.

²⁵¹ TURC, Olivier « Dans l'arctique, la guerre en Ukraine rebat les cartes » *Le Monde* [en ligne] Publié le 13/01/2023, mis à jour le 15/01/2023 [consulté 18/02/23] disponible sur : https://www.lemonde.fr/international/article/2023/01/13/dans-l-arctique-la-guerre-en-ukraine-rebat-les-cartes_6157784_3210.html.

²⁵² La très stratégique zone reliant l'Islande, le Royaume-Uni et le Groënland par la Mer de Norvège et la mer du Groënland.

marchande florissante assurant un commerce extérieur prospère et l'afflux de matières premières pour l'industrie, protégée par une marine de guerre crainte adossée à un réseau de bases maritimes. En ce qui concerne l'Arctique, la doctrine de guerre économique chinoise consiste, à peu de choses près, en une application à peine modernisée des théories de Mahan. Elle est la principale « partie prenante »²⁵³ de la région, principalement par sa proactivité dans l'affaiblissement du cadre légal en vigueur. Depuis 2008, Beijing milite pour la « dé-régionalisation » des affaires arctiques et contre l'exclusion des états ayant, selon elle, un droit de regard sur celles-ci par la nature de « bien commun de l'humanité » de l'Océan Glacial²⁵⁴, une rhétorique internationaliste dont elle ne voit apparemment pas la pertinence concernant son étranger proche et la mer de Chine^{255,256}. Depuis son entrée au CDA en tant que membre observateur en 2013, la Chine, qui se définit comme un « état du proche-Arctique »²⁵⁷ a influencé l'ordre arctique de telle manière qu'on ne peut plus l'ignorer. Malgré la méfiance générale qu'elle inspire aux populations des états actionnaires²⁵⁸, elle a su apaiser les craintes de la

²⁵³ *Stakeholder* dans le vocable « arctiquiste », c'est-à-dire un état ou une organisation qui considère que ses intérêts sont liés à l'Arctique ; le cadre légal existant les empêche de participer de plein droit au processus de décision car ils n'ont pas de territoire au-dessus du cercle polaire. L'ouverture du CDA aux parties prenantes, à partir du sommet de Kiruna de 2013, leur permet d'utiliser le Conseil comme une plateforme de lobbying et de représentation de leurs intérêts.

²⁵⁴ ALEXEEVA, Olga et LASSERRE, Frédéric "The Snow Dragon: China's Strategies in the Arctic", *China Perspectives* [en ligne], mis en ligne le 01/10/2015 [consulté le 18/02/2023] disponible sur : <http://journals.openedition.org/chinaperspectives/5958>; DOI: <https://doi.org/10.4000/chinaperspectives.5958>.

²⁵⁵ PRAZUCK, Christophe « Mer de Chine et droit de la mer : le paradoxe chinois » *Lettre du Centre Asie (IFRI)*, n° 90 [en ligne], mis en ligne le 07/05/2021 [consulté le 18/02/2023] disponible sur : <https://www.ifri.org/fr/publications/editoriaux-de-lifri/lettre-centre-asie/mer-de-chine-droit-de-mer-paradoxe-chinois>.

²⁵⁶ KARDON, Isaac "Rule by Law : China's Increasingly Global Legal Reach" *Carnegie Endowment for International Peace* [en ligne], mis en ligne le 04/05/2023 [consulté le 09/05/2023] disponible sur : https://carnegieendowment.org/publications/89688?utm_source=rss&utm_medium=rss.

²⁵⁷ "China's Arctic Policy", The State Council Information Office of the People's Republic of China, 01/18.

²⁵⁸ Un sondage Ekos Research de 2011 avait révélé que, dans tous les pays arctiques hormis la Russie, la Chine était placée par les populations en 1^e position des pays perçus comme menaçant la vie de l'Arctique.

plupart des actionnaires et s'impliquer dans tous les domaines de la vie du Grand Nord avec un enthousiasme et un zèle qu'on n'aurait pas l'habitude de voir dans d'autres zones où elle serait moins en position de subordination (notamment la très symbolique coopération scientifique dans l'Arctique dans laquelle la Chine est un des états les plus actifs²⁵⁹). Bien que son poids en tant qu'acteur de l'Arctique grossisse et qu'elle accumule les leviers de négociations par la dépendance grandissante des actionnaires vis-à-vis de ses investissements, elle doit toujours composer avec un cadre légal et institutionnel qui la place en position d'*outsider*. Le lecteur attentif a déjà pu, par cette brève entrée dans les études arctiques, saisir les motivations du partenariat qui fait trembler l'Europe aujourd'hui.

L'ours, le dragon et le coq : réalité d'une situation de domination

Le projet le plus abouti d'un processus qualifié à tort de « quasi-alliance »²⁶⁰, qui a pris racine dans l'ouverture d'une coopération limitée et frontalière dans les années 1990, muée entre 2008 et 2018 en « stratégie énergétique complémentaire »²⁶¹, est sans contexte YAMAL LNG, une *joint-venture* florissante²⁶² possédée à 50% par la firme russe *Novatek*, à 29.9% par la *China National Petroleum Corporation* (CNPC) et le *Silk Road Fund* (SLF) et à 20% par TotalÉnergies. Du fait de la nature des incitations des deux partenaires étatiques (Total agissant sans soutien financier officiel de l'État français) à s'engager dans le projet et leur position dans l'arène internationale, Moscou s'est vite retrouvée à assumer le rôle du « maillon faible » et à rechercher des intermédiaires, là où la Chine a

²⁵⁹ MOHR, Johannes "China in the Arctic and the case of Greenland" in WEBER, Joachim "Handbook on Geopolitics and Security in the Arctic" (2021) Springer.

²⁶⁰ LUKIN, Alexander "A Russian Perspective on the Sino-Russian Rapprochement", *Asia Policy*, Vol. 25 publié le 10/01/2018, ed. Project Muse, p.19-25.

²⁶¹ WEBER, Joachim "Limited cooperation or upcoming alliance? China and Russia in the Arctic" in WEBER, Joachim "Handbook on Geopolitics and Security in the Arctic" (2021) Springer. 378 p.

²⁶² Les 4 *trains* du projet totalisent une production annuelle de 17,4 millions de tonnes de GNL (source : *global energy monitor* disponible sur : https://www.gem.wiki/Yamal_LNG_Terminal#cite_note-bloom1-2), soit plus que l'importation annuelle en GNL de la France.

trouvé son compte dans l'Arctique russe tout en étant consciente des limites de son ascendant sur son partenaire. Aujourd'hui, l'isolement grandissant de la Russie est, contrairement à ce qui est présenté, de plus en plus une contre-incitation à l'engagement chinois, et une aubaine pour d'autres parties prenantes.

Les raisons de l'engagement chinois : respirer loin de Malacca

Le « dilemme de Malacca », formulé pour la première fois par HU Jintao en 2003, renvoie à l'impression de vulnérabilité de la République Populaire de Chine (RPC), de plus en plus dépendante du pétrole arabo-africain qui transite par le Détroit de Malacca, donc par une route qui échappe à sa sphère d'influence et, surtout, très exposée à une prise de contrôle rapide par un adversaire en cas de guerre, avec pour conséquence l'effondrement éclair de l'économie de la RPC et une défaite prompte. C'est ce « dilemme » qui est à l'origine des efforts effrénés du régime pour se créer de nouvelles voies d'approvisionnement, notamment par la *Belt & Road Initiative* (BRI), qu'on ne présente plus, et qui inclut la « route de la soie polaire », un projet d'utilisation de la Route Maritime du Nord qui permettrait à Beijing de court-circuiter Suez et Malacca et d'échapper complètement au contrôle de ses ennemis pour ses trajets civils (et idéalement militaires). Couplé aux intérêts de la Chine dans l'Arctique qu'on a déjà présentés, ce besoin vital d'échapper à l'étranglement de ses voies maritimes a mené Beijing à saisir l'occasion présentée par la découverte de gisements sous-marins gigantesques autour la péninsule de Yamal, en plein territoire nénète²⁶³. En amenant à *Novatek* à la fois les capitaux qu'ils ne pouvaient trouver en Russie et que l'Occident leur refusait, et la technologie qu'il leur manquait (notamment des foreuses semi-submersibles, que la Chine possède²⁶⁴), le pouvoir chinois donne des

²⁶³ Bénéficiant de pouvoirs d'autonomie étendus sur les politiques publiques dans le district autonome de lamalo-Nénetsie dont la péninsule fait partie, les clans nénètes et kanthys ont approuvé le projet à condition d'aménager des voies traversant les installations, pour les laisser assurer la migration annuelle de leurs 50 000 rennes.

²⁶⁴ La *Nan Hai 8*, une des meilleures foreuses du monde, est fabriquée en Corée du Sud pour les besoins de l'entreprise d'état chinoise China Oilfield Services Limited (COSL) les détails techniques de la machine peuvent être utilement recherchés sur : <https://www.infield.com/rigs/nan-hai-ba-hao-8-semisub-60190>

gages à la Russie dans le cadre d'un partenariat où elle a beaucoup à lui demander, s'offre une nouvelle source d'hydrocarbures (et de revenus) et se lie économiquement au principal actionnaire de l'Arctique.

Moscou, consciente de l'impossibilité de trouver des capitaux occidentaux suffisants pour se passer de la Chine mais lucide sur les tactiques chinoises de piège à la dette²⁶⁵, a su tracer une ligne dans le sable en imposant la présence dans la *joint-venture* de Total, très présente dans la région depuis l'engagement initié par Christophe DE MARGERIE dans les années 1990-2000. Sans placer la Chine en actionnaire minoritaire, ce « ménage à trois » donne à *Novatek* une marge de négociations et empêche ses partenaires chinois, qui ne peuvent pas se prévaloir de financer entièrement le projet, de prendre la barre. Les Français, qui ont tout intérêt au maintien de cette division des parts se retrouvent dans une position d'arbitre qui les fait mécaniquement défendre l'ours face au dragon, d'autant plus que l'Union européenne était à l'origine le marché de destination de la moitié de la production de la compagnie²⁶⁶.

L'as dans la manche : diversification des investissements chinois

Déterminée à renverser, calmement et progressivement, la vapeur dans son rapport avec les actionnaires arctiques, la Chine doit, sinon se détourner de, au moins minorer son rôle dans l'économie russe et montrer qu'elle s'engage autant si ce n'est plus chez les autres, en bonne citoyenne du « bien commun de l'humanité » arctique : en totalisant les partenariats avec le Groënland (pour qui la Chine représente la voie vers l'indépendance), la Norvège, la Russie, le Canada et l'Alaska, la doctrine de « *going out* » des entreprises

²⁶⁵ SHARMA, Bipandeep et SINHA, Uttam "Understanding China–Russia Cooperation in the Arctic" [en ligne] *Manohar Parrrikar IDSA* mis en ligne le 10/01/2023 [consulté le 19/02/2023].

²⁶⁶ Anonyme "le projet YAMAL LNG met la pression sur le monde du gaz" *Ouest-france* [en ligne] mis en ligne le 11/12/2017 [consulté le 19/02/23] disponible sur : <https://www.ouest-france.fr/europe/russie/en-images-le-projet-yamal-lng-met-la-pression-sur-le-monde-du-gaz-5440018>.

d'état chinoises a arrosé l'Arctique de plus d'1,3 trillion (1300 milliards) d'euros dans la seule décennie 2007-2017^{267,268}. Sans même parler de la « route de la soie polaire » (que Beijing n'envisage pas qu'avec la RMN mais aussi avec le Passage du Nord-Ouest ou la future Route Transpolaire) la Chine a influencé l'ordre économique Arctique de telle sorte qu'elle sera bientôt le bénéficiaire-clé de la quasi-totalité des initiatives économiques de la région. Elle est donc maîtresse de son destin, et, dans l'hypothèse où l'ordre arctique d'après-guerre n'identifie plus la Russie comme son principal actionnaire, Beijing n'en souffrira pas.

Quelles options pour les deux perdants ?

Si la situation et la productivité de YAMAL LNG semblent plus ou moins stables depuis le début de la guerre, le marché asiatique, et majoritairement la Chine, sera bientôt l'unique destination du GNL produit par la compagnie. Se plaçant désormais au centre des tenants comme des aboutissants du partenariat, Beijing aura les coudées franches pour imposer sa vision de la « coordination stratégique complète » sino-russe, et notamment d'un éventuel accord de circulation des capacités navales chinoises sur la RMN, voire d'établissement d'une base militaire chinoise dans l'Arctique russe, ce que Moscou a toujours refusé²⁶⁹. *Novatek*, ravagée par les sanctions, lutte pour garder le contrôle, et se tournera certainement vers le troisième homme, Total ; si la firme française peut le financer (elle essaye depuis plusieurs années d'attirer les capitaux japonais dans la

²⁶⁷ REINKE DE BUTRIAGO, Sybille « China's aspirations as a « near-arctic state”: growing stakeholder or growing risk?” in WEBER, Joachim “Handbook on Geopolitics and Security in the Arctic” (2021) Springer.

²⁶⁸ Le détail des investissements et accords passés avec l'ensemble des *Arctic 8* (incluant l'Islande, la Suède et la Finlande) et notamment la liste des projets miniers dans laquelle elles sont impliquées, peut être utilement recherché dans le fantastique article du pr Johannes Mohr de 2021, *China in the Arctic and the Case of Greenland*.

²⁶⁹ REHMAN, Maria “Changing Contours of Arctic Politics and the Prospects for Cooperation between Russia and China” *The Arctic Institute* [en ligne] mis en ligne le 23/08/22 [consulté le 19/02/2023] disponible sur : <https://www.thearcticinstitute.org/changing-contours-arctic-politics-prospects-cooperation-russia-china/>.

péninsule²⁷⁰) elle pourra accroître sa position actionnariale et devenir le principal interlocuteur de la Chine dans la reconfiguration de l'offre énergétique russe. En ce qui concerne l'approvisionnement européen, la réponse est peut-être toujours dans l'Arctique, comme peuvent le laisser à penser les discussions sur un accroissement de la part du gaz norvégien, qui a toujours eu la première place dans l'approvisionnement français²⁷¹, dans les importations européennes. On peut espérer que cette redécouverte de « l'artacité » de l'Union européenne, renforcée par la découverte de gisements de terres rares en Laponie Suédoise²⁷², permettra de dépasser les crispations entre les actionnaires et l'Union, liées à un discours européen perçu comme paternaliste et la difficulté de trouver des éléments discursifs qui intéresseraient la totalité des états-membres²⁷³ à l'Arctique ; maintenant que l'issue de la guerre énergétique est en jeu, on peut considérer la deuxième difficulté comme d'ores et déjà surmontée. La solution Arctique paraît d'autant plus attractive pour l'Europe que les accords d'approvisionnement passés avec le régime Azerbaïdjanais²⁷⁴ se sont révélés un faux-pas diplomatique et moral dont le coût

²⁷⁰ "Total négocie le financement de Yamal LNG auprès de banques japonaises" [archive], *Oil & Gaz*, 8 octobre 2015, site supprimé.

²⁷¹ Circulaire « chiffres clés de l'énergie » du ministère de la transition écologique, édition 2021 disponible sur : <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/edition-numerique/chiffres-cles-energie-2021/14-gaz-naturel>.

²⁷² HANNE, Isabelle « Pourquoi les terres rares en Laponie Suédoise sont une aubaine pour l'UE » *Libération* [en ligne] mis en ligne 23/01/2023 [consulté le 19/02/2023] disponible sur : https://www.liberation.fr/international/europe/pourquoi-les-terres-rares-en-laponie-suedoise-sont-une-aubaine-pour-lue-20230123_M5XCYULKXBE7BFKB2UZIEHDUBQ/.

²⁷³ RASPOTNIK, Andrea et STĘPIEN, Adam « The European Union and the Arctic: a decade into finding its Articity » in WEBER, Joachim "Handbook on Geopolitics and Security in the Arctic" (2021) Springer. 378 p.

²⁷⁴GEORIS, Vincent « L'UE a réduit ses importations de gaz russe à 20% en six mois » *L'Écho* [en ligne] mis en ligne le 18/07/2022 [consulté le 19/02/2023] disponible sur : <https://www.lecho.be/dossiers/conflit-ukraine-russie/l-ue-a-reduit-ses-importations-de-gaz-russe-a-20-en-6-mois/10402452.html>.

en respectabilité se révélera bien trop élevé dans l'hypothèse d'une reprise du conflit contre la République d'Artsakh²⁷⁵.

Conclusion

Quant à Moscou, la durée de la guerre et ses conséquences sur l'ordre mondial décideront en grande partie de sa place dans l'Arctique. Pour continuer son projet de transformation de son arctique en base stratégique de ressources, le Kremlin pourra, ou non, continuer à se servir des structures institutionnelles et légales de la région ; si ce n'est pas le cas, La Russie, assoiffée de capitaux, deviendra un tremplin pour les autres parties prenantes cherchant à se faire une place dans l'Arctique, notamment l'Inde dont les ambitions arctiques sont assumées²⁷⁶ et pourraient être grandement servies par une Russie désespérée²⁷⁷.

À PROPOS DE L'AUTEUR

Luca BAMBESIO est originaire de la zone indopacifique et installé dans une grande ville française. Il est membre des Jeunes-IHEDN. Il y travaille en particulier sur les dynamiques de sécurité de l'espace postsoviétique, de l'Arctique et de l'Indopacifique.

²⁷⁵Anonyme « Azerbaïdjan. Le blocus du corridor de Latchine, qui met des milliers de vies en péril, doit être levé » *Amnesty International* [en ligne] publié le 9/02/2023 [consulté le 19/02/2023] disponible sur : <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2023/02/azerbaijan-blockade-of-lachin-corridor-putting-thousands-of-lives-in-peril-must-be-immediately-lifted/>.

²⁷⁶ RAMANATHAM, A. "Seeking a Seat at the Table: India Turns to the Arctic" in WEBER, Joachim "Handbook on Geopolitics and Security in the Arctic" (2021) Springer. 378 p.

²⁷⁷ SHARMA, Bipandeep et SINHA, Uttam "Understanding China-Russia Cooperation in the Arctic" [en ligne] *Manohar Parrikar IDSA* mis en ligne le 10/01/2023, [consulté le 19/02/2023] disponible sur : <https://www.idsa.in/issuebrief/understanding-china-russia-cooperation-bsharma-uksinha-100123>.

Une Chine armée face à un embargo pétrolier ?

Louis LAMIOT

Introduction

Depuis 1993, la Chine importe une part toujours croissante de pétrole dans son mix énergétique, principalement par voie maritime, sous la forme d'un cordon ombilical de tankers. En cas de conflit sino-américain, par exemple autour de Taïwan, il serait tentant pour Washington d'interrompre ce flux vital pour dissuader ou, le cas échéant, ruiner les gains d'un scénario d'invasion acté par Pékin. Cependant, le poids de la Chine dans l'économie mondiale interroge sur le soutien unanime des membres de la communauté internationale à l'étouffement d'un de leurs partenaires majeurs. La littérature stratégique américaine a ainsi discuté de la viabilité d'un blocus pétrolier, soulevant des points de divergence entre ceux jugeant qu'il dissuaderait une agression chinoise²⁷⁸, qu'il achèvera rapidement tout conflit²⁷⁹ ou qu'il conduira au contraire à l'escalade²⁸⁰. Il semble acquis que les États-Unis sont capables d'établir un blocus rompant à tout moment l'approvisionnement chinois. Cependant, une telle décision reste lourde de conséquences et interroge sur son efficacité. Pour le moment encore, la République Populaire de Chine

²⁷⁸ MIRSKI, Sean, "Stranglehold: The Context, Conduct and Consequences of an American Naval Blockade of China," *Journal of Strategic Studies* [en ligne] 12 février 2013, [1^{er} mars 2023], disponible sur : <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/01402390.2012.743885>

²⁷⁹ HAMMES, Thomas X., "Offshore Control: A Proposed Strategy for an Unlikely Conflict," *Strategic Forum* [en ligne], juin 2012 [1^{er} mars 2023], disponible sur : <https://ndupress.ndu.edu/Portals/68/Documents/stratforum/SF-278.pdf>

²⁸⁰ COLLINS, Gabriel (2018) "A Maritime Oil Blockade Against China—Tactically Tempting but Strategically Flawed," *Naval War College Review* [en ligne], printemps 2018 [1^{er} mars 2023], disponible sur : <https://digital-commons.usnwc.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1735&context=nwc-review>

(RPC) ne devrait pas être en mesure d'empêcher la mise en place d'un embargo américain en cas de conflit, mais elle a les moyens d'en retarder significativement les conséquences

Une économie lourdement dépendante de ses importations pétrolières.

La Chine consommait en 2021 plus de 15,5 millions de barils de pétrole par jour, dont les trois quarts étaient importés²⁸¹. Plus de 75% de ses importations transitent aujourd'hui par voie maritime, passant tous par trois détroits (Malacca, la Sonde et Lombok) ou à portée de bases américaines. En dépit d'une politique de diversification de ses apports avec la Russie et l'Asie centrale, représentant 26% de ses importations, un blocus pétrolier maritime exploiterait une vulnérabilité connue de tous.

Un tel blocus pourrait être établi en trois couches successives. Un blocus proche interdirait l'entrée et la sortie des ports chinois. Un blocus semi-distant viserait la navigation chinoise au sein de la première chaîne d'îles (Kyushu, Okinawa, Taïwan, Philippines) au moyen de mines, de patrouilles sous-marines et d'attaques aériennes. Le troisième cercle bloquerait les détroits indonésiens, le passage de la mer des Philippines en mer de Chine méridionale et le détroit de Tsushima. Seules les deux dernières couches de blocus seraient envisagées en raison des capacités *Anti-Access Aerial-Denial (A2-AD)*²⁸² de la Chine²⁸³.

L'action des pays de la région non concernés par le blocus serait également contrôlée aux points clés pour permettre la poursuite de leurs échanges économiques. Une fois leur

²⁸¹ *Statistical Review of World Energy*, 69e édition, 2020, disponible sur : <https://www.bp.com/content/dam/bp/business-sites/en/global/corporate/pdfs/energy-economics/statistical-review/bp-stats-review-2020-full-report.pdf>

²⁸² Le « déni d'accès et l'interdiction de zone » désigne les stratégies mises en place pour empêcher un adversaire à la fois de pénétrer et de manœuvrer dans une zone par des moyens antiaériens et antinavires.

²⁸³ BIGGS, Adam; XU, Dan; ROAF, Joshua; and OLSON, Tatana "Theories of Naval Blockades and Their Application in the Twenty-First Century", *Naval War College Review* [en ligne], hiver 2021 [1^{er} mars 2023], disponible sur : <https://digital-commons.usnwc.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=8166&context=nwc-review>

cargaison et leur itinéraire établi, un passeport transblocus pourrait leur être délivré, en s'inspirant du système *Navycert* pendant la Première Guerre mondiale²⁸⁴. Le rationnement des pays neutres permettrait d'éviter des phénomènes d'excédents pétroliers et une réexportation en Chine. Dans la mesure du possible, un blocus terrestre serait établi en Asie du Sud et du Sud-Est pour empêcher le déchargement et le transit vers la Chine par *pipeline* depuis la Birmanie et le Pakistan.

L'usage de la force devrait être en grande partie contrôlé pour éviter les incidents diplomatiques et assurer aux pays neutres la poursuite de leur vie économique malgré l'aggravation des tensions voire le déclenchement de la guerre. La mondialisation du commerce maritime rend de fait ces opérations complexes car de nombreux *tankers* naviguent avec un pavillon étranger et un équipage multinational. La neutralisation des navires forçant le blocus comporte un coût écologique, notamment celui de marées noires pour les pays côtiers des routes pétrolières chinoises, risquant de nuire à l'image américaine dans sa guerre médiatique.

La pertinence d'un blocus débattu par les stratèges navals américains

Si la possibilité d'un blocus maritime n'est pas évoquée dans le récent document de stratégie maritime américain²⁸⁵, l'idée est débattue au sein de *think tanks* depuis la fin des années 2000. Bien que les États-Unis disposent d'une force capable d'assurer en théorie le blocus, ils risquent de faire face à des difficultés logistiques comme la mobilisation d'une part importante de la flotte américaine, 10 à 16 bâtiments de surface et deux à quatre navires ravitailleurs pour chaque détroit contrôlé, plus la protection des convois

²⁸⁴ Au cours de la Première Guerre mondiale, un navire neutre souhaitant passer le blocus et naviguer à proximité de l'Allemagne devait obtenir au préalable un passeport délivré par l'administration britannique en présentant la liste de ses marchandises et leur destinataire.

²⁸⁵ « Advantage at Sea », *Department of Defense* [en ligne], décembre 2020 [1^{er} mars 2023], Disponible en ligne : <https://media.defense.gov/2020/Dec/16/2002553074/-1/-1/0/TRISERVICESTRATEGY.PDF>

et la gestion des cargaisons saisies²⁸⁶. Mais pour Douglas PEIFER²⁸⁷, l'histoire a démontré la faisabilité du blocus à distance sans être remis en question par le développement de l'A2 AD dont les conséquences valent aussi pour la flotte chinoise éloignée des côtes.

Pour Sean MIRSKI et Thomas HAMMES, partisans du blocus, la différence se situe dans la décision de sa mise en place avant ou après l'attaque chinoise. Pour S. MIRSKI, si son imminence était perçue contre les intérêts vitaux des États-Unis alors l'établissement d'un blocus serait suffisamment dévastateur pour l'économie chinoise pour dissuader une agression. Pour T. HAMMES, c'est en réponse au lancement des hostilités qu'un blocus maintiendrait toute sa légitimité. Tous deux concèdent que le blocus s'inscrit dans le cadre d'un conflit de longue durée et ne peut à lui seul assurer la victoire.

Contrairement à Gabriel COLLINS, qui le considère comme une déclaration de guerre, ils estiment qu'un blocus peut empêcher l'escalade en étalant la conflictualité dans la durée par une stratégie à faible coût plutôt qu'une confrontation armée rendant toute sortie chinoise hors de sa zone A2 AD suicidaire. Vaincue économiquement mais pas militairement, la Chine garderait la face pour une paix honorable. Cette stratégie ne déclencherait pas d'escalade nucléaire et serait acceptable en cela malgré le coût pour l'économie mondiale. Ces positions supposent néanmoins qu'une fois mis devant des choix stratégiques difficiles, la Chine prenne une décision collégiale et raisonnée de suspendre les opérations.

Pour G. COLLINS, le poids économique est au cœur du problème posé par le blocus qui, sauf en cas de simili Pearl Harbour, ne sera pas soutenu unanimement. Bien que seuls les États-Unis en aient réellement les moyens, la contribution des pays tiers est vue comme essentielle au succès du blocus afin de ne pas le régionaliser. T. HAMMES et S. MIRSKI estiment que l'aide des pays tiers peut être obtenue en apportant les conditions nécessaires à la poursuite des échanges économiques. La solidité de l'alliance américaine

²⁸⁶ COLLINS, Gabriel (2018) "A Maritime Oil Blockade Against China", op. cit.

²⁸⁷ PEIFER, Douglas C, "China, the German Analogy, and the New AirSea Operational Concept," *Orbis*, Vol. 55, no. 1, hiver 2011, pp. 114-31.

ne doit ainsi pas être perçue qu'à travers une capacité de projection de la force mais en assurant l'équilibre économique dans la région.

Les mesures chinoises de contre-blocus

Il est certain que le blocus ne parviendra jamais à diminuer la capacité d'action de l'Armée populaire de libération (APL). La production intérieure resterait largement suffisante pour soutenir les opérations militaires de la Chine. À titre d'exemple, les opérations en Irak et en Afghanistan n'ont consommé quotidiennement que 10% de ce que produit aujourd'hui la Chine, dont les besoins militaires sont estimés à 500kg barils par jour. L'emploi du blocus comme seule arme pour faire plier la Chine démontre, selon G. COLLINS, une capacité limitée des États-Unis à maintenir l'architecture sécuritaire en Asie.

La Chine peut également acheter du temps. Dans un scénario d'arrêt brutal des approvisionnements des pays alliés des États-Unis, la Chine disposait en 2019 de 600 millions de barils en réserve, ce qui représente 100 jours d'autonomie, elle peut extraire 1270 millions de barils par an et peut être alimentée de 35 millions de barils par an depuis le Kazakhstan et la Russie. Ces *pipelines* pourraient être doublés à raison de 6 km par jour soit 6 mois pour le *pipeline* Russie-Daqing. Dans le même temps, la demande intérieure pourrait être contrainte par une restriction de l'usage de la voiture dans certaines grandes villes, tel que lors des jours de forte pollution. Le développement d'essences synthétiques peut aussi offrir 342 millions de barils par an. La Chine ne serait à court de pétrole qu'au bout de huit ans.

Conclusion

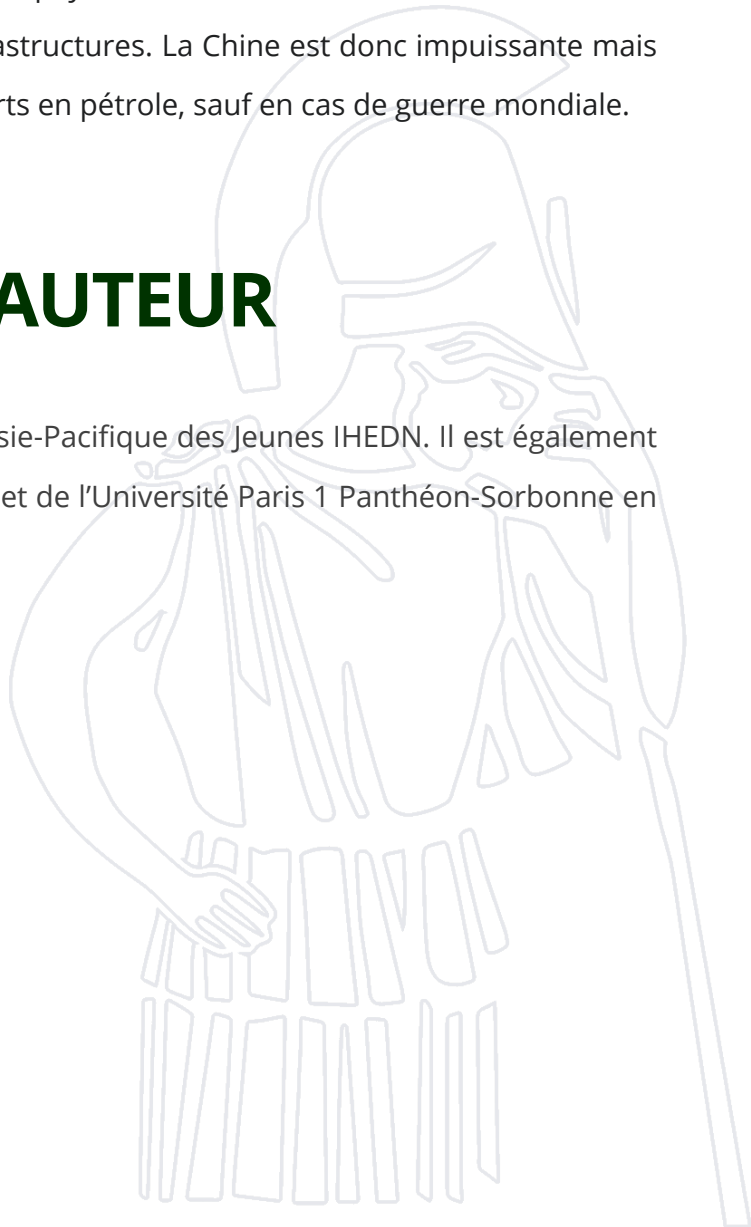
En dépit de la construction de son tonnage militaire, la Chine est encore impuissante face à un blocus distant. Elle ne dispose pas suffisamment de navires et d'avions ravitailleurs capables d'étendre sa zone de maîtrise des airs et des mers en Asie du Sud-Est.

La réélection de Xi Jinping et la politique « zéro Covid » a remis en question l'image d'un pouvoir collégial et raisonné. Il est probable qu'un blocus provoque la fuite en avant du gouvernement chinois et la radicalisation de l'opinion publique refusant tous deux la désescalade. Si pendant un temps la contribution de la Russie au blocus a été évoquée, la guerre en Ukraine a mis fin à cette possibilité. Aujourd'hui, l'attitude passive de l'Inde et les critiques à l'égard des sanctions contre la Russie annoncent les difficultés à justifier le blocus aux yeux des pays neutres, y compris en cas d'agression chinoise.

La Chine dispose, du fait de ses investissements dans les nouvelles routes de la soie, d'un argument de taille contre l'imposition d'un blocus. L'offensive de charme de Xi Jinping opérée en décembre 2022 auprès des pays arabes vise d'ailleurs à sécuriser ses approvisionnements en échanges d'infrastructures. La Chine est donc impuissante mais pas menacée par un blocus de ses apports en pétrole, sauf en cas de guerre mondiale.

À PROPOS DE L'AUTEUR

Louis LAMIOT est membre du comité Asie-Pacifique des Jeunes IHEDN. Il est également diplômé de l'INALCO en langue chinoise et de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne en Histoire.



Les Nouvelles Routes de la Soie : vers la sécurisation des approvisionnementnements énergétiques et en métaux stratégiques pour la Chine

Victoire PY

Introduction

En 2013, la Chine lançait son ambitieux projet d'infrastructures baptisé *Belt and Road Initiative* (BRI), également connu sous le nom de « nouvelles routes de la soie ». Ce projet à portée mondiale vise à relier la Chine à l'Europe, l'Asie centrale, l'Afrique et l'Asie du Sud-Est afin de renforcer les liens économiques et commerciaux de la Chine avec les pays, en finançant notamment la construction de nouvelles infrastructures de transport, de communication et d'énergie. L'un des principaux enjeux de la BRI est de sécuriser les approvisionnementnements en énergie et en métaux stratégiques de la Chine, indispensables à son développement économique et à sa stratégie de domination technologique.

En effet, depuis 2010, la Chine cherche à réorienter son modèle de croissance en investissant notamment dans les énergies renouvelables (EnR) pour répondre aux contraintes environnementales imposées par son développement économique, mais aussi par la nécessité de réduire sa dépendance vis-à-vis des énergies fossiles

importées²⁸⁸. Cela lui permet également de promouvoir une forme de *leadership* vert face au recul de son rival économique, dans le contexte de transition énergétique mondiale et de compétition exacerbée entre les deux puissances. La Chine a en effet trouvé dans les EnR une source pertinente d'innovation et de positionnement économique face aux États-Unis. De plus, elle est le premier consommateur mondial de métaux stratégiques tels que le lithium, le cobalt ou le cuivre, qui sont utilisés dans la fabrication des technologies de pointe (smartphones, batteries électriques, éoliennes, panneaux solaires, etc.). C'est aussi un producteur et un exportateur important de ces matières premières, se plaçant au centre de la chaîne d'approvisionnement mondiale en métaux stratégiques²⁸⁹. Selon l'IFP Énergies Nouvelles (IFPEN), un métal stratégique est un métal qui est considéré comme critique pour l'économie d'un pays ou d'un secteur industriel donné en raison de sa rareté, de sa difficulté d'extraction, de sa demande croissante et de son importance pour des applications technologiques clés. Ces métaux stratégiques sont souvent utilisés dans des secteurs tels que l'électronique, l'aérospatiale, la défense, les énergies renouvelables et les technologies de l'information et de la communication. Certains exemples de métaux stratégiques incluent le lithium, le cobalt, le tungstène, le palladium et le platine. Ces métaux peuvent être critiques pour le développement de technologies telles que les batteries lithium-ion, les aimants permanents, les catalyseurs, les semi-conducteurs, et plus encore²⁹⁰. Cependant, la Chine ne dispose pas de réserves suffisantes de ces métaux sur son territoire, ce qui la rend dépendante de l'importation de ces matières premières. Pour réduire cette dépendance et sécuriser ses approvisionnements, la Chine a donc mis

²⁸⁸ Observatoire de la sécurité des flux et des matières énergétiques, « La Belt and Road Initiative et la stratégie de sécurisation des approvisionnements énergétiques chinois en Afrique », Octobre 2019.

²⁸⁹ « Des métaux pour les gouverner tous », *France Culture* [Podcast en ligne], 5 mars 2021 [consulté le 21/02/2023]. Disponible sur : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/entendez-vous-l-eco/des-metaux-pour-les-gouverner-tous-3931103>.

²⁹⁰ Métaux critiques et terres rares. *IFPEN* [en ligne], [consulté le 21/02/2023]. Disponible sur : <https://www.ifpenergiesnouvelles.fr/enjeux-et-prospective/decryptages/climat-environnement-et-economie-circulaire/les-metaux-transition-energetique>.

en place une stratégie d'investissements massifs dans les pays producteurs de ces métaux, en particulier en Afrique et en Amérique latine.

Cette stratégie soulève toutefois des enjeux géopolitiques importants. En effet, le monopole chinois sur les métaux stratégiques peut entraîner une dépendance croissante des pays étrangers à l'égard de la Chine, ce qui peut avoir des conséquences sur leur sécurité et leur défense. Par ailleurs, la volonté de la Chine de contrôler l'ensemble de la chaîne de valeur des métaux stratégiques peut également poser des problèmes en termes de concurrence et d'innovation. Enfin, la BRI s'inscrit dans une ambition plus large de la Chine de devenir leader mondial des *green-tech* et de la transition énergétique, ce qui peut également avoir des implications importantes pour l'ensemble de la communauté internationale, notamment en termes de concurrence économique, de sécurité nationale et de relations internationales. À cet égard, la Commission européenne établissait, en 2020, une liste de 30 métaux stratégiques²⁹¹, tandis que le Département de l'intérieur américain en dénombrait 50 dans son *Geological Survey* en 2022²⁹².

C'est donc à la lumière de ces enjeux que l'on peut analyser la stratégie chinoise de sécurisation de ses approvisionnements en métaux stratégiques et les risques géopolitiques qu'elle implique.

De la nécessité de sécuriser ses approvisionnements énergétiques et en métaux stratégiques

La Chine est le plus grand consommateur d'énergie et de métaux au monde, et sa croissance économique dépend largement de l'approvisionnement en ces ressources. La sécurisation de ses approvisionnements est donc une priorité stratégique pour le pays, qui repose sur plusieurs éléments clés, notamment la création d'un réseau mondial

²⁹¹ Commission Européenne [en ligne], 4 septembre 2020 [consulté le 21/02/2023]. Disponible sur : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52020DC0474&from=EN>.

²⁹² U.S. Geological Survey, Department of the Interior [en ligne]. 2022 Final List of Critical Minerals [consulté le 21/02/2023]. Disponible sur : <https://www.govinfo.gov/content/pkg/FR-2022-02-24/pdf/2022-04027.pdf>.

d'infrastructures terrestres et maritimes pour étendre son influence en ouvrant de nouvelles routes avec l'Europe, l'Asie centrale et l'Afrique. Ainsi, les investissements directs à l'étranger (IDE) chinois dans le secteur minier, entre 2005 et 2021, atteignaient 125 milliards de dollars, « soit l'équivalent, à une dizaine de milliards près, de la valeur actualisée du plan Marshall », selon un rapport du CEPII²⁹³.

En tant que plus grand consommateur de métaux tels que le cuivre, l'aluminium et le nickel, la Chine dépend fortement des importations de ces métaux pour répondre à sa demande intérieure ²⁹⁴. Pour garantir un approvisionnement stable en métaux stratégiques, la Chine investit donc massivement dans des projets miniers à l'étranger. Ainsi, elle a investi dans des projets miniers en Afrique pour exploiter des réserves de cuivre et de cobalt, ainsi que dans des projets de mines d'or, de lithium et de cuivre en Amérique du Sud, dont les pays sont des sources importantes de métaux stratégiques pour la Chine. Le pays investit également dans des projets d'énergie à l'étranger, notamment dans des centrales électriques et des projets de production d'énergie renouvelable, tels que les centrales solaires et éoliennes. À cet égard, la Chine investit par exemple dans des projets éoliens en Europe²⁹⁵. La Chine est par ailleurs, depuis 2021, le premier producteur mondial de photovoltaïque et représentait, en 2018, 30% de l'énergie solaire mondiale ²⁹⁶. Ces investissements dans les énergies renouvelables visent également à diversifier les sources d'approvisionnement en énergie de la Chine²⁹⁷.

²⁹³ BONNET Tanguy, GREKOU Carl, HACHE Emmanuel, MIGNON Valérie. « Métaux stratégiques : la clairvoyance chinoise », *La Lettre du CEPII*, Juin 2022, N°428, CEPII.

²⁹⁴ « Des métaux pour les gouverner tous ». *France Culture* [Podcast en ligne], 5 mars 2021 [consulté le 21/02/2023]. Disponible sur : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/entendez-vous-l-eco/des-metaux-pour-les-gouverner-tous-3931103>.

²⁹⁵ WAKIM, Nabil. « Comment la Chine achète l'Europe de l'énergie ». *Le Monde* [en ligne], 29 août 2018 [consulté le 23/02/2023]. Disponible sur : https://www.lemonde.fr/economie/article/2018/08/29/la-chine-achete-l-europe-de-l-energie_5347305_3234.html.

²⁹⁶ CZASZEWICZ, Titouan. « En quoi les énergies renouvelables occupent-elles un rôle central dans l'orientation politco-économique chinoise ? », Rapport réalisé par *Werra Association*, mars 2021.

²⁹⁷ Observatoire de la sécurité des flux et des matières énergétiques, « La Belt and Road Initiative et la stratégie de sécurisation des approvisionnements énergétiques chinois en Afrique », Octobre 2019.

La BRI s'inscrit ainsi dans l'ambition chinoise de devenir le leader des *green-tech* et de la transition énergétique et numérique mondiale en contribuant à la construction de nouvelles infrastructures dans les pays étrangers²⁹⁸. La construction de nouvelles infrastructures nécessite des métaux stratégiques, ce qui renforce le contrôle de la chaîne de valeur des métaux stratégiques par la Chine. En outre, les investissements chinois dans les technologies vertes et les énergies renouvelables nécessitent également des métaux stratégiques, renforçant davantage la position de la Chine dans la chaîne de valeur des métaux. Cependant, cette stratégie chinoise a des implications géopolitiques importantes, notamment parce qu'en tant que plus grand producteur et consommateur de métaux stratégiques au monde, la Chine possède un levier important sur les prix de ces métaux sur le marché mondial²⁹⁹. De plus, la RPC maîtrise la grande majorité du marché des terres rares, groupe de métaux stratégiques utilisés dans les *high-tech* et *green-tech*, telles que les batteries rechargeables, les éoliennes et les smartphones, et contrôle 40% des réserves mondiales. En 2018, le *US Geological Survey* estimait ainsi que la Chine assurait 71% de la production mondiale de terres rares³⁰⁰. La Chine a acquis cette position de monopole en exploitant ses propres gisements de terres rares et cette position lui donne un avantage géopolitique considérable dans ce domaine.

En outre, cette position de leader des *green-tech* et de la transition énergétique et numérique mondiale n'est pas sans risques. D'une part, la Chine doit continuer à investir massivement dans la recherche et le développement pour rester à la pointe de l'innovation dans ces domaines. D'autre part, les pays étrangers, motivés par des raisons économiques, politiques ou environnementales, pourraient chercher à réduire leur dépendance envers la Chine en cherchant des alternatives aux métaux stratégiques ou

²⁹⁸ HACHE, Emmanuel. « Chine : de la pétro-diplomatie à la diplomatie verte ? », *Revue internationale et stratégique*, 2019, N°115, 127-137.

²⁹⁹ GAZZANE, Hayat. « Les terres rares, ultime moyen de pression de la Chine ». *Le Figaro* [en ligne], 22 mai 2019 [consulté le 26/02/2023]. Disponible sur : <https://www.lefigaro.fr/conjoncture/les-terres-rares-ultime-moyen-de-pression-de-la-chine-20190522>.

³⁰⁰ Rare Earths Statistics and Information, USGS. <https://www.usgs.gov/centers/national-minerals-information-center/rare-earths-statistics-and-information>.

en développant leur propre industrie minière, à l'instar des États-Unis, qui fut pourtant l'un des plus gros producteurs de terres rares au monde. Mais aujourd'hui, comme le souligne John SEAMAN, chercheur à l'Institut français des relations internationales (Ifri), « contrairement aux États-Unis, la Chine maîtrise toute la chaîne de valeur, dont la transformation de la matière première »³⁰¹, rendant la première puissance mondiale dépendante à près de 80% des importations chinoises.

Les risques géopolitiques liés au monopole chinois des métaux stratégiques

D'une stratégie qui visait dans un premier temps à répondre aux priorités internes telles que la survie d'un système politique face à la menace environnementale³⁰² et la nécessité de créer des emplois, la Chine, à travers son projet BRI, a réussi à se créer un réel monopole sur le marché des métaux stratégiques, intégrant de l'amont (métaux) à l'aval (technologies) l'ensemble des secteurs des ENR. Son plan *Made in China 2025* devrait renforcer son influence dans les pays membres du projet. Toutefois, ce monopole crée de fortes dépendances des autres pays envers la Chine, qui peuvent être dangereuses, notamment lorsqu'elles touchent au secteur de la défense.

En effet, certaines critiques ont souligné que la Chine utilise l'initiative BRI comme un moyen d'accroître son influence politique dans les pays bénéficiant de ses investissements. Depuis 10 ans, la Chine a prêté des sommes conséquentes et détenait en 2021 63% de la dette combinée due aux pays du G20, contre 45% en 2013³⁰³. Par ailleurs, le Sri Lanka, dans l'incapacité de rembourser des prêts accordés par la Chine, a

³⁰¹ SEAMAN, John. « Les terres rares, ultime moyen de pression de la Chine ». *IFRI - Institut français des relations internationales* [en ligne], 22 mai 2019 [consulté le 26/02/2023]. Disponible sur : <https://www.ifri.org/fr/espace-media/lifri-medias/terres-rares-ultime-moyen-de-pression-de-chine>.

³⁰² HUCHET, Jean-François. *La crise environnementale en Chine*. Presses de SciencesPo, 2016, Paris.

³⁰³ Moutiou Adjibi Nourou. « La Chine détient désormais 63% de la dette due aux pays du G-20 ». *Agence ecofin* [en ligne], 15 octobre 2020 [consulté le 27/02/2023]. Disponible sur : <https://www.agenceecofin.com/economie/1510-81350-la-chine-detient-desormais-63-de-la-dette-des-pays-pauvres-envers-les-membres-du-g-20>.

dû céder le contrôle du port de Hambantota pour une période de 99 ans en échange de l'effacement de sa dette³⁰⁴. La Chine a ainsi été accusée de pratiquer le « piège de la dette », en accordant des prêts à des pays en développement pour financer des projets d'infrastructures ou miniers, mais en les laissant ensuite incapables de rembourser ces dettes. Cela permet à la Chine d'exercer une influence politique et économique sur ces pays³⁰⁵. En outre, la Chine a également été accusée de pratiquer le « *dumping* » sur le marché des métaux stratégiques. Le *dumping* consiste à vendre des produits à un prix inférieur à leur coût de production, afin de concurrencer les producteurs étrangers et de prendre une part plus importante du marché. Cette pratique a été largement critiquée par les pays occidentaux qui ont accusé la Chine de concurrence déloyale.

La dépendance des pays étrangers à l'égard des métaux stratégiques chinois présente également certains risques. Les pays qui ne disposent pas de sources alternatives d'approvisionnement en métaux stratégiques peuvent être vulnérables aux pressions et aux tactiques commerciales de la Chine, qui peut utiliser son pouvoir de monopole pour influencer les politiques étrangères³⁰⁶. Une restriction de l'approvisionnement en métaux stratégiques pourrait donc être critique pour les industries de hautes-technologies. Pour pallier cette situation, les pays importateurs pourraient explorer des sources alternatives d'approvisionnement en métaux stratégiques, notamment en investissant dans l'exploration et l'exploitation minière de nouveaux gisements ou en promouvant le recyclage des métaux. Les gouvernements pourraient également encourager la recherche

³⁰⁴ RABOTTIN, Florent. « Le Sri Lanka comme exemple du piège chinois de la dette ». *Ecole de Guerre Economique* [en ligne], 21 novembre 2019 [consulté le 25/02/2023]. Disponible sur : <https://www.ege.fr/infoguerre/2019/11/sri-lanka-exemple-piege-chinois-de-dette>.

³⁰⁵ TAYLOR-ROSNER, Noémie. « Le G7 fait front commun pour contrer la nouvelle "Route de la soie" chinoise ». *Courrier International* [en ligne], 13 juin 2021 [consulté le 25/02/2023]. Disponible sur : <https://www.courrierinternational.com/revue-de-presse/economie-le-g7-fait-front-commun-pour-contrer-la-nouvelle-route-de-la-soie-chinoise>.

³⁰⁶ GRAU Juliette, SORIA Olivier. « Terres rares : notre ultra-dépendance à la Chine (et comment en sortir) ». *The Conversation* [en ligne], 28 octobre 2019 [consulté le 25/02/2023]. Disponible sur : <https://theconversation.com/terres-rares-notre-ultra-dependance-a-la-chine-et-comment-en-sortir-125855>.

et le développement de technologies alternatives qui ne nécessitent pas l'utilisation de métaux stratégiques³⁰⁷.

La stratégie de la Chine pour contrôler la chaîne de valeur des métaux stratégiques a également des implications importantes en matière de défense et de dépendance. Les métaux stratégiques sont utilisés dans une gamme d'applications militaires, notamment pour les missiles, les avions de chasse, les satellites et les systèmes de communication. Par conséquent, le contrôle de la chaîne d'approvisionnement de ces métaux confère un avantage stratégique important. En outre, le pays a mis en place une politique de stockage de métaux stratégiques pour exercer un certain contrôle sur les prix des métaux stratégiques et s'assurer un approvisionnement régulier. Cette politique de stockage est soutenue par la politique de quotas d'exportation mise en place par le gouvernement pour contrôler la sortie de ces métaux vers d'autres pays. Si la Chine décidait de restreindre l'exportation de ces métaux, cela pourrait avoir un impact important sur l'industrie des pays étrangers. Entre 2019 et 2020 par exemple, la Chine baissait de 25% ses quotas d'exportation, affectant l'Union européenne et les États-Unis³⁰⁸. La Chine s'en est d'ailleurs servie comme levier de pression. On peut ainsi évoquer l'embargo chinois sur les approvisionnements en terres rares du Japon suite à des tensions à propos des îles Senkaku/Diaoyu en 2010³⁰⁹. Plus récemment, dans le cadre de la guerre commerciale et technologique avec la Chine entreprise par Donald Trump, et suite à sa décision d'interdire aux sociétés américaines de vendre des technologies à Huawei, Pékin menaçait

³⁰⁷ DUBAR, Louis. « Métaux rares : « La dépendance à la Chine est beaucoup plus grave que notre dépendance au pétrole russe » ». *Public Sénat* [en ligne], 14 mars 2022 [consulté le 23/02/2023].

³⁰⁸ « Des métaux pour les gouverner tous ». *France Culture* [Podcast en ligne], 5 mars 2021 [consulté le 21/02/2023]. Disponible sur : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/entendez-vous-l-eco/des-metaux-pour-les-gouverner-tous-3931103>.

³⁰⁹ GRAU Juliette, SORIA Olivier. « Terres rares : notre ultra-dépendance à la Chine (et comment en sortir) ». *The Conversation* [en ligne], 28 octobre 2019 [consulté le 25/02/2023]. Disponible sur : <https://theconversation.com/terres-rares-notre-ultra-dependance-a-la-chine-et-comment-en-sortir-125855>.

de réduire ses exportations de terres rares, essentielles à l'industrie américaine³¹⁰. À titre d'exemple, le F35 américain dépend de 417 kg de terres rares tels que le tungstène, le palladium et le platine³¹¹. Ces métaux peuvent donc être critiques pour le développement de nombreuses technologies, et notamment pour les batteries lithium-ion, les catalyseurs, les aimants permanents, ou encore les semi-conducteurs. Les États-Unis considèrent ainsi non seulement la BRI comme étant une stratégie géopolitique de la Chine de conquête et d'implantation dans le monde, mais ont aussi réalisé leur dépendance dangereuse aux importations de métaux stratégiques chinois. Il semble donc nécessaire pour ces pays de développer une stratégie de sécurité nationale pour faire face à la menace potentielle que représente la dépendance aux métaux stratégiques pour la défense nationale.

Le projet chinois a également été critiqué pour son impact environnemental négatif, en particulier en ce qui concerne les projets de production d'énergie à base de charbon. Les projets miniers peuvent également avoir des impacts environnementaux importants tels que la déforestation et la pollution de l'eau³¹². Mais la question environnementale, bien que le gouvernement chinois annonçât en 2020 vouloir atteindre la neutralité carbone d'ici 2060, n'est pas centrale³¹³. En effet, si la Chine a intensifié ses investissements dans les énergies renouvelables ces dernières années, elle continue à développer des centrales à charbon sur son sol, ainsi que dans les pays partenaires du projet, allant à l'encontre de ses ambitions environnementales. Elle a ainsi investi 10 milliards de yuans (1,4 milliard

³¹⁰ « Huawei, terres rares: les Chinois contre-attaquent face à Trump ». *Le Point* [en ligne], 29 mai 2019 [consulté le 22/02/2023]. Disponible sur : https://www.lepoint.fr/monde/huawei-terres-rares-les-chinois-contre-attaquent-face-a-trump-29-05-2019-2315754_24.php.

³¹¹ « Des métaux pour les gouverner tous ». *France Culture* [Podcast en ligne], 5 mars 2021 [consulté le 21/02/2023]. Disponible sur : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/entendez-vous-l-eco/des-metaux-pour-les-gouverner-tous-3931103>.

³¹² PITRON, Guillaume. *La guerre des métaux rares : La face cachée de la transition énergétique et numérique*. French Edition, 2021, Paris.

³¹³ GARRIC Audrey, LEMAÎTRE, Frédéric. « La Chine surprend en s'engageant à atteindre la neutralité carbone d'ici 2060 », *Le Monde International*, 24 septembre 2020.

d'euros) dans la production d'électricité à partir de charbon, et dont elle dépendait pour près de 60% de son électricité en 2022³¹⁴.

En réponse aux différentes critiques, la Chine a cherché à réduire les préoccupations liées à la BRI en se concentrant davantage sur les partenariats bilatéraux et en améliorant la transparence. À cet égard, la Chine a signé, en 2019, un protocole d'accord avec l'Italie, dans lequel les deux pays s'engageaient à travailler ensemble sur la BRI de manière transparente et à respecter les normes environnementales et sociales internationales³¹⁵. De même, en 2020, la Chine et l'Union européenne ont conclu un accord de principe sur les investissements, comprenant des engagements en matière de transparence et de respect des normes environnementales et sociales³¹⁶. Néanmoins, certains pays continuent de s'inquiéter de l'influence croissante de la Chine et de la dépendance aux métaux stratégiques chinois. En réponse à cette préoccupation, certains pays ont cherché à diversifier leurs sources d'approvisionnement. En réponse aux préoccupations croissantes concernant la sécurité d'approvisionnement en métaux rares et de terres rares, le Japon, l'Australie et les États-Unis ont lancé en 2019, lors du sommet du G20 à Osaka, l'initiative « *Energy Resource Governance Initiative* » (ERGI), visant à investir dans des projets miniers de métaux rares en dehors de la Chine et à promouvoir des pratiques minières durables et responsables³¹⁷. De même, l'UE cherche à diversifier ses sources d'approvisionnement en matières premières, notamment en métaux stratégiques, en développant ses propres sources d'approvisionnement, en promouvant le recyclage et la

³¹⁴ « Sécurité énergétique : en 2022, la Chine a accéléré comme jamais la construction de centrales à charbon ». *La Tribune* [en ligne], 27 février 2023 [consulté le 28/02/2023]. Disponible sur : <https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/energie-environnement/securite-energetique-en-2022-la-chine-a-accelere-comme-jamais-la-construction-de-centrales-a-charbon-953369.html>.

³¹⁵ « La Chine est disposée à approfondir sa coopération stratégique globale avec l'Italie (haut diplomate) ». *china.org.cn* [en ligne], 17 février 2023 [consulté le 24/02/2023]. Disponible sur : http://french.china.org.cn/foreign/txt/2023-02/17/content_85112070.htm.

³¹⁶ Communiqué de Presse. *European Commission* [en ligne], 30 décembre 2020 [consulté le 25/02/2023]. Disponible sur : https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_20_2541.

³¹⁷ « Energy Resource Governance Initiative ». *U.S. Department of State* [en ligne], 11 juin 2019 [consulté le 26/02/2023]. Disponible sur : <https://2017-2021.state.gov/energy-resource-governance-initiative/index.html>.

réutilisation, et en renforçant la coopération internationale. Elle a, par exemple, lancé l'Alliance européenne des matières premières (*EIT RawMaterials*) dès 2015, visant à promouvoir l'innovation, la durabilité et la compétitivité dans le secteur des matières premières en Europe³¹⁸. Puis en 2020, dans la continuité de sa stratégie pour les matières premières, la Commission européenne crée l'ERMA (*European Raw Materials Alliance*) pour renforcer sa souveraineté en matière d'approvisionnement en matières premières et pour promouvoir la production, la transformation et le recyclage durables des matières premières en Europe³¹⁹.

Conclusion

Les nouvelles routes de la soie représentent un projet ambitieux de développement économique pour la Chine. Bien que cette initiative ait été critiquée pour son impact environnemental négatif et son utilisation pour accroître l'influence politique de la Chine, elle continue de se développer et pourrait jouer un rôle important dans l'économie mondiale à l'avenir. Il est donc important de surveiller de près l'évolution de cette initiative et ses impacts sur les pays bénéficiaires ainsi que sur l'environnement. Si le monopole de la Chine sur les métaux stratégiques engendre des risques géopolitiques importants, sa stratégie de contrôle de la chaîne de valeur des métaux stratégiques a notamment des implications importantes en matière de défense et de dépendance.

Il est donc important pour les pays dépendants des exportations chinoises de diversifier leurs sources d'approvisionnement en métaux stratégiques, de développer leur propre industrie minière et de promouvoir des pratiques commerciales équitables sur le marché mondial. Les pays peuvent également explorer des alternatives aux métaux stratégiques pour réduire leur dépendance envers la Chine. Des recherches sont en cours sur des

³¹⁸ European Raw Materials Alliance (ERMA) [en ligne], [consulté le 28/02/2023]. Disponible sur : <https://eitrawmaterials.eu/erma/>.

³¹⁹ HUÉROU, G. L. (2020, 5 octobre). *La CE crée l'ERMA : l'alliance des matières premières*. Véron & Cie. <https://www.tribune-des-metaux.fr/la-ce-cree-l-erma-l-alliance-des-matieres-premiere.html>.

matériaux alternatifs qui peuvent remplacer les métaux stratégiques dans les applications technologiques, telles que les aimants en terre rare³²⁰. Les pays peuvent également travailler à améliorer l'efficacité énergétique et à réduire la consommation de métaux stratégiques dans les applications technologiques.

À PROPOS DE L'AUTEUR

Victoire PY est diplômée d'une licence de chinois à l'INALCO et d'une licence d'études internationales et européennes de l'Université Paris 3 Sorbonne-Nouvelle. Elle réalise un mémoire de recherche, dans le cadre du Master 2 Géopolitique et Prospective de l'Iris Sup', intitulé « La stratégie chinoise d'implantation en Afrique pour sécuriser ses approvisionnements en métaux rares ». Elle est actuellement alternante auprès du ministère des Armées, membre collaborateur du CESIP (Centre d'Études Stratégiques de l'Indopacifique) et responsable du comité Énergies et Environnement des Jeunes IHEDN.

³²⁰ LATROCHE, Michel. « Les terres rares, et après ? ». *CNRS Le journal* [en ligne], 9 mai 2019 [consulté le 28/02/2023]. Disponible sur : <https://lejournel.cnr.fr/billets/les-terres-rares-et-apres>.

Quelles politiques asiatiques de sanctions énergétiques face à la Guerre en Ukraine ?

Anaïs Alma BLACHON

Introduction

« L'Ukraine aujourd'hui pourrait être l'Asie de l'Est demain³²¹ », a déclaré le premier ministre japonais Fumio KISHIDA lors d'une conférence de presse le 24 février 2023. Cette déclaration illustre combien cet événement localisé en Europe a généré une vive inquiétude dans le monde asiatique. Il a ravivé l'actualité des tensions géopolitiques spécifiques à cette région du monde, mais aussi l'interdépendance entre les économies du monde asiatique et celles du monde occidental. Les politiques de sanctions mises en œuvre par les pays asiatiques sont la manifestation de cette double réalité. Si la mise en œuvre des sanctions par les États s'est multipliée depuis une trentaine d'années, notamment sous l'impulsion des États-Unis qui en ont fait un instrument de politique étrangère, la guerre en Ukraine pose la question de la généralisation des sanctions. C'est pourquoi il est intéressant dans ce contexte d'analyser quelle a été la réponse de l'Asie à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Il convient au préalable de rappeler que les sanctions sont des instruments punitifs utilisés par les États ou des organisations internationales afin d'entraver les actions d'un État tiers. D'ampleur, de durée, de nature, et d'impact variables, les sanctions peuvent se décliner dans de nombreux secteurs tels que la finance, le commerce de biens et de services, la liberté d'aller et venir des individus. Parmi ces sanctions, il est particulièrement intéressant d'analyser celles qui concernent le

³²¹ Traduction de l'auteur. KISHIDA, Fumio. *Keynote Address by Prime Minister KISHIDA Fumio at the IISS Shangri-La Dialogue* [Discours]. Disponible sur : https://japan.kantei.go.jp/101_kishida/statement/202206/00002.html, 10 juin 2022.

commerce des énergies ; que ce soit la production, la vente ou la distribution de gaz naturel, de pétrole ou de charbon³²². En Occident, il apparaît que les sanctions énergétiques ont été au centre des sanctions infligées contre la Russie en réponse à l'invasion de l'Ukraine en février 2022. Elles ont été déclinées sous plusieurs formes comme l'interdiction d'importer des produits russes liés au domaine de l'énergie (par exemple en avril 2022, l'Union européenne a interdit l'achat, l'importation et le transfert de charbon, puis a étendu ces sanctions aux produits pétroliers au mois de juin³²³). Elle s'est traduite aussi par une pénalisation indirecte du secteur énergétique en interdisant les investissements dans les entreprises russes travaillant dans le domaine de l'énergie. Enfin, le plafonnement du prix du pétrole russe par l'UE, le Royaume-Uni, le Canada, les États-Unis, le Japon et l'Australie, est un autre exemple de sanction énergétique internationale³²⁴.

Comment expliquer que les sanctions énergétiques ont été au centre des politiques de sanction ? L'explication se trouve dans la structure de l'économie russe qui est étroitement dépendante de l'exploitation de ses ressources naturelles, et notamment des énergies fossiles. Selon la International Energy Agency (IEA), il était estimé en 2021 qu'environ 45% du budget de la Russie provenait de la production de pétrole et de gaz³²⁵. Ces sanctions présentent donc le double avantage d'entraver la production domestique d'énergie et d'entraver l'accès à d'importantes sources de revenus pour l'État russe.

À cette politique massive de sanctions énergétiques, la Russie s'est très vite adaptée pour réorienter ses exportations vers le prometteur marché asiatique. En 2020, l'Asie était la

³²² BECKER, Stephen, *et al.* "Russia Sanctions Year in Review: Impact on Energy Sector". *Global Trade & Sanctions Law* [en ligne], 14 février 2023, [consulté le 20/02/2023]. Disponibilité et accès: https://www.globaltradeandsanctionslaw.com/russia-sanctions-year-in-review-impact-on-energy-sector/?utm_source=mondaq&utm_medium=syndication&utm_term=International-Law&utm_content=articleoriginal&utm_campaign=article.

³²³ *ibid.*

³²⁴ *ibid.*

³²⁵ International Energy Agency. "Why does Russian oil and gas matter?". [en ligne], 21 mars 2022, [consulté le 19/02/2023]. Disponibilité et accès: <https://www.iea.org/articles/energy-fact-sheet-why-does-russian-oil-and-gas-matter>.

région du monde qui consommait le plus d'énergie, dont une grande part d'énergies fossiles. Elle représentait 43,17%³²⁶ de la demande mondiale d'énergie en 2018. Certains pays comme le Japon, la Chine, la Corée du Sud ou le Vietnam, sont particulièrement dépendants des importations de charbon, et la plupart sont des importateurs nets de combustibles fossiles³²⁷. Alors que l'UE et les États-Unis ont adopté de concert des sanctions fermes sur les importations d'énergie russe, les pays asiatiques ont eu des politiques plus nuancées. Nous présenterons dans cet article les facteurs qui ont influencé les décisions des gouvernements asiatiques pour adopter ou rejeter la possibilité d'imposer des sanctions énergétiques contre Moscou. Une sécurité énergétique fragile, des alliances de longues dates avec la Russie, ainsi que des tensions régionales préexistantes sont autant de raisons qui expliquent l'absence de politique de sanctions homogène et coordonnée.

L'ambiguïté de la politique de sanctions sur les importations d'énergie russe de la Corée du Sud, du Japon et de Taiwan

Les pays démocratiques d'Asie de l'Est ont été les premiers pays d'Asie à appliquer des sanctions en réponse à l'invasion russe de l'Ukraine : gel des avoirs russes, suspension des exportations de technologies à double usage civil et militaire, ou encore exclusion de la plate-forme financière SWIFT, font partie du panel des sanctions mises en œuvre. Au moment de l'invasion, les réponses du Japon, de la Corée du Sud et de Taïwan ont été univoques. Selon eux, la Russie devait être pénalisée : « Nous condamnons fermement la Russie et nous traiterons cette question rapidement en coopération avec les États-Unis et les autres membres de la communauté internationale³²⁸ », a soutenu le Premier Ministre

³²⁶ TAGHIZADEH-HESARY Farhad, *et al.* "Determinants of the Russia and Asia-Pacific energy trade". *Energy Strategy Reviews*, [en ligne], novembre 2021, [consulté le 15/02/2023], volume 38. Disponibilité et accès: <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2211467X21000675>.

³²⁷ MEIDAN Michal, *et al.* "Asian Energy Markets Following the Russian Invasion of Ukraine". The Oxford Institute for Energy Studies, 2022, p. 2.

³²⁸ traduction de l'auteur. KISHIDA Fumio. *Press Conference by the Prime Minister regarding the Content of Discussions by the National Security Council, Which Convened regarding the Situation in Ukraine* [Discours]. https://japan.kantei.go.jp/101_kishida/statement/202202/00010.html, 22 février 2022.

japonais Fumio KISHIDA au cours d'une conférence de presse le 24 février 2022. Toutefois, ce souci de coopération avec les États-Unis a trouvé ses limites dans les sanctions énergétiques.

Ce point de contentieux a concerné aussi la Corée du Sud et Taïwan. Tous ces pays partagent le fait de disposer de faibles sources énergétiques sur leur territoire. En 2014, le taux d'autosuffisance du Japon en matière énergétique ne dépassait pas 6,4%, en raison des fermetures successives des centrales nucléaires provoquées par l'accident de Fukushima en 2012. En 2017, le taux d'autosuffisance énergétique du Japon atteignait 9,6%³²⁹, notamment grâce au développement des énergies renouvelables ; pourcentage qui demeure bien inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE. Le taux d'autosuffisance énergétique de la Corée du Sud reste lui aussi en dessous de la moyenne des pays de l'OCDE puisque le pays ne produit que 16,9%³³⁰ de l'énergie qu'elle consomme. Ce manque de ressources énergétiques oblige donc Tokyo et Séoul -mais aussi Taipei- à recourir massivement aux importations. Le Center of Research for Energy and Clear Air (CREA) estime que le Japon, la Corée du Sud et Taïwan ont conjointement acheté l'équivalent de 5,5 milliards de dollars d'énergies fossiles à la Russie durant les 5 mois suivant l'invasion de l'Ukraine³³¹. Ces importations ont représenté environ 1 milliard de dollars de budget additionnel pour le gouvernement russe.

S'agissant du Japon, il fait face à de multiples défis. Tout d'abord, le taux de dépendance aux importations de carburants est élevé. Il atteignait en 2018 99,7% pour le pétrole, 97,5% pour le gaz naturel liquéfié, et 99,3% pour le charbon³³². Ces ratios astronomiques

³²⁹ Research and Public Relations Office, Policy Planning and Coordination Division of the Japanese Agency for Natural Resources and Energy. "2019 - Understanding the current energy situation in Japan (Part 1)". METI Agency for Natural Resources and Energy, [en ligne], 13 août 2019, [consulté le 15/02/2023]. Disponibilité et accès: https://www.enecho.meti.go.jp/en/category/special/article/energyissue2019_01.html.

³³⁰ *ibid.*

³³¹ MYLLYVIRTA Lauri, *et al.* "Fossil fuel imports from Russia to South Korea, Japan, and Taiwan in the first five months of the invasion of Ukraine". Centre for Research on Energy and Clear Air, 2022, p. 2.

³³² Research and Public Relations Office, Policy Planning and Coordination Division of the Japanese Agency for Natural Resources and Energy. "2019 - Understanding the current energy situation in Japan (Part 1)". METI

illustrent la faiblesse de la sécurité énergétique de l'archipel. Il faut souligner que l'énergie importée provient de régions politiquement instables. Les principaux fournisseurs de pétrole sont les pays du Moyen-Orient (Arabie Saoudite, EAU, Qatar et Koweït), suivis de la Russie³³³. Par ailleurs, ce ne sont pas seulement les sites d'extractions qui présentent un risque pour l'approvisionnement, ce sont aussi les routes d'acheminement qui doivent traverser les côtes somaliennes -danger de la piraterie- et la mer de Chine Méridionale -instabilité politique-³³⁴.

Très rapidement, dès le mois d'avril après l'invasion, le Japon a déclaré vouloir réduire sa dépendance aux importations russes³³⁵, toutefois, il n'a pas publié de mesures ni d'estimations de dates sur la manière de substituer l'énergie en provenance de Russie. D'ailleurs, en 2022, les importations de charbon russe ont augmenté de 4% par rapport à l'année précédente³³⁶. Une des explications est que le Japon est soumis à des « contrats de long terme lui garantissent un gaz peu cher, avec des coûts de transport réduit. Si Tokyo devait se fournir sur le marché mondial, le coût de ses importations de GNL bondirait de 35%³³⁷ », souligne Céline PAJON. Le charbon importé par le Japon provient

Agency for Natural Resources and Energy, [en ligne], 13 août 2019, [consulté le 15/02/2023]. Disponibilité et accès: https://www.enecho.meti.go.jp/en/category/special/article/energyissue2019_01.html.

³³³ Research and Public Relations Office, Policy Planning and Coordination Division of the Japanese Agency for Natural Resources and Energy. "2019 - Understanding the current energy situation in Japan (Part 1)". METI Agency for Natural Resources and Energy, [en ligne], 13 août 2019, [consulté le 15/02/2023]. Disponibilité et accès: https://www.enecho.meti.go.jp/en/category/special/article/energyissue2019_01.html.

³³⁴ BALMER, Etienne. "Sakhalin reliance leave Japan out of step with G7 despite holding presidency". *The Japan Times* [en ligne], 23 janvier 2023 [consulté le 20/02/2023]. Disponibilité et accès: <https://www.japantimes.co.jp/news/2023/01/23/business/economy-business/japan-g7-presidency-sakhalin-contradiction/>.

³³⁵ MYLLYVIRTA Lauri, *et al.* "Fossil fuel imports from Russia to South Korea, Japan, and Taiwan in the first five months of the invasion of Ukraine". Centre for Research on Energy and Clear Air, 2022, p. 7.

³³⁶ Energiewende Team. "East Asia's top economies to rise as top importers of Russian fossil fuels by end of year". *Energy Transition*, [en ligne], 6 septembre 2022 [consulté le 15/02/2023]. Disponibilité et accès: <https://energytransition.org/2022/09/east-asias-top-economies-to-rise-as-top-importers-of-russian-fossil-fuels-by-end-of-year/>.

³³⁷ PAJON, Céline. "Face au risque d'un étau sino-russe, le Japon s'ancre dans le camp occidental". *IFRI - Institut français des relations internationales*, [en ligne], 25 mars 2022 [consulté le 15/02/2023]. Disponibilité et accès: <https://www.ifri.org/fr/espace-media/lifri-medias/face-risque-dun-etau-sino-russe-japon-sancre-camp-occidental>.

majoritairement des sites d'extraction de Sakhalin I et II, sites d'extractions qui ont été source de débats lors du G7³³⁸. Si ce sommet a notamment permis de coordonner les pays du G7 pour plafonner les prix de barils de pétrole russe, et si le Japon a rejoint l'Europe et les États-Unis dans l'application de sanctions sévères contre la Russie, il a cependant demandé à bénéficier d'une clause d'exception concernant l'énergie provenant de Sakhalin. Et ce malgré les critiques des observateurs internationaux qui craignent que les exceptions n'affaiblissent l'impact des sanctions imposées contre la Russie, « les menaces de sécurité sont ancrées dans l'esprit du gouvernement japonais, » explique James BROWN, professeur de sciences politiques à Temple University au Japon³³⁹. L'impact des sanctions japonaises a donc été très limité en raison de l'absence de sanctions énergétiques.

Malgré les problèmes d'approvisionnement en énergies fossiles du Japon, ce dernier a quand même condamné sans ambages l'agression de l'Ukraine par la Russie. Cette condamnation reflète des problématiques de longues dates et des préoccupations de politique régionale. Position surprenante car, bien que fidèle au soutien de Washington depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, Tokyo reste par tradition en retrait des conflits internationaux. La posture du Japon marque une rupture majeure avec sa ligne diplomatique habituelle, et illustre aussi les inquiétudes grandissantes de l'archipel face à la situation géopolitique internationale qui se dégrade. La guerre en Ukraine a, à la fois, mis en lumière les faiblesses de la sécurité énergétique japonaise, et a rouvert le contentieux de la souveraineté des îles Kouriles au nord du Japon. Sous occupation illégale de la Russie depuis la Seconde Guerre mondiale, la plupart des habitants sont d'origine russe. Pendant des décennies, Tokyo a privilégié une approche diplomatique du conflit. Shinzo ABE, ancien premier ministre du Japon, a rencontré Vladimir POUTINE plus

³³⁸ BALMER, Etienne. "Sakhalin reliance leave Japan out of step with G7 despite holding presidency". *The Japan Times* [en ligne], 23 janvier 2023 [consulté le 20/02/2023]. Disponibilité et accès: <https://www.japantimes.co.jp/news/2023/01/23/business/economy-business/japan-g7-presidency-sakhalin-contradiction/>.

³³⁹ cité par: BALMER, Etienne. "Sakhalin reliance leave Japan out of step with G7 despite holding presidency". *The Japan Times* [en ligne], 23 janvier 2023 [consulté le 20/02/2023]. Disponibilité et accès: <https://www.japantimes.co.jp/news/2023/01/23/business/economy-business/japan-g7-presidency-sakhalin-contradiction/>.

de 30 fois en 8 ans de pouvoir³⁴⁰. Cette prudente diplomatie avait aussi pour but de contrer la montée en puissance de la Chine. Un rapprochement avec Moscou permettait de renforcer la position de Tokyo face à Pékin. Ces efforts ont été vains. Au contraire, la présence militaire russe a été renforcée par 3500 soldats, et par l'installation de nouveaux missiles en 2020³⁴¹ sur les îles Kouriles. La stratégie de rapprochement russo-nippon a aussi échoué. Depuis plusieurs années, le rapprochement économique, militaire et diplomatique sino-russe l'atteste. Face à ces impasses, les successeurs de Shinzo ABE ont choisi une approche plus frontale. Pays qui, traditionnellement, n'a que peu recours aux sanctions internationales comme instrument punitif, le Japon a pourtant condamné immédiatement l'agression de l'Ukraine qui change « le statu quo par la force, de manière unilatérale ³⁴² », « une terminologie habituellement employée pour qualifier les manœuvres chinoises en mer de Chine du Sud et de l'Est », analyse Céline PAJON³⁴³. En réponse aux sanctions de Tokyo, la Russie s'est donc retirée des négociations sur les îles Kouriles qui visaient à élaborer un traité de paix. Pour la première fois, les îles Kouriles sont redevenues japonaises dans les documents officiels, et la Russie est traitée comme un pays inamical³⁴⁴. Le conflit pourrait éventuellement pousser Tokyo à réorienter ses forces d'autodéfense vers le nord, forces qui sont actuellement stationnées au sud-ouest du Japon en raison de la menace chinoise.

La Corée du Sud est aussi très dépendante des importations d'énergie russe. En 2021, la Russie était le quatrième fournisseur de pétrole brut (10% des importations totales de

³⁴⁰ *ibid.*

³⁴¹ *ibid.*

³⁴² traduction par auteur. HAYASHI Yoshimasa. *Conference by Foreign Minister HAYASHI Yoshimasa*. [Discours]. https://www.mofa.go.jp/press/kaiken/kaiken24e_000200.html#topic3, 27 janvier 2023.

³⁴³ PAJON, Céline. "Face au risque d'un étau sino-russe, le Japon s'ancre dans le camp occidental". *IFRI - Institut français des relations internationales*, [en ligne], 25 mars 2022 [consulté le 15/02/2023]. Disponibilité et accès: <https://www.ifri.org/fr/espace-media/lifri-medias/face-risque-dun-etau-sino-russe-japon-sancre-camp-occidental>.

³⁴⁴ Japanese National Security Council. "National Security Strategy of Japan". *Ministry of Foreign Affairs of Japan*, [en ligne], décembre 2022 [consulté le 25/02/2023]. Disponibilité et accès: <https://www.cas.go.jp/jp/siryou/221216anzenhoshou/nss-e.pdf>.

pétrole brut), et le second fournisseur de charbon (17,5% des importations totales de charbon³⁴⁵).

La Corée du Sud s'est aussi rapidement alignée sur les sanctions de l'Union européenne et des États-Unis. La mesure la plus importante a été d'interdire l'exportation vers la Russie des biens stratégiques comme les équipements électriques et les semiconducteurs qui seraient susceptibles d'être utilisés pour soutenir l'effort de guerre russe. Malgré la pauvreté des ressources énergétiques de son territoire, la Corée du Sud a réduit ses importations de GNL, de pétrole brut et de pétrole raffiné. En conséquence, la Corée du Sud a fait face à un déficit commercial pour la première fois depuis la crise financière mondiale. Ce déficit s'explique notamment par la hausse des prix du marché mondial de l'énergie (les importations d'énergie ont coûté 78,1 milliards de dollars en 2022 et le déficit commercial a atteint les 47,5 milliards de dollars³⁴⁶). Ces difficultés d'approvisionnement ont freiné les autorités coréennes dans l'application de sanctions sur les énergies contre la Russie. Tout comme le Japon, les importations de charbon russe ont augmenté de 14,3%³⁴⁷, bénéficiant de prix en-deçà du prix du marché et de l'avantage de contrats à long-terme³⁴⁸. En dépit des efforts de Séoul pour réduire sa dépendance vis-à-vis de la Russie, le manque d'alternatives immédiates à coût raisonnable pour s'approvisionner en énergies fossiles n'a pas été favorable à l'application de sanctions fermes et étendues.

Les tensions russo-coréennes résultant de l'invasion de l'Ukraine ont remis aussi en question la politique étrangère de Séoul vis-à-vis de Pyongyang³⁴⁹. Alors que des discussions étaient en cours pour construire un gazoduc de Sakhalin à la Corée du Sud

³⁴⁵ MEIDAN Michal, *et al.* "Asian Energy Markets Following the Russian Invasion of Ukraine". The Oxford Institute for Energy Studies, 2022, p. 3.

³⁴⁶ STANGARONE, Troy. "2022 in Review: The Impact of Russia's Invasion of Ukraine on South Korea". *Korea Economic Institute of America (KEIA)*, [en ligne], 4 janvier 2023 [consulté le 19/02/2023]. Disponibilité et accès: <https://keia.org/the-peninsula/2022-in-review-the-impact-of-russias-invasion-of-ukraine-on-south-korea/>.

³⁴⁷ *ibid.*

³⁴⁸ MEIDAN Michal, *et al.* "Asian Energy Markets Following the Russian Invasion of Ukraine". The Oxford Institute for Energy Studies, 2022, p. 8.

³⁴⁹ *ibid.*

en traversant la Corée du Nord, « à la lumière de la militarisation des exportations d'énergie vers l'Europe par la Russie, la coopération avec la Corée du Nord sur un gazoduc pour le gaz russe représente davantage un risque stratégique qu'une opportunité d'engagement,³⁵⁰ » analyse le think-tank Korean Economic American Institute (KEIA).

Les similarités entre la situation ukrainienne vis-à-vis de la Russie et la situation taïwanaise vis-à-vis de la Chine n'ont pas échappé à Taipei. Dès le début de l'invasion russe, Taïwan s'est placé du côté des Européens et des États-Unis. Le président du Conseil des affaires continentales, CHIU Tai-san, a déclaré que Taïwan doit « se préparer à contrer la désinformation de 'l'autre côté' »³⁵¹, une référence évidente aux tensions sino-taïwanaises. Taïwan a ainsi interdit l'exportation vers la Russie de semi-conducteurs. De plus, aussi isolé géographiquement que diplomatiquement, l'adoption de sanctions fermes permet à Taipei de se distancier de la politique extérieure chinoise et de mettre en valeur son indépendance diplomatique. Toutefois, cet isolement qui souligne la fragilité de la sécurité énergétique du pays, a dissuadé Taipei d'imposer des sanctions sur les importations d'énergie russe. L'île cherche à diversifier de manière graduelle son portfolio énergétique, notamment à diversifier l'origine du gaz importé. En réponse aux estimations du think-tank CREA, qui évalue le montant des importations taïwanaises d'énergie russe à 1,3 milliard de dollars de février à août 2022, la principale compagnie énergétique du pays, Taipower, a ainsi déclaré cesser les achats d'énergie à provenance russe à partir de août 2022, et de privilégier les importations d'Indonésie, d'Australie, de Colombie et d'Afrique du Sud³⁵². Il demeure que ces nouvelles sources d'approvisionnement sont particulièrement coûteuses.

³⁵⁰ STANGARONE, Troy. "2022 in Review: The Impact of Russia's Invasion of Ukraine on South Korea". *Korea Economic Institute of America (KEIA)*, [en ligne], 4 janvier 2023 [consulté le 19/02/2023]. Disponibilité et accès: <https://keia.org/the-peninsula/2022-in-review-the-impact-of-russias-invasion-of-ukraine-on-south-korea/>.

³⁵¹ cité par: CHUNG, Raymong, *et al.* "Taiwan joins sanctions against Russia, including semiconductor export ban". *Radio Free Asia*, [en ligne], 25 février 2022 [consulté le 15/02/2023]. Disponibilité et accès: <https://www.rfa.org/english/news/china/ukraine-taiwan-02252022105307.html>.

³⁵² *ibid.*

Il apparaît en conséquence que les démocraties de Taïwan, du Japon et de la Corée du Sud ont fait le choix de ne pas appliquer de sanctions énergétiques en raison de la pauvreté en ressources de leurs territoires respectifs et de considérations économiques. Bien qu'ils cherchent à diversifier l'origine de leurs fournisseurs, et qu'ils se soient alignés sur les sanctions américaines et européennes, ils ne se sont pas clairement opposés à l'importation de combustibles fossiles russes en raison de l'absence d'alternatives peu chères et disponibles sur le court-terme³⁵³. Ce choix est aussi le résultat des tensions régionales préexistantes -comme le confirme la réapparition du débat sur les centrales nucléaires au Japon³⁵⁴, et l'abandon de la coopération énergétique entre la Corée du Nord et la Corée du Sud.

L'absence de sanctions énergétiques de l'Indonésie, du Vietnam et du Laos

Les pays d'Asie du Sud-Est ont choisi de ne pas prendre position. Aucun d'entre eux, à l'exception de Singapour qui a brisé sa traditionnelle neutralité, n'a imposé de sanctions. Les discours officiels ont hésité à présenter la Russie comme l'agresseur et l'Ukraine comme la victime. Ces positions étaient plus ou moins attendues de la part de pays autoritaires comme le Laos, le Cambodge, et le Vietnam. Ce dernier, proche de Moscou qui, depuis la guerre froide, est un allié de Hanoï dans son conflit avec la Chine en mer de Chine Méridionale, et bénéficie de livraisons d'armement de la Russie. En revanche, l'absence de sanctions de pays comme la Thaïlande et l'Indonésie sont plus étonnantes. L'Indonésie, par exemple, n'a pas encore acheté d'énergie russe, mais le ministre Arifin TASRIF se dit ouvert à cet achat : « Nous n'en avons pas encore acheté parce que les (ces biens) ne sont pas disponibles. (...) S'il y a du pétrole bon marché de n'importe où, bien

³⁵³ Energiewende Team. "East Asia's top economies to rise as top importers of Russian fossil fuels by end of year". *Energy Transition*, [en ligne], 6 septembre 2022 [consulté le 15/02/2023]. Disponibilité et accès: <https://energytransition.org/2022/09/east-asias-top-economies-to-rise-as-top-importers-of-russian-fossil-fuels-by-end-of-year/>.

³⁵⁴ MYLLYVIRTA Lauri, *et al.* "Fossil fuel imports from Russia to South Korea, Japan, and Taiwan in the first five months of the invasion of Ukraine". Centre for Research on Energy and Clear Air, 2022, p. 7.

sûr que nous l'achèterons³⁵⁵ ». Toutefois, l'Indonésie reste hésitante car elle craint de froisser ses relations avec les États-Unis.

Le Vietnam entretient des liens plus étroits avec Moscou. Au-delà des liens historiques avec l'Union Soviétique, 1/3 du pétrole brut vietnamien est produit par la compagnie Vietsovpetro, compagnie qui appartient à 49% à l'entreprise russe Zarubezhneft³⁵⁶. En raison de la forte demande, le pays est passé de net exportateur à net importateur de charbon. En 2020, le Vietnam importait environ 12,4% de son charbon de Russie³⁵⁷. Ainsi, lors de la conférence des Nations Unies le 2 mars 2022, le Vietnam s'est abstenu de condamner les actions russes.

Le Laos est un exemple qui illustre combien les liens économiques régionaux peuvent affecter la politique étrangère. Petit pays enclavé à l'économie vacillante, le Laos est très endetté envers la Chine qui a financé de nombreuses infrastructures. De plus, le Laos importe la majeure partie de ses carburants de Chine, de Thaïlande et du Vietnam. Après la faillite économique du Sri Lanka, le Laos a souhaité éviter le piège de l'endettement envers Pékin. Il lui est donc apparu nécessaire de diversifier ses fournisseurs en énergie en se tournant notamment vers le fournisseur russe, qui propose du pétrole 70% moins cher³⁵⁸ que les prix du marché mondial.

Cette quasi-indifférence des pays de la région de l'ASEAN envers le conflit russo-ukrainien s'illustre par les importations russes de GNL qui ont bondi de 25% de mai 2021 à mai

³⁵⁵ cité par: STRANGIO, Sebastian. "Indonesia Still Considering Purchases of Russian Oil, Minister Says". *The Diplomat*, [en ligne], 19 septembre 2022, [consulté le 15/02/2023]. Disponibilité et accès: <https://thediplomat.com/2022/09/indonesia-still-considering-purchases-of-russian-oil-minister-says/>.

³⁵⁶ Reuters Staff. "PetroVietnam says Ukraine-Russia crisis may impact new oil drilling". *Reuters*, [en ligne], 10 mars 2022 [consulté le 20/02/2023]. Disponibilité et accès: <https://www.reuters.com/article/vietnam-energy-idUSL3N2VD1FA>.

³⁵⁷ HOANG Lien. "SWIFT sanctions add twist to Vietnam- Russian coal plant dispute". *Nikkei Asia*, [en ligne], 10 mars 2022 [consulté le 20/02/2023]. Disponibilité et accès: <https://asia.nikkei.com/Politics/Ukraine-war/SWIFT-sanctions-add-twist-to-Vietnam-Russia-coal-plant-dispute>.

³⁵⁸ INOUE, Kosuke. "Laos grabs for Russian lifeline as it fights fuel shortage". *Nikkei Asia*, [en ligne], 7 juillet 2022 [consulté le 20/02/2023]. Disponibilité et accès: <https://asia.nikkei.com/Spotlight/Supply-Chain/Laos-grabs-for-Russian-lifeline-as-it-fights-fuel-shortage>.

2022³⁵⁹, ce qui fait état de politiques de sanctions énergétiques diverses. Cette région constitue une zone grise où l'on devine un refus non explicite de prendre position.

Le choix d'une augmentation des importations énergétiques russes de la Chine et de l'Inde

Pour la Chine, il n'est pas question d'imposer des sanctions contre la Russie. Bien que Pékin réproouve officiellement les méthodes employées par le Kremlin, la Russie reste cependant un allié et partenaire. Il n'est pas surprenant que la Chine refuse de sanctionner la Russie ; le commerce bilatéral a augmenté de 27,1% en 2018, un record. À l'inverse, bien que l'UE fût toujours le premier partenaire commercial de la Russie, entre 2012 et 2016, leurs échanges ont chuté de 44%³⁶⁰. Comme l'explique Morena SKALAMERA, « Au-delà de l'économie (énergétique), la Russie et la Chine partagent de plus en plus une vision de la manière dont le monde devrait être réorganisé. Elles n'apprécient pas l'«hégémonie» des États-Unis et partagent le désir d'un ordre mondial plus multipolaire. »³⁶¹.

Depuis quelques années, le gouvernement chinois oriente la politique intérieure vers une plus grande autonomie économique afin de s'émanciper des marchés étrangers. Lors de la cinquième session plénière du 19e comité central du parti communiste chinois, Pékin a énoncé un nouveau concept lors du 14e plan quinquennal : la « double circulation ». Le principe consiste à renforcer la consommation intérieure (circulation intérieure) tout en maintenant son rôle d'exportateur mondial de premier plan (circulation extérieure)³⁶². « L'ancienne stratégie de rééquilibrage de la Chine visait à réduire sa dépendance aux

³⁵⁹ MEIDAN Michal, *et al.* "Asian Energy Markets Following the Russian Invasion of Ukraine". The Oxford Institute for Energy Studies, 2022, p. 12.

³⁶⁰ SKALAMERA, Morena et BUCHANAN, E. "Russia's foray into Asia's energy market". *Russian Energy Strategy in the Asia-Pacific - Implications for Australia*, 2021, p. 31-34.

³⁶¹ *ibid.*

³⁶² ZHU, Viviana. "China Trends #7 - La "double circulation" de l'économie chinoise". *Institut Montaigne*, [en ligne], 27 octobre 2020 [consulté le 15/08/2022]. Disponibilité et accès: <https://www.institutmontaigne.org/analyses/china-trends-7-la-double-circulation-de-leconomie-chinoise>.

exportations. La double circulation vise désormais à réduire la dépendance du pays aux importations et à accroître son autonomie stratégique » résume l'économiste A. GARCIA HERRERO³⁶³. Pékin vise l'autosuffisance énergétique. Cependant, le Covid-19 a fragilisé sa sécurité énergétique, et le pays importe encore environ 10% de son charbon³⁶⁴. En mai 2022³⁶⁵, le gouvernement a arrêté le tarif sur les importations de charbon afin de se procurer plus facilement du charbon à bas prix pour ses consommateurs. Parallèlement, les importations russes de charbon ont augmenté de 51% en mai 2022 en réponse à l'interdiction chinoise d'importer du charbon australien, et grâce aux réductions de prix offertes par la Russie³⁶⁶. Dans le secteur pétrolier, la Russie est rapidement devenue l'exportateur principale de la Chine en fournissant un chiffre record de 2 millions de barils de pétrole par jour. Ainsi, Pékin bénéficie des bas prix de l'énergie russe car sa priorité est de rapidement retrouver le dynamisme économique qui caractérisait le développement économique chinois pendant la période pré COVID-19³⁶⁷.

L'Inde est aussi un des grands bénéficiaires de la crise ukrainienne. En 2021, la Russie ne fournissait que 1% du pétrole indien, il en exportait 10% en mai 2022³⁶⁸. De même, la Russie n'exportait que 1% du pétrole brut indien en 2021, en juin 2022, elle en fournissait 10% (l'Inde étant le troisième plus grand importateur de pétrole brut au monde)³⁶⁹. Grâce à la fermeture du marché énergétique européen, l'Inde a négocié une réduction de 25 à 30% sur le prix du charbon, une réduction conséquente au regard des prix exponentiels

³⁶³ cité par: AUDE, Martin. "Comment l'économie chinoise a résisté à la pandémie", *Alternatives Économiques*, vol. 410, no. 3, 2021, pp. 42-45.

³⁶⁴ MEIDAN Michal, *et al.* "Asian Energy Markets Following the Russian Invasion of Ukraine". The Oxford Institute for Energy Studies, 2022, p. 8.

³⁶⁵ *ibid.*

³⁶⁶ TRICKETT Nicholas. "Asia Can't Save Russia's Energy Sector". *The Diplomat*, [en ligne], 28 juin 2022, [consulté le 15/02/2023]. Disponibilité et accès: <https://thediplomat.com/2022/06/asia-cant-save-russias-energy-sector/>.

³⁶⁷ *ibid.*

³⁶⁸ *ibid.*

³⁶⁹ MEIDAN, Michal, *et al.* "Asian Energy Markets Following the Russian Invasion of Ukraine". The Oxford Institute for Energy Studies, 2022, p. 3.

sur le marché énergétique mondial³⁷⁰. Cet intérêt envers l'énergie russe et le refus de sanctionner la Russie est le résultat de préoccupations à la fois domestiques et régionales. Tout d'abord, gravement impactée par la Covid-19, l'Inde a souhaité retrouver ses niveaux de production pré-pandémique. La demande en énergie russe a encore augmenté des blackouts de mai 2022 qui ont frappé le pays. Enfin, les tensions sino-indiennes au nord de l'Inde ont poussé le pays à sécuriser ses approvisionnements en énergie à bas prix. Le rapprochement avec la Russie fait partie intégrante de la stratégie régionale de Narendra MODI pour contrer la montée en puissance de la Chine³⁷¹. Michal MEIDAN considérait que : « La forte dépendance économique de l'Inde vis-à-vis des importations de pétrole a fait de ce pays la principale destination du brut russe sanctionné et fortement décoté, malgré la pression exercée par les États-Unis ».

Pour conclure, la Chine et l'Inde ont approché la problématique des sanctions contre la Russie à travers le prisme de leur sécurité énergétique, de leurs problématiques de développement économique et des tensions géostratégiques régionales. Tandis que la Chine privilégie le dynamisme de son économie, l'Inde souhaite garantir l'accès à l'énergie de sa population et rester vigilante face aux tensions sino-indiennes. L'invasion en Ukraine est une occasion pour l'Inde et la Chine de renforcer l'indépendance de leurs politiques étrangères et de s'émanciper des pressions américaines.

Conclusion

Contrairement à la sphère occidentale, il n'y a pas de réponse uniforme face à l'agression russe dans la sphère asiatique. Avec autant de réponses que de pays, les sanctions entreprises ont été avant tout pragmatiques et diverses selon les pays. Elles ont été fortement annexées à la question des relations géopolitiques inter-asiatiques

³⁷⁰ TRICKETT, Nicholas. "Asia Can't Save Russia's Energy Sector". *The Diplomat*, [en ligne], 28 juin 2022, [consulté le 15/02/2023]. Disponibilité et accès: <https://thediplomat.com/2022/06/asia-cant-save-russias-energy-sector/>.

³⁷¹ ROUSSEAU, Yann. "L'Asie du Sud-Est tétanisée à l'idée de braquer la Russie". *Les Échos*, [en ligne], 28 février 2022, [consulté le 15/02/2023]. Disponibilité et accès: <https://www.lesechos.fr/monde/asia-pacifique/lasie-du-sud-est-tetanisee-a-lidee-de-braquer-moscou-1390204>.

préexistantes, aux considérations de sécurité énergétique propres à chaque État, et aux relations avec la Russie.

La situation des politiques de sanctions, très dépendante des circonstances géostratégiques et économiques, peut être amenée à évoluer en fonction de la durée du conflit, ou encore d'une crise économique susceptible de fragiliser les chaînes d'approvisionnement en énergie.

L'annonce de l'interdiction par l'UE d'importer du charbon russe en avril 2022 a poussé la Russie à se réorienter vers le marché asiatique³⁷². Si les commandes chinoises et indiennes ont permis à la Russie de remplacer en partie la perte de la demande européenne, elles ne sont pas une réponse viable sur le long terme. Le plafonnement des prix du carburant a obligé la Russie à baisser les prix de son énergie, ce qui a permis à la Chine et l'Inde de bénéficier de considérables réductions. Pour Moscou, avec la pratique de prix très bas, et des volumes d'exportation en diminution par rapport à la période avant-guerre, il n'est pas certain que les marchés chinois et indiens soient suffisants pour soutenir l'effort de guerre sur le long terme ; en sachant que la Chine souhaite continuer à s'affranchir des importations d'énergie. Il faut aussi considérer l'imprévisibilité des politiques étrangères et des politiques énergétiques des pays d'Asie du Sud-Est qui peut empêcher Moscou de se projeter dans des stratégies d'exportations stables. Autre obstacle pour la Russie : réorienter ses exportations suppose aussi d'avoir les infrastructures d'acheminement des hydrocarbures adaptés à cette réorientation. Il est bien évident qu'une réorientation massive des exportations prendra du temps et devra être financée³⁷³. Si la perte du marché européen n'a pas été le coup fatal attendu à la machine de guerre russe, le redéploiement structurel vers l'Asie est aussi semé de tensions géopolitiques préexistantes et de complications logistiques.

³⁷² MEIDAN Michal, *et al.* "Asian Energy Markets Following the Russian Invasion of Ukraine". The Oxford Institute for Energy Studies, 2022, p. 4.

³⁷³ TRICKETT Nicholas. "Asia Can't Save Russia's Energy Sector". *The Diplomat*, [en ligne], 28 juin 2022, [consulté le 15/02/2023]. Disponibilité et accès : <https://thediplomat.com/2022/06/asia-cant-save-russias-energy-sector/>.

À PROPOS DE L'AUTEUR

Anaïs Alma BLACHON est membre du comité Asie-Pacifique des Jeunes IHEDN. Elle était avant la fin de l'été 2023 étudiante en dernière année de double licence entre Sciences Po Paris et l'Université de Keio, avec une majeure économie. Elle est intéressée par le rôle de l'Asie dans le commerce international. Ses centres d'intérêts sont aussi tournés vers l'économie environnementale et vers les questions énergétiques.



Petit précis de guérilla économique vietnamienne

Rémy BARAIZE

Avant-propos

En une trentaine d'années, le Vietnam est parvenu à sortir de la liste des pays les plus pauvres pour devenir « le nouveau miracle asiatique³⁷⁴ » en temps de COVID, fait d'autant plus remarquable qu'il émergea tardivement dans un contexte régional ultra concurrentiel.

L'article qui suit se veut être le manuel que les aspirants cadres du Parti communiste vietnamien (PCV) en charge des affaires économiques pourraient avoir entre les mains en 2023. Il reprend ainsi les éléments de langage utilisés dans la communication officielle du gouvernement et la presse vietnamienne qui, rappelons-le, est intégralement aux mains du PCV. Le lecteur ne doit donc en aucun cas y voir une quelconque prise de position de la part de l'auteur. À des fins de confort de lecture, le style ne sera pour autant pas intégralement rédigé dans le style officiel vietnamien encore largement teinté de formules absconses de type marxiste-léniniste.

De la même façon, il faut garder en tête le fait qu'en langue vietnamienne, le concept de « guerre économique » (*chiến tranh kinh tế*) n'a servi qu'à décrire les passes d'armes commerciales entre les États-Unis et la Chine depuis la présidence Trump. Aussi, les développements suivants seront écrits dans le cadre d'une conception très large de la guerre économique, c'est-à-dire apparentée à une concurrence économique exacerbée dans laquelle les coups plus ou moins loyaux sont permis. Pour approfondir cette notion

³⁷⁴ Ruchir SHARMA, "Is Vietnam the Next 'Asian Miracle'?", The New-York Times, publié le 13 octobre 2020.

de guerre économique, lire *La guerre économique, forme moderne de la guerre* d'Éric BOSSERELLE dans la revue française de socio-économie³⁷⁵.

Contexte de la guérilla économique

La situation économique actuelle en République socialiste du Vietnam découle directement de la politique de « Renouveau » (đổi mới) lancée par le Parti lors de son Sixième Congrès en 1986³⁷⁶. Ce vaste plan de réforme visait à palier plusieurs problèmes mettant en danger la viabilité de la direction du Parti en libéralisant l'économie sans pour autant procéder à une ouverture politique :

- Le pays était à la fois sous embargos chinois³⁷⁷ et américain depuis la guerre de Réunification (1964-1975). Les seuls partenaires restaient les pays frères du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) mais les réformes de Mikhaïl GORBATCHEV laissaient planer le doute quant à la constance de cette aide.
- Une grande partie de l'appareil productif du pays avait été réduite en poussière par les bombardements américains, détruite durant la guerre ou sabotée par les réactionnaires de Saïgon.
- Les paysans du Sud qui n'avaient pas eu les moyens de s'enfuir étaient hostiles à la « rectification politique³⁷⁸ », les rendements agricoles étaient au plus bas.

³⁷⁵ Éric BOSSERELLE, *La guerre économique, forme moderne de la guerre* dans Revue Française de Socio-économie 2011/2 (n° 8), p167 à 186, disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-socio-economie-2011-2-page-167.htm#:~:text=Au%20sens%20strict%2C%20on%20peut,%2C%20boycotts%2C%20etc.>

³⁷⁶ Le Vietnam adopte ici une position chinoise contraire à la *Perestroïka* de Gorbatchev prévoyant transparence et démocratie. Afin de créer une économie de marché, 4 lois cadres sont adoptées dans la foulée : 1) la privatisation de l'économie, 2) la liberté d'entreprendre, 3) le retrait progressif de l'État de l'économie par l'application des lois du marché aux entreprises publiques de productions de bien, 4) la loi sur les investissements étrangers.

³⁷⁷ En 1979, les forces vietnamiennes étaient intervenues au Cambodge pour mettre fin au régime des Khmers Rouges, déclenchant en réponse une attaque chinoise sur la frontière du Nord. Durant 1 mois, la Chine avait dû se retirer mais avait tout de même imposé un embargo au Vietnam.

³⁷⁸ A la chute du régime de Saïgon en 1975, le gouvernement communiste s'est lancé dans une épuration politique du territoire nouvellement conquis, incluant à la fois des exécutions d'officiers et fonctionnaires de

- De ce fait, le pays était en proie à toutes les pénuries et peinait à se ravitailler sur la scène internationale. La disette sévissait³⁷⁹.
- Le peu de denrées disponibles faisait l'objet de tous les trafics de la part des cadres du Parti en charge de la distribution. Partant, la population, ayant déjà souffert plusieurs années de guerre, devenait chaque jour plus défavorable au régime, menaçant les fondements même du pouvoir³⁸⁰.
- À la suite du départ des *boat people*, le pays souffrait d'un problème d'image à l'international, y compris dans les milieux les plus favorables durant les guerres de Libération et de Réunification.

Presque quatre décennies plus tard, les objectifs affichés par le gouvernement sur le plan économique portent encore les traces de ces préoccupations qui ont ainsi grandement influencé la stratégie élaborée dans ce cadre.

Objectifs : « Se tenir debout par ses propres moyens³⁸¹ » et mettre en place une « économie de marché à orientation socialiste ».

Selon les mots du Président Ho Chi Minh, « rien n'est plus précieux que la liberté et l'indépendance »³⁸². Afin de suivre son digne exemple, le Parti et le gouvernement se sont assignés les missions suivantes afin de donner corps à son souhait :

l'ancien régime et des cours politiques forcés de type marxiste-léniniste auprès de la population. L'ensemble de la société était surveillé et les déviations politiques réprimées.

³⁷⁹ Le meilleur témoignage quant à la misère des campagnes vietnamiennes lors de la période 1975-1986 reste le recueil de nouvelles *Un général à la retraite* de Nguyen Huy Tiep, publié en France aux éditions l'Aube.

³⁸⁰ A noter que cette situation a fait l'objet d'une autocritique sévère après 1986 au sein du Parti, plusieurs de ses cadres étant eux-mêmes scandalisés par l'attitude opportuniste de certains des membres. Si la documentation sur cet épisode reste rare en langue française ou anglaise, NGUYEN Thi Binh, à l'époque ministre de l'Éducation Nationale, en rend compte dans son livre « *Ma Patrie, ma famille, mes amis* ».

³⁸¹ En langue vietnamienne, le terme que l'on utiliserait pour traduire le mot « indépendance » serait « *độc lập* », signifiant littéralement se "tenir debout seul".

³⁸² « *Không có gì quý hơn độc lập, tự do* », fréquemment utilisé par « l'Oncle Ho », ce slogan lui est tellement associé qu'il est inscrit sur le fronton de la pagode de Ba Vi abritant son autel en tant que génie protecteur du pays.

1. **Assurer l'autonomie économique du pays** : il s'agit de donner au pays un maximum de moyens visant à assurer son développement et son autonomie afin d'éviter les ingérences étrangères ayant trop souvent mis en péril la Patrie. Les priorités pour ce faire sont les suivantes :
 - la production agricole pour l'autosuffisance alimentaire et la possibilité pour les travailleurs agricoles d'obtenir un revenu.
 - l'industrialisation par montée progressive en valeur ajoutée.
 - le développement des services.
 - l'émergence d'une classe moyenne à même de consommer la production nationale.

2. **Le maintien du régime** : ayant su conduire le Peuple à la victoire en temps de guerre, le Parti est aujourd'hui la meilleure option pour la prospérité de la Patrie en temps de paix. La stabilité qu'il offre permet aux activités économiques de prospérer sans parasitage et dans le respect de la Loi. Ainsi, l'efficacité économique permet-elle la sauvegarde de l'indépendance nationale, de la liberté de la souveraineté, de l'unité, de l'intégrité du territoire et des intérêts nationaux ; de protéger le Parti, l'État et le peuple ; d'assurer la sécurité nationale ainsi que l'ordre public³⁸³.

3. **Briser l'isolement diplomatique** : afin de ne se priver d'aucune opportunité économique, la République Socialiste du Vietnam doit être amie avec le plus de pays possible dans le respect de ses intérêts.

4. **Développement des connaissances technologiques** : la prospérité économique doit permettre l'épanouissement de tous les avantages technologiques possibles

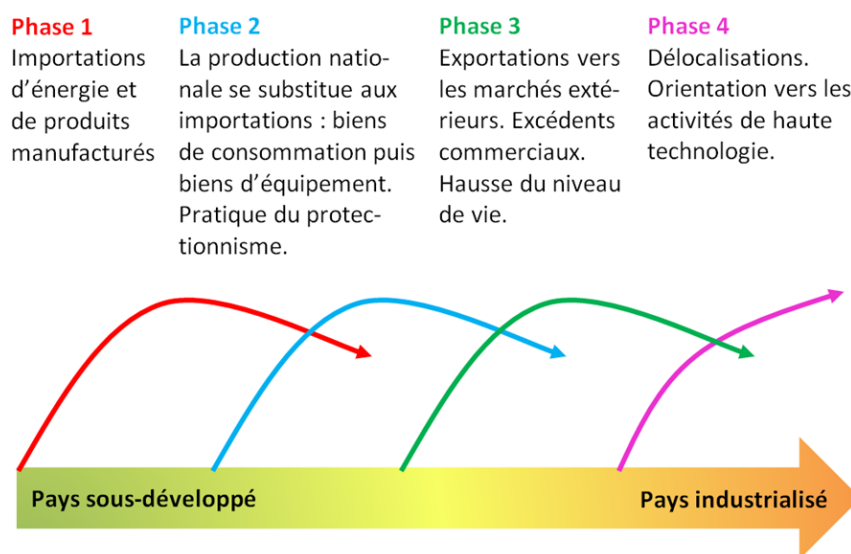
³⁸³ Formule en partie reprise dans le Livre Blanc de la défense vietnamien. A noter que la prospérité économique du pays est perçue comme une composante à part entière de la sécurité interne et externe au Vietnam. A ce propos lire notamment Phuong PHAM, « Economic Security: Vietnam's Cardinal Policy Goal », *The Diplomat*, publié le 18 septembre 2020, disponible sur : <https://thediplomat.com/2020/09/economic-security-vietnams-cardinal-policy-goal/>.

afin de former une main d'œuvre toujours plus qualifiée et de ne pas dépendre d'une puissance extérieure pour le savoir-faire.

Stratégies pour atteindre les objectifs du "đôi mới"

- **Le développement économique en « vol d'oies sauvages »**

Afin de faire prospérer le pays, les camarades dirigeants ont visé l'industrialisation rapide sur le modèle décrit par Kaname AKAMATSU³⁸⁴. L'analogie avec le vol des oies sauvages correspond à la forme des courbes dessinées par les importations, la production et enfin les exportations d'un produit pour chaque pays. Ce modèle vise à utiliser la main d'œuvre abondante et peu chère afin d'attirer les usines de fabrication à faible valeur ajoutée puis d'exporter les produits ainsi fabriqués. Il suit le schéma suivant :



Le modèle de développement en « vol d'oies sauvages ». Source : Yves GUIET, <http://www.educreuse23.ac-limoges.fr>

³⁸⁴ La théorie du « vol d'oies sauvages » a été élaborée à travers plusieurs articles en 1937 par le japonais Kaname AKAMATSU pour décrire la période d'industrialisation de l'archipel durant l'ère Meiji. C'est un vocable très souvent repris pour décrire les stratégies de développement des pays asiatiques dans la seconde moitié du XXe siècle s'agissant notamment de la Corée du Sud ou de Taïwan. La synthèse des travaux d'AKAMATSU a été traduite en anglais pour la première fois en 1962. Pour plus d'information: Kaname AKAMATSU, "A Historical Pattern of Economic Growth in Developing Countries", *The Developing Economies*, Tokyo, Preliminary Issue No.1, pp.3-25.

Comme ce schéma implique une hausse du niveau de vie à chaque phase (hausse des salaires notamment), celui-ci perd en compétitivité. La production nationale devient de ce fait moins compétitive sur le plan international, il faut donc réorienter la production vers un secteur à valeur ajoutée supérieure suivant les phases suivantes :

1. Décollage : textile, sidérurgie, construction navale.
2. Diversification : automobile et électro-ménager.
3. Développement : informatique et électronique.

Le pays ayant été longtemps dépourvu des capitaux et des savoir-faire nécessaires à ce processus, il a fallu trouver ces ressources en dehors des frontières.

- **Ouverture tous azimuts, trois « non » et internationalisation des conflits**

Afin de sortir du marasme économique, le pays doit se faire attractif pour les capitaux frais venus de l'étranger. Les premiers actes marquants furent les suivants : d'une part, la réconciliation avec Washington (normalisation des rapports en 1995) puis avec Pékin (normalisation en 1991) et, d'autre part, l'adhésion à toutes institutions internationales économiques susceptibles de favoriser la modernisation de l'économie (entrée dans l'OMC et le FMI en 2005). L'activité diplomatique est une cheville ouvrière du développement économique vietnamien³⁸⁵.

Pour autant, ne souhaitant pas être entraînée dans un conflit qui pourrait nuire à son image ou perturber l'activité économique, cette ouverture diplomatique ne franchit jamais ces deux lignes jaunes. De la même façon, chaque prise de parole vietnamienne sur la scène internationale se fait dans le sens du respect du droit international et de l'effort de paix mais en soutenant le droit à l'autodéfense.

De cette façon, trois « non » ont été déterminés dans la conduite des affaires diplomatiques : non à toute base étrangère sur le sol vietnamien, 2) à toute association et 3) à toute alliance ciblant un pays en particulier.

³⁸⁵ Cette dynamique diplomatique vietnamienne reste aujourd'hui encore notable étant donné sa vitalité et le nombre de traités internationaux majeurs signés.

Sur ces deux bases, la stratégie vietnamienne consiste à internationaliser les conflits qui pourraient s'imposer au pays afin de ne jamais se retrouver au pied du mur ou isolé.

Tactique : « le pragmatisme doctrinal »

La mise en œuvre de cette stratégie a nécessité des adaptations tactiques au gré des conditions, montrant en cela le pragmatisme du Peuple vietnamien et de ses dirigeants.

- **La « Pensée Ho Chi Minh »**

Ayant légué un héritage universel et intemporel dans sa lutte pour la Libération et l'Unité nationale, le Président Ho Chi Minh nous guide aujourd'hui encore dans notre lutte pour l'indépendance économique de la Patrie. En restant concentré sur notre objectif avec la foi dans le triomphe du Peuple vietnamien, nous saurons trouver toutes les adaptations et compromis qu'il dut trouver en son temps pour parvenir à la victoire finale.

- **Le placement « Chine+1 »**

La distribution des cartes économiques est telle que le Vietnam jouit d'avantages comparatifs similaires à la République Populaire de Chine, à cela près que, contrairement à Pékin, le gouvernement vietnamien s'est toujours refusé à utiliser la force ou à menacer de l'utiliser dans les relations internationales³⁸⁶. La création de ce type de rapport de force et de pression peut amener à des mesures de rétorsion économique envers les intérêts chinois, entraînant un retrait de capitaux et des délocalisations que le Vietnam se doit de capter de façon optimale par tous les moyens opportuns.

³⁸⁶ Ce point est quasiment considéré comme le quatrième « non » de la doctrine diplomatique vietnamienne.

Les armes pour mener à bien la guérilla

1. Une main d'œuvre nombreuse (57% des 98 millions de Vietnamiens, soit environ 55 millions³⁸⁷) et bon marché au regard des autres avantages que présente le pays³⁸⁸.
2. Un environnement socio-économique stable et pacifique permettant l'attractivité des capitaux, personnels et technologies nécessaires à tout type d'activité économique. Cet aspect a notamment été optimisé par la création de zones franches à obligations administratives et fiscales allégées.
3. Un potentiel agricole incomparable et apte à évoluer vers des activités de transformation à plus forte valeur ajoutée³⁸⁹.
4. Une image particulière à l'étranger : de par ses victoires passées, sa culture (gastronomie, arts et mode notamment) et la beauté de ses paysages, le Vietnam a d'une façon ou d'une autre laissé une empreinte dans l'esprit de ses « amis internationaux », un avantage de « *soft power* » dont ne jouissent pas ses concurrents dans l'attrait des capitaux.
5. La diaspora : dans une politique de la main tendue, le gouvernement a invité tous les Vietnamiens ou descendants de Vietnamiens résidents (*Việt Kiều*) à participer à l'édification de la Patrie, ramenant capitaux et matière grise au pays³⁹⁰.

³⁸⁷ "Labour market in Vietnam: a global overview", Source of Asia, publié le 07 octobre 2022.

³⁸⁸ "Looking for low-cost labour", Economist Intelligence, le 27 décembre 2018 <https://country.eiu.com/article.aspx?articleid=307495614>.

³⁸⁹ En plus de bénéficier de deux plaines rizicoles particulièrement fertiles lui permettant de se placer dans les premiers rangs des exportateurs de riz au niveau mondial, le Vietnam jouit d'un climat tempéré sur les hauts-plateaux du Centre permettant une agriculture maraichère d'une grande diversité. Plusieurs produits agricoles introduits durant la colonisation représentent également une manne non négligeable (café et hévéa notamment). Pour une vue d'ensemble sur le processus de montée en gamme du secteur agricole vietnamien, voir : "Transforming vietnamese agriculture: gaining more from less", Hong Duc publishing House, publié en avril 2016, disponible sur : <https://openknowledge.worldbank.org/entities/publication/d602ec83-a4b6-5792-a7a6-78ad9a21a960>.

³⁹⁰ Bien que datée en termes de statistiques, la meilleure analyse des apports de la diaspora vietnamienne reste la suivante : Andrew T. Pham, "The returning diaspora: analyzing overseas Vietnamese (Viet Kieu) contribution toward Vietnam's economic growth", DEPOCEN Working Paper Series, publié le 27 novembre 2010.

Les champs de bataille pour la guérilla

Les batailles pour la prospérité économique du Vietnam se déroulent à trois niveaux :

- **Au niveau national**

1. **La lutte contre la corruption**³⁹¹ : à la fois source d'inefficacité économique et de mécontentement populaire, la corruption fut, est et sera l'un des principaux obstacles à la pleine performance économique du pays³⁹².
2. **La stabilisation politique** : du fait du caractère récent de la réforme économique vietnamienne, des insuffisances en infrastructures logistiques et de la concentration des richesses dans les centres urbains ou dans les zones franches, certaines franges de la population demeurent pauvres malgré l'amélioration de leur situation. Par ailleurs, les réactionnaires du Viet Tan³⁹³ mènent de constantes campagnes de diffamation à l'encontre du gouvernement en l'accusant de connivence avec les intérêts chinois sur la base d'une idéologie commune. Certains parmi la population, dans un élan patriotique, en viennent à l'action directe contre le Parti et ses représentants.
3. **La création d'infrastructures** : la destruction amenée par les guerres sur le sol vietnamien associée aux années de vache maigre, classe le Vietnam dans la

Disponible sur : <https://apmigration.ilo.org/resources/the-returning-diaspora-analyzing-overseas-vietnamese-viet-kieu-contributions-toward-vietnam2019s-economic-growth>.

³⁹¹ Selon l'ONG *Transparency Watch*, le Vietnam se classe à la 87e place mondiale (sur 180) selon l'indice de perception de la corruption, outil permettant de mesurer à quel point le public est exposé à la corruption dans le secteur public d'un pays.

³⁹² La prédation des autorités entraîne une perte sèche pour la population et enraie le développement économique. Elle mine également la légitimité du Parti aux yeux de la population et des partenaires. Du fait de l'instabilité instaurée par la pratique systématique de la corruption, certains investisseurs y regardent à deux fois avant de placer des capitaux dans le pays, un changement de fonctionnaire engendrant la nécessité de payer à nouveau un pot-de-vin. Voir notamment : <https://asia.nikkei.com/Opinion/Endemic-corruption-and-policy-impasses-are-holding-Vietnam-back>. Sur les effets plus généraux de la corruption voir : <https://www.imf.org/EXTERNAL/PUBS/FT/ISSUES6/INDEX.HTM>.

³⁹³ De son nom complet *Việt Nam Canh Tân Cách Mạng Đảng* (Front national uni de libération du Viet Nam), le Viet Tan fut un réseau mondial clandestin constitué en 1980 par d'anciens officiers du Sud-Vietnam afin de lutter contre le gouvernement communiste. Prônant d'abord l'action directe, l'organisation est sortie de la clandestinité en 2004 et souhaite établir le pluralisme démocratique au Vietnam par des moyens pacifiques.

catégorie des pays sous-dotés en infrastructures de toutes sortes. L'aménagement du territoire est un enjeu autant pour les performances du pays – et ce, d'autant plus que son économie est tournée vers l'export, requérant donc une logistique particulièrement développée - que pour le rayonnement de la richesse créée sur l'ensemble du territoire.

4. **Les réformes législatives** : si la plupart des réformes nécessaires à l'attraction des capitaux privés et à la bonne marche d'une économie de marché (liberté d'entreprendre, liberté contractuelle, etc...) ont été menées assez rapidement après le Renouveau, certaines plus complexes doivent encore être menées pour libérer à terme le plein potentiel du pays³⁹⁴.

- **Au niveau régional**

Sur le plan régional, l'ASEAN est sans doute la meilleure caisse de résonance possible pour l'expression de la position vietnamienne sur le plan diplomatique. Il faut donc y multiplier les interventions allant dans le sens d'une intégration régionale plus poussée dans le respect des souverainetés de chaque pays³⁹⁵.

- **Au niveau international : l'équilibre entre Pékin et Washington**

L'essentiel de l'activité économique extérieure doit se déployer dans le sens d'une diversification des opportunités visant à échapper aux deux principaux écueils du modèle économique vietnamien tourné vers l'exportation : 1) la dépendance aux matières premières chinoises et 2) la dépendance à la consommation américaine. La défaillance de l'une de ses deux composantes s'avérerait critique pour le système économique vietnamien. Trouver d'autres fournisseurs et d'autres débouchés en gardant le même niveau de compétitivité est à ce titre une tâche cruciale. Cela passe à la fois par la

³⁹⁴ On pourra notamment citer les réformes concernant la propriété foncière et celles concernant le désengagement progressif de l'État dans certains secteurs économiques où il a conservé le monopole.

³⁹⁵ Le gouvernement vietnamien est aujourd'hui le plus fervent supporter d'une intégration régionale plus profonde après y avoir été hostile car synonyme d'atteinte à la souveraineté. Sophie Boisseau du Rocher, Le Vietnam et l'ASEAN : dépasser la stratégie utilitaire, Hérodote n°157, *Les enjeux géopolitiques du Vietnam*, 2e trimestre 2015, p.58

multiplication des accords de libre-échange mais aussi par la coopération avec les institutions internationales.

RETEX des batailles passées³⁹⁶

- **La guérilla vietnamienne dans le cadre de la guerre commerciale sino-américaine**

La guerre commerciale déclenchée par le Président américain Donald TRUMP contre la Chine en 2018 reste sans doute le meilleur exemple de l'efficacité et de la justesse de la position vietnamienne, puisque le pays fut l'un des grands gagnants de cette affaire. Beaucoup de fabricants établis en Chine et désirant échapper aux nouvelles restrictions américaines délocalisèrent tout ou partie de leur production vers le Vietnam qui offrait les mêmes garanties d'efficacité, mais sans les inconvénients chinois³⁹⁷.

- **La gestion des conséquences économiques de la crise du coronavirus**

La pandémie mondiale de Covid-19 montre les capacités d'adaptation du Vietnam afin de sauvegarder sa prospérité économique en temps difficiles. En effet, les divers confinements à l'échelle mondiale provoquèrent à la fois des dérèglements dans les chaînes de production ainsi que dans les chaînes d'approvisionnement. Pour autant, associant une politique de communication et de transparence avec la population ainsi qu'un interventionnisme étatique pour la sauvegarde de l'économie, le Vietnam fut le seul pays à ne pas connaître la récession durant l'année 2020, alors que tous les pays de la région affichaient des statistiques dans le rouge³⁹⁸. Demeure le fait que les nuages s'amoncellent dans le ciel économique vietnamien avec la rétractation de la demande en

³⁹⁶ Acronyme militaire signifiant « Retour d'expérience ».

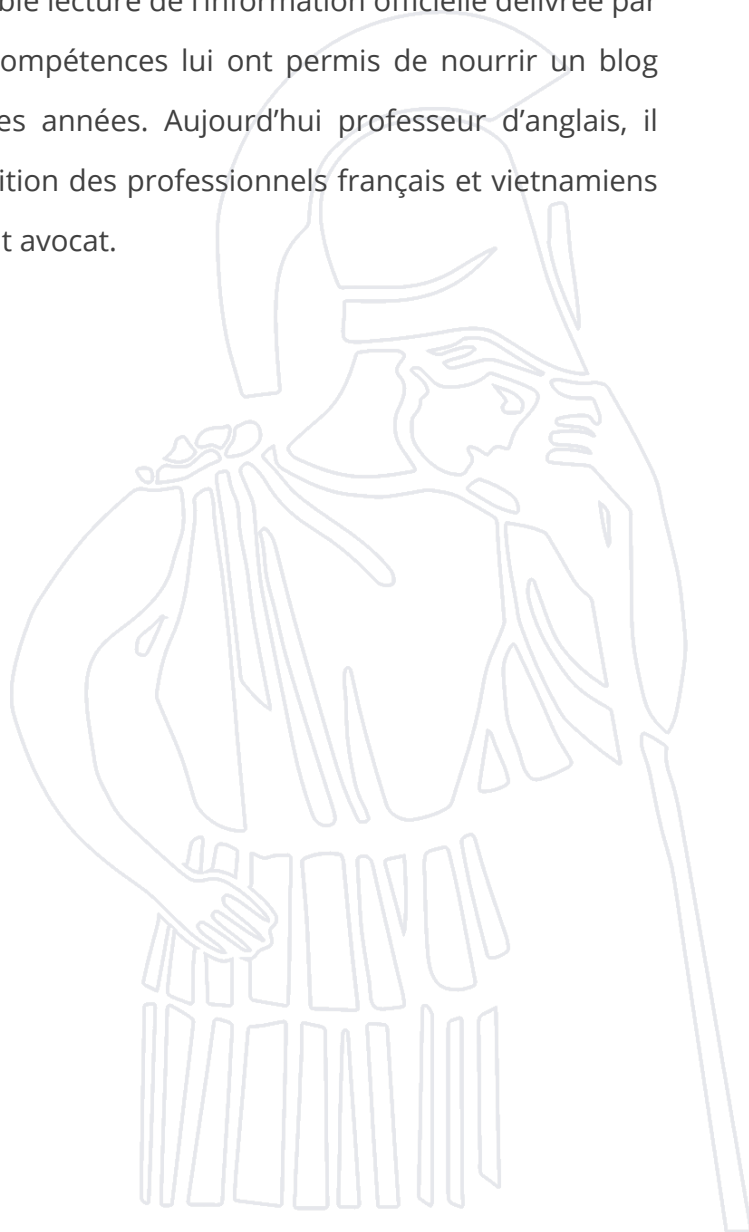
³⁹⁷ A ce sujet, lire notamment : Euihyun Kwon, *The US-China Trade War: Vietnam Emerges as the Greatest Winner*, Journal of Indo-Pacific Affairs, Air University Press, 1er août 2022, disponible sur : <https://www.airuniversity.af.edu/JIPA/Display/Article/3111127/the-uschina-trade-war-vietnam-emerges-as-the-greatest-winner/>.

³⁹⁸ Jean-Phillipe EGLINGER, « Vietnam : les autorités face aux enjeux économiques et sociaux de l'après Covid. », AsiaCentre, publié le 24 avril 2020.

Occident et l'impossibilité pour la consommation interne d'absorber la production nationale.

À PROPOS DE L'AUTEUR

Expatrié cinq ans au Vietnam à la suite de son cursus juridique, **Rémy BARAIZE** a pu entrevoir et étudier de nombreuses facettes de la société vietnamienne pour en comprendre les rouages. Ayant travaillé pour l'agence vietnamienne d'information, il a su également aiguïser ses capacités de double lecture de l'information officielle délivrée par le Parti Communiste Vietnamien. Ces compétences lui ont permis de nourrir un blog (vinageo.com) durant ces cinq dernières années. Aujourd'hui professeur d'anglais, il compte prochainement mettre à disposition des professionnels français et vietnamiens ses connaissances à ce sujet en devenant avocat.



La France, une puissance de l'Indopacifique en quête d'influence économique en Asie

Nathan RABÉ

Introduction

Plus que par les discours qui y sont prononcés et les décisions qui y sont prises, les forums intergouvernementaux constituent des moments opportuns pour mesurer les tendances idéologiques, politiques et économiques qui prévalent dans les instances globales. Ce constat est d'autant plus vrai à l'échelle diplomatique, où ces rencontres sont bien souvent un indicateur subtil mais marquant de l'état des coopérations et des ententes entre partenaires internationaux. Partant de ce postulat, la présence du Président Emmanuel MACRON au vingt-neuvième sommet de l' « Asia-Pacific Economic Cooperation » (APEC), le 18 novembre dernier³⁹⁹, n'avait évidemment rien d'anodin. Conviée à Bangkok en tant qu'invitée, la France s'est vu accorder une prise de parole officielle, faisant d'elle le tout premier pays européen⁴⁰⁰ à participer activement à ce grand forum régional annuel consacré à la coopération économique et au libre-échange en Asie⁴⁰¹. Le discours du chef de l'État a d'ailleurs laissé transparaître une ambition claire poursuivie par les cercles décisionnels français : faire de la France un acteur économique de premier plan dans l'Indopacifique, en promouvant notamment une logique d' « équilibre » dans cette «

³⁹⁹ ALLAIN, Xavier, GALLICHER, Bertrand. « Sommet de l'Apec : pourquoi la zone indo-pacifique est-elle devenue un axe prioritaire de la politique étrangère de la France ? », *franceinfo*, 17/11/2022. Disponible sur : [Sommet de l'Apec : pourquoi la zone indo-pacifique est-elle devenue un axe prioritaire de la politique étrangère de la France ? \(francetvinfo.fr\)](#).

⁴⁰⁰ RFI. « Sommet de l'Apec à Bangkok : Emmanuel Macron plaide pour une «troisième voie» et la stratégie indo-pacifique de la France. » RFI, 18/11/2022, Disponible sur : [Sommet de l'Apec à Bangkok: Emmanuel Macron plaide pour une «troisième voie» et la stratégie indo-pacifique de la France.](#)

⁴⁰¹ APEC. « What is APEC? », 2023, APEC. Disponible sur : [What is APEC?](#).

matrice de la mondialisation »⁴⁰². En soi, cette intervention s'inscrit dans une succession de rencontres officielles et d'entrevues entreprises le même mois par la diplomatie française dans la région, commencée à Bali lors du G20⁴⁰³ et conclue par la visite du ministre des Armées Sébastien LECORNU à New Delhi⁴⁰⁴. Pour autant, la présence française au sommet de l'APEC peut interroger. C'est d'ailleurs par-là que le dirigeant français a souhaité débiter son intervention : « Pourquoi un Président français participe à un sommet de l'APEC ? ». Sans doute peut-on y voir le témoin tangible d'une réalité souvent mise de côté dans les relations internationales : la diplomatie n'est pas qu'une affaire de politique ; elle est aussi, et surtout, dictée par des principes et des logiques rigoureusement économiques. À cet égard, la France dispose-t-elle des clés et des leviers d'influence suffisants pour défendre ses intérêts et prérogatives économiques dans l'Indopacifique ?

La problématique économique est devenue, à n'en point douter, un enjeu prééminent pour le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) au cours des dernières décennies. L'administration défend aujourd'hui une posture d'engagement et d'investissements massifs et assumés dans certaines zones du globe considérées comme attractives et engageantes. Dans cette optique, le ministère a choisi de se doter, en 2019, d'un organe alloué à ces questions de premier ordre, à savoir la Direction de la Diplomatie Économique⁴⁰⁵. Elle est en soi l'instrument privilégié du MEAE pour déterminer, concrétiser et mettre en pratique la diplomatie économique de la France dans le monde

⁴⁰² MACRON, Emmanuel. « Discours du Président Emmanuel MACRON au Sommet de l'APEC », Élysée - Présidence de la République, 21/11/2022. Disponible sur : [Coopération économique de l'Asie-Pacifique : le discours du Président Emmanuel Macron à l'APEC. - YouTube](#).

⁴⁰³ France Diplomatie. « Les avancées du sommet du G20 de Bali (15 et 16 novembre 2022), Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Disponible sur : [Les avancées du sommet du G20 de Bali \(15-16.11.22\) - Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères \(diplomatie.gouv.fr\)](#).

⁴⁰⁴ Ministère des Armées. « Indopacifique : la France renforce sa présence aux avant-postes », Ministère des Armées, 29/11/2022. Disponible sur : [Indopacifique : la France renforce sa présence aux avant-postes | Ministère des Armées \(defense.gouv.fr\)](#).

⁴⁰⁵ France Diplomatie. « Les outils de la diplomatie économique », Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 20/01/2019. Disponible sur : [Les outils de la diplomatie économique - Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères](#).⁸ Business France. « Qui sommes-nous ? », Business France, 2023. Disponible sur : [Business France - Business France](#) ⁹ Atout France. « Atout France : Nos missions », Atout France, 2023. Disponible sur : [ATOUT FRANCE, OPÉRATEUR NATIONAL DU TOURISME \(atout-france.fr\)](#).

et renforcer son attractivité internationale. Du fait de son travail d'analyse, d'audit et de tutelle, elle œuvre ainsi rendre plus cohérent et influent le tissu d'entreprises françaises déployées à l'étranger. Pour ce faire, elle assure la tutelle d'« opérateurs » de diplomatie économique, à l'instar de Business France et d'Atout France, respectivement chargés du « développement international des entreprises françaises, des investissements [...] et de la promotion économique de la France » et de favoriser la « compétitivité et l'attractivité de la destination France » d'un point de vue touristique. Parallèlement à cela, cette diplomatie économique est également active dans deux sous-domaines tout aussi déterminants : la « sécurité-défense » et les « réseaux de coopération culturelle, scientifique et technique ». Dans les deux cas, le ministère déploie un panel particulièrement large d'outils visant à ancrer sur le temps long la présence économique française à l'international. C'est là toute l'ambition poursuivie par la Direction de la Coopération de la Sécurité et de la Défense (DCSD) et les établissements académiques et culturels français, qu'il s'agisse d'instituts, de structures d'enseignement ou de pôles responsables des coopérations économiques avec les entreprises étrangères dans la perspective d'accord de recherche & développement (R&D) ou de *joint-ventures*.⁴⁰⁶

La définition de la diplomatie économique variant selon les États, il paraissait nécessaire de dresser ce préalable pour comprendre concrètement l'engagement de la France dans cette zone devenue prééminente dans les esprits, l'Indopacifique. En tant que tel, ce désir et cette volonté de projection dans cette aire sont difficilement contestables. Des côtes orientales et méridionales de l'Afrique jusqu'aux îles du Pacifique, cette vaste étendue géographique s'est imposée comme une zone d'attractivité et d'opportunités de premier choix pour la diplomatie économique française, autant en matière de commerce extérieur que d'investissements ou d'export. La *Stratégie de la France dans l'Indopacifique* du MEAE souligne sur ce point le dynamisme notable de la région, concentrant « 36% de la richesse mondiale actuelle »⁴⁰⁷, et ce malgré les trois grands chocs récents vécus par l'économie

⁴⁰⁶ France Diplomatie. « Les outils de la diplomatie économique », Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 20/01/2019. Disponible sur : [Les outils de la diplomatie économique - Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères](#).

⁴⁰⁷ France Diplomatie. « La stratégie de la France dans l'Indopacifique », Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 22/02/2022. Disponible sur : [La stratégie de la France dans l'Indopacifique \(diplomatie.gouv.fr\)](#).

mondiale⁴⁰⁸. Les potentialités ouvertes par les marchés asiatiques sont aujourd'hui particulièrement engageantes : 14% de nos exportations nationales y sont destinées — ce chiffre monte à 30% si l'on se rattache à l'échelle européenne — et nous faisons venir 19% de nos biens de cet espace⁴⁰⁹. À cet égard, la République Populaire de Chine représente un interlocuteur absolument essentiel pour notre commerce extérieur puisqu'elle n'est autre que notre deuxième partenaire commercial, toutes nations confondues⁴¹⁰. Premier client et premier fournisseur de la région, la Chine englobe à elle-seule 36,75% des exportations sur toute la zone⁴¹¹. Le Sénat a d'ailleurs pu noter les débouchés significatifs de l'industrie chimique, de la parfumerie et cosmétique française vers la Chine qui, en dépit de la pandémie, a connu une hausse de 29% de ses exportations et vu son « solde sectoriel bilatéral » atteindre près de 400 millions d'euros⁴¹². Parallèlement, la France continue d'être un pays attractif pour les États indopacifiques puisque près de 7,5 millions de personnes issues d'Asie et d'Océanie ont décidé de s'y rendre sur la seule année 2018. Néanmoins, elle se projette aussi économiquement sur le continent puisque plusieurs milliards d'euros sont investis chaque année dans des initiatives de toute nature. Par le biais de ses opérateurs et de la Direction générale du Trésor, la France a pu consentir un grand nombre de prêts à diverses banques régionales de développement et à une pluralité d'États de la zone, insulaires ou non. L'Indopacifique rassemble ainsi à lui-seul 12% des engagements financiers totaux du Trésor sur la décennie passée⁴¹³. Par ailleurs, l'État finance des

⁴⁰⁸ PORTARRIEU, Jean-François. « Commerce Extérieur et Diplomatie Économique », Avis de l'Assemblée nationale, Assemblée nationale, Tome VI, N°273. Disponible sur : [Commerce extérieur et diplomatie économique](#).

⁴⁰⁹ France Diplomatie. « Les outils de la diplomatie économique », Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 20/01/2019. Disponible sur : [Les outils de la diplomatie économique - Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères](#).

⁴¹⁰ France Diplomatie, « Fiche Pays - Repères économiques : Chine », Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, Direction de la Diplomatie Économique, 10/2022. Disponible sur : [Fiches pays \(diplomatie.gouv.fr\)](#).

⁴¹¹ PERRIN, Cédric et al. « La stratégie française pour l'Indopacifique : des ambitions à la réalité. », Sénat, Rapport d'information n°285, 25/01/2023, Disponible sur : [La stratégie française pour l'Indopacifique : des ambitions à la réalité](#).

⁴¹² France Diplomatie. « La stratégie de la France dans l'Indopacifique », Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 22/02/2022. Disponible sur : [La stratégie de la France dans l'Indopacifique \(diplomatie.gouv.fr\)](#).

⁴¹³ Ibid.

projets infrastructurels de grande envergure, notamment dans la connectivité et l'énergie. 335 millions d'euros de prêts ont par exemple été concédés au gouvernement vietnamien pour participer à la construction de la ligne 3 du métro de Hanoï, tandis que six laiteries ont pu voir le jour grâce à des investissements publics au Sri Lanka. Aux côtés de l'Inde, la France est également à l'origine de l'Alliance solaire internationale, une initiative conjointe visant à permettre le financement, à l'échelle internationale, d'infrastructures liées à l'énergie solaire⁴¹⁴. C'est d'ailleurs par ce prisme technologique et scientifique que la France a su faire naître des partenariats économiques influents. Si celle-ci a affiché son ambition de renforcer sa présence académique dans toute la zone, c'est avant tout dans la recherche et la coopération scientifique qu'elle dispose du levier le plus impactant. Ces projets communs sont déterminants pour la diplomatie économique française dans la mesure où ils participent directement à l'influence et au *soft power* du ministère à l'échelle globale⁴¹⁵. La France s'est ainsi illustrée dans plusieurs domaines qu'elle juge stratégiques pour l'avenir. C'est le cas notamment de la cybersécurité, où la signature, dès 2019, d'un partenariat privilégié entre l'ANSSI et l'Inde⁴¹⁶ a formalisé l'ambition du pays en matière de lutte contre la cybercriminalité globale. La sécurité environnementale est également perçue comme des champs d'action de prédilection de la diplomatie économique dans les différentes stratégies ministérielles. Dans la mesure où près de 90% du commerce international passe désormais par les mers et les océans, la protection des routes maritimes est devenue une priorité du droit international et un point sur lequel la France a souhaité s'impliquer durablement, encore une fois par le biais de ses opérateurs⁴¹⁷. En matière de sûreté maritime, Expertise France s'est ainsi vue chargée de la mise en

⁴¹⁴ France Diplomatie. « L'Alliance solaire internationale (ASI) », Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 11/10. Disponible sur : [L'Alliance solaire internationale \(ASI\) - Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères \(diplomatie.gouv.fr\)](#).

⁴¹⁵YUEH, Linda. « Economic Diplomacy in the 21st Century: Principles and Challenges. », *Medium*, LSE IDEAS, London School of Economics, 22/08/2017. Disponible sur : [Economic Diplomacy in the 21st Century: Principles and Challenges | by LSE IDEAS](#).

⁴¹⁶ ANSSI. « L'ANSSI et l'Inde renforcent leur coopération en matière de cybersécurité », Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information, 08/2019. Disponible sur : [L'ANSSI et l'Inde renforcent leur coopération en matière de cybersécurité | Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information](#).

⁴¹⁷ Expertise France, « Indo-Pacific: technical cooperation to operationalise France's strategy. », Expertise France, 22/02/2022. Disponible sur : [Indo-Pacific: technical cooperation to operationalise France's strategy](#).

application de l'initiative CRIMARIO dans l'océan Indien⁴¹⁸. Le MEAE a fait savoir sa volonté, lors du Forum ministériel pour la coopération dans l'Indopacifique du 22 février 2022, d'ancrer davantage sa participation au programme ESIWA (*Enhancing Security Cooperation In and With Asia*), portant là encore sur la sécurité maritime⁴¹⁹. On pourrait enfin insister sur l'effort entrepris par le pays pour renforcer la capacité des États insulaires du Pacifique à détecter les catastrophes naturelles grâce au financement de l'initiative CREWS⁴²⁰. Quoiqu'il en soit, consciente de l'enjeu que représente l'Indopacifique pour son économie et ses ressortissants, la France a fait de cette région un lieu d'engagement de premier plan.

Néanmoins, il convient d'être lucide sur la réalité matérielle de cet engagement. Les chiffres donnés précédemment témoignent d'une réalité tangible : ils transcrivent une véritable capacité d'action, d'influence et de projection de la diplomatie économique française sur toute la région indopacifique. Les efforts d'investissements directs à l'étranger (IDE) dans des pays comme la Chine, le Japon ou Singapour sont un indicateur plus que concret de la volonté d'implication de la France dans cette partie du monde. Ne serait-ce que sur l'année 2021, 32 milliards d'euros ont été investis d'IDE dans l'économie chinoise, 17 en ce qui concerne le Japon et 12 pour Singapour. Pour autant, ces chiffres n'ont de sens que si on les projette dans une échelle qui leur est relative. En faisant cela, l'interprétation des données avancées par les différents ministères reflète une réalité bien plus contrastée et nuancée de l'influence économique française en Asie. C'est en soi l'un des points saillants soulevés dans le rapport récent du Sénat sur la question⁴²¹ : « *Malgré l'intérêt stratégique que représente la région pour la France, elle n'y occupe qu'une place*

⁴¹⁸ Ibid.

⁴¹⁹ France Diplomatie. « Forum ministériel pour la coopération dans l'Indopacifique (Paris, 22 février 2022) », Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 02/2022. Disponible sur : [Forum ministériel pour la coopération dans l'Indopacifique \(Paris, 22.02.22\) - Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères \(diplomatie.gouv.fr\)](#).

⁴²⁰ France Diplomatie. « CREWS : alerter précocement les populations des catastrophes climatiques », Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 10/2021. Disponible sur : [CREWS : alerter précocement les populations des catastrophes climatiques - Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères \(diplomatie.gouv.fr\)](#).

⁴²¹ PERRIN, Cédric et al. « La stratégie française pour l'Indopacifique : des ambitions à la réalité. », Sénat, Rapport d'information n°285, 25/01/2023, Disponible sur : [La stratégie française pour l'Indopacifique : des ambitions à la réalité.](#)

relative par rapport aux autres pays présents dans la zone ». Pour étayer leur propos, les rapporteurs ont ainsi avancé plusieurs chiffres plutôt explicites sur l'impact financier effectif de la France dans cet espace. Ainsi, en termes de parts de marché, elle ne représentait qu'1,1% des parts de marché indiens, 1,0% en ce qui concerne l'Indonésie et 0,6% du marché vietnamien. Face à elle se dresse la primauté écrasante de l'économie chinoise, dominante sur la plupart des économies régionales : là où les États-Unis parviennent difficilement à concentrer 5,2% des parts de marché vietnamiennes, la Chine en concentre 15,6%. Quand la France détient 0,8% du marché malaisien, la Chine en possède 18,6%⁴²². Cet écart est plus qu'évident ici à l'aune du cas chinois, qui, par exemple, n'est que le 20ème pays investisseur en France⁴²³. Cependant, l'étude insiste sur la longueur d'avance que les partenaires stratégiques de la France ont dans cette région d'un point de vue économique. L'Allemagne, qui ne détient aucun territoire dans cette partie du monde, devance la France dans l'ensemble des pays pris en compte. Elle détient par exemple trois fois plus de parts que la France sur le marché indien. Ces données datant de 2020, il serait sans doute intéressant de les réactualiser au vu des bouleversements causés par les événements des trois dernières années. Malgré tout, ces constatations forcent à une réflexion de fond sur la réalité de la présence économique française sur le terrain. Sur ce point, le rapport de l'Assemblée nationale invite à une certaine prudence en considérant d'autres facteurs que la seule balance commerciale, au profit d'autres indicateurs comme la balance courante. Ces indicateurs semblent plus à même de dépeindre avec finesse la vitalité réelle de nos échanges à l'international. Cependant, il n'en reste pas moins qu'en dépit de ses attentes et de ses ambitions, la France dispose, pour le moment du moins, d'une assise économique finalement marginale dans l'Indopacifique, et plus spécifiquement en Asie. Si elle est un partenaire fiable et apprécié par certains États comme l'Indonésie, comme en témoignent l'accord de vente récent de quarante-deux Rafale, sa marge de manœuvre effective reste, dans les

⁴²² Ibid.

⁴²³ France Diplomatie, « Fiche Pays - Repères économiques : Chine », Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, Direction de la Diplomatie Économique, 10/2022. Disponible sur : Fiches pays (diplomatie.gouv.fr).

faits, relativement limitée. Et la rupture des contrats de sous-marins avec l'administration australienne n'a fait que révéler cette fragilité.

Mais peut-être est-ce finalement là tout l'intérêt de ce cheminement de pensée. En tant que telle, la diplomatie économique est-elle un pan si essentiel au parachèvement de la stratégie française dans l'Indopacifique ? Comprendre la doctrine française dans cette partie du monde implique de s'interroger sur les raisons de l'existence-même de cette stratégie et d'étudier les versants de cette même vision dans d'autres États, en particulier européens. Lors de son allocution du 18 novembre dernier à l'APEC, le président Emmanuel MACRON a tenu à rappeler un fait marquant : « [...] la France n'est pas uniquement, bien évidemment, un pays européen, mais également un pays de l'Indopacifique »⁴²⁴. C'est également une considération que l'on retrouve dans les premières lignes de *La stratégie de la France dans l'Indopacifique* où, là encore, la France est présentée comme un « Pays de l'Indopacifique à part entière ». Ce point, possiblement anodin en apparence, est pourtant capital pour comprendre la construction idéologique française de l'espace indopacifique. La France est le seul pays de l'Union européenne (UE) disposant de territoires dans la région. Près d'1,6 million de ses ressortissants y vivent et plus de 7 000 militaires y sont déployés au jour le jour. En outre, elle est aussi le seul État de l'UE à disposer d'un siège de membre permanent au Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations unies, ce qui a naturellement des conséquences dans la façon dont l'État envisage sa place sur la scène internationale. Du fait de cette posture, il n'est pas absurde de considérer que la France défende des intérêts davantage stratégiques et sécuritaires par rapport à d'autres de ses partenaires, comme l'Allemagne ou les Pays-Bas. Ces deux exemples illustrent d'ailleurs avec force la différence fondamentale qui sépare les intentions initiales de ces trois nations. Pays par essence tournés vers le commerce, sans attache territoriale dans la zone, leurs prérogatives divergent naturellement des intérêts français. Du fait de leurs besoins en exportations et des

⁴²⁴ PORTARRIEU, Jean-François. « Commerce Extérieur et Diplomatie Économique », *Avis de l'Assemblée nationale*, Assemblée nationale, Tome VI, N°273. Disponible sur : [Commerce extérieur et diplomatie économique](#).³⁰ MACRON, Emmanuel. « Discours du Président Emmanuel MACRON au Sommet de l'APEC », Élysée - Présidence de la République, 21/11/2022. Disponible sur : [Coopération économique de l'Asie-Pacifique : le discours du Président Emmanuel Macron à l'APEC](#). - YouTube.

débouchés commerciaux espérés, il est, semble-t-il, logique d'imaginer que l'Allemagne et les Pays-Bas adoptent une position beaucoup plus affirmée sur la problématique du libre-échange et du commerce⁴²⁵. Considérant tous deux l'Asie comme l'épicentre économique en devenir du monde, leur diplomatie économique respective s'est naturellement vu octroyer une place de choix dans leurs stratégies pour l'Indopacifique. À l'aune de ces observations, sans doute n'est-il pas absurde de considérer le modèle diplomatique français dans l'Indopacifique comme singulier et atypique par rapport à celui de ses partenaires. Plus qu'à travers les échanges, la France entend agir au nom de principes qui correspondent à sa réalité politique et économique. Aussi peut-on en trouver en cela les racines de son engagement dans des projets d'aides humanitaires, d'aides au développement et de lutte active contre le dérèglement climatique. À cet égard, la France est indéniablement une « puissance d'initiatives »⁴²⁶. Les exemples soulignant son implication auprès des populations du Pacifique et de l'océan Indien ne manquent pas. Sa participation à FRANZ, activé lors de l'éruption volcanique ayant affecté le Royaume des Tonga en février 2022⁴²⁷, à l'initiative Kiwa, gérée directement par l'Agence Française de Développement (AFD)⁴²⁸ ou le projet Varuna, là aussi financé par l'AFD sont autant de cas montrant avec force la richesse du panel diplomatique français dans la région. Ces initiatives répondent explicitement à des enjeux économiques et sont un reflet concret de la volonté d'engagement et d'influence de la France dans ce pan du monde.

⁴²⁵ WACKER, Gudrun. « The Indo-Pacific concepts of France, Germany and the Netherlands in comparison: Implications and Challenges for the EU ». *Policy Briefs*, N°19, European University Institute, Global Governance Programme, Robert Schuman Centre, EU-Asia Project, [Europe in the World], 05/2021. Disponible sur : [The Indo-Pacific concepts of France, Germany and the Netherlands in comparison : implications and challenges for the EU \(eui.eu\)](https://www.eui.eu/Policy-Briefs/Indo-Pacific-concepts-of-France-Germany-and-the-Netherlands-in-comparison-implications-and-challenges-for-the-EU/).

⁴²⁶ BONDAZ, Antoine. « La France, une puissance d'initiatives en Indo-Pacifique », *Fondation pour la recherche stratégique*, Note N°37, 15/10/2022. Disponible sur : [La France, une puissance d'initiatives en Indo-Pacifique :: Note de la FRS :: Fondation pour la Recherche Stratégique :: FRS \(frstrategie.org\)](https://www.frstrategie.org/fr/la-france-une-puissance-d-initiatives-en-indo-pacifique).

⁴²⁷ France Diplomatie. « Aide humanitaire d'urgence aux Tonga - Communiqué conjoint des partenaires FRANZ (31 janvier 2022) », Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 31/01/2022. Disponible sur : [Aide humanitaire d'urgence aux Tonga - Communiqué conjoint des partenaires FRANZ \(31.01.22\) - Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères \(diplomatie.gouv.fr\)](https://diplomatie.gouv.fr/fr/actualites/actualites-2022/aide-humanitaire-d-urgence-aux-tonga-communique-conjoint-des-partenaires-franz-31-01-22).

⁴²⁸ AFD. « Initiative Kiwa », Agence Française de Développement, 08/2020. Disponible sur : [Initiative Kiwa | AFD - Agence Française de Développement](https://www.afd.fr/fr/initiative-kiwa).

Conclusion

Dans un continent chamboulé par la mondialisation et marqué chaque jour durant les antagonismes politiques et des velléités grandissantes, la France est confrontée à des enjeux. Dans ce contexte de tension latente et de mise en concurrence constante, son intégration économique à l'Indopacifique représente un vecteur et un levier de choix pour défendre ses intérêts. Elle reste néanmoins confrontée à une réalité implacable : malgré ses ambitions et les affirmations qu'elle entend porter fièrement, la France reste un acteur économique secondaire de l'Indopacifique. Consciente de ses fragilités et des responsabilités qu'elle doit défendre, notamment dans un contexte de rivalité sino-américaine acerbe, sans doute espère-t-elle s'imposer comme une « *troisième voie* ». Les projets qu'elle défend vont résolument dans ce sens et tentent de faire émerger un Indopacifique plus que jamais uni face aux menaces naturelles et transnationales. Aussi ambitieux soit-il, ce modèle reste une idylle, dans lequel la France continue de jouer un rôle pour le moment marginal. Pour autant, elle est, et reste, une figure prééminente de l'Indopacifique. Puissance d'équilibre pour certains, puissance d'initiatives pour d'autres, elle possède assurément toutes les cartes en main — et la diplomatie économique en fait partie — pour faire advenir sa vision stratégique sur cette partie si singulière du monde. Ce choix lui revient de droit et il en va de notre responsabilité, en tant qu'acteur individuel, de tenter d'œuvrer à cette réflexion.

À PROPOS DE L'AUTEUR

Nathan RABÉ est étudiant en Master I « Europe et Relations Internationales » à l'Institut d'Études Politiques de Sciences Po Saint-Germain-en-Laye et membre du comité Asie-Pacifique des Jeunes-IHEDN.

La diplomatie économique de la France au sein de l'ASEAN

Baptiste SALIS

Introduction

La diplomatie économique, autrefois peu formalisée et contestée, a désormais gagné ses lettres de noblesse dans les grandes enceintes internationales. Comme l'explique Laurence BADEL dans son article « Pour une histoire de la diplomatie économique de la France » dans la revue *Vingtième Siècle*, « Associer le diplomate et le marché ne présente plus aujourd'hui en France le caractère incongru qu'une telle liaison pouvait avoir il y a un siècle, tant il semble que s'opposaient alors deux mondes aux visions, aux pratiques et aux codes fort différents »⁴²⁹. Il est admis désormais que la puissance de la France et son rayonnement passent par l'efficacité de ses entreprises, l'exportation de ses produits, par la diffusion internationale de ses services et par sa capacité à nouer des partenariats économiques conséquents, nombreux et durables. Le Quai d'Orsay valorise donc la « diplomatie économique » de la France, ardemment défendue dès 1998 par le ministre des affaires étrangères Hubert VEDRINE⁴³⁰. Il n'existe pas de définition unanime, mais les mots de FABIOUS furent assez clairs, au moment de justifier le « pivot » français vers l'Asie : la diplomatie économique vise « à mettre les outils diplomatiques au service de l'économie » et « les leviers économiques au service de la politique étrangère »⁴³¹.

⁴²⁹ BADEL, Laurence. « Pour une histoire de la diplomatie économique de la France », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. n° 90, no. 2, 2006, pp. 169-185.

⁴³⁰ VEDRINE Hubert, « La France pratique la diplomatie économique sur tous les fronts », *La Tribune*, 27 avril 1998.

⁴³¹ FABIOUS, Laurent. *Déclaration de M. Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères, sur les relations entre la France, l'Europe et les pays asiatiques*, Jakarta, Indonésie [2 août 2013].

L'ASEAN, ou Association des Nations d'Asie du Sud-Est en français, est une zone en plein essor économique et démographique. À l'horizon 2050, la zone comptera 800 millions d'habitants, dont la moitié aura moins de 30 ans. Et d'ici dix ans, la classe moyenne aura doublé et concernera 125 millions de ménages. Conséquence : le taux d'équipement en biens de consommation augmentera. Créée en 1967, l'organisation, que l'on a souvent dit peu politique (depuis l'entrée des États communistes de l'ancienne Indochine, la raison d'être anticommuniste de l'organisation a disparue), peu efficace et ayant peu de pouvoir, a fini par devenir l'un des plus puissants moteurs de la croissance asiatique. D'autant plus que sa résilience financière constatée après la crise de 2008 est impressionnante, et il en va de même pour la crise du Covid-19, même si le choc sur les économies fut plus violent. Les économies des pays de la zone sont très diverses. Qu'il s'agisse d'économies composées d'une majorité de matières premières minérales (Brunei, Malaisie) et agricoles (Indonésie et pays les moins avancés que sont le Cambodge, le Laos et la Birmanie), ou dans le secteur des services et des nouvelles technologies (Singapour), où d'ailleurs la présence d'entreprises françaises est croissante. Les exportations de ces économies sont également spécialisées : dans le textile pour le Vietnam et le Cambodge, dans l'électronique la Malaisie, dans l'automobile pour la Thaïlande. Les disparités économiques sont très marquées. Le PIB par habitant de Singapour atteint quelque 55 000 dollars alors que celui de la Birmanie, du Cambodge ou encore du Laos demeure inférieur à 1 500 dollars⁴³². Sur place, la France s'appuie sur un important réseau régional de coopération économique en Asie du Sud-Est, avec 140 implantations d'opérateurs, de centres et d'instituts de recherche français, et la mobilisation de l'Agence française de développement qui a financé depuis 2010 plus de 170 projets représentant plus de 4 milliards d'euros. La France déploie le troisième réseau diplomatique au monde, un réseau diversifié et fonctionnel combinant des missions de chancellerie diplomatique, d'action économique, culturelle, et consulaire. Dans ce contexte, il s'agit de mettre notre outil diplomatique au service de l'économie française.

⁴³² - FERRO Coline, « Quelle place pour la France dans les relations économiques avec les pays de l'ASEAN ? », *Les Cahiers du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN*, Printemps 2016.

Mais nous verrons l'étendue de nos limites et de nos écueils stratégiques à travers l'histoire récente de notre diplomatie économique dans la zone. Comment s'assumer puissance d'équilibre avec un tel déficit sur notre balance commerciale ? En comptant si peu dans la part de marché des pays de l'ASEAN ?

Une diplomatie économique « en pointillés » ?

En décembre 2022, le Premier ministre cambodgien HUN Sen, alors Président de l'ASEAN, se rendit à l'Élysée et réaffirma, dans une déclaration conjointe, toute la sympathie qu'il portait à la France. Un moyen pour le Cambodge, acteur économique mineur au sein de l'ASEAN, de se placer comme un partenaire de choix pour la France dans la région, sans ressentiment anticolonial et sur un grand nombre de domaines : en premier lieu, essentiellement culturel, éducatif, de coopération scientifique et d'aide au développement. Mais un mois après la venue de HUN Sen à Paris, la visite du ministre délégué chargé du Commerce extérieur Olivier BECHT dans le pays avait pour ambition de renforcer la coopération économique, au service de l'Indopacifique. La France tient sa légitimité de la compétence de ses professionnels, et de son expertise, notamment dans les domaines de l'énergie ou du numérique, valeur ajoutée non négligeable pour des acteurs en développement. Prenons l'exemple du chantier mené par Vinci de la station d'eau potable de Bakheng à Phnom-Penh, financé en partie par l'agence française de développement et la Banque européenne d'investissements. De nouveaux partenariats sont en discussion avec le Cambodge, dans les secteurs ferroviaires et de mobilité urbaine. La rhétorique employée dans la collaboration avec le Cambodge désigne un « partenaire aux intérêts économiques convergents » mais avec « une histoire et des valeurs communes ». Cet ordre rhétorique, qui place les intérêts économiques premiers, n'a pas toujours été évident en Asie, et longtemps le Quai d'Orsay n'a pas souhaité assumer un rôle de lobbying trop poussé pour les entreprises françaises. Cette visite d'Olivier BECHT s'inscrit dans une prise de conscience plus large d'un manque de présence française dans l'ASEAN. C'est François GODEMENT qui évoque la politique asiatique de la

France comme une politique « en pointillés »⁴³³ sans cohérence d'ensemble ni inscription dans le long-terme. La France a certes une vague stratégie asiatique, du fait de notre longue présence dans la zone, du large déploiement de notre communauté française et de l'intérêt de nos entreprises qui, elles aussi, ont saisi le cœur d'une diplomatie économique, « chercher la croissance où elle se trouve ». Mais nous n'avons jamais donné de caractère politique à cette stratégie. La diplomatie de la France ne s'est pas, en effet, souvent concentrée sur l'Asie, et c'est tout le cœur du problème. Cette dernière a souvent été perçue comme un simple outil de positionnement international, un simple moyen d'affirmer la volonté française de favoriser un système international multipolaire en s'opposant aux velléités des États-Unis. Autrement les politiques européenne et africaine sont habituellement favorisées. On peut dire aussi que la diplomatie française est davantage pétrie de valeurs morales que de valeurs au sens économique du terme. Elle résonne mais s'incarne peu. Lors du Discours de Phnom Penh en 1966⁴³⁴, le Général Charles De GAULLE affirma que les combats qui ravageaient l'Indochine n'apportaient aucune issue et réitéra les avertissements à Washington sur l'escalade meurtrière en cours. Ainsi il traça une troisième voie, celle d'une France n'appartenant directement à aucun bloc, liée particulièrement au tiers-monde. Ce discours a marqué au Cambodge, mais il était alors distinct de toute approche économique : les grands discours de liberté d'un côté, le marché de l'autre. Pourtant les accords commerciaux entre la France et la Chine sous la présidence de Georges POMPIDOU permirent à la France de devenir en 1975 le sixième fournisseur chinois, grâce notamment à l'engrais chimique ou au textile. Mais il s'agissait là encore de partenariats momentanés, qui ne s'inscrivaient pas nécessairement dans une stratégie de long-terme et n'avaient pas de portée directement politique.

Comme nous l'avons vu, l'enjeu de la diplomatie économique s'est fait de plus en plus prégnant ces dernières années. Mais des déclarations conjointes, des visites et des partenariats ne suffisent pas toujours à s'engager sur le long-terme et à faciliter

⁴³³ GODEMENT François, « Une politique française pour l'Asie-Pacifique ? », *Politique étrangère*, Paris, Ifri, vol. 60, n° 4, hiver 1995.

⁴³⁴ DE GAULLE, Charles. *Discours de Phnom Penh*, Phnom Penh, Cambodge [1^{er} septembre 1966].

l'installation de nos entreprises. Il suffit de prendre l'exemple du quinquennat de Nicolas SARKOZY, dont la personnalité et la communication à l'échelle domestique ont nui à l'image qu'il entendait projeter. Son objectif « d'Asie élargie », non plus sino-centrée, clairement annoncé dans son *Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale* de 2008, aura eu un succès mitigé. Une part importante des déplacements réservés à l'Asie concernèrent la Chine, et la préoccupation de son administration pour la rationalité économique, poussèrent le Président à distinguer l'Asie « d'hier », l'ancienne Indochine, et celle de demain⁴³⁵, à savoir la Chine et l'Inde, grands émergents qui nécessitaient qu'on s'y attarde. On sait aujourd'hui que ce fut une grande erreur de négliger l'ASEAN, avec lequel nous ne sommes plus qu'un partenaire mineur. D'autant que même avec la Chine, le Président mena un activisme dispersé et sa politique manqua de cap. Son manque de culture sur la zone est critiqué, et sa politique très atlantiste et virulente entraîna un refroidissement des relations⁴³⁶ (avec la Chine en particulier, lors de sa rencontre avec le Dalai-Lama en 2008). Il ressort plus largement des autres pays de la zone « le sentiment de [n'avoir pas été] pris en compte par Paris »⁴³⁷. La diplomatie de Nicolas SARKOZY a enfin cédé à ce que l'on pourrait considérer comme deux « écueils », qui sont toujours deux penchants de la diplomatie française. D'abord, une fixation sur l'Afrique et une Asie mise au second plan. En effet lors de son *allocution à l'occasion de la conférence des ambassadeurs*⁴³⁸, le 27 août 2007, il confirme que l'Asie passe après d'autres dossiers « privilégiés ». Il annonce que « L'Afrique restera une priorité essentielle de notre politique étrangère et un axe central de la politique de coopération de l'Union européenne ». L'Asie – excepté l'Inde et la Chine – est trop lointaine, et cet éloignement « s'ajoute à une grande méconnaissance », selon ses propos rapportés dans le *Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale* de 2008. Cela dit, son administration sembla s'en accommoder par

⁴³⁵ GUILLARD Olivier. « L'Asie, grande négligée de la politique étrangère du président Sarkozy ? », *Revue internationale et stratégique*, vol. 77, no. 1, 2010, pp. 139-144.

⁴³⁶ TERRES, Hadrienne. « Le « pivot » français vers l'Asie : une ébauche déjà dépassée ? », *Politique étrangère*, no.1, 2016, pp. 177-188.

⁴³⁷ *Ibid.*

⁴³⁸ SARKOZY, Nicolas. *Allocution à l'occasion de la conférence des ambassadeurs*, Paris, France [27 août 2007]

fatalisme, à quelques exceptions notables, notamment le Kazakhstan, l'Indonésie et l'Australie. Les États-Unis, quant à eux, entameront leur « pivot » dans la région dès 2011. Ensuite, une concentration sur des enjeux non-économiques pour les pays les moins avancés, ou ne présentant pas à première vue d'intérêt majeur, avec lesquels une approche « esthétique », de coopération culturelle, de diffusion de l'image de la France, et d'appel au respect des droits de l'homme, est privilégiée. Ainsi de la déclaration conjointe de Nicolas SARKOZY et de Susilo Bambang YUDHOYONO, Président Indonésien, en 2011, une grande part du discours se concentre sur « l'État de Droit », la non-prolifération nucléaire, et le changement climatique. L'évocation de projets d'investissements n'arrive qu'à la fin, et se justifie au nom de la lutte contre la pauvreté. Un partenariat stratégique est signé, ce qui fait de l'Indonésie le premier pays de l'ASEAN à bénéficier d'une telle relation avec la France. Signé certes, mais sur quelles bases économiques réelles ? Ce rôle second accordé à l'Asie n'a pas empêché que 57 % de la croissance des exportations françaises entre 2006 et 2011 y soient réalisés. Cela dit beaucoup de la vitalité de la région même quand elle n'est pas au cœur des préoccupations de l'administration en place.

En comparaison, la présidence de François HOLLANDE tentera d'axer davantage sa politique sur l'Asie-Pacifique. Surtout avec Laurent FABIUS aux Affaires Étrangères, qui a pour ambition dès le début de son mandat d'engager un « pivot » français, pour être présent « là où se construit le monde de demain » (Discours au siège de l'ASEAN, Jakarta, 2 août 2013)⁴³⁹. Il s'agissait de diversifier les partenariats, une fois saisie l'importance croissante de la zone, en menant une politique plus modeste, plus réaliste, plus technique, moins dans les grands effets d'annonce. Cette nouvelle politique s'émancipe de la tradition sino-centrée de la diplomatie française et s'appuie sur une présence beaucoup plus forte dans le reste de l'Asie, et donc particulièrement dans l'ASEAN. Rapidement, des « représentants spéciaux » sont nommés pour l'Asie : Martine AUBRY pour la Chine, Paul HERMELIN, figure du parti socialiste et PDG de Capgemini, pour l'Inde ou encore Philippe VARIN, ancien PDG de PSA, auprès des pays de l'ASEAN. Une attention

⁴³⁹ TERRES, Hadrienne. « Le « pivot » français vers l'Asie : une ébauche déjà dépassée ? », *Politique étrangère*, no.1, 2016, pp. 177-188.

particulière est portée à l'Indonésie. Depuis 2007, l'Agence Française du Développement, bras armé financier de la politique diplomatique française pour le développement, est le deuxième bailleur de fonds bilatéral de l'Indonésie et intervient dans le domaine maritime et le soutien aux politiques publiques du pays. Le rapprochement entre les deux pays aboutira à la visite d'État de François HOLLANDE en mars 2017 et la signature d'une vingtaine d'accords économiques – touchant au secteur de l'énergie – et militaires. L'Indonésie est en effet le poids lourd de l'ASEAN. Sa population, qui pourrait atteindre 400 millions d'habitants d'ici 2050, constitue un marché à fort potentiel. Ajoutons que le pays représente désormais plus de 40% du PIB de l'ASEAN. Mais d'autres partenariats stratégiques ont également été signés avec Singapour, en 2012, et le Vietnam en 2013. Un tel partenariat stratégique repose sur trois piliers : un dialogue politico-militaire, une coopération militaire et une coopération dans le domaine de l'armement⁴⁴⁰. Diplomatie économique rime donc avec partenariat stratégique et militaire, et le rôle de la France en matière militaire – Membre permanent du conseil de sécurité de l'ONU disposant de l'arme nucléaire et 9e armée du monde – joue dans l'influence plus large qu'elle entend exercer. Bien que les enjeux purement stratégiques soient compris dans le cadre plus large de la diplomatie d'influence du Quai d'Orsay, Hadrienne TERRES rappelle que cette diversification dans l'appréhension de la région « a été saluée par les partenaires asiatiques de l'Hexagone » et que les partenariats stratégiques signés constituent « des canaux d'institutionnalisation des relations permettant l'ébauche d'une politique asiatique plus lisible et de long terme »⁴⁴¹.

Cependant, la France a-t-elle encore les moyens de ses ambitions ? À l'heure où la France revendique un pivot, et où Emmanuel MACRON s'assume « partenaire de développement » de l'ASEAN, comment justifier une présence si faible et sporadique ?

À son arrivée au pouvoir, Emmanuel MACRON a tout d'abord confirmé et approfondi la politique de pivot vers l'Indopacifique, entamée par son prédécesseur. D'abord sur le débat théorique autour de l'utilisation de la notion « d'Indopacifique ». La France est le

⁴⁴⁰ *Ibid.*

⁴⁴¹ TERRES, Hadrienne. « Le « pivot » français vers l'Asie : une ébauche déjà dépassée ? », *Politique étrangère*, no.1, 2016, pp. 177-188

premier pays d'Europe à se rallier à ce cadre Indopacifique, et Emmanuel MACRON affirme son « attachement » à la notion⁴⁴². Il assume que la France est une nation de la zone par ses territoires ultramarins. Un ambassadeur chargé de l'Indopacifique a d'ailleurs été nommé en 2020. Cette vision qui se veut en faveur du multilatéralisme est d'ailleurs l'une des raisons qui engagent le Président à un tel rapprochement avec l'ASEAN. À la faveur des tensions sino-américaines, ce dernier tente de démontrer que la fameuse « troisième voie » française est encore possible. Il a d'ailleurs participé dernièrement au sommet de la Coopération économique Asie-Pacifique (Apec) après celui du G20 en Indonésie. Il fut le premier chef d'État européen à être invité au sommet de l'Apec, un signe de la volonté asiatique d'associer l'Europe, et la France, aux défis qu'elle traverse. La poursuite d'une diplomatie économique efficace et axée sur certains domaines, est une dimension essentielle : d'abord, une offre française d'armes qui se veut « non confrontationnelle ». Avec l'Indonésie notamment, qui fait de plus en plus le choix de se rapprocher de la France, face à la menace de Pékin. La France peut ainsi trouver un nouveau partenaire de taille, et oublier la mésaventure de la rupture du « contrat du siècle » avec l'Australie, au profit du contrat tripartite AUKUS, et naturellement à son détriment. En 2022, Florence PARLY s'est rendue sur l'archipel pour entériner la signature de 42 Rafales et la coopération industrielle concernant les sous-marins en particulier. Après la Malaisie, l'Indonésie et les Philippines souhaitent en effet se doter de deux nouveaux sous-marins à propulsion diesel-électrique de type Scorpène. Le renforcement des capacités militaires de ces États est désormais une priorité face à la Chine. Des entraînements communs pourront avoir lieu avec l'armée de terre indonésienne, elle-même désormais entraînée sur des véhicules et armes de l'armée française. L'Indonésie compte en tout 200 filiales d'entreprises françaises, employant plus de 50 000 personnes. Le nucléaire civil, ensuite, intéresse le nouveau Président philippin Ferdinand MARCOS Jr., souhaitant réduire sa dépendance au charbon. Cela nous indique donc que la France est encore reconnue pour son expertise et la qualité de son matériel militaire et énergétique, que tout n'est donc pas perdu, mais qu'elle est aussi forcée de négocier durement chaque partenariat, c'est-à-dire qu'elle ne s'impose plus comme partenaire naturel. L'importance

⁴⁴² SAINT-MEZARD Isabelle, *Géopolitique de l'Indo-Pacifique*, Puf, 2022, 210p.

de son industrie du luxe lui confère également un statut à part dans les économies émergentes. Mais sur les questions stratégiques, la France ne s'implique véritablement publiquement qu'en insistant sur l'importance des instances multilatérales et la coopération⁴⁴³, ce qui a pour effet de la dissoudre au sein de l'Union européenne dans sa posture. Emmanuel MACRON a lui-même beaucoup fait pour renforcer la convergence des intérêts entre la France et l'UE dans la région, même si la France est le seul pays qui dispose de capacités militaires suffisantes de projection de forces sur des théâtres extérieurs, et qu'avec l'Allemagne et l'Italie elle constitue la grande majorité des exportations européennes vers l'ASEAN. Le premier objectif de la diplomatie économique d'Emmanuel MACRON était donc de sécuriser les domaines de compétence existants et de développer de nouveaux partenariats en continuité avec ceux-ci. Ensuite, cette diplomatie ne cache pas une tentative d'ancrage politique dans la région : En 2020, la France a été approuvée comme partenaire de développement de l'ASEAN. Se couplent une vision politique, « d'inclusivité », de respect du droit international, de multilatéralisme, de coopération, et une stratégie de développement durable, de garantie de la paix et de la sécurité dans la région. Mais rien donc, ou peu, sur les projets en eux-mêmes. La vision est globale, ainsi l'évolution du positionnement est à saluer, mais les partenariats économiques ne sont toujours pas la priorité évoquée.

La France, un partenaire mineur de la zone

Il suffit de prendre l'exemple du Vietnam pour constater la marginalité de la présence française dans l'ASEAN. Un partenariat stratégique nous engage avec le pays depuis 2013, mais la France ne représente qu'une part de marché de 0,5%, et se classe au 23e rang de ses fournisseurs⁴⁴⁴, loin derrière nos concurrents asiatiques mais aussi et surtout européens ou américains. Si l'on prend cette fois l'exemple de l'Indonésie, la part de

⁴⁴³ REGAUD, Nicolas. « La France et la sécurité en Asie-Pacifique depuis la fin du premier conflit indochinois », *Revue Défense Nationale*, N° 800, 2017/5.

⁴⁴⁴ Ambassade de France à Hanoï, *Direction générale du trésor - économie.gouv*, 1/07/2021.

marché des entreprises françaises atteint moins de 1% (0,65% en 2021)⁴⁴⁵, loin derrière l'Allemagne et le Royaume-Uni. Le déficit commercial de la France vis-à-vis du pays s'est d'ailleurs récemment accentué, atteignant 1,04 Md d'euros en 2021. Le poids économique du pays, et les rapports que la France est censée entretenir avec lui, ne correspondent en rien à la réalité de nos échanges commerciaux bilatéraux. Certes il est vrai que « l'économie indonésienne se tourne de plus en plus vers son marché intérieur » et augmente ses échanges avec la Chine⁴⁴⁶. Mais il existe surtout une large différence avec l'Allemagne, qui représente plus de 31% des ventes européennes, pour 2,5 milliards d'euros, là où la France ne compte que pour moins de 12% (919,74 Md d'euros). C'est ici un problème plus structurel lié à la désindustrialisation du pays, dans la mesure où les principaux biens européens exportés sont des machines et des appareils mécaniques et électriques. À l'échelle de l'ASEAN plus largement, il est difficile d'apparaître comme un partenaire de choix, crédible, lorsque les échanges sont si faibles. Même concernant l'aéronautique, notre domaine majeur en Asie, la part française dans le total des exportations européennes vers l'Indonésie continue à diminuer en raison de la baisse des ventes d'aéronefs et engins spatiaux. Bien sûr, ces chiffres masquent une hétérogénéité des marchés, la part de marché française n'est bien sûr pas la même aux Philippines, où les ventes aéronautiques sont très importantes, et en Birmanie, en proie à des troubles politiques et à un embargo, mais ils témoignent d'une tendance de fond. Singapour reste notre 1er partenaire commercial en Asie du Sud-Est, avec des échanges commerciaux de l'ordre de 9,3 Mds d'euros en 2021. La Cité-État est le 2e excédent bilatéral de la France dans le monde, derrière le Royaume-Uni et devant Hong-Kong, élément suffisamment rare pour le relever. Sa qualité de hub régional de réexportation permet à la ville de compter autant en Asie. La moitié de nos exportations en Asie concernent le matériel de transport, dont en grande partie l'aéronautique. L'autre moitié se compose d'équipements électriques, de produits agro-alimentaires, et de produits cosmétiques et pharmaceutiques. Nos exportations reposent ainsi essentiellement sur la compétitivité

⁴⁴⁵ Commerce bilatéral entre la France et l'Indonésie, *Direction générale du trésor – économie.gouv*, 2021.

⁴⁴⁶ *Ibid.*

hors-prix, de l'expertise, des marques devenues gage de qualité et sur des équipements techniques et technologiques de pointe.

Tout n'est pas négatif dans ce constat, mais un élément est à prendre en compte : nos performances économiques sont trop dépendantes du seul secteur de l'aéronautique pour que la France soit considérée comme un interlocuteur aussi privilégié que l'Allemagne. Comme l'expliquait déjà Philippe VARIN, lors de la conférence organisée par l'ANAJ-IHEDN en 2015, le véritable enjeu est donc de « diversifier les domaines porteurs pour la France, afin de réduire la dépendance à l'égard d'un unique secteur ». Effectivement, la nature peu diversifiée de nos importations fragilise notre position. Les ventes aéronautiques et spatiales progressent, dans une région Asie-Pacifique qui représente les plus importantes livraisons d'Airbus, mais cela signifie aussi que ces exportations manquent de diversité. La délocalisation progressive des activités de la Chine et de la Corée vers l'ASEAN est un autre élément qui affaiblit notre balance commerciale en Asie. Cette augmentation future des exportations en provenance de l'ASEAN doit nous pousser à faire de même, à exporter en quantité ou en qualité, afin d'éviter que le déficit de notre balance commerciale ne sombre davantage⁴⁴⁷. C'est tout le problème de cette diplomatie économique des petits pas, qui ne pense pas l'Asie au sens large, ni ne la mentionne en tant qu'espace régional. On ne cite véritablement des partenariats avec des pays de la région que pour saluer leur participation à la lutte contre le réchauffement climatique, ou pour relever le risque d'un déséquilibre économique direct. Prendre la mesure du rejet de la France dans notre ancien « pré carré »⁴⁴⁸ africain permettrait probablement d'élargir notre horizon, et en tirer toutes les opportunités. L'ASEAN est une zone en si vif essor que la concurrence y est rude, et le poids de la Chine de plus en plus prégnant, mais la France doit être capable de valoriser ses entreprises pour ne pas louper son tournant stratégique.

⁴⁴⁷ FERRO Coline, « Quelle place pour la France dans les relations économiques avec les pays de l'ASEAN ? », *Les Cahiers du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN*, Printemps 2016.

⁴⁴⁸ TERRES, Hadrienne. « Le « pivot » français vers l'Asie : une ébauche déjà dépassée ? », *Politique étrangère*, no.1, 2016, pp. 177-188.

L'ASEAN présente un intérêt majeur, mais désormais plus seulement pour lui-même. Lors de son 37e sommet en novembre 2020, l'organisation a annoncé la signature d'un accord de libre-échange, le partenariat économique régional global (*Regional Comprehensive Economic Partnership*) avec l'Australie, la Chine, la Corée du Sud, le Japon et la Nouvelle-Zélande. Malgré les divergences stratégiques, notamment concernant les velléités chinoises en Mer de Chine méridionale, cet accord donne une image dynamique de l'Asie, et consacre enfin l'ASEAN comme l'un des grands leaders de l'Indopacifique. Le RECP est le plus important accord de libre-échange jamais signé, tout cela sans les États-Unis mais avec la Chine. La France, puissance qui se veut moins alignée sur Washington, a là une marge de manœuvre importante pour dessiner sa propre politique Indopacifique. Autrefois puissance d'équilibre, notre pays n'est aujourd'hui qu'une puissance accessoire en Asie, une solution subsidiaire. La France a pourtant de multiples atouts.

Atouts et outils de la diplomatie économique Française

Face à la forte concurrence dans la zone, notamment de la Chine, de l'Inde et du Japon, la France peut miser sur une vraie valeur ajoutée, incluant formation, savoir et expertise, ou encore capacité de financement. Les larges besoins de l'ASEAN en termes d'infrastructures ouvrent de belles opportunités aussi bien concernant l'électricité, notamment la géothermie ou le nucléaire, que l'aéronautique et l'aéroportuaire, avec la percée notable du groupe Vinci dans la zone. Mais l'enjeu majeur est désormais une plus large diversification des secteurs pour les entreprises françaises⁴⁴⁹, comme l'agroalimentaire, l'électricité, le tourisme ou les énergies renouvelables, et plus seulement le luxe et l'aéronautique. Cela passera par une organisation et une clarification de l'offre française, qui apparaît aujourd'hui imprécise et peu valorisée. Hub majeur au cœur de l'organisation, Singapour est devenu une base essentielle pour les entreprises françaises qui cherchent à établir leur siège régional dans la région et un tremplin pour s'étendre vers d'autres marchés d'Asie du Sud-Est. Plus de 1 900 entreprises françaises

⁴⁴⁹ SENAT, Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. « Reprendre pied en Asie du Sud-Est », *Rapport d'information n° 723*, déposé le 15 juillet 2014.

sont enregistrées dans la cité-État, des secteurs de l'électronique à la finance en passant par l'aérospatial.

Qu'en est-il de l'appui diplomatique à cette présence parfois balbutiante ? C'est notamment la responsabilité des représentants spéciaux du ministre des Affaires étrangères, ici pour l'ASEAN, dont la mission est de renforcer la présence économique française en Asie du Sud-Est, de « renforcer et structurer des offres françaises d'ensemble »⁴⁵⁰. Le représentant pour l'ASEAN est à ce jour François CORBIN. Cela passe par un accompagnement administratif et politique sur place, souvent pour des entreprises françaises de taille petite, moyenne et intermédiaire. Sur place, un réseau est déjà mis en place, fait des services économiques de l'ambassade, de services de l'État ou travaillant conjointement avec lui à l'étranger, dont Business France, les chambres de commerce et les conseillers du commerce extérieur. Dès 2012, une Direction des entreprises et de l'économie internationale est créée, rebaptisée par la suite Direction de la diplomatie économique⁴⁵¹. Le but étant de faciliter le lien entre le ministère et les entreprises souhaitant s'implanter, en particulier les PME. Or en France les PME « ne contribuent qu'à hauteur de 15,5 % aux exportations, d'où la nécessité de les aider dans leurs efforts d'internationalisation »⁴⁵². Les PME françaises sont plus petites et moins performantes à l'export que celles de nos voisins, pourtant ce sont elles qui créent de l'emploi et qui innovent. Cette différence avec l'Allemagne, qui enregistre des exportations par habitant deux fois supérieures, coûte en termes d'implantation. L'élargissement en 2014 du champ de compétence du Quai d'Orsay avec le rattachement au commerce extérieur et au tourisme facilitent l'existence de ce lien ministère-entreprise. D'autant que le sujet de la diplomatie économique est aujourd'hui devenu essentiel, au point que les ambassadeurs lui consacraient désormais 40 % de leur temps⁴⁵³. Business France

⁴⁵⁰ DOUTRIAUX, Yves. « Naissance, essor et difficultés d'une diplomatie économique ». *La France, une puissance contrariée*, La Découverte, 2021.

⁴⁵¹ DOUTRIAUX, Yves. « Naissance, essor et difficultés d'une diplomatie économique ». *La France, une puissance contrariée*, La Découverte, 2021.

⁴⁵² *Ibid.*

⁴⁵³ *Ibid.*

facilite quant à lui les investissements internationaux, les exportations notamment des PME et ETI, et gère les volontaires internationaux en entreprise (VIE), nombreux en Asie. Réciproquement, les grands groupes de l'industrie de l'armement, de l'industrie ferroviaire, de l'aéronautique ou des travaux publics, déjà bien installés, ont conscience de ce lien nécessaire avec les administrations et facilitent le déblocage de certaines situations politiques. Ils sont en échange conviés lors des déplacements de secrétaires d'État, de ministres, ou du Président lui-même. Philippe VARIN appelait déjà en 2015 à une plus grande présence politique, tant ministérielle que présidentielle, dans l'ASEAN. C'est un travail de conviction de longue haleine qui doit passer par une forte représentation.

La diplomatie économique doit donc se découper en trois volets essentiels. Un travail de conviction et d'accompagnement des entreprises françaises d'abord. Les secteurs les plus intéressés et pour lesquels la demande est la plus importante sont généralement reconnus à la fois pour leur qualité intrinsèque, et pour leur capacité d'innovation, mais l'offre est encore trop morcelée, ce qui nécessite une expertise locale et une aide administrative. Le secteur des énergies renouvelables est déjà un axe majeur de l'action des services économiques extérieurs de la France. Le groupe Véolia est par exemple implanté à Singapour, en Thaïlande, en Malaisie ou encore en Indonésie. Le secteur des transports se développe fortement dans les États de l'ASEAN qui en ont le plus besoin à court-terme, c'est-à-dire en Indonésie et aux Philippines. Le groupe Vinci incarne la réussite du domaine aéroportuaire. Les groupes Alstom, Bouygues et RATP Dev travaillent également sur de grands projets de transport urbain à Phnom Penh et à Manille, où il s'agira d'étendre et de gérer le métro aérien pendant 32 ans, une large responsabilité sur place. L'important reste le réseau diplomatique et entrepreneurial, qui a fait ses preuves et vante le savoir-faire à la française, notamment en termes de traitement de l'eau, des déchets, de transports ou encore du génie civil. L'agroalimentaire est aussi en pleine éclosion, essentiellement pour des produits « emblématiques » de qualité, à savoir le vin et les spiritueux à Singapour, et le pain au Vietnam. Ajoutons que les acteurs technologiques et les industries créatives, réunis par la *French Tech*, accentuent leur présence en Asie du Sud-Est, en soutenant l'essor des start-ups. Ensuite, il s'agit de

repérer les pays et régions les plus intéressants pour élargir les potentialités des entreprises françaises nouvellement installées. Analyser la demande, faire de la prospective, alimenter les canaux de discussion avec les administrations locales pour s'assurer de leur soutien. C'est aussi le travail des 4 000 conseillers du commerce extérieur, nommés par le Premier ministre, venant eux-mêmes du monde de l'entreprise, qui bénévolement se mettent au service des PME. Enfin, la diplomatie économique dans l'ASEAN consiste à inciter les entreprises locales à investir en France, en rendant le pays attractif. C'est le rôle de Business France d'identifier les partenaires potentiels des entreprises françaises ou intéressées pour s'étendre directement en métropole.

Mais on ne parlerait pas correctement de diplomatie économique française sans traiter de la diplomatie des « valeurs ». La France milite par exemple auprès de nombreux pays d'Asie pour plus de régulation économique internationale, qui passerait par la lutte contre l'optimisation fiscale agressive et les paradis fiscaux. Elle se fait aussi l'un des grands protecteurs de la propriété intellectuelle. La France a donc encore une fois une vocation plus large qu'elle-même, une ambition d'universalité, qui s'engage à long-terme et sur des enjeux globaux. Attention toutefois à ne pas en oublier parfois les problématiques purement nationales, au risque de se voir encore davantage considéré comme un acteur subalterne et peu structuré.

Conclusion

La diplomatie économique de la France en ASEAN est une diplomatie partielle et peu structurée quant à ses objectifs, ce qui rend la présence des entreprises françaises et les projets d'investissements lacunaires et moins intéressants pour les pays de la zone. Ces derniers trouvent parfois un interlocuteur plus direct outre-Rhin, dans la mesure où ses PME sont bien mieux implantées, et ses exportations trois fois plus nombreuses. La France paye le manque de diversité de ses produits, et jusqu'à présent un relatif désintérêt pour les pays les moins développés de la zone. Pourtant la France est toujours reconnue pour la qualité de ses produits et de son expertise sur des thèmes qui concernent directement ces États, en premier lieu desquels l'aéronautique ou la gestion

urbaine. De plus, si l'on élargit la perspective, la France doit assumer son non-alignement stratégique pour redevenir un partenaire de choix, et faciliter les accords et investissements à différentes échelles avec l'Asie-Pacifique. Vis-à-vis de Pékin notamment, que la France considère seulement comme un rival potentiel, et non pas comme un rival avéré comme Washington. Or les pays de l'ASEAN sont aujourd'hui face à un dilemme majeur. Il s'agirait de s'émanciper de l'influence chinoise en se rapprochant des États-Unis, sans pour autant s'opposer frontalement à Pékin. La France peut être une troisième voie dans la région, une alternative intéressante pour les pays de la zone, d'autant plus que notre histoire est intimement liée à celle de plusieurs d'entre eux. L'exemple de l'Indonésie, moteur économique de l'ASEAN, est intéressant. Le pays peut être la nouvelle chance pour Paris de nouer de véritables relations de long-terme avec l'ASEAN. À condition que Jakarta soit un partenaire économique autant que militaire ou politique. Les pistes pour la zone ne manquent pas : Tout d'abord, augmenter la représentation diplomatique, là où le Japon ou l'Allemagne sont bien plus « ancrés dans le paysage » du fait du personnel présent sur place. Assumer également un réseau « d'avenir », par une réorientation stratégique des emplois vers l'Asie, et une diminution de la présence française dans des zones « d'héritage » mais stratégiquement moins attrayantes, comme l'Afrique et l'Amérique du Nord. Ensuite allier des actions spécifiques à l'ASEAN pour accélérer une reconquête économique et des pistes plus globales afin de redresser la balance commerciale française. D'abord répondre davantage au désir de « connectivité » de l'ASEAN, par des infrastructures urbaines et énergétiques, dans des conditions compétitives, en diversifiant nos services du financement à la formation, et en s'assurant parfois sous-contractants des concurrents asiatiques. Concernant les pistes plus globales, il s'agirait de regagner de la souveraineté industrielle pour renforcer notre compétitivité prix et hors-prix. Enfin, promouvoir les investissements directs de l'ASEAN en France, alors que l'ASEAN est aussi l'un des nouveaux acteurs majeurs de l'investissement international.

À PROPOS DE L'AUTEUR

Baptiste SALIS est membre du comité Asie-Pacifique des Jeunes IHEDN. Il a effectué un échange universitaire à la Baptist University of Hong Kong en parallèle d'un bachelor à Sciences Po Bordeaux et d'une licence de droit à l'Université Paris 2 Panthéon-Assas.



Fiche thématique : Les chaînes de valeur et la dépendance de l'Europe à l'Asie en matière de sécurité sanitaire

Anaïs Alma BLACHON

Introduction

La pandémie de Covid-19 a exacerbé les difficultés d'approvisionnement de dispositifs médicaux et pharmaceutiques, mis en lumière la dépendance de l'Europe aux chaînes de production asiatiques (notamment avec la Chine) et lancé de nombreux débats sur la relocalisation des entreprises sur le territoire national. Si cette crise a révélé aux citoyens combien notre économie de la santé était dépendante des chaînes de valeurs asiatiques, elle a aussi enfermé le débat dans la seule nécessité de reconquérir une souveraineté économique qui passerait par une relocalisation de la production. Le débat n'est pourtant pas aussi univoque. La relocalisation de l'industrie de production des dispositifs médicaux et pharmaceutiques ne garantit pas à elle-seule une plus grande souveraineté économique. Après avoir rapidement décrit la notion de chaînes de valeur, nous expliquerons en quoi la délocalisation des chaînes de valeurs des dispositifs médicaux et pharmaceutiques interrogent la capacité des États à garantir la souveraineté nationale dans un contexte de crise pandémique mondiale.

La production médicale et pharmaceutiques : l'attractivité de l'Asie.

Depuis les années 1970 s'est accélérée la fragmentation des processus de production en faveur de l'Asie (particulièrement de la Chine et de l'Inde). Ces délocalisations confèrent aux économies de l'Asie et du Sud-Est un avantage compétitif dans la production et la distribution de nombreux biens médicaux et pharmaceutiques. Par exemple, si l'Europe

fabriquait 75% de l'offre de molécules utilisées dans la production de médicaments il y a 20 ans, l'Asie assure aujourd'hui 75% de cette production.

Nous analyserons comment cette production diffère entre les biens à faible valeur ajoutée (masques, gels hydro alcooliques, etc.) qui sont principalement dépendants de la production asiatique, et les biens à haute valeur ajoutée (vaccins, oxygène médical, etc.), dont la production est fragmentée à l'échelle mondiale. Ces deux types de biens dépendent des catégories de chaînes de valeur différentes et appellent des solutions particulières qui questionnent différemment la souveraineté nationale.

La remise en cause par la pandémie de la mondialisation des chaînes de valeurs

À l'échelle macro-économique, les chaînes de valeur ont souffert d'un double choc : un choc d'offre négatif (manque de main d'œuvre, impossibilité de transporter les biens, confinements successifs, et imprévisibilité des mesures sanitaires) et un choc positif de la demande (demande de masques, de lits d'hôpitaux, d'équipement médical, de gel hydroalcooliques, de vaccins, etc.). À l'échelle micro-économique, plusieurs facteurs ont accru les difficultés auxquelles les entreprises et industries ont fait face : (1) les entreprises ne se fournissent qu'auprès d'un nombre limité de fournisseurs, (2) les fournisseurs sont concentrés géographiquement dans la même région, (3) les produits n'ont pas de substituts à court terme.

La souveraineté nationale et la sécurité sanitaire justifient-elles la relocalisation de la production ?

Nombreux sont les pays européens qui ont entrepris de se défaire de leur dépendance vis-à-vis de la production asiatique et d'améliorer l'autonomie de leur tissu industriel. La France, par exemple, a drastiquement réduit ses importations de masques depuis la Chine (140 millions d'euros contre 5 milliards en 2020) en investissant dans les capacités de production par des fabricants français (10 millions de masques hebdomadaires contre 3,5 millions en 2020). Toutefois, outre la possibilité de maintenir une production

relocalisée sur le long terme, est-il nécessaire de relocaliser massivement pour être en mesure de faire face à des crises majeures ? Ou doit-on opérer des distinctions selon les biens à produire et selon les stratégies de coopération économique envisageables sur une aire géographique donnée ?

Conclusion

Certes, une trop grande dépendance sur les chaînes de valeur (particulièrement si elles sont concentrées dans une même région, comme l'Asie, ou un seul pays, comme la Chine) met en danger la capacité d'approvisionnement en biens médicaux et pharmaceutiques. Cependant, une politique de relocalisation excessive ne serait pas sans risques économiques et la sécurité sanitaire n'est pas nécessairement garantie par la seule souveraineté sanitaire.

À PROPOS DE L'AUTEUR

Anaïs Alma BLACHON est membre du comité Asie-Pacifique des Jeunes IHEDN. Elle était avant la fin de l'été 2023 étudiante en dernière année de double licence entre Sciences Po Paris et l'Université de Keio, avec une majeure économie. Elle est intéressée par le rôle de l'Asie dans le commerce international. Ses centres d'intérêts sont aussi tournés vers l'économie environnementale et vers les questions énergétiques.

Les semi-conducteurs et la rivalité sino-américaine

Constantin L.

Introduction

« En 1961, le président KENNEDY a uni ce pays tout entier en appelant à envoyer un homme sur la Lune avant la fin de la décennie. Cela a conduit à la création d'une génération d'ingénieurs, de scientifiques et d'ouvriers, qui propulsa notre économie et sécurité nationale à la tête du monde, loin devant l'Union soviétique. Nous avons l'opportunité de le faire à nouveau ». C'est par ces propos que la secrétaire d'État au commerce Gina RAIMONDO a présenté, le 23 février 2023, l'ambition de l'administration BIDEN dans la mise en œuvre du « *CHIPS and Science Act* » au cours de la décennie⁴⁵⁴. Grâce à un investissement de plus de 200 milliards de dollars sur les cinq prochaines années, cette loi, promulguée en août 2022, doit permettre aux États-Unis de retrouver une position de leader dans la fabrication de semi-conducteurs (SMC). Celle-ci a quatre objectifs : réduire leur coût, rendre les États-Unis moins dépendants de la fabrication étrangère, atténuer les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et... contrer les ambitions de la Chine. Ces grandes ambitions trouvent leurs origines dans des technologies infiniment petites.

Fonctionnement de l'industrie des semi-conducteurs

Les micro-puces (ou circuit--s intégrés) sont composées d'un ensemble de transistors posés sur une tranche de silicium (*wafers*), matériau semi-conducteur qui donne son nom

⁴⁵⁴ « Commerce secretary lays out Biden administration's vision for implementing the CHIPS act over the next decade », Maegan VAZQUEZ, CNN, 23/02/2023, <https://edition.cnn.com/2023/02/23/politics/chips-act-implementation-gina-raimondo-speech/index.html>.

à l'ensemble du secteur. Ces puces sont au cœur de toutes les technologies qui composent l'exosquelette des sociétés modernes. Une voiture électrique dernier cri peut par exemple contenir jusqu'à 3 000 puces électroniques⁴⁵⁵. En 1965, Gordon MOORE, l'un des cofondateurs d'Intel, a prédit que le nombre de transistors sur une puce doublerait tous les deux ans, multipliant de manière exponentielle la puissance de calcul tout en diminuant le coût de la puce.⁴⁵⁶

La course à la miniaturisation annoncée par la loi de MOORE est toujours l'enjeu principal pour la filière des semi-conducteurs. Les technologies de lithographie avancée, telles que la lithographie extrême ultraviolet (*Extreme Ultra Violet*, EUV) maîtrisée par l'entreprise néerlandaise ASML, permet de graver les puces en-dessous d'une dizaine de nanomètres (nm), c'est-à-dire à la pointe des exigences de l'industrie. Ce savoir-faire résulte d'investissements colossaux sur le long-terme, faisant de la fabrication de semi-conducteurs une activité extrêmement capitalistique : la construction d'une « *fab* » (usine) aux standards actuels de l'industrie nécessite un investissement initial d'environ 10 milliards de dollars⁴⁵⁷.

Ce secteur hautement stratégique est aujourd'hui dominé par une poignée de pays, dont aucun ne maîtrise tous les segments de la chaîne de production. La sophistication croissante de l'industrie et l'internationalisation des chaînes de production ont permis l'émergence d'un modèle industriel où coexistent (1) des sociétés sans usine (« *fabless* ») chargées de la conception (*design*) seule (par exemple Apple, Qualcomm, Nvidia) ; (2) des « fonderies » dites « *pure-play* », dont la firme taïwanaise TSMC est emblématique, qui gèrent la production seule ; et (3) des « fabricants de dispositifs intégrés⁴⁵⁸ » qui font la conception et la fabrication (*manufacturing*) des puces (Intel, Texas Instruments, Samsung, IBM...). Plus précisément, il convient de distinguer les stades de la conception, de la

⁴⁵⁵ « Why Are Automotive Chips Still In Short Supply? », *Forbes*, 20/11/2022 <https://www.forbes.com/sites/willyshih/2022/11/20/why-are-automotive-chips-still-in-short-supply/>.

⁴⁵⁶ [Site internet](#) d'Intel.

⁴⁵⁷ « What does it take to build a fab ? », [site internet](#) d'Intel.

⁴⁵⁸ *Integrated Device Manufacturer* (IDM) en anglais.

manufacture du matériau brut en une plaquette de silicium, et des fabrication et assemblage de cette plaquette avec les autres éléments composant le circuit intégré. La chaîne de production des semi-conducteurs se caractérise donc par une forte concentration technologique qui provoque des interdépendances entre les différents acteurs de la chaîne de production.⁴⁵⁹ Ceux-ci sont majoritairement répartis sont majoritairement répartis entre les États-Unis et l'Asie-Pacifique, où la Chine joue un rôle prépondérant.

L'importance de l'Asie-Pacifique

Fondée sous l'impulsion des autorités taiwanaises en 1987 alors que l'île cherchait à se développer dans le secteur des semi-conducteurs, la *Taiwan Semiconductor Manufacturing Corporation* (TSMC) a joué un rôle moteur dans la structuration de l'industrie telle qu'on la connaît aujourd'hui⁴⁶⁰. Formé aux États-Unis, son fondateur Morris CHANG (surnommé « le Gutenberg de l'âge digital ») a eu l'intuition de créer un modèle de fonderies « *pure play* », contractants indépendants spécialisés dans la fabrication de puces pour des clients pouvant ainsi devenir « *fabless* », c'est-à-dire des sociétés sans usine. Aujourd'hui, Taïwan est le leader mondial de la production de puces plus avancées – TSMC contrôle 85% du marché entre 5 et 10nm – suivi de près par le sud-coréen Samsung. TSMC a commencé fin décembre 2022 à produire des puces gravées en 3nm, les plus avancées au monde⁴⁶¹. Face à la volonté de « réunification » de la République populaire de Chine, la firme a commencé à délocaliser ses activités en dehors de l'île en ouvrant des « *fabs* » au Japon,

⁴⁵⁹ Certains « *chokepoints* » tels que la conception de puces pour IA, les logiciels d'automatisation de conception électronique, les équipements de fabrication de semi-conducteurs et les composants d'équipement, sont considérés comme particulièrement stratégiques. Voir « *Choking off China's Access to the Future of AI* », Gregory ALLEN, CSIS, 11/10/2022 : <https://www.csis.org/analysis/choking-chinas-access-future-ai>.

⁴⁶⁰ « 張忠謀晶圓代工商業模式改變全球晶片版圖 (Le modèle de l'industrie de la fonderie de Zhang Zhongmou change le paysage mondial des puces électroniques) », *Commercial Times*, 27/02/2023 : <https://ctee.com.tw/bookstore/selection/811648.html>.

⁴⁶¹ « Semiconducteurs : TSMC commence à graver des puces en 3 nm à Tainan », *Taiwan Info*, 30/12/2022 : <https://taiwaninfo.nat.gov.tw/news.php?unit=47,50,53,56,59,62,65,68,71,74&post=230300>.

aux États-Unis et peut-être bientôt en Allemagne⁴⁶², augmentant ainsi la résilience de la firme et de la chaîne de production entière. Taiwan devrait cependant conserver son avance technologique, car TSMC investit encore massivement chaque année et met des limites à la « dé-taiwanisation » de ses activités en gardant son savoir-faire de pointe. En cas de conflit ouvert dans le détroit, les perturbations sur la chaîne de production entraîneraient des coûts estimés à plus de 2 000 milliards de dollars pour l'économie mondiale.⁴⁶³

Au-delà de TSMC et Samsung, de nombreuses autres firmes à Taiwan, en Corée du Sud, au Japon, en Malaisie et à Singapour contribuent à faire de l'Asie-Pacifique un pôle majeur de production des semi-conducteurs. L'Inde cherche également à diversifier ses approvisionnements en développant des capacités de production sur son sol.⁴⁶⁴ La production d'équipements électroniques s'étant déplacée vers l'Asie-Pacifique au début des années 2000, plus de 70% des puces sont aujourd'hui fabriquées en Asie, et une part croissante y est conçue.⁴⁶⁵

La Chine rend les coups et cherche l'autonomie

La Chine est de loin le plus grand marché national de la région Asie-Pacifique, représentant, en 2021, 56% du marché régional et 35% du marché mondial.⁴⁶⁶ Elle importe pourtant une partie non négligeable de semi-conducteurs. Pour y remédier, elle s'est fixé l'objectif de satisfaire 70% de sa demande nationale de semi-conducteurs par la production nationale d'ici 2025. Afin de passer du rattrapage au *leadership* technologique, le gouvernement a par ailleurs déployé une politique industrielle massive comprenant

⁴⁶² « Exclusive: TSMC's Germany chip plant talks hone in on govt subsidies -sources », [Reuters](#), 16/03/2023.

⁴⁶³ « The Global Economic Disruptions from a Taiwan Conflict », A. KRATZ, Rhodium Group, 14/12/2022.

⁴⁶⁴ « India's Prospects in the Global Semiconductor Manufacturing Race », *Council on Foreign Relations*, 21/12/2022 : <https://www.cfr.org/blog/indias-prospects-global-semiconductor-manufacturing-race>.

⁴⁶⁵ « 2022 State of the US Semiconductors Industry », [Semiconductors Industry Association](#).

⁴⁶⁶ « SIA 2022 Factbook », [Semiconductors Industry Association](#).

des subventions directes, des financements publics, des régimes de propriété intellectuelle et des régimes fiscaux favorables.⁴⁶⁷

Sur le plan politique, la Chine a fait des semi-conducteurs une priorité absolue. Dès 2016, Xi Jinping soulignait que « *dépendre des technologies importées est la plus grande menace cachée* » pour la Chine, et que cela revient à « *construire sa maison sur les fondations de quelqu'un d'autre : peu importe sa taille et sa beauté, elle ne tiendra pas en cas d'orage* ». ⁴⁶⁸

Le concept de « sécurité nationale globale » (总体国家安全) illustre par ailleurs l'ambition de Xi Jinping d'associer la sécurité économique et la sécurité nationale. Cela se traduit par une forte proximité entre les autorités et les champions industriels nationaux tels que Huawei, Tencent et Alibaba, entreprises très impliquées dans la R&D et faisant preuve d'une certaine rusticité pour contourner les contrôles.⁴⁶⁹ L'exécutif chinois, conscient des difficultés que rencontre la filière sur le plan interne (pénurie de talents, sous-investissement dans la recherche fondamentale ou éparpillement des investissements, absence de mécanisme d'innovation collaborative⁴⁷⁰...), veut désormais repenser son ordre de bataille dans la compétition technologique qui se dessine. Lors des « deux sessions » (两会) de l'Assemblée populaire nationale (APN) début mars 2023, le Conseil d'État a présenté un plan de restructuration du ministère des Sciences et Technologies qui devrait, en plus de la création d'une nouvelle commission scientifique du Parti communiste, permettre de parvenir plus rapidement à l'autosuffisance.⁴⁷¹ Des subventions massives ont également été accordées à plusieurs géants du secteur courant

⁴⁶⁷ « The Weak Links in China's Drive for Semiconductors », M. DUCHATEL, *Institut Montaigne*, 2021 : <https://www.institutmontaigne.org/en/publications/weak-links-chinas-drive-semiconductors>.

⁴⁶⁸ « 36ème session d'étude de groupe du Bureau politique du 18ème Comité central du PCC », *Quotidien du Peuple*, 19/04/2018 : <http://en.people.cn/n3/2018/0419/c90000-9451186.html>.

⁴⁶⁹ « Ask the Experts: Is China's Semiconductor Strategy Working? », Nigel INKSTER, *LSE*, 01/09/2022 : <https://blogs.lse.ac.uk/cff/2022/09/01/is-chinas-semiconductor-strategy-working/>.

⁴⁷⁰ « 加强半导体基础能力建设点亮半导体自立自强发展的“灯塔” (Renforcer le développement des capacités de base des semi-conducteurs et allumer le "phare" du développement de l'autonomie et de l'auto-amélioration des semi-conducteurs) », *Wechat*, 16/02/2023.

⁴⁷¹ « China to restructure sci-tech ministry to achieve self-reliance faster », *Reuters*, 07/03/2023 : <https://www.reuters.com/world/china/china-restructure-sci-tech-ministry-reach-self-reliance-faster-state-media-2023-03-07/>.

mars⁴⁷². Signe d'un durcissement de l'arsenal juridique chinois relatif à la sécurité nationale, elle recourt enfin de plus en plus à des mesures coercitives telles que l'interdiction d'importation des puces américaines de la firme Micron.⁴⁷³

La crise du Covid-19 et le tournant américain

En 2022, les États-Unis ont en effet redoublé d'efforts pour accroître leur souveraineté et résilience technologique, et conserver l'avantage face à la Chine. La tendance à la « *fabless-isation* » a donné lieu à un paradoxe bien américain : les États-Unis produisent 12% des puces, mais conçoivent la moitié des puces du marché mondial.⁴⁷⁴ La crise du Covid-19 a provoqué une brusque hausse de la demande en semi-conducteurs et sa réorientation vers des technologies médicales ou domestiques. La chaîne d'approvisionnement a été perturbée à l'échelle mondiale, révélant ainsi la nécessité de garantir sa stabilité et sa résilience face aux risques politiques, économiques ou naturels. Cette situation a poussé l'administration Biden à présenter, en 2021, un plan de renforcement des capacités de production des semi-conducteurs, batteries, métaux rares et produits pharmaceutiques avancés⁴⁷⁵ ayant lui-même débouché sur le *Chips and Science Act* et sur 200 milliards de dollars de subvention. En parallèle, TSMC a validé en décembre 2022 la construction d'une seconde usine délocalisée en Arizona. Toutefois, construire une *fab* prend du temps, et les États-Unis ne seront à moyen-terme ni indépendants, ni à la pointe de la technologie. En revanche, selon le PDG d'Intel Pat Gelsinger, cette dynamique va contribuer à rééquilibrer les chaînes d'approvisionnement géographiques « à 50% en Asie, et 50%

⁴⁷² « Guerre des semi-conducteurs : la Chine lance la planche à billets pour sauver Huawei », *01.net*, 21/03/2023 : <https://www.01net.com/actualites/guerre-des-semi-conducteurs-la-chine-lance-la-planche-a-billets-pour-sauver-huawei.html>.

⁴⁷³ « Semi-conducteurs : la Chine interdit de travailler avec l'Américain Micron », *La Tribune*, 21/05/2023 : <https://www.latribune.fr/technos-medias/electronique/semi-conducteurs-la-chine-interdit-de-travailler-avec-l-america-micron-962982.html>.

⁴⁷⁴ SIA 2022, *op. cit.*

⁴⁷⁵ « Building resilient supply chains : a 100-days review », *White House*, Juin 2021. <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2021/06/100-day-supply-chain-review-report.pdf>.

entre les États-Unis et l'Europe d'ici à la fin de la décennie », et à rendre l'industrie résiliente.⁴⁷⁶

Entre les deux pôles, la France veut en effet se positionner en leader européen dans le domaine et accélérer le rattrapage de l'Union européenne en doublant sa part dans le marché mondial des micro-puces de 10 à 20% d'ici à 2030.⁴⁷⁷ La firme néerlandaise ASML joue à elle-seule un rôle clef dans la chaîne de valeur globale grâce à sa technologie EUV ; ses centaines de sous-traitants européens constituent néanmoins un écosystème riche que l'Union européenne (UE) et ses pays membres doivent valoriser dans le cadre de cette nouvelle politique industrielle.⁴⁷⁸

Le nouvel âge des contrôles aux exportations

Sur un plan plus offensif, les contrôles aux exportations annoncés le 7 octobre 2022 par l'administration BIDEN empêchent les principaux concepteurs américains de puces informatiques de vendre à la Chine leurs puces haut de gamme destinées à l'IA et aux supercalculateurs.⁴⁷⁹ Ils visent explicitement à maintenir une avance « aussi large que possible » sur la Chine en affaiblissant son industrie de défense, et plus largement à saper « l'ensemble de la transformation numérique du pays, dans toutes ses applications commerciales civiles ». ⁴⁸⁰ Pour prévenir les effets adverses que pourraient avoir ces contrôles sur leurs entreprises comme sur leurs partenaires et éviter de reproduire les

⁴⁷⁶ « Intel CEO Pat Gelsinger: The U.S. needs more geographically balanced supply chains », *CNBC*, 23/05/2022 : <https://www.cnbc.com/video/2022/05/23/intel-ceo-pat-gelsinger-the-u-s-needs-more-balanced-geographic-supply-chains.html>.

⁴⁷⁷ Présentation de la stratégie Électronique 2030, 12/07/2022, *Elysée.fr* : <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2022/07/12/presentation-de-la-strategie-electronique-2030>.

⁴⁷⁸ « JRC Technical Report: The position of the EU in the semiconductor value chain: evidence on trade, foreign acquisitions, and ownership », *European Commission*, Andrea CIANI and Michela NARDO, 2021 : <https://joint-research-centre.ec.europa.eu/system/files/2022-04/JRC129035.pdf>.

⁴⁷⁹ SIA 2022, *op. cit.*

⁴⁸⁰ « L'Europe dans le monde nouveau des contrôles à l'exportation », M. DUCHATEL, *Institut Montaigne* 07/02/2023 : <https://www.institutmontaigne.org/analyses/leurope-dans-le-monde-nouveau-des-contrôles-exportation>.

erreurs de la Guerre froide⁴⁸¹, l'approche américaine est cette fois-ci incitative, offrant des subventions de milliards de dollars pour des projets de fabrication de semi-conducteurs conditionnés par une interdiction d'étendre leur capacité de fabrication en Chine pendant dix ans. En convaincant secrètement, en janvier, le Japon et les Pays-Bas d'adopter à leur tour ces contrôles aux exportations sur les biens à double usage – terme éminemment ambigu dans le cas de la Chine – les États-Unis ont non seulement confirmé leur usage croissant des contrôles aux exportations dans leur politique étrangère, mais aussi leur capacité à l'imposer à leurs partenaires.

En réponse aux multiples batteries de contrôles et sanctions imposées par les États-Unis depuis 2020, la Chine a également établi des contrôles et facilité les examens de sécurité des investissements étrangers. Cette logique, transposée à la politique économique, est la même qui a conduit à une course aux armements pendant la Guerre froide. Ce cercle vicieux peut également être compris comme un dilemme de sécurité classique, dans lequel les mesures prises par une partie pour accroître sa sécurité poussent l'autre à renchérir davantage pour assurer la sienne. En l'occurrence, Chinois comme Américains estiment certainement que leur sécurité nationale s'éroderait s'ils venaient à prendre du retard sur le terrain des hautes technologies. Cela est d'autant plus préoccupant qu'il n'existe aucun signe d'apaisement entre les deux puissances, et que le secteur des affaires, qui aurait pu jouer le rôle d'amortisseur, est aujourd'hui une source de tensions. En somme, le déplacement du principal espace de confrontation entre la Chine et les États-Unis, de la sphère militaire à la sphère économique, n'a donc pas réduit les enjeux de leur compétition, au contraire. L'ambition des États-Unis est, sinon de devenir autonome à long-terme en maîtrisant l'ensemble des étapes de production, du moins d'opérer le plus vite possible et à son profit un « rééquilibrage stratégique » de la chaîne d'approvisionnement globale, tout en interdisant à la Chine le contrôle des technologies de pointe pour freiner son développement. Ironiquement, c'est lors de l'inauguration en

⁴⁸¹ Des entreprises japonaises et norvégiennes avaient en effet contourné les contrôles à l'exportation américains en vendant des équipements avancés à l'Union soviétique. Voir « The Toshiba-Kongsberg Incident: Shortcomings of Cocom, and Recommendations for Increased Effectiveness of Export Controls to the East Bloc », Wende WRUBEL, 2011, *American University International Law Review* : <https://digitalcommons.wcl.american.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1673&context=auilr>.

juillet 2022 d'une « *fab* » de TSMC à Phoenix, en Arizona, que le fondateur de TSMC Morris CHANG a conclu que « la mondialisation est presque morte ».

À PROPOS DE L'AUTEUR

Constantin L. est membre du comité Asie-Pacifique.



La compétition sino-américaine dans la course à la suprématie de l'intelligence artificielle

Abdel EL KADI

Introduction

La République populaire de Chine, devenue hégémonique en réduisant son écart de puissance avec les États-Unis d'Amérique, participe grandement à l'actuelle transition de phase des équilibres mondiaux, ce qui fait considérer cette rivalité comme le fait géopolitique majeur. Dans un contexte où la guerre semble intenable — pour le moment — mais où la paix est improbable, cette compétition sino-américaine prend la forme d'un conflit hors limites au travers de tous les affrontements possibles non militaires. Le facteur économique prend ainsi une place prépondérante, car il est un vecteur majeur de puissance, du fait notamment de l'effet de levier permis par la richesse créée et réinvestie dans d'autres facteurs de puissance. Aussi, en considérant le rôle fondamental que joue l'innovation — et ses incarnations technologiques — dans la croissance économique et en plus des nouvelles capacités qu'elle peut conférer l'innovation est un enjeu de pouvoir qui offre à ses artisans un avantage compétitif pouvant être décisif.

Cette relation entre la puissance, l'économie et l'innovation, éclaire les raisons de la guerre technologique qui a cours entre la Chine et les États-Unis. Et c'est au travers de cette perspective qu'il est important de prendre en compte cette innovation singulière et majeure qu'est l'intelligence artificielle (IA).

Considérée comme un enjeu potentiellement décisif, l'IA a cette caractéristique d'être une technologie à « usage général » — une technologie générique —, c'est à dire une technologie avec des implications globales et un pouvoir de transformation des sociétés

dans leur profondeur, à la manière de ce que fut l'électricité à partir de la fin du XIX^e siècle. Ce potentiel socio-économique éclaire cette obsession sino-américaine pour le développement de l'IA et questionne sur l'état de la compétition — notamment dans le cas de la Chine — pour cette innovation cruciale.

Le triumvirat « Innovation - Économie - Puissance »

« [L'IA] est le moteur de la plus vaste révolution technologique de l'Histoire. »⁴⁸²

- **Les « technologies génériques »**

Les « technologies génériques »⁴⁸³ représentent les technologies qui affectent l'ensemble des secteurs d'une économie provoquant une transformation en profondeur des sociétés dans lesquelles elles sont implémentées. Ces technologies sont associées aux révolutions industrielles et les caractérisent dans une large mesure, à la manière de ce que fut l'électricité lors de la deuxième révolution industrielle. Une des particularités maîtresses de ces technologies est qu'à partir de leur implémentation dans l'économie, et après un temps d'incubation, se succède un accroissement durable de la productivité qui se traduit par un progrès technique et une contribution significative à la croissance économique⁴⁸⁴.

Ainsi, à la différence de nombreuses innovations qui ont eu lieu dans l'histoire, celle de l'électricité fut un événement civilisationnel sans précédent qui a marqué le début de la « plus grande croissance de la prospérité humaine jamais enregistrée. »⁴⁸⁵ Les pays ayant intégré cette révolution industrielle acquièrent une puissance inédite qui s'est notamment

⁴⁸² LEE, Kai-Fu. 2019. *IA, la plus grande mutation de l'histoire : comment la Chine devient le leader de l'intelligence artificielle et pourquoi nos vies vont changer*. Paris: les Arènes. (Lee 2019).

⁴⁸³ (General purpose technologies (technologies génériques) | Collège de France 2018). Disponible sur : <https://www.college-de-france.fr/agenda/cours/histoire-de-la-croissance/general-purpose-technologies-technologies-generiques>.

⁴⁸⁴ (Le décollage | Collège de France 2018). Disponible sur : <https://www.college-de-france.fr/agenda/cours/histoire-de-la-croissance/le-decollage>.

⁴⁸⁵ *op. cit.*

exprimée au détriment de ceux n'ayant pas pris le tournant technologique. Cet exemple historique souligne bien cette importance décisive permise par ces catégories de technologies, et fait écho aux enjeux actuels autour de l'IA, dont le potentiel semble franchir un nouveau palier dans le progrès technique⁴⁸⁶ et la puissance potentielle engendrée.

- « **AI is the new electricity** »⁴⁸⁷

La recherche dans l'IA⁴⁸⁸, qui a débuté dans les années 1950, a connu plusieurs à-coups dans son histoire. Sa première renommée médiatique eut lieu avec la victoire aux jeux d'échecs par *Deep Blue* dans les années 1990, mais l'évolution significative de la technologie aura lieu avec l'avènement du *machine learning* (*apprentissage automatique*) et de sa composante, le *deep learning* (*apprentissage profond*), dont la maturité technologique se révélera avec les victoires d'*AlphaGo* dans les années 2010. Ces victoires de l'IA sur l'être humain furent considérées comme un événement décisif auprès de la communauté des chercheurs, car des fonctions telles que l'intuition et la créativité⁴⁸⁹, combinées à une puissance de calcul et basées sur des quantités colossales de données, peuvent accomplir dorénavant des objectifs complexes pouvant être implantés dans tout type de domaine. L'ampleur de cette nouvelle vague de l'IA, qui affecte tous les secteurs et qui ne cesse de

⁴⁸⁶ À comprendre dans le sens d' « amélioration des processus de production économique ».

⁴⁸⁷ "ANDREW Ng: Why AI Is the New Electricity." 2023. *Stanford Graduate School of Business*. <https://www.gsb.stanford.edu/insights/andrew-ng-why-ai-new-electricity> (March 5, 2023). (Andrew Ng 2023).

⁴⁸⁸ Définir l'IA c'est d'abord définir ce qu'est l'intelligence. Cette dernière peut être définie comme la capacité d'un système à atteindre des objectifs malgré des obstacles. Cela implique, pour le système en question, de bien déterminer ces objectifs, puis, à effectuer un calcul en évaluant la différence qui sépare l'état final recherché de l'état initial puis, à exécuter un ensemble d'opérations qui réduirait cette différence. À partir de là, on peut définir l'IA tout simplement comme l'intelligence effectuée par un système non biologique, en l'occurrence par une machine. Aussi, à la manière de l'électricité qui englobe une grande variété de technologie — tels que le moteur électrique, les lampes, et la cascade de sous-technologie qui en découle -, l'IA est aussi un concept « méta » qui englobe aussi une grande variété de technologies aux incarnations multiples.

⁴⁸⁹ TEGMAK, Max. 2018. *La vie 3.0: être humain à l'ère de l'intelligence artificielle*. Malakoff: Dunod. (Tegmark 2018).

s'étendre jusqu'à aujourd'hui, semble confirmer sa nature de « nouvelle technologie générique » au potentiel révolutionnaire, et donne sens à cette obsession sino-américaine pour le domaine

Compétition sino-américaine pour la suprématie dans l'Intelligence artificielle

« S'il est certain que l'Occident a allumé le brasier du deep learning, la Chine, elle, va accaparer l'essentiel de sa chaleur. »⁴⁹⁰

- « Moments Sputnik »⁴⁹¹ — Quand la peur suscite la réaction.

Dans l'histoire contemporaine, il y a eu des événements clés qui, ayant engendré une crise de conscience, constituent un défi et une motivation à la réaction⁴⁹². Cette peur du dépassement — associée au concept de « course aux armements » — peut être un moteur extraordinaire pour juguler le risque d'un retard périlleux au travers d'une innovation à marche forcée⁴⁹³. Selon Kai-Fu LEE⁴⁹⁴, le moment *Sputnik* pour la Chine fut incarné par les victoires de l'IA *AlphaGo* au jeu de Go dans les années 2010. À l'inverse des Américains qui auraient perçu cette victoire comme « le triomphe de la machine sur l'homme [et] de la technologie [américaine] sur le reste du monde »⁴⁹⁵, ces différentes

⁴⁹⁰ *ibid.*

⁴⁹¹ *ibid.*

⁴⁹² Le lancement du satellite *Sputnik* par l'URSS est l'exemple le plus emblématique de ce genre de moment. L'impact qui fut profond et immédiat a déclenché une crainte aux États-Unis qui s'est traduite par une réaction formidable en vue de gagner la course à la conquête spatiale et où le premier homme sur la lune en fut la première incarnation.

⁴⁹³ Dans la perspective chinoise, il y a 2 événements notables à considérer. Le 1er est celui relaté par les auteurs de la *Guerre Hors-Limites*, pour qui la 1re Guerre du Golfe fut une démonstration magistrale de l'*hyperpuissance* américaine à la fin du XXe siècle impliquant la prise de conscience du retard chinois en la matière et des actions à mener pour se mettre au niveau. Mais cette suprématie technologique des armées américaines semble être en deçà du potentiel technologique à transformer une économie entière.

⁴⁹⁴ *ibid.*

⁴⁹⁵ *ibid.*

confrontations de joueurs professionnels contre *AlphaGo* ont suscité une « fièvre de l'IA » en Chine et notamment auprès des acteurs de la technologie de pointe, se traduisant par un engagement colossal des forces chinoises pour le développement de l'IA afin d'en exploiter tout son potentiel⁴⁹⁶.

- « Lorsqu'ils s'y mettent tous, ils font trembler la terre »⁴⁹⁷ — La Chine va-t-elle gagner la course à la suprématie de l'IA ?

L'engagement de grande amplitude de la Chine dans le développement de l'IA et les résultats obtenus ont initié ce mouvement qualifié de « course à l'IA », car il a notamment suscité une réaction américaine qui s'est traduite par une compétition manifeste en la matière. Aussi, on a vu émerger deux principaux modèles de prédiction pour évaluer le « degré d'avancement dans cette course » entre les deux compétiteurs : un modèle, chinois, basé sur la nature même de la technologie de l'IA dont le développement et les bénéfices seraient favorisés par l'écosystème du géant asiatique, et un autre modèle, américain, issu des théories économiques de l'innovation, dont les pronostics sont plus prudents quant à l'issue de cette « course ».

Parmi les études chinoises basées sur la nature même de l'IA il est nécessaire de s'arrêter sur celle qui en fut la principale matrice, à savoir Kai-Fu LEE avec son ouvrage *AI Superpower*⁴⁹⁸. Quelle que soit l'exactitude de son analyse, Kai-fu LEE a eu une influence considérable auprès des élites politiques sino-américaines, ce qui rend incontournable la connaissance de sa thèse. Cette dernière établit une distinction centrale dans la vie d'une *technologie générique* qui serait composée de deux principaux moments, une *ère de l'invention* suivie d'une *ère de l'application*. À la manière de ce que fut l'électricité, *l'ère de l'invention* est le fruit de chercheurs fortement qualifiés qui créent l'innovation et la

⁴⁹⁶ "Enquête Sur La Science En Chine | Larecherche.Fr." <https://www.larecherche.fr/parution/mensuel-557> (March 5, 2023). (Enquête sur la science en Chine | larecherche.fr n.d.).

⁴⁹⁷ *ibid.*

⁴⁹⁸ *ibid.*

mènent à maturité avant de « passer le relais » aux entrepreneurs qui mettent en application cette innovation en lui trouvant un aboutissement utilitaire et économique.

Ainsi, l'IA — en l'occurrence le *deep learning* — fut permis grâce aux Américains⁴⁹⁹, mais son application — et donc l'exploitation de son pouvoir — serait à priori davantage favorisée par l'écosystème chinois.

À partir de ce postulat, cette ère de l'application serait à l'avantage de la Chine malgré ses points faibles, car c'est la « cohorte de bricoleurs anonymes » qui fera la différence comparée à la « poignée de chercheurs d'élite »⁵⁰⁰. Par ailleurs, l'abondance en *Big Data*⁵⁰¹ est le complément fondamental, comme le résume l'idée qui compare les données au « nouveau pétrole » faisant de la Chine « la nouvelle Arabie saoudite »⁵⁰². À cela s'ajoute un écosystème politique et socio-économique qui serait aussi en faveur de la Chine.

Concernant les modèles basés sur les théories économiques de l'innovation, il semble pertinent d'invoquer les courants « néo-schumpétériens »⁵⁰³ qui insistent sur l'importance d'implémenter une innovation dans son économie. Appelé aussi « *diffusion technologique* », cela correspond à la capacité d'un État à intégrer ses innovations dans ses processus de production⁵⁰⁴. « Pour être compétitives dans un monde où les flux scientifiques et technologiques sont mondialisés, les économies les plus avancées doivent également absorber et exploiter les innovations plus efficacement que le pays dans lequel elles ont été incubées »⁵⁰⁵. Cela implique le phénomène, qui peut sembler paradoxal, qui

⁴⁹⁹ Tous les chercheurs ne sont pas américains, mais c'est notamment aux États-Unis qu'ils ont valorisé leurs talents, à la manière d'un Yann LE CUN chez Facebook.

⁵⁰⁰ « À mesure que l'IA se propage dans l'économie, la quantité de bons spécialistes dont dispose un pays devient plus précieuse que la qualité de ses chercheurs d'élite. Ces derniers auront beau faire reculer les limites de leur science ce ne sont pas eux qui généreront la véritable puissance économique. » op. cit.

⁵⁰¹ L'Internet chinois – au travers notamment de ses BATX – est devenu le premier producteur mondial en la matière. *ibid.*

⁵⁰² MA, Aifang. 2019. « L'IA en Chine : état des lieux. » *Constructif* 54(3): 33–37. (Ma 2019).

⁵⁰³ Nous nous focaliserons sur deux théoriciens influents dans ce courant : Philippe Aghion et Jeffrey Ding.

⁵⁰⁴ DING, Jeffrey. « THE RISE AND FALL OF GREAT TECHNOLOGIES AND POWERS. » (Ding n.d.).

⁵⁰⁵ *op. cit.*

fait que les leaders d'une innovation dans le domaine des nouvelles technologies peuvent également être à la traîne en ce qui concerne le degré de pénétration de ces avancées dans leur écosystème – comme en témoignent certains cas historiques⁵⁰⁶.

Il faut par ailleurs noter que les institutions d'un système sont déterminantes pour pouvoir implémenter les innovations dans une économie. Le cas chinois dans ses capacités de diffusion en matière de *Sciences et technologies (S&T)* semble atteindre une limite, car même si la Chine s'est rapprochée de la *frontière technologique*⁵⁰⁷, elle risque de ne pas pouvoir dépasser le plafond qui nécessiterait en l'occurrence de la concurrence et de la liberté — les leviers de la croissance du « rattrapage technologique » n'étant pas ceux de « l'innovation frontière »⁵⁰⁸.

Conclusion : incertitudes quant à l'issue de cette « course »

*« Si nous n'y prenons garde, cette rhétorique obtuse autour de l'idée d'une "course à l'IA" nous empêchera de planifier et de bâtir un futur commun. Une course ne peut avoir qu'un seul gagnant. Mais la victoire de la Chine signerait la défaite des États-Unis, et vice versa. »*⁵⁰⁹. Malgré le vœu de LEE⁵¹⁰, cette rhétorique belliqueuse semble avoir pris le dessus en Chine

⁵⁰⁶ DING, Jeffrey. "The Diffusion Deficit in Scientific and Technological Power: Re-Assessing China's Rise." (Ding n.d.).

⁵⁰⁷ Cette expression qualifie le niveau le plus avancé de la recherche technologique à un moment donné.

⁵⁰⁸ "Une énigme chinoise? | Collège de France." 2022. <https://www.college-de-france.fr/agenda/cours/innovation-et-le-triangle-entre-marche-etat-et-societe-civile/une-enigme-chinoise> (March 5, 2023). (Une énigme chinoise? 2022).

⁵⁰⁹ LEE, Kai-Fu. 2019. *IA, la plus grande mutation de l'histoire : comment la Chine devient le leader de l'intelligence artificielle et pourquoi nos vies vont changer*. Paris: les Arènes. (Lee 2019).

⁵¹⁰ KAYE, Kate. "Why Kai-Fu Lee, Sinovation Ventures Invested in US/China AI - Protocol." <https://www.protocol.com/entreprise/kai-fu-lee-china-ai> (March 5, 2023). (Kaye n.d.).

comme aux États-Unis⁵¹¹ et continue d'accentuer l'actuelle guerre économique et technologique⁵¹².

Le potentiel de l'écosystème chinois en matière d'innovation et de ses capacités d'implémentation est remis en question — comme en témoignent les limites de ses institutions et l'accentuation de la réaction américaine avec la guerre des semi-conducteurs — mais cette situation peut prendre des tournures particulières pour cette technologie singulière qu'est l'IA. Ainsi, il semble que remporter cette « course »⁵¹³ dépendra de la capacité à acquérir et à mettre en œuvre les innovations dans son système, en tenant compte des particularités de l'IA, à la fois au niveau logiciel et matériel.

À PROPOS DE L'AUTEUR

Abdel EL KADI est membre du comité Asie-Pacifique et du comité Cyber des Jeunes IHEDN.

⁵¹¹ “Eric Schmidt Invested in AI Startups, Pushed Fear of China - Protocol.” <https://www.protocol.com/enterprise/eric-schmidt-ai-china> (March 5, 2023). (Eric Schmidt invested in AI startups, pushed fear of China - Protocol n.d.).

⁵¹² KVESELAVA, Mariam. “LES GRANDS DOSSIERS DE DIPLOMATIE N° 70.” <https://www.areiion24.news/produit/les-grands-dossiers-de-diplomatie-n-70/> (November 28, 2022). (KVESELAVA n.d.).

⁵¹³ La “course à l'IA” est une expression pour « refléter l'équilibre des capacités technologiques (plus que de) suggérer une quelconque lutte en vue de la suprématie militaire » (LEE 2019).

Note thématique : Satellite

Communications and Duty of Care

Christophe K.

Recalling the discrepancies between technological promise and field practice in humanitarian and development communities, the nine evolutions introduced by an April 2021 report from the United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (e.g., artificial intelligence, blockchain, three-dimensional printing) did not entail satellite-facilitated solutions⁵¹⁴. Secured communications – and pertaining localization instruments – form the backbone of operations at the central administration, country offices, and remote territories levels: recently-upgraded satellite offers available on the market are therefore options for accessibility and/or redundancy sakes. Hardware and software from enduring providers (e.g., Immarsat™, Iridium™, Thuraya™), not originally designed for a data-driven environment, are challenged by SpaceX's Starlink™ low-Earth orbit satellite constellation providing “optimized” high-speed and low-latency broadband internet. Lately, the Asian Development Bank conceptually explored its connectivity feature, and the system was installed under the patronage of the United Nations World Food Programme across Vanuatu islands following tropical cyclones Judy and Kevin.^{515, 516} However, despite rapid growth in satellites and subscribers since February 2021 pre-

⁵¹⁴ United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs – Policy Branch. April 2021. “From Digital Promise to Frontline Practice: New and Emerging Technologies in Humanitarian Action.” Policy Series. Switzerland, Geneva, and United States, New York: United Nations.

⁵¹⁵ GARR, John, and ARNDT Husar. April 2021. “Digital Connectivity and Low Earth Orbit Satellite Constellations: Opportunities for Asia and the Pacific.” Sustainable Development Working Paper Series. No. 76. Philippines, Manila: Asian Development Bank.

⁵¹⁶ Emergency Telecommunications Cluster. April 2023. “Vanuatu – Earthquake and Cyclones Emergency – ETC Situation Report #5 – Reporting period: 06/04/2023 to 12/04/2023.” Situation Report Series. Italy, Rome: World Food Programme.

commercialization, the Starlink™ ecosystem promise has not met yet all expectations (e.g., disrupted connections, limited coverage, pricing) and may face future geopolitical restrictions.

Irrespective of the provider, satellite communications solutions are likely to be further examined and adopted by global organizations while Asian and Pacific environments may develop into the central drivers leading to revamped global policies. Outside of specific imperatives (e.g., enabling operations in insular territories not covered by terrestrial networks), the duty of care legal perspective remains a powerful underlying motivation. Assisting staff, contractors, and partners in a variety of scenarios, from individual emergencies to indiscriminate areawide crackdowns, is resource-consuming. On the one hand, communication is one of the factors – if not the main – determining whether an incident will generate a complaint or court case. On the other hand, Asia and the Pacific are the most natural disaster-prone regions; communication networks may be subject to massive and sudden failures. Judicialization dynamics and the diversity of regional jurisdictions and legal regimes could push these organizations to opt for a standardized “one-size-fits-all” protocol and deploy at least one system in each Oceanian state they are registered in – Australia and New Zealand excluded. Such optimization of resources is debatable. However, setting a precedent, more may follow.

À PROPOS DE L'AUTEUR

Christophe K. est délégué international des Jeunes IHEDN en Corée du Sud.

La relation économique sino-taiwanaise et les semi-conducteurs : « ennemis un peu, partenaires beaucoup »

Inès GLOWACKI et Tom SOCODIABÉHÈRE-RIGOT

Introduction

Pour la première fois depuis une cinquantaine d'années, c'est la décision de CHEN Shui-bian, en date du 18 mars 2000 qui marqua un tournant majeur dans les relations financières sino-taiwanaises, longtemps laissées en suspens. Les relations économiques dites « directes » (commerce, transport, poste) cessèrent enfin d'être suspendues pour la première fois entre la Chine et les îles Quemoy, Matsu et Penghu, au large de Formose⁵¹⁷. Et bien que cette nouveauté n'ait pas pour conséquence de produire des effets économiques majeurs instantanés, cette avancée paraît particulièrement symbolique depuis le dénouement de la guerre civile chinoise. En effet, la fin de ce conflit, lequel s'est déroulé de 1945 à 1949, est le point de départ de la revendication principale chinoise, la « *réunification pacifique* »⁵¹⁸, portée par la République populaire de Chine (RPC) qui l'a récemment réitérée. Cette réunification est souhaitée avant 2049 selon le souhait de XI Jinping, puisque le centenaire de la création de la RPC dominée par le Parti communiste chinois (PCC) sera célébré à cette date. Éternel *leitmotiv* du Parti communiste chinois, la

⁵¹⁷ CHEVALERIAS, Philippe « Taiwan-Chine : un rapprochement économique teinté d'arrière-pensées politiques », *Outre-Terre* [en ligne], 02/2006 [consulté le 21/02/2023], n°15, pages 321 à 339. Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-outre-terre1-2006-2-page-321.htm>.

⁵¹⁸ « Le président chinois XI Jinping promet une « réunification » pacifique avec Taiwan ». *Le Monde* [en ligne], 09/10/2021 [consulté le 22/02/2023]. Disponible sur : https://www.lemonde.fr/international/article/2021/10/09/le-president-chinois-xi-jinping-promet-une-reunification-pacifique-avec-taiwan_6097717_3210.html.

réunification voulue par Pékin stimule une communication entre voisins du détroit de Formose d'une grande véhémence, toujours plus épineuse. Les dernières déclarations du président chinois dans son discours au 20e Congrès national du PCC, au sein duquel il ne réfute pas la possibilité d'un « recours à la force »⁵¹⁹ en vue de cette réunification pacifique, ont provoqué un nouveau regain de tensions aggravant la fracture entre les deux rives. Néanmoins, la réunification n'a toujours pas eu lieu, ainsi divers facteurs, parmi lesquels figurent de manière claire l'interdépendance économique majeure entre Taipei et Beijing sont susceptibles d'être à l'origine de l'inaction de Beijing. Cet aspect économique est d'une telle envergure qu'une réunification pourrait faire pâlir l'économie mondiale en cas du rattachement de l'île, qu'il soit effectué ou non par la force.

Cette dépendance économique s'est enrichie, diversifiée, complexifiée au fil du temps. D'abord développée en parfaite illégalité au regard des droits internes de la RPC et de Taïwan, puis à la seule autorisation des échanges dits « indirects » (transitant par Macao ou Hong Kong), ces liens ont mué en organismes privés, chargés de traiter les problèmes relevant ordinairement des gouvernements tels que la Fondation pour les échanges à travers le détroit (Taipei, février 1991) ou encore l'Association chargée des relations entre les deux rives (Pékin, décembre 1991)⁵²⁰. L'apparition de ces associations signa les prémices d'une des plus grandes dépendances économiques mondiales, potentiellement à l'origine du maintien d'une situation géopolitique convenable dans le détroit. Ainsi, un nombre important de sociétés-écrans furent mises en place par les hommes d'affaires - bravant la loi martiale - de l'île en raison de leurs relations commerciales avec la Chine continentale ; c'est pourquoi le gouvernement taiwanais procéda à une révision de sa politique économique extérieure. Ainsi s'inaugura la dépendance économique entre les deux parties.

⁵¹⁹ « Chine : Xi Jinping ouvre le 20e congrès du Parti communiste en défendant sa stratégie zéro Covid », *Le Monde* [en ligne], 16/10/2022 [consulté le 22/02/2023]. Disponible sur : https://www.lemonde.fr/international/article/2022/10/16/le-parti-communiste-chinois-ouvre-son-congres-pour-sacrer-a-nouveau-xi-jinping_6145987_3210.html.

⁵²⁰ CHEVALERIAS, Philippe, « Chine-Taiwan : le poids des échanges économiques ». *Politique Étrangère* [en ligne], 01/2001 [consulté le 24/02/2023], n°66-1, pages 69 à 81. Disponible sur : https://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_2001_num_66_1_5044.

L'inévitable partenariat dans le détroit de Formose

Dès l'aube du retour de l'île dans le giron chinois en 1945, les échanges reprirent fugacement entre les deux berges, aussitôt suspendus par les nationalistes chinois du fait de l'arrivée de Mao au pouvoir, ainsi que des bombardements de Quemoy par les forces communistes en 1954 et 1958. À la fin des années 1970, les transactions reprirent du moins graduellement à la suite de la politique d'ouverture initiée par DENG Xiaoping, visant à exonérer l'île des droits de douanes pour les biens exportés en RPC, mais aussi afin de simplifier les modalités d'importation de ces mêmes biens. C'est ainsi qu'en 1979, le volume d'échange entre les deux entités se chiffrait à environ 78 millions de dollars contre 459 millions deux années après, jusqu'à atteindre 1,5 milliard de dollars en 1987⁵²¹. En raison de l'assouplissement des dispositions internes prises par les deux gouvernements, en particulier celui de Taipei - initialement très sensible à la politique d'expansion chinoise - la dynamisation et la diversification du partenariat va considérablement se renforcer. Dans ce cadre est d'ailleurs abrogée en 1987 à Taiwan la loi martiale, visant à permettre aux habitants de l'île d'aller rendre visite à leurs proches sur l'espace continental. Aussi, l'augmentation des coûts de production sur l'île incite les entreprises à se délocaliser, ce qui conduira à nouveau à l'infléchissement des décisions du gouvernement taiwanais. Cela diminuera son contrôle des mouvements de capitaux, jusqu'alors très ferme. Découle de cette libéralisation des capitaux une vague d'investissements directs à l'étranger dont la RPC bénéficie d'une part considérable, s'élevant à 10 milliards de dollars en 1993⁵²². La progression de ces investissements directs démontre explicitement comment historiquement, l'interdépendance économique s'installe entre les deux rivaux politiques en accélérant le commerce entre eux. Cette dépendance, outre sa dimension prééminente quant au commerce intrinsèque aux deux nations, se caractérisa également par une dépendance au niveau de leur commerce externe. Dans ce cadre, la place de la RPC dans le commerce extérieur taiwanais - ou en provenance de Taiwan - se chiffre à 18,4% des exportations chinoises

⁵²¹ *Ibid.*

⁵²² *Ibid.*

en 1997⁵²³. En contrepartie, bien que ce partenariat soit non-négligeable, il demeure réputé inégal. En effet, l'île, du fait de la concurrence internationale qui n'a cessé de se développer, voit sa fabrication de biens nécessitant une forte main-d'œuvre être concurrencée par des États disposant de l'avantage démographique tels que le Japon, les États-Unis, l'Europe mais surtout et certainement la RPC.

Le cas particulier des semi-conducteurs

Si la perte de l'avantage comparatif du nombre se fait sentir pour l'île, il n'est à pas douter de sa capacité à s'imposer dans le commerce international. En l'occurrence, la production de semi-conducteurs sur son sol permet à l'insularité de maintenir un rang dans le commerce international - et avec la RPC - plus que correct. Effectivement, si la croissance fulgurante des échanges dans le détroit de Formose est constatée, l'interdépendance est maintenue. Alors il est légitime de se pencher sur l'apport dont la Chine bénéficierait en commerçant avec Taïwan, puisqu'étant déjà la deuxième puissance économique mondiale. Dans ce contexte, l'empire du milieu produit seulement 1/6 des semi-conducteurs dont elle a besoin pour sa population. Un semi-conducteur est un élément de circuit électronique nécessaire au bon fonctionnement des appareils fonctionnant à l'électricité en évitant leur surchauffe. Ces éléments sont produits en RPC par la firme SMIC (*Semiconductor Manufacturing International Corporation*) qui détient 11% des parts du marché mondial. Néanmoins, leur production demeure nettement insuffisante au regard des besoins exprimés par la RPC. Par ailleurs, Taïwan s'affirme comme l'unique détentrice mondiale de plus de 50% du marché des semi-conducteurs, et de 60% pour ce qui est des puces de 16 nanomètres - considérées comme les plus avancées sur le marché présentement - élément expliquant que la technologie taïwanaise en la matière est une technologie de pointe, rare, et donc recherchée. C'est donc malgré la relative fragilité de l'île, que cette dernière apparaît indispensable, justifiant sa balance commerciale positive avec Pékin, ce qui n'est pas commun du fait de l'importance économique de l'État. Parmi

⁵²³ *Ibid.*

les leaders du marché de l'île, on retrouve ainsi la Taiwan Semiconductor Manufacturing Company (TSMC) qui vient se hisser en haut du classement avec ses 28% dans les parts du marché mondial, suivie de près par une autre firme, qui elle représente 13% des parts⁵²⁴. En l'occurrence, la TSMC, firme indépendante, dispose de 9 filiales commerciales dont deux se trouvent d'ailleurs en Chine. Elle dispose aussi des clients les plus demandeurs en la matière tels qu'Apple, Mediatek, Sony ou même Marvel. En outre, il peut être considéré que cette production peut clairement nier la thèse selon laquelle la dépendance entre les deux rives serait inégale, Taiwan disposant d'un marché clé à elle seule.

Une interdépendance à risque ?

Du fait de l'existence de ce partenariat majeur existant entre elles, et du poids de la firme TSMC dans l'économie mondiale, des interrogations surgissent quant aux possibles effets que provoqueraient la possible invasion de Taïwan par la Chine évoquée depuis les débuts de la présidence chinoise sous Xi Jinping. Une simple constatation, logique, permet de montrer que Pékin pourrait souhaiter - et donc forcer - la réunification pour profiter d'un tel marché et en détenir la plupart des parts, en dehors de la dimension historique selon laquelle Taïwan serait la 23e province chinoise. Effectivement, le marché lui rapporterait considérablement - de manière surtout symbolique puisque cela permettrait à la RPC de disposer d'un moyen pouvant rendre les États-Unis dépendants d'eux. Néanmoins, si cette hypothèse est potentielle, elle n'en est pas forcément plausible. Ayant déjà anticipé une telle finalité, le géant TSMC menace, dans le cadre d'une hypothétique invasion de Taïwan, de suspendre sa production de puces et ainsi de torpiller l'économie et les échanges financiers internationaux. Cette arme de dissuasion majeure, dont Mark

⁵²⁴ GAUDIAUT, Tristan, « Semi-conducteurs : cinq fonderies détiennent 90 % du marché mondial ». *Statista* [en ligne], 03/08/2022 [consulté le 20/02/2023]. Disponible sur : <https://fr.statista.com/infographie/27908/plus-grandes-fonderies-semi-conducteurs-selon-chiffre-affaires/#:~:text=Selon%20les%20analystes%20de%20TrendForce,des%20semi%2Dconducteurs%20en%202021>.

LIU, directeur de la firme, semble avoir conscience, affirme lors d'une interview sur CNN que les filiales de l'entreprise seront rendues « inopérantes » dans le cas où la Chine s'impose de force à l'île⁵²⁵. D'autant plus que lors de cette même interview, il rappelle que les résultats de production de la firme résultent d'une coopération internationale avec des pays tels que les États-Unis, le Japon ou encore de la région européenne, mais aussi d'une collaboration avec ses principaux clients Apple et Qualcomm qui se trouveraient bloqués. La suspension du marché aurait donc des conséquences majeures sur la scène internationale. En l'occurrence, cette dépendance économique réciproque de la RPC à Taiwan illustre son impuissance à déclencher un conflit dans le détroit du fait de l'étendue des intérêts nationaux divergents concernés. La mer de Chine méridionale cristallise déjà largement de nombreuses tensions, où la Septième Flotte américaine, l'une des plus puissantes de l'US Navy, s'y positionne depuis 1943 dans le but d'assurer sa présence dans l'océan Pacifique ouest, lieu à l'origine de multiples crises déjà⁵²⁶. Or, cette présence pourrait, en l'état actuel des choses, se combiner au soutien indéfectible que portent les États-Unis à l'île, comme en témoigne la venue de Nancy Pelosi à Formose en octobre 2022. Ainsi, la raison pour laquelle il serait initialement admissible de supposer que la Chine dispose d'un argument légitimant son invasion de Taïwan, s'avère en réalité être le motif pour lequel justement, la Chine se retrouve intégralement bridée sur sa marge de manœuvre visant à réunifier la Chine, totalement dépendante du marché. La RPC paraît donc inévitablement tributaire de Taïwan. Et pour cause, c'est sans compter la dépendance de Taïwan vis-à-vis de la Chine également, qui souhaiterait totalement s'affranchir du continent, mais qui voit son économie reposer sur l'export de la marchandise, représentant environ 70% du produit intérieur brut taiwanais - dont la Chine continentale et Hong Kong sont à l'origine de 40% des exports. De cette manière, l'île ne peut s'affranchir de la RPC à moins de disposer de davantage d'espaces et de

⁵²⁵ « Si Pékin envahit Taïwan, l'économie chinoise sera bloquée, avertit le Pdg de TSMC, leader mondial des semi-conducteurs ». La Tribune, 02/08/2022 [consulté le 26/02/2023]. Disponible sur : <https://www.latribune.fr/economie/international/si-la-chine-envahit-taiwan-son-economie-sera-bloquee-avertit-le-pdg-de-tsmc-leader-mondial-des-semi-conducteurs-927517.html>.

⁵²⁶ CABESTAN, J.P., VERMANDER, Benoît, *La Chine en quête de ses frontières - La confrontation Chine - Taiwan*. Sciences Po (Les Presses), 2005, 283 p.

moyens portuaires qui lui permettraient à terme de ne pas transiter par la Chine. De même, Taïwan, bien qu'étant très riche, fait partie des espaces du globe les plus pauvres en ressources naturelles, ce excepté la mer de Chine méridionale sur laquelle son insularité peine à s'assumer, du fait du manque de moyens dont dispose sa marine et des revendications chinoises⁵²⁷.

Conclusion

En somme, la situation des relations entre les deux rives persiste telle quelle depuis l'élection de CHEN Shui-bian en raison de cette haute dépendance entre elles. Ainsi, l'une souhaitant avoir la mainmise sur l'autre, elle-même souhaitant s'affranchir de sa riveraine, les deux se trouvent comme bloquées dans une situation qu'elles subissent, mais qui leur permettent toutes deux de maintenir une situation correcte dans les relations internationales. Le maintien de leur relation actuelle permet aussi d'éviter quelque intervention des États-Unis, lesquels pourraient ne pas hésiter à s'immiscer dans le cas où un acte provoquant une dévaluation de ses intérêts sur la zone soit perpétré. C'est donc dans ce contexte que l'interdépendance sino-taiwanaise, malgré l'aspect d'ennemis politiques qu'expriment les parties, demeurent des partenaires économiques, et ce inévitablement pour les prochaines années. La seule option plausible à la réunification serait la possibilité de n'avoir qu'un léger effet sur ce marché des semi-conducteurs. Néanmoins, celui-ci paraît faire de Taipei un véritable pilier des relations internationales, lequel se développe au détriment de l'empire du milieu.

⁵²⁷ REYNAUD, Jean-Luc, *Taiwan vs Chine. Deux économies de plus en plus interdépendantes* [podcast]. *Radio France*, Les Enjeux internationaux, 22/05/2013.

À PROPOS DES AUTEURS

Inès GLOWACKI et **Tom SOCODIABÉHÈRE-RIGOT** sont tous les deux étudiants en première année de master en Relations Internationales à l'Université Jean Moulin Lyon 3 au sein du parcours « Intelligence Stratégique et Gestion de crises ». La contribution à la rédaction de ce cahier leur a semblé aller de soi. Ayant une certaine connaissance des enjeux asiatiques actuels, et ayant déjà eu l'occasion de travailler sur la question taïwanaise dans le cadre d'un travail de recherche en lien avec leurs études, ils se sont associés à nouveau sur la thématique taïwanaise dans le but de réaliser cet article à dimension davantage économique.



Recension : *La Course à la suprématie monétaire mondiale : À l'épreuve de la rivalité sino-américaine* (2022) de Michel AGLIETTA, Guo BAI et Camille MACAIRE

Gabriel GERVAIS

À PROPOS DE LA RECENSION

La référence de l'ouvrage : AGLIETTA, Michel, BAI, Guo, MACAIRE, Camille. *La Course à la suprématie monétaire mondiale : À l'épreuve de la rivalité sino-américaine*, Paris, Odile Jacob, 2022

Le professeur émérite en sciences économiques à l'Université Paris-Nanterre et conseiller scientifique au CEPII Michel AGLIETTA, la professeur-assistante à la China Europe International Business School Guo BAI et la représentante pour l'Asie-Pacifique à la Banque de France pour l'Asie-Pacifique, Camille MACAIRE se penchent sur la rivalité géoéconomique du XXIème siècle : la compétition sino-américaine.

Dans la continuité du macroéconomiste Robert TRIFFIN, du néoréaliste Robert GILPIN (et de son modèle de la transition hégémonique), de la sociologie toquevillienne, de l'ambivalence simmelienne de la modernité et de l'anthropologie durkheimienne (Marcel MAUSS, Claude LÉVI-STRAUSS, René GIRARD), cet ouvrage, dense et préfacé par le directeur général adjoint de la BRI Luiz PEREIRA DA SILVA, analyse les contradictions de la monnaie clé, qui est aujourd'hui « privilège impérial [du dollar américain] » pour reprendre l'expression de Jacques RUEFF, dans un contexte de remise en cause de la

primauté états-unienne par la Chine, de multipolarisation du système monétaire international (SMI), de régionalisation de la mondialisation, de l'internationalisation du Renminbi, de création de monnaies digitales et de crise climatique. Mêlant analyse historique, économie politique, macroéconomie et analyse financière, ce livre très complet propose de sortir du dilemme de TRIFFIN (Un paradoxe économique dans lequel se trouvent les pays dont la monnaie est une monnaie de réserve internationale. Ce pays, alors qu'il est dominant, doit nécessairement être en déficit commercial pour que les agents économiques non-résidents détiennent sa monnaie. Être le pays de référence dans le système monétaire international exige donc d'être constamment en déficit ; or, en l'étant trop longtemps, les agents perdent confiance dans la monnaie, ce qui accélère la fin du statut de la monnaie comme hégémonique.) par une institutionnalisation d'un SMI multipolaire et polycentrique autour du Fonds monétaire international, qui remplirait pleinement un rôle de banque centrale des banques centrales et donc de prêteur universel en dernier ressort, et de ses Droits de Tirage Spéciaux possiblement digitalisés, qui permettraient de répondre pleinement aux besoins de liquidité d'une économie mondialisée (changement climatique, économie du développement).

À PROPOS DE L'AUTEUR

Engagé depuis mai 2020 au sein de l'association, **Gabriel GERVAIS** est étudiant en master « Politiques Publiques » à l'École d'Affaires Publiques de Sciences Po Paris. Il est actuellement chargé de mission « Géoéconomie et risque économique » auprès du comité d'études Asie-Pacifique des Jeunes IHEDN. Au sein de ce comité, il a été tour à tour chargé de mission adjoint « Chine » (2020-2021), responsable-adjoint du comité à titre de secrétaire-général du comité (2021-2022) puis responsable du comité (2022-2023).

Recension : *Financial Cold War: A View of Sino-US relations from the Financial Markets (2022)* de James A. FOK

Gabriel GERVAIS

À PROPOS DE LA RECENSION

La référence de l'ouvrage : FOK A., James. *Financial Cold War : A View of Sino-US relations from the Financial Markets*, Chichester, John Wiley & Sons Ltd., 2021.

James A. FOK a affiné son regard géoéconomique en tant que cadre supérieur chez *Hong Kong Exchanges and Clearing* (HKEX). Parlant couramment le Mandarin et le Cantonais, son expertise en matière de géopolitique sino-américaine du système financier s'est affinée au point de devenir membre du conseil d'administration de l'*International Securities Services Association* (ISSA), de siéger au comité consultatif sur les services financiers du *Hong Kong Trade Development Council* (HKDTC) et d'intégrer le comité directeur du Forum financier asiatique. Ainsi, il est notamment intervenu lors du Forum économique mondial de Davos en 2020 pour y évoquer la situation politique à Hong Kong et des facteurs géopolitiques associés à l'internationalisation des marchés chinois.

L'ouvrage est une analyse long-termiste des relations sino-américaines, en évitant la description simpliste d'une « Nouvelle Guerre froide ». Malgré une interdépendance structurelle, la détérioration de ces relations, accélérée par la crise de 2008, une tendance au découplage économique accompagne une compétition géostratégique de plus en plus affirmée. Le livre se divise en trois parties (L'histoire financière, politique et diplomatique des États-Unis et de la Chine, de la période de Reconstruction et de la dynastie Ming à nos jours ; La réflexion sur les dangers actuels du système financier et sur les causes de la

crise financière mondiale ; présentation du point de vue selon lequel les relations sino-américaines sont principalement influencées par des asymétries financières et une mauvaise gestion macroéconomique). Ainsi, pour l'auteur, la crispation sino-américaine s'ancre dans le dilemme de TRIFFIN : un pays ne peut avoir sa monnaie comme monnaie de réserve mondiale sans encourir un déficit commercial pénalisant son secteur manufacturier et une partie de sa classe moyenne, la contrepartie pour ce pays est de pouvoir vivre financièrement haut dessus de ses moyens au détriment de ses partenaires commerciaux qui deviennent ses crédeurs contrariés. Cette frustration est aggravée par des inégalités socio-économiques croissantes des deux côtés du Pacifique en raison des politiques fiscales régressives américaines et des réformes de libéralisation du marché chinois. Pour James A. FOK, l'effet final serait la montée du militarisme et du nationalisme, révélé par l'élection de XI Jinping à la tête du Parti Communiste Chinois et l'émergence du *Tea Party* menant Donald TRUMP à l'investiture présidentielle du Parti Républicain.

Cependant, le livre présente plusieurs limites. Bien que l'auteur admette la nécessité d'un « modus vivendi » sino-américain, il ne présente pas de solution concrète pour éviter le piège de Thucydide évoqué par Graham ALLISON ou pour sortir du MAD (*Mutual Assured Destruction*) financier sino-américain souligné par Paul KRUGMAN. Sa proposition du renouvellement des Droits de Tirage Spéciaux (DTS) en tant qu'alternative et que réactualisation du bancor keynésien laisse le lecteur sur sa faim. En outre, les initiatives des BRICS visant à contester les institutions financières nées des Accords de Bretton Woods (Fonds monétaire international, Banque mondiale) avec des institutions alternatives (La Nouvelle banque de développement) ou à dédollariser l'économie mondiale (le petroyuan) auraient pu faire l'objet d'une attention plus approfondie. Par ailleurs, l'auteur aurait pu mettre en lumière que la crédibilité de la garantie de sécurité américaine, plus que le pétrodollar, est la principale assurance-vie de la domination du dollar américain, faisant de Taiwan un véritable verrou stratégique sino-américain. À cet égard, la notion de pouvoir structurel développé par Susan STRANGE aurait pu enrichir l'analyse historique de la transition hégémonique anglo-américaine et de la compétition sino-américaine.

À PROPOS DE L'AUTEUR

Engagé depuis mai 2020 au sein de l'association, **Gabriel GERVAIS** est étudiant en master « Politiques Publiques » à l'École d'Affaires Publiques de Sciences Po Paris. Il est actuellement chargé de mission « Géoéconomie et risque économique » auprès du comité d'études Asie-Pacifique des Jeunes IHEDN. Au sein de ce comité, il a été tour à tour chargé de mission adjoint « Chine » (2020-2021), responsable-adjoint du comité à titre de secrétaire-général du comité (2021-2022) puis responsable du comité (2022-2023).



Recension : *Principles for Dealing with the Changing World Order: Why Nations Succeed and Fail* (2021) de Ray DALIO

Gabriel GERVAIS

À PROPOS DE LA RECENSION

La référence de l'ouvrage : DALIO, Raymond Thomas. *Principles for Dealing with the Changing World Order: Why Nations Succeed and Fail*, London, Avid Reader Press/Simon & Schuster, 2021.

Raymond Thomas, dit Ray DALIO, est codirecteur et fondateur de l'un des plus grands *hedge funds* au monde, Bridgewater Associates, depuis 1985. Son analyse holistique du système financier international, en particulier concernant la Chine et les États-Unis, est régulièrement remarquée par le *Financial Times*.

En s'inspirant de l'observation des cycles économiques et des intuitions du livre *The Rise and Fall of the Great Powers : Economic Change and Military Conflict from 1500 to 2000* (1987) de Paul KENNEDY, l'ouvrage tente de décrire les cycles des puissances dominantes en conjuguant les facteurs macroéconomiques, en particulier monétaires, et les facteurs (géo)politiques. Pour illustrer son propos, l'auteur s'attarde sur trois transitions impériales majeures : des Provinces-Unies au Royaume-Uni, du Royaume-Uni aux États-Unis, et potentiellement des États-Unis à la Chine. Ainsi, selon l'auteur, un empire ascendant est caractérisé par un endettement faible, des inégalités sociales négligeables, un fort investissement dans le capital humain, des gains de productivités, un leadership

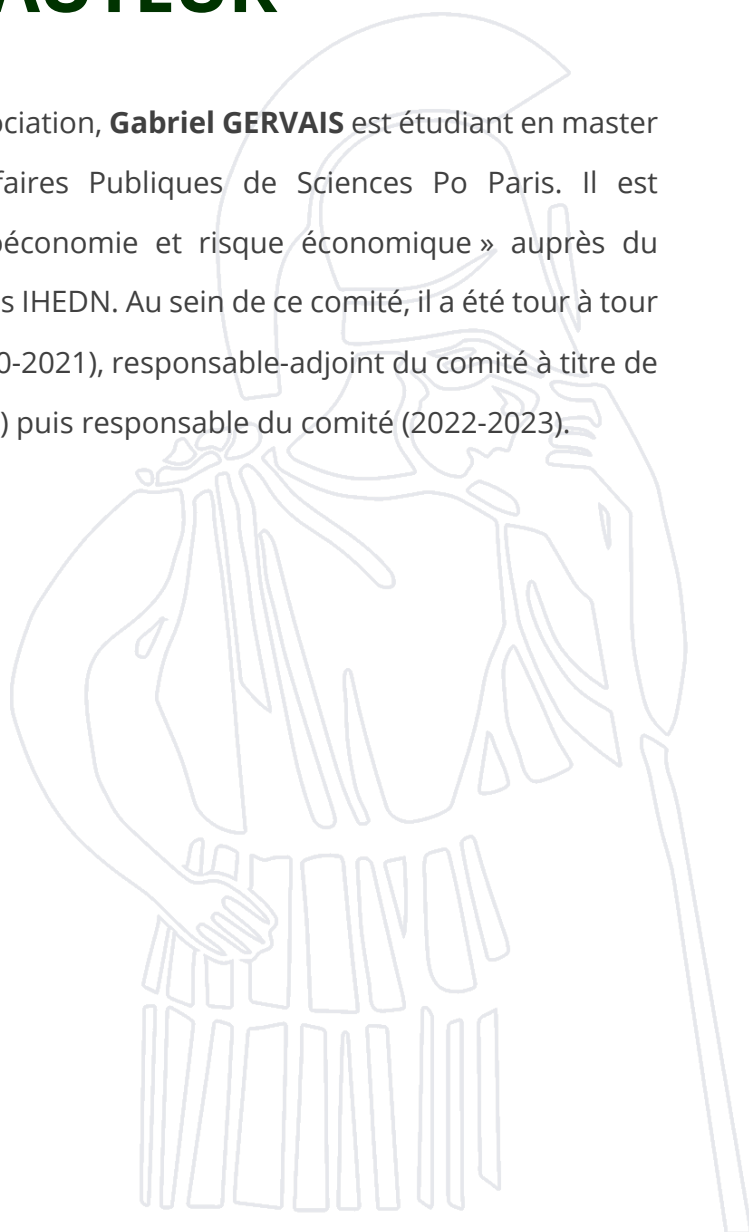
économique fort et la création d'un ordre international stable (e.g., la *Pax Americana*). Cependant, selon l'analyse historique du livre, l'augmentation des ratios dette publique/PIB et déficits/PIB, la baisse de l'espace budgétaire, le creusement de l'écart des revenus entre les ménages, et une puissance rivale montante précipitent le déclin de la puissance dominante et de son empire. Ainsi, l'auteur s'inquiète de la politique de monétisation de la dette adoptée par les États-Unis depuis la crise de 2008 (plusieurs rounds de *quantitative easing* opérés par la FED), mettant en garde contre ses conséquences de long-terme minant davantage l'acceptation du dollar américain comme principale monnaie de réserve. Par ailleurs, l'auteur souligne le caractère inédit de ce qu'il nomme la "guerre multiple" sino-américaine étant donné ses sept fronts interconnectés (la guerre commerciale, la guerre technologique, la guerre des capitaux, la guerre culturelle, la compétition militaire, la compétition géopolitique/diplomatique). Il identifie l'investissement dans la productivité comme l'élément qui départagera les deux superpuissances. En effet, selon lui, investir dans l'innovation permet des gains de productivité dont les retombées en matière de capital humain ne sont pas négligeables. Le cas échéant, l'absence de compétitivité hors-prix minerait la crédibilité de leurs monnaies respectives avec de potentielles dévaluations et déséquilibres macroéconomiques.

Toutefois, si Ray DALIO apporte un complément macroéconomique au modèle de la transition et de la stabilité hégémonique développée par des néoréalistes comme Robert GILPIN ou John MEARSHEIMER, son analyse long-termiste peut pécher par déterminisme et par simplification. En effet, la limite du motif identifié par l'auteur réside dans sa négligence des notions de "pouvoir relationnel" et de "pouvoir structurel" d'une superpuissance tels que décrits dans les travaux de Susan STRANGE. Ces notions tempèrent le signe d'égalité entre les trois transitions entre grandes puissances développées dans le livre. Ces notions mettent en évidence le caractère inédit de la compétition sino-américaine qui ne pourrait être comparée à la concurrence américano-japonaise des années 1980-1990, à la rivalité américano-soviétique de la Guerre froide et à la transition hégémonique anglo-américaine initiée à partir de la Première Guerre mondiale. De plus, la notion d'économie-monde de Fernand BRAUDEL permettrait de

mieux apprécier la nature de ces dominations impériales successives entre un centre et une périphérie. Enfin, la mention des ressources naturelles et des chaînes d'approvisionnement permettrait d'affiner l'emphase macroéconomique, à l'instar du géopolitologue Nicholas SPYKMAN qui décelait en pleine Seconde Guerre mondiale les potentialités de rivalités soviéto-américaines et sino-américaines pour le contrôle du *Rimland* (les régions du monde concentrant le plus de ressources naturelles de l'Europe à l'Asie-Pacifique en passant par le Moyen-Orient).

À PROPOS DE L'AUTEUR

Engagé depuis mai 2020 au sein de l'association, **Gabriel GERVAIS** est étudiant en master « Politiques Publiques » à l'École d'Affaires Publiques de Sciences Po Paris. Il est actuellement chargé de mission « Géoéconomie et risque économique » auprès du comité d'études Asie-Pacifique des Jeunes IHEDN. Au sein de ce comité, il a été tour à tour chargé de mission adjoint « Chine » (2020-2021), responsable-adjoint du comité à titre de secrétaire-général du comité (2021-2022) puis responsable du comité (2022-2023).



Recension : *War by Other Means: Geoeconomics and Statecraft* (2016) de Robert D. BLACKWILL et Jennifer M. HARRIS

Gabriel GERVAIS

À PROPOS DE LA RECENSION

La référence de l'ouvrage : BLACKWILL, Robert D., HARRIS, Jennifer M.. *War by Other Means: Geoeconomics and Statecraft*, Cambridge, Massachusetts, The Belknap Press of Harvard University Press, 2016.

Robert D. BLACKWILL est Henry A. KISSINGER *Senior Fellow for U.S. Foreign Policy* au *Council on Foreign Relations*, ancien ambassadeur des États-Unis en Inde (2001-2003), ancien membre du Conseil de la Sécurité Nationale des États-Unis sous la présidence de Georges W. BUSH et membre du *Applied History Project* de la Harvard Kennedy School. Jennifer M. HARRIS a servi au sein de l'*U.S. National Intelligence Council* et du *policy-planning* du Département d'État américain sur les problématiques géoéconomiques et financières avant de travailler sur les enjeux économiques internationaux dans plusieurs think tanks américains comme le *Council on Foreign Relations* et la *Brookings Institution*. Elle a été nommée en 2021 *Senior Director for International Economics & Labor* au Conseil de la Sécurité Nationale des États-Unis par l'administration BIDEN.

Depuis la crise de 2008 et le pivot vers l'Asie de la présidence OBAMA, le débat stratégique américain est focalisé sur la question suivante : à l'aune de la montée en puissance de la Chine, l'approche strictement militaire est-elle la meilleure réponse ? Les auteurs de

l'ouvrage y répondent. Pour eux, les États-Unis doivent privilégier la géoéconomie c'est-à-dire l'utilisation d'instruments économiques (la politique d'investissement, les sanctions économiques, la cybersécurité, l'aide économique internationale, la politique monétaire, les poursuites extraterritoriales anti-corruption et la politique énergétique) pour promouvoir et défendre des intérêts nationaux identifiés afin de générer des gains géopolitiques bénéfiques. À cette fin, ils rappellent que les États-Unis ont eu dans leur histoire diplomatique coutume d'utiliser principalement des instruments géoéconomiques (l'Acte de Prêt-Bail, le Plan Marshall) avant la Guerre froide. Mais la guerre du Vietnam et la guerre contre le terrorisme ont, selon eux, marginalisé la culture géoéconomique dans la politique étrangère américaine au profit d'une réponse essentiellement militaire. En revanche, comme le montre les différentes études de cas de l'ouvrage, l'option géoéconomique s'est avérée gagnante pour l'influence chinoise vis-à-vis de différents pays, tels que Taïwan, le Japon, la Corée du Nord, l'Asie du Sud-Est, l'Inde et le Pakistan : l'augmentation du commerce avec Taïwan pour accroître la dépendance économique de l'île, les sanctions punitives à l'égard du Japon, les négociations du traité de libre-échange transpacifique (le TPP qui inspirera le RCEP et qui donnera le CPTPP) ou la création la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures en concurrence avec la Banque mondiale.

Néanmoins, les auteurs omettent que la priorisation de la géoéconomie dans la politique étrangère américaine face à la Chine se heurte à plusieurs limites de plus en plus mises en exergue depuis la crise de 2008. Premièrement, comme le souligne David C. KANG dans son livre *China Rising : Peace, Power, and Order in East Asia* (2007), la montée en puissance de la Chine s'explique aussi par le fait que son émergence géopolitique n'a pas été vue exclusivement comme déstabilisatrice par ses voisins. En effet, ces derniers voient encore en la Chine une certaine dimension stabilisatrice, notamment du fait de son économie, en témoigne l'approfondissement et l'élargissement croissant des accords commerciaux régionaux autour de la Chine à l'instar du RCEP. Deuxièmement, sur le plan domestique, les États-Unis ont adopté une attitude protectionniste depuis la présidence OBAMA. Cette tendance confirmée par la guerre commerciale sino-américaine et l'administration BIDEN modère tout nouvel engagement financier et commercial

étatsunien. Troisièmement, la sur-polarisation de la scène politique américaine et les difficiles consensus trans-partisans entre le parti démocrate et le parti républicain modèrent toute politique budgétaire volontariste, en témoignent les différentes crises du plafond de la dette depuis la présidence OBAMA. Quatrièmement, les États-Unis pâtissent d'un unilatéralisme et d'un droit extraterritorial surexploité depuis la fin de la Guerre froide nourrissant la méfiance vis-à-vis de leurs partenaires internationaux et des Suds Globaux. Les États-Unis doivent prendre en compte les échecs de leur moment unipolaire à l'aune des constats dressés par John MEARSHEIMER et YAN Xuetong dans leurs ouvrages respectifs *The Great Delusion : Liberal Dreams and International Realities* (2018) et *Leadership and the Rise of Great Powers* (2019). Cinquièmement, face à la Chine, les États-Unis ne peuvent pas à long-terme continuer à agir géoéconomiquement sans concertation avec leurs partenaires du G7 et du G20 et sans un projet inclusif de réforme de la gouvernance mondiale.

À PROPOS DE L'AUTEUR

Engagé depuis mai 2020 au sein de l'association, **Gabriel GERVAIS** est étudiant en master « Politiques Publiques » à l'École d'Affaires Publiques de Sciences Po Paris. Il est actuellement chargé de mission « Géoéconomie et risque économique » auprès du comité d'études Asie-Pacifique des Jeunes IHEDN. Au sein de ce comité, il a été tour à tour chargé de mission adjoint « Chine » (2020-2021), responsable-adjoint du comité à titre de secrétaire-général du comité (2021-2022) puis responsable du comité (2022-2023).

